



Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 2 mai 1964

Quebec, Saturday, May 2, 1964

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on *Wednesday*, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on *Tuesday*. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre

L'Imprimeur de la Reine,

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962.

5177 — 1-52-0

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer.

Parliament Buildings,

Québec, May 5, 1962.

5177 — 1-52-0

Lettres patentes**Agences Bermat inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23^e jour de mars 1964, constituant en corporation: Robert Y. Lanthier, avocat, 5, rue Sioux, Fabreville, J.-Robert Archambault, 39, boul. Ste-Rose, et Alexandre Marcotte, 266, boul. Ste-Rose, ces deux derniers quincailliers, de Ste-Rose, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Agences Bermat inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3141, rue Esther, Fabreville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-0

1298-64 — 1213/1

Alfa Textile Printing & Flocking Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18^e jour de mars 1964, constituant en corporation: Michel Garber, c.r., 4338, avenue Montrose, Westmount, Jacob Harold Blumenstein, c.r., 4815, chemin de la Reine Marie, Harry Yohalem Garber, 3235, avenue Ridgewood, tous trois avocats et Irène Rubin, secrétaire, fille majeure, 5552, avenue Snowdon, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tissus et produits d'iceux fabriqués en tout ou en partie de laine, coton,

Letters Patent**Agences Bermat inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Y. Lanthier, advocate, 5 Sioux St., Fabreville, J.-Robert Archambault, 39 Ste-Rose Blvd., and Alexandre Marcotte, 266 Ste-Rose Blvd., the latter two hardware dealers, of Ste-Rose, for the following purposes:

To operate a business dealing in motor vehicles, their accessories and parts and to carry on a garagement, under the name of "Agences Bermat inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3141 Esther St., Fabreville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1298-64 — 1213/1

Alfa Textile Printing & Flocking Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Garber, q.c., 4338 Montrose Avenue, Westmount, Jacob Harold Blumenstein, q.c., 4815 Queen Mary Road, Harry Yohalem Garber, 3235 Ridgewood Avenue, all three advocates, and Irène Rubin, secretary, fille majeure, 5552 Snowdon Avenue, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To deal in fabrics and fabric products made, in whole or in part, of wool, cotton, rayon, nylon

Rayonne, nylon et autres fibres, naturelles ou synthétiques, sous le nom de «Alfa Textile Printing & Flocking Co.», avec un capital total de \$6,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426 1242-64 — 1213/2

Andover Press Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1964, constituant en corporation: Joel A. Pinsky, 4597, avenue Oxford, Rollin Gallay, 6196, chemin Hudson, Clarence Reuben Gross, c.r., 790, avenue Lexington, tous trois avocats, et Isobel Nicholson, secrétaire, fille majeure, 3661, rue Ste-Famille, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de publicité et de réclame, sous le nom de «Andover Press Ltd.», avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426 1331-64 — 1213/3

Art Custom Built Upholstering Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1964, constituant en corporation: Clarence Rosenhek, 3435, rue Drummond, Montréal, Marvin Rosenhek, 335, rue Grenfell, Mont-Royal, tous deux avocats, et Sofia Rose-negger, commis, célibataire, 6201, chemin de la côte St-Luc, Montréal, pour les objets suivants:

Rembourrer et fabriquer des meubles, sous le nom de «Art Custom Built Upholstering Ltd.», avec un capital total de \$3,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2625, rue Albert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426 1333-64

Association canadienne des distributeurs indépendants de films d'expression française (A.C.D.I.F.)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Émile Colas, 25,

or any other fibre, natural or synthetic, under the name of "Alfa Textile Printing & Flocking Co.," with a total capital stock of \$6,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 4,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426-o 1242-64 — 1213/2

Andover Press Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joel A. Pinsky, 4597 Oxford Avenue, Rollin Gallay, 6196 Hudson Road, Clarence Reuben Gross, q.c., 790 Lexington Avenue, all three advocates, and Isobel Nicholson, secretary, spinster of the full age of majority, 3661 Ste-Famille Street, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general advertising and publicity business, under the name of "Andover Press Ltd.," with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426-o 1331-64 — 1213/3

Art Custom Built Upholstering Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Clarence Rosenhek, 3435 Drummond Street, Montreal, Marvin Rosenhek, 335 Grenfell Street, Mont-Royal, both advocates, and Sofia Rose-negger, clerk, spinster, 6201 côte St-Luc Road, Montreal, for the following purposes:

To upholster and manufacture furniture, under the name of "Art Custom Built Upholstering Ltd.," with a total capital stock of \$3,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2625 Albert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426-o 1333-64

Association canadienne des distributeurs indépendants de films d'expression française (A.C.D.I.F.)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Émile Colas,

chemin Decasson, Westmount, Richard David, 8102, rue Viau, St-Léonard de Port-Maurice, tous deux avocats, Jean Carouset, stagiaire, 3445, rue St-Urbain, Montréal, Thérèse Verville, secrétaire, 6073, rue Waverly, Montréal, et Francine Brouillette, secrétaire, 583, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Groupier en association les personnes qui importent et/ou distribuent des films au Canada, sous le nom de « Association canadienne des distributeurs indépendants de films d'expression française (A.C.D.I.F.) ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1207-64

25 Decasson Road, Westmount, Richard David, 8102 Viau St., St-Léonard de Port-Maurice, both advocates, Jean Carouset, stagiaire, 3445 St-Urbain, Montreal, Thérèse Verville, secretary, 6073 Waverly, Montreal, and Francine Brouillette, secretary, 583 Berri, Montreal, for the following purposes:

To group into an association people who import and distribute films in Canada, under the name of "Association canadienne des distributeurs indépendants de films d'expression française (A.C.D.I.F.)".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1207-64

Association des jeunes médecins spécialistes de la province de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Lomer Pilote, 10620, Place L'Acadie, Dr Daniel Lavoie, 6816, boul. Pie IX, et Dr Jacques Tanguay, 4800, boul. Pie IX, tous trois médecins, de Montréal, pour les objets suivants:

Réunir dans une association les jeunes médecins spécialisés dans toutes les disciplines de la médecine et de la chirurgie, sous le nom de « Association des jeunes médecins spécialistes de la province de Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1295-64

Autolav (mobile) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1964, constituant en corporation: J.-E.-Alphonse Gauthier, commerçant, 142, France, Dollard-des-Ormeaux, Claude Paradis, gérant, 10752, d'Auteuil, Montréal, et Monique Durand, secrétaire, 79, des Mille Iles, Ste-Rose, comté de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Autolav (mobile) inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1356-64

Association des jeunes médecins spécialistes de la province de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Lomer Pilote, 10620 Place L'Acadie, Dr. Daniel Lavoie, 6816 Pie IX Blvd., and Dr. Jacques Tanguay, 4800 Pie IX Blvd., all three physicians, of Montreal, for the following purposes:

To unite in an association the young physicians specialized in all the branches in medicine and surgery, under the name of "Association des jeunes médecins spécialistes de la province de Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1295-64

Autolav (mobile) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-E.-Alphonse Gauthier, tradesman, 142 France, Dollard-des-Ormeaux, Claude Paradis, manager, 10752 d'Auteuil, Montreal, and Monique Durand, secretary, 79 des Mille Iles, Ste-Rose, county of Laval, for the following purposes:

To carry on a business as garagemen, under the name of "Autolav (mobile) inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1356-64

Beaulieu & Séguin incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1964, constituant en corporation: Maurice Séguin, pharmacien, 30, rue Principale, Jean-Eudes Beaulieu, pharmacien, et Réjeanne Rousseau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Eudes Beaulieu, ces deux derniers de 110, rue Alexandra, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Faire le commerce de spécialités médicales et de préparations pharmaceutiques et médicales, sous le nom de « Beaulieu & Séguin incorporée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 360 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 182, rue Principale, Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1462-64

Bel-Ray Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1964, constituant en corporation: Hector Simoneau, 460, Boischatel, Lionel Jacques, 384, Châtelaine, tous deux comptables agréés, et Gérard Chapdelaine, avocat, 2250, Portland, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Bel-Ray Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1289-64 — 1213/4

Biron automobiles Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1964, constituant en corporation: Maurice Biron, marchand, Jacqueline Dulude, ménagère, épouse séparée de biens dudit Maurice Biron, tous deux de 285, 69e Rue, est, Charlesbourg, et Christian Hawey, comptable, 19, rue Orléans, Beauport, pour les objets suivants:

Commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties, sous le nom de « Biron automobiles Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 285, 69e Rue, est, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1421-64

Beaulieu & Séguin incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Séguin, pharmacist, 30 Main St., Jean-Eudes Beaulieu, pharmacist, and Réjeanne Rousseau, housewife, wife separate as to property of Jean-Eudes Beaulieu, the two latter of 110 Alexandra St., all three of Granby, for the following purposes:

To carry on business dealing in medical specialties and in pharmaceutical and medical preparations, under the name of "Beaulieu & Séguin incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 182 Main St., Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426

1462-64

Bel-Ray Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hector Simoneau, 460 Boischatel, Lionel Jacques, 384 Châtelaine, both chartered accountants, and Gérard Chapdelaine, advocate, 2250 Portland, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Bel-Ray Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426

1289-64 — 1213/4

Biron automobiles Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Biron, merchant, Jacqueline Dulude, housewife, wife separate as to property of the said Maurice Biron, both of 285, 69th St. East, Charlesbourg, and Christian Hawey, accountant, 19 Orléans St., Beauport, for the following purposes:

To deal in automobiles, their accessories and parts, under the name of "Biron automobiles Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 285, 69th St. East, Charlesbourg, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426

1421-64

Lucien Bissonnette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 1er jour d'avril 1964, constituant en corporation: Lucien Bissonnette, garagiste, 231, rue St-Charles, Mireille Lamarre, étudiante, fille majeure, 59, avenue de l'Église, tous deux de Dorion, et Pierre-André Lamarre, notaire, 2, rue St-Michel, Vaudreuil, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine du transport, sous le nom de « Lucien Bissonnette inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorion, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1210-64

Lucien Bissonnette inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Bissonnette, garageman, 231 St-Charles St., Mireille Lamarre, student, fille majeure, 59 de l'Église Ave., both of Dorion, and Pierre-André Lamarre, notary, 2 St-Michel St., Vaudreuil, for the following purposes:

To carry on business in the field of transportation, under the name of "Lucien Bissonnette inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Dorion, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1210-64

Boire et frères transport Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1964, constituant en corporation: André Boire, 445, St-Michel, St-Jean, Marcel Boire, 130, 14e avenue, Iberville, tous deux camionneurs, Colette Lacasse, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit André Boire, 445, St-Michel, St-Jean, et Réjeanne Faille, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Marcel Boire, 130, 14e avenue, Iberville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Boire et frères transport Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 130, 14e avenue, Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1225-64 — 1212/124

Boire et frères transport Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Boire, 445 St-Michel, St. John, Marcel Boire, 130, 14th Ave., Iberville, both truckers, Colette Lacasse, housewife, wife contractually separate as to property of the said André Boire, 445 St-Michel, St. John, and Réjeanne Faille, housewife, wife contractually separate as to property of the said Marcel Boire, 130, 14th Ave., Iberville, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Boire et frères transport Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 130, 14th Ave., Iberville, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1225-64 — 1212/124

Bond Motors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1964, constituant en corporation: Ezra Leithman, c.r., Fred Kaufman, Sidney Leithman et Harvey Yarosky, tous quatre avocats, 1255, carré Phillips, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, de leurs pièces et accessoires, sous le nom de « Bond Motors Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426

1328-64 — 1213/5

Bond Motors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ezra Leithman, q.c., Fred Kaufman, Sidney Leithman and Harvey Yarosky, all four advocates, of 1255 Phillips Square, Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, their parts and accessories, under the name of "Bond Motors Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

1328-64 — 1213/5

Boutique Raymonde inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1964, constituant en corporation: Rollin Gallay, avocat, 6196, chemin Hudson, Montréal, Joel A. Pinsky, avocat, 4597 avenue Oxford, Montréal, et Clarence R. Gross, avocat, et conseil en Loi de la reine, 790, avenue Lexington, Westmount, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements pour dames, sous le nom de « Boutique Raymonde inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 360 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426

1200-64

Boutique Raymonde inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rollin Gallay, advocate, 6196 Hudson Road, Montreal, Joel A. Pinsky, advocate, 4597 Oxford Avenue, Montreal, and Clarence R. Gross, advocate and Queen's Counsel, 790 Lexington Avenue, Westmount, for the following purposes:

To deal in ladies' clothing, under the name of "Boutique Raymonde inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of the par value of \$10 each and 360 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426-o

1200-64

Murray Brown Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1964, constituant en corporation: Murray Brown, consultant, Roger Garon, manufacturier, tous deux de Douville, et André Blanchard, comptable, de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Éditer, publier, annoncer et imprimer de la littérature, livres et information concernant les animaux, sous le nom de « Murray Brown Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Douville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426

1290-64 — 1212/125

Murray Brown Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray Brown, consultant, Roger Garon, manufacturer, both of Douville, and André Blanchard, accountant, St-Hyacinthe, for the following purposes:

To edit, publish, advertise and print literature, books and information about animals, under the name of "Murray Brown Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Douville, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426-o

1290-64 — 1212/125

C.I.B.C. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1964, constituant en corporation: Pasquale Cardone, commerçant, 10490, Paris, Montréal-Nord, Antonio Caticchio, commerçant, 3669, Fénélon, St-Michel, et Antonio Biseco, commerçant, 5619, Esplanade, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs d'oeuvres musicales et autres commerces semblables, sous le nom de « C.I.B.C. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3669, rue Fénélon, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1390-64

C.I.B.C. inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pasquale Cardone, trader, 10490 Paris, Montreal-North, Antonio Caticchio, trader, 3669 Fénélon, St-Michel, and Antonio Biseco, trader, 5619 Esplanade, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers, binders of musical works, and in other similar trades, under the name of "C.I.B.C. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 3669 Fénélon St., St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426

1390-64

C.R.I.S. construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23^e jour de mars 1964, constituant en corporation: Nick Rizzuto, homme d'affaires, 7820, De Lorimier, Montréal, Liborio Iacono, homme d'affaires, 9985, Lille, Montréal, Aubrey Smofsky, homme d'affaires, 6605, chemin Fleet, Côte-St-Luc, et Giovanni Battista Cuffaro, courtier en immeubles, 9987, Lille, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « C.R.I.S. construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6605, chemin Fleet, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1211-64 — 1213/8

Cadettes de Salaberry-de-Valleyfield

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2^e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Elzéar Leroux, marchand, 516, avenue du Lac, William T. Campbell, journalier, Mme William T. Campbell, ménagère, épouse dudit William T. Campbell, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 367, avenue du Lac, Marcel Rousse, journalier, Mme Marcel Rousse, ménagère, épouse dudit Marcel Rousse, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 230, boul. Langlois, Victor Cloutier, ouvrier, et Mme Victor Cloutier, ménagère, épouse dudit Victor Cloutier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 11, rue Robb, tous sept de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la cité de Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois, sous le nom de « Cadettes de Salaberry-de-Valleyfield ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera 230, boul. Langlois, Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

903-64

Cameron Plumbing and Heating Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26^e jour de mars 1964, constituant en corporation: Frederick William Benn, avocat, Vincent-François Lefebvre, avocat, et Anne Chippendale,

C.R.I.S. construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nick Rizzuto, businessman, 7820 De Lorimier, Montreal, Liborio Iacono, businessman, 9985, Lille, Montreal, Aubrey Smofsky, businessman, 6605 Fleet Road, Côte-St-Luc, and Giovanni Battista Cuffaro, real estate broker, 9987 Lille, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "C.R.I.S. construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and into 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 6605 Fleet Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1211-64 — 1213/8

Cadettes de Salaberry-de-Valleyfield

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Elzéar Leroux, merchant, 516 du Lac Ave., William T. Campbell, labourer, Mrs. William T. Campbell, housewife, wife of the said William T. Campbell, and duly authorized by him for these presents, both of 367 du Lac Ave., Marcel Rousse, labourer, Mrs. Marcel Rousse, housewife, wife of the said Marcel Rousse, and duly authorized by him for these presents, both of 230 Langlois Blvd., Victor Cloutier, labourer, and Mrs. Victor Cloutier, housewife, wife of the said Victor Cloutier, and duly authorized by him for these presents, the two latter of 11 Robb St., all seven of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To develop recreational centers in the city of Salaberry-de-Valleyfield, county of Beauharnois, under the name of "Cadettes de Salaberry-de-Valleyfield".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at 230 Langlois Blvd., Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

903-64

Cameron Plumbing and Heating Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Frederick William Benn, advocate, Vincent-François Lefebvre, advocate, and Anne Chippendale, secre-

secrétaire, célibataire, tous trois de 507, place d'Armes, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Cameron Plumbing and Heating Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 105, avenue Andrew, Beaufort, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426

130-64

Central Auto Electric Inc.
Centrale auto électrique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1964, constituant en corporation: Maurice Labrie, technicien, Germaine Van Peperstraete, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Maurice Labrie, et Alain Touchette, étudiant, tous trois de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Central Auto Electric Inc. — Centrale auto électrique inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 490 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1274-64

Centre Mont Ste-Cécile inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1964, constituant en corporation: Jean Drouin, avocat, 2, avenue St-Denis, Québec, Raynold Langlois, avocat, 1271, avenue Allard, Ste-Foy, et Jean Richard, avocat, 17, rue des Remparts, Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Centre Mont Ste-Cécile inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 7,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Cécile, comté de Frontenac, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1314-64 — 1212/126

Cercle de la Place d'Armes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

tary, spinster, all three of 507 Place d'Armes, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Cameron Plumbing and Heating Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 105 St. Andrew Avenue, Beaufort, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426-o

130-64

Central Auto Electric Inc.
Centrale auto électrique inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Labrie, technician, Germaine Van Peperstraete, housewife, wife contractually separate as to property of the said Maurice Labrie, and Alain Touchette, student, all three of St. Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their accessories and parts and to act as garagemen, under the name of "Central Auto Electric Inc. — Centrale auto électrique inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 490 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426

1274-64

Centre Mont Ste-Cécile inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Drouin, advocate, 2 St-Denis Ave., Québec, Raynold Langlois, advocate, 1271 Allard Ave., Ste-Foy, and Jean Richard, advocate, 17 des Remparts St., Québec, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Centre Mont Ste-Cécile inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 7,500 common shares of \$10 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Ste-Cécile, county of Frontenac, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426

1314-64 — 1212/126

Cercle de la Place d'Armes inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th dy of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 24^e jour de mars 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Yvon Jasmin, avocat, 7280, boul. Gouin, ouest, Montréal, Estelle Thérien, 6543, Boyer, Montréal, et Rita Dufresne, 166, Fleury, est, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires majeures, pour les objets suivants:

Former et maintenir un club ou une association dans un but de récréation, de divertissement et d'amusement, sous le nom de « Cercle de la Place d'Armes inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

850-64

Philippe Cliche inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23^e jour de mars 1964, constituant en corporation: Claude Taschereau, notaire, Maurice Taschereau, notaire, et Raymond Fortier, comptable agréé, tous trois de 71, rue St-Pierre, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Philippe Cliche inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Dunstan-du-Lac-Beauport, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1213-64 — 1212/127

Club de La Moustache Tavan

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1^{er} jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Tavan, restaurateur, 289, rue Bloomfield, Outremont, Hubert Marchal, garçon de comptoir, 1420, rue Tower, et Raymonde Schmitt, serveuse, 3445, rue Stanley, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « Club de La Moustache Tavan ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1^{er} jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

4308-63

Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Yvon Jasmin, advocate, 7280 Gouin Blvd., West, Montreal, Estelle Thérien, 6543 Boyer, Montreal, and Rita Dufresne, 166 Fleury East, Montreal, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To form and maintain a club or association for recreational purposes, relaxation and amusement, under the name of "Cercle de la Place d'Armes inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

850-64

Philippe Cliche inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Taschereau, notary, Maurice Taschereau, notary, and Raymond Fortier, chartered accountant, all three of 71 St-Peter St., Quebec, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Philippe Cliche inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Dunstan-du-Lac-Beauport, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1213-64 — 1212/127

Club de La Moustache Tavan

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Louis Tavan, restaurateur, 289 Bloomfield St., Outremont, Hubert Marchal, counter boy, 1420, Tower, and Raymonde Schmitt, waitress, 3445 Stanley St., the latter two of Montreal, for the following purposes:

To establish and direct a social club, under the name of "Club de La Moustache Tavan".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

4308-63

Club de yacht de Québec (1964) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1964, constituant en corporation: Évariste Bernier, employé civil, 164, rue St-Cyrille, ouest, Charles Dumais, négociant, 2385, rue Power, Gérard Grondin, employé civil, 161, 12e rue, Lucien Lavoie, employé civique, 1518, St-Cyrille, Robert Hamel, travailleur social, 24, rue Marie-Victorin, Benoît Montreuil, négociant, 924, Manrèse, tous six de Québec, Léopold Langlois, avocat, 1271, rue Allard, Ste-Foy, et F.-Gabriel Lépine, employé, 2769, rue Beauvoir, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Organiser, améliorer et développer le yachting dans les eaux du fleuve Saint-Laurent, sous le nom de « Club de yacht de Québec (1964) inc. », avec un capital total de \$140,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$50 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1355-64 — 1213/6

Club social de Gatineau

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Aurèle Dompierre, vendeur, 684, rue Notre-Dame, Dr Bernard Desrosiers, médecin, 167, boul. Maloney, Ernest Brisson, imprimeur, 524, rue Notre-Dame, Sylvio Huneault, courtier en immeuble, 277, rue East, Paul Bureau, commis, 394, rue Champlain, Bernard Généreux, marchand, 451, rue Plouffe, Roland Théorêt, notaire, 181, boul. Maloney, et René Séguin, peintre, 341, rue Gauthier, tous huit de Gatineau, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social et sportif, sous le nom de « Club social de Gatineau ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera 126, rue Thomas, Gatineau, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426

5125-63

Congregation Minchash Elozor

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Herman Karmel, marchand, 5104, rue St-Urbain, Rabbi Moses Mauskopf, rabbin, 5354, avenue Durocher, Rabbi Herman L. Weinberger, rabbin, 5724, avenue Jeanne-Mance, tous trois de Montréal, Jacob Grunfeld, marchand, 1124, rue St-Viateur, ouest, et Ludwig Kleinberger, contremaitre de la

Club de yacht de Québec (1964) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Evariste Bernier, civil employee, 164 St-Cyrille, West, Charles Dumais, tradesman, 2385 Power St., Gérard Grondin, civil employee, 161, 12th St., Lucien Lavoie, civic employee, 1518 St-Cyrille, Robert Hamel, social worker, 24 Marie-Victorin, Benoît Montreuil, tradesman, 924 Manrèse, all six of Quebec, Léopold Langlois, advocate, 1271 Allard St., Ste-Foy, and F. Gabriel Lépine, employee, 2769 Beauvoir St., Ste-Foy, for the following purposes:

To organize, improve and develop yachting in the waters of the St-Lawrence, under the name of "Club de yacht de Québec (1964) inc.", with a total capital stock of \$140,000, divided into 800 common shares of \$50 each and into 2000 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Quebec judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1355-64 — 1213/6

Club social de Gatineau

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Aurèle Dompierre, salesman, 684 Notre-Dame St., Dr. Bernard Desrosiers, physician, 167 Maloney Blvd., Ernest Brisson, printer, 524 Notre-Dame, Sylvio Huneault, real estate broker, 277 East St., Paul Bureau, clerk, 394 Champlain St., Bernard Généreux, merchant, 451 Plouffe St., Roland Théorêt, notary, 181 Maloney Blvd., and René Séguin, painter, 341 Gauthier St., all eight of Gatineau, for the following purposes:

To establish and direct a social and sports club, under the name of "Club social de Gatineau".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at 126 Thomas St., Gatineau, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

5125-63

Congregation Minchash Elozor

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Herman Karmel, merchant, 5104 St-Urbain Street, Rabbi Moses Mauskopf, rabbi, 5354 Durocher Avenue, Rabbi Herman L. Weinberger, rabbi, 5724 Jeanne-Mance Avenue, all three of Montreal, Jakob Grunfeld, merchant, 1124 St-Viateur Street West, and Ludwig Kleinberger, production foreman,

production, 287, avenue de l'Épée, ces deux derniers d'Outremont, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et diriger une congrégation religieuse de la foi hébraïque, sous le nom de « Congregation Minchash Elozor ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera 5354, avenue Durocher, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426

549-64

Construction Régionale (La Tuque) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1964, constituant en corporation: Yvon Riberdy, agent d'immeubles, 290, avenue du Côteau, La Tuque, Michael Bone, comptable agréé, 498, rue St-Antoine, La Tuque, et Lionel Trahan, entrepreneur, Hérouxville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Construction Régionale (La Tuque) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 290, avenue du Côteau, La Tuque, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1374-64

Fernand Corriveau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1964, constituant en corporation: Fernand Corriveau, entrepreneur, Cécile Duclos, ménagère, épouse légalement séparée de Georges Duclos, et Paul-Émile Carbonneau, contremaitre, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Fernand Corriveau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1306-64

Decor-Metal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

287 de l'Épée Avenue, the latter two of Outremont, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a religious congregation of the Hebrew Faith, under the name of "Congregation Minchash Elozor".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at 5354 Durocher Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426-o

549-64

Construction Régionale (La Tuque) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yvon Riberdy, real estate agent, 290 du Côteau Ave., La Tuque, Michael Bone, chartered accountant, 498 St-Antoine St., La Tuque, and Lionel Trahan, contractor, Hérouxville, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Construction Régionale (La Tuque) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 290 du Côteau Ave., La Tuque, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

7426

1374-64

Fernand Corriveau inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, incorporating: Fernand Corriveau, contractor, Cécile Duclos, housewife, wife legally separate of Georges Duclos, and Paul-Émile Carbonneau, foreman, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Fernand Corriveau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each and 150 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426

1306-64

Decor-Metal Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 2e jour de mars 1964, constituant en corporation: Morris Chaikelson, 5162, avenue Isabella, Arthur Shulman, 3445, avenue Ridgewood, et Gregory Charlap, 2990, rue Soissons, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de métaux et produits métalliques, sous le nom de « Decor-Metal Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » de \$1 chacune et 3,400 actions privilégiées catégorie « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 715, St-Maurice, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426

1224-64 — 1213/9

Déneigement Rivière-du-Loup inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1964, constituant en corporation: Bernard Levasseur, entrepreneur, Germaine Soucy, hôtelière, épouse dudit Bernard Levasseur, tous deux de 473, rue Lafontaine, et Bertin Michaud, comptable, 5, rue St-Henri, tous trois de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs pour l'entretien, l'été, ou le déneigement, l'hiver, de chemins publics ou privés, édifices publics, bâtiments privés, sous le nom de « Déneigement Rivière-du-Loup inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

417-64 — 1212/128

Dero Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1964, constituant en corporation: Robert Schoning, négociant à forfait, 6808, avenue Somerled, Montréal, Moe Ackman, avocat, 3128, 3e Rue Chomedey, et Edward Druker, avocat, 5525, côte-St-Luc, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et marchandises fabriqués, en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux; articles de mercerie, lampes abat-jour, appliques électriques, appareils et accessoires électriques, outillage électronique, appareils et pièces de radio générateurs, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, eaux gazeuses, livres et périodiques, peintures, œuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Dero Enterprises Ltd. », avec un capital

Province of Quebec, incorporating: Morris Chaikelson, 5162 Isabella Avenue, Arthur Shulman, 3445 Ridgewood Avenue, and Gregory Charlap, 2990 Soissons Street, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in metals and metal products, under the name of "Decor-Metal Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each, 1,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 3,400 class "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 715 St-Maurice, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

1224-64 — 1213/9

Déneigement Rivière-du-Loup inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Levasseur, contractor, Germaine Soucy, hotelier, wife of the said Bernard Levasseur, both of 473 Lafontaine St., and Bertin Michaud, accountant, 5 St-Henri St., all three of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on business as contractors for the maintenance, in summer, or snow removal, in winter of public or private roads, public buildings, private buildings, under the name of "Déneigement Rivière-du-Loup inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

417-64 — 1212/128

Dero Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Schoning, jobber, 6808 Somerled Avenue, Montreal, Moe Ackman, advocate, 3128, 3rd Street, Chomedey, and Edward Druker, advocate, 5525 côte St-Luc, Montreal, for the following purposes:

To deal in articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, and in haberdashery, lamps, lamp shades, electric fixtures, electric apparatus, electrical supplies, electronic equipment, radios and radio parts, generators, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, painting, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Dero Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each

total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426

1376-64 — 1213/10

Développements Laperro inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1964, constituant en corporation: Gilles St-Pierre, comptable agréé, 2189, de la Jonquière, Yvon Martineau, comptable, 657, rue Godbout, tous deux de Trois-Rivières, et Jacques Désilets, comptable, 257, rue Rochefort, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Développements Laperro inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, 150 actions classe « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 150 actions classe « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1281-64 — 1212/55

L'Édifice Tessier Itée Tessier Building Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1964, constituant en corporation: André Tessier, gérant d'affaires, 104, Émond, Hull, Gérald Tessier, agent d'assurance, 17, Cing Mars, Hull, et Gaston Dumont, comptable, 154, Isabelle, Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « L'Édifice Tessier Itée — Tessier Building Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 191, rue Principale, Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1385-64

Les Entreprises Landreville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1964, constituant en corporation: Pierre-Paul Landreville, commerçant, Andrée Jackson, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Pierre-Paul Landreville, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 146, rue Victoria, Magog,

and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

1376-64 — 1213/10

Développements Laperro inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles St-Pierre, chartered accountant, 2189 de la Jonquière, Yvon Martineau, accountant, 657 Godbout, both of Trois-Rivières, and Jacques Désilets, accountant, 257 Rochefort St., Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To operate a business as an investment company, under the name of "Développements Laperro inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each, 150 class "A" shares of a par value of \$100 each and into 150 class "B" shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1281-64 — 1212/55

L'Édifice Tessier Itée Tessier Building Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Tessier, business manager, 104 Émond, Hull, Gérald Tessier, insurance agent, 17 Cing Mars, Hull, and Gaston Dumont, accountant, 154 Isabelle, Hull, for the following purposes:

To carry on business dealing in real estate, under the name of "L'Édifice Tessier Itée — Tessier Building Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 191 Main St., Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1385-64

Les Entreprises Landreville inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre-Paul Landreville, tradesman, Andrée Jackson, housewife, wife contractually separate as to property of the said Pierre-Paul Landreville, and duly authorized by him for these presents, both of 146 Victoria St., Magog, and Albert Landreville,

et Albert Landreville, contremaitre, 406, rue St-Patrice, ouest, Magog, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, grills, auberges, pensions, motels, cabines, salles à manger et restaurants, sous le nom de « Les Entreprises Landreville inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 146, rue Victoria, Magog, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1032-64 — 1213/12

Les Entreprises Tardif Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1964, constituant en corporation: Maurice Gagné, avocat et conseil en loi de la Reine, Julien Chouinard, avocat, et Raymond Lessard, avocat, tous trois de 65, rue Ste-Anne, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Les Entreprises Tardif Itée », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 2,400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 125, rue Trudel, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1389-64.

Eselda Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1964, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, 64, chemin Belvedere, Westmount, Theodore H. Shapiro, 5175, chemin côte St-Luc, tous deux avocats, et Despina Zannis, secrétaire, fille majeure, 7471, avenue Stuart, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et du placement, sous le nom de « Eselda Investments Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune, 388 actions privilégiées catégorie « A » de \$100 chacune et 200 actions privilégiées, catégorie « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426

1327-64

Esplanade Painting Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

foreman, 406 St-Patrice St. West, Magog, for the following purposes:

To carry on business operating hotels, taverns, grills, inns, boarding houses, motels, cabins, dining-rooms and restaurants, under the name of "Les Entreprises Landreville inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 146 Victoria St., Magog, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426

1032-64 — 1213/12

Les Entreprises Tardif Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Gagné, advocate and Queen's Counsel, Julien Chouinard, advocate, and Raymond Lessard, advocate, all three of 65 St. Anne St., Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Les Entreprises Tardif Itée", with a capital stock divided into 100 common shares of no par or nominal value and 2,400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 125 Trudel St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426

1389-64

Eselda Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jonathan J. Robinson, 64 Belvedere Road, Westmount, Theodore H. Shapiro, 5175 côte St-Luc Road, both advocates, and Despina Zannis, secretary, fille majeure, 7471 Stuart Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and investment, under the name of "Eselda Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each, 388 class "A" preferred shares of \$100 each and 200 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426-o

1327-64

Esplanade Painting Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1964, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1964, constituant en corporation: Joseph S. Blumer, 5053, avenue Ponsard, Montréal, Avrum Cohen, 4460, 3e Rue Chomedey, et Harvey Crestohl, 158, avenue Lockhart, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs, couvreurs, peintres et décorateurs, sous le nom de « Esplanade Painting Co. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426

106-64

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph S. Blumer, 5033 Ponsard Avenue, Montreal, Avrum Cohen, 4460, 3rd Street, Chomedey, and Harvey Crestohl, 158 Lockhart Avenue, Mont-Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as contractors, roofers, commercial painters and decorators, under the name of "Esplanade Painting Co.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426-o

106-64

Esther Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1964, constituant en corporation: Nahum Gelber, avocat, 4115, Jean-Brillant, Montréal, Evelyn Israelovitch, secrétaire, épouse séparée de biens de Isidore Israelovitch, 3069, Brighton, Montréal, et Nathaniel H. Salomon, avocat, 4300, Western, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Esther Holdings Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 903, rue Gratton, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426

1358-64

Esther Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nahum Gelber, advocate, 4115 Jean-Brillant, Montreal, Evelyn Israelovitch, secretary, wife separate as to property of Isidore Israelovitch, 3069 Brighton, Montreal, and Nathaniel H. Salomon, advocate, 4300 Western, Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Esther Holdings Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 903 Gratton Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426-o

1358-64

La ferme Joliette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1964, constituant en corporation: Claude Beauregard, Henri Messier et Joseph-Hector R. Messier, tous trois notaires, de 10, rue St-Jacques, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

L'exploitation d'une ferme, sous le nom de « La ferme Joliette inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 450 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

789-64 — 1213/13

La ferme Joliette inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Beauregard, Henri Messier, and Joseph-Hector R. Messier, all three notaries, of 10 St-James, St., West, Montreal, for the following purposes:

The operation of a farm, under the name of "La ferme Joliette inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 450 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426

789-64 — 1213/13

Forbel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of

du 31e jour de mars 1964, constituant en corporation: Estelle Cyr, 3415, Girouard, Lise Morrisette, 4835, Jean-Brillant, Alma Chartrand, 1621, Émard, Ginette Gendron, 11851, Bois de Boulogne, toutes quatre secrétaires, de Montréal, et Pierre Mercier, avocat, 31, Beloeil, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Forbel inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 50,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1362-64

Édouard Gendreau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1964, constituant en corporation: Paul Dolan, notaire, rue St-Jean-Baptiste, St-Thomas, comté de Montmagny, Georges Hébert, notaire, 86, rue de la Gare, Montmagny, et Denise Caron, sténographe, 3, rue St-Augustin, Montmagny, pour les objets suivants:

Faire le commerce du bois et de tous ses produits, d'articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de métal, cuir, caoutchouc, métalloyde, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre, produits chimiques et leurs sous-produits, et d'oeuvres d'art en général, sous le nom de « Édouard Gendreau inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1279-64

Gore Lamp & Shade Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1964, constituant en corporation: Harry Gore, manufacturier, 1465, Franklin Drive, Chomedey, Joseph H. Freedman, avocat, 2260, chemin Bedford, Montréal, et Leo Kravitz, avocat, 2305, avenue Paton, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de lampes sur pied et lampes sur table, sous le nom de « Gore Lamp & Shade Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426

1415-64

the Province of Quebec, incorporating: Estelle Cyr, 3415 Girouard, Lise Morrisette, 4835 Jean-Brillant, Alma Chartrand, 1621 Émard, Ginette Gendron, 11851 Bois de Boulogne, all four secretaries, of Montreal, and Pierre Mercier, advocate, 31 Beloeil, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Forbel inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 20,000 common shares of \$5 each and 50,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1362-64

Édouard Gendreau inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Dolan, notary, St-Jean-Baptiste St., St-Thomas, county of Montmagny, Georges Hébert, notary, 86 de la Gare St., Montmagny, and Denise Caron, stenographer, 3 St-Augustin St., Montmagny, for the following purposes:

To carry on business dealing in lumber and all its products, in articles and merchandise made wholly or partially of metal, leather, rubber, metalloid, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, chemical products and their by-products, in works of art in general, under the name of "Édouard Gendreau inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montmagny, judicial district of Montmagny.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1279-64

Gore Lamp & Shade Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harry Gore, manufacturer, 1465 Franklin Drive, Chomedey, Joseph H. Freedman, advocate, 2260 Bedford Road, Montreal, and Leo Kravitz, advocate, 2305 Paton Avenue, St-Laurent, for the following purposes:

To deal in table and floor lamps, under the name of "Gore Lamp & Shade Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

1415-64

Paul Grand Maison inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17^e jour de mars 1964, constituant en corporation: Paul Grand Maison, commerçant, Rita Desormeaux, ménagère, épouse commune en biens dudit Paul Grand Maison, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 21, Brière, et Gilles Grand'Maison, commerçant, 149, Brière, tous trois de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage et des huiles, graisses, pétroles et tous leurs produits, et du gaz naturel, sous le nom de « Paul Grand Maison inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10, rue Brière, St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

4830-63 — 1213/14

Paul Grand Maison inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Grand Maison, tradesman, Rita Desormeaux, housekeeper, wife common as to property of the said Paul Grand Maison, and duly authorized by him for these presents, both of 21 Brière and Gilles Grand'Maison, tradesman, 149 Brière, all three of St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all kinds of heating apparatus or systems and in oils, greases, petrols and all their products, and in natural gas, under the name of "Paul Grand Maison inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 50 common shares of \$100 each and into 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 10 Brière St., St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

4830-63 — 1213/14

Harpaul Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26^e jour de mars 1964, constituant en corporation: Harry Blanshay, marchand, Rebecca Podlog, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Harry Blanshay, tous deux de 4826, Harvard, Montréal, et Jean-Paul Lamarche, vendeur, 195, Gerald, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés en ameublement, sous le nom de « Harpaul Enterprises Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426

1378-64

Harpaul Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harry Blanshay, merchant, Rebecca Podlog, housewife, wife contractually separate as to property of the said Harry Blanshay, both of 4826 Harvard, Montreal, and Jean-Paul Lamarche, salesman, 195 Gerald, LaSalle, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties, under the name of "Harpaul Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 2,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

1378-64

Hochelaga Chesterfield Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24^e jour de mars 1964, constituant en corporation: Jean Richard, 2505, rue St-Germain, Régent Sauvé, 4105, rue Parthenais, tous deux gérants, de Montréal, et A. Arnold Lechter, avocat, 5764, avenue Blossom, Côte-Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'ensembles de chesterfields et fauteuils, sous le nom de « Hochelaga Chesterfield Itée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3555A, rue Hochelaga, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Hochelaga Chesterfield Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Richard, 2505 St-Germain Street, Régent Sauvé, 4105 Parthenais Street, both managers, of Montreal, and A. Arnold Lechter, advocate, 5764 Blossom Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To deal in chesterfield sets and chairs, under the name of "Hochelaga Chesterfield Itée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 10,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 3555A Hochelaga Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 24e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426 1334-64 — 1212/130

Hu-Bros transport Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1964, constituant en corporation: Jacques Leduc, 54, Beloeil, Outremont, Denis Durcher, 389, Seigneurial, St-Bruno, et Michel Dagenais, 800, Bord-du-Lac, Dorval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine du transport, sous le nom de « Hu-Bros transport Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6350, boul. Maricourt, St-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 31e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o 983-64

Les Importateurs uniques du Québec Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1964, constituant en corporation: Gérard Lacroix, ajusteur et évaluateur, Cécile Bellemare, secrétaire, tous deux de 559, Commerciale, et Françoise Lemieux, secrétaire, 565, Commerciale, tous trois de La Tuque, pour les objets suivants:

Commerce d'articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et leurs sous-produits; de merceries, produits comestibles, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et des forêts, produits de beauté, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Les Importateurs uniques du Québec Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 559, rue Commerciale, La Tuque, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 26e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o 1373-64

Institut S.P.A.C.C. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond B. Rouleau, ajusteur d'assurances, 23, Mattawa, Fabreville, Marcel Coupal, technicien de laboratoire, 1800, Boisvert, Pierre Paquette, courtier en transport, 65, 12e Avenue, tous deux de Vimont, Régis

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 24th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o 1334-64 — 1212/130

Hu-Bros transport Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Leduc, 54 Beloeil, Outremont, Denis Durocher, 389 Seigneurial, St-Bruno, and Michel Dagenais, 800 Bord-du-Lac, Dorval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business in the field of transportation, under the name of "Hu-Bros transport Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 6350 Maricourt Blvd., St-Hubert, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426 983-64

Les Importateurs uniques du Québec Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Lacroix, adjuster and appraiser, Cécile Bellemare, secretary, both of 559 Commerciale, and Françoise Lemieux, secretary, 565 Commerciale, all three of La Tuque, for the following purposes:

To deal in articles and merchandise made, wholly or partially, of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and their by-products; in small wares, food products, animals, minerals, precious stones, softdrinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, products of the land, the sea and the forests, beauty products, toiletries and perfumes, under the name of "Les Importateurs uniques du Québec Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 559 Commerciale St., La Tuque, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 26th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426 1373-64

Institut S.P.A.C.C. inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Raymond B. Rouleau, insurance adjuster, 23 Mattawa, Fabreville, Marcel Coupal, laboratory technician, 1800 Boisvert, Pierre Paquette, transport broker, 65, 12th Avenue, both of Vimont, Régis Desbiens,

Desbiens, cultivateur, 811, boul. des Mille-Iles, Auteuil, Paul Desrochers, administrateur, 346, avenue des Pins, Rosemère, David V. Hughes, approvisionnement, 336, avenue Robert, Rosemère, Jacques Deschênes, travailleur social professionnel, 8135, rue Aimé-Renaud, St-Léonard, Gérard April, dessinateur de patrons, 29, St-Paul, Roger Renaud, éducateur, 268, boul. Ste-Rose, Jean-Guy Quirion, éducateur, 154, Grenier André Chaput, éducateur, 110, Mont-Royal, Lucien Breton, maître-plombier, 43, St-Jacques, Guy St-Antoine, agent d'assurance, 200, boul. Laval, Jeanne Cloutier, travailleuse sociale, célibataire, 11, Latour, Gérald Moller, ingénieur professionnel, 318, boul. Ste-Rose, et Gilberte Pitre, secrétaire, célibataire, 6, Terrasse Chatel, ces neuf derniers de Ste-Rose, comté de Laval, pour les objets suivants:

Aider les individus à s'adapter à la vie sociale, économique et culturelle de leur milieu par l'apprentissage d'occupations, d'emplois ou de métiers, sous le nom de « Institut S.P.A.C.C. inc. ».

Le siège social de la corporation sera 216, boul. Laval, Ste-Rose, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1209-64

Jorili Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1964, constituant en corporation: Mitchell Klein, 188, Wexford Crescent, Montréal, Daniel S. Miller, 5714, avenue Edgemore, Côte-Saint-Luc, et Melvin Rothman, 638, Roslyn, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Jorili Investments Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426

1307-64 — 1212/131

Le Journal de Sherbrooke, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1964, constituant en corporation: Jacques Maréchal, éditeur, Marie-Berthe Duplessis, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jacques Maréchal, tous deux de 922, rue Woodward, Sherbrooke, et Jeannette Delorme, ménagère, épouse séparée de biens de Sidney Spanswick, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, R.R. No 5, Sherbrooke pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, sous le nom de « Le Journal de Sherbrooke, inc. », avec un capital total de \$250,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune

farmer, 811 des Mille-Iles Blvd., Auteuil, Paul Desrochers, administrator, 346 des Pins Ave., Rosemère, David V. Hughes, supplier, 336 Robert Ave., Rosemère, Jacques Deschênes, professional social worker, 8135 Aimé-Renaud St., St-Léonard, Gérard April, pattern designer, 29 St-Paul, Roger Renaud, educator, 268 Ste-Rose Blvd., Jean-Guy Quirion, educator, 154 Grenier, André Chaput, educator, 110 Mont-Royal, Lucien Breton, master plumber, 43 St-Jacques, Guy St-Antoine, insurance agent, 200 Laval Blvd., Jeanne Cloutier, social worker, spinster, 11 Latour, Gérald Moller, professional engineer, 318 Ste-Rose Blvd., and Gilberte Pitre, secretary, spinster, 6 Terrasse Chatel, the nine latter of Ste-Rose, county of Laval, for the following purposes:

To help individuals to adapt themselves to the social, economic and cultural life in their midst by teaching them occupations, businesses or trades, under the name of "Institut S.P.A.C.C. inc."

The head office of the corporation will be at 216 Laval Blvd., Ste-Rose, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1209-64

Jorili Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mitchell Klein, 188 Wexford Crescent, Montreal, Daniel S. Miller, 5714 Edgemore Avenue, Côte-St-Luc, and Melvin Rothman, 638 Roslyn, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Jorili Investments Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

1307-64 — 1212/131

Le Journal de Sherbrooke, inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Maréchal, editor, Marie-Berthe Duplessis, housekeeper, wife separate as to property of the said Jacques Maréchal, both of 922 Woodward, Sherbrooke, and Jeannette Delorme, housewife separate as to property of Sidney Spanswick, and duly authorized by him for these presents, R.R. No 5 Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as printers, under the name of "Le Journal de Sherbrooke, inc.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$10

et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o 1338-64

L. T. Transport Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1964, constituant en corporation: Roger Tremblay, commis, Colombe Larouche, ménagère, épouse dudit Roger Tremblay, tous deux de 655, boul. St-Judes, Lorenzo Larouche, entrepreneur, et Annette Ménard, ménagère, épouse dudit Lorenzo Larouche, ces deux derniers de 212, rue Scott, tous quatre d'Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine du transport, sous le nom de « L. T. Transport Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 906, rue Philippe, Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o 163-64 — 1213,30

Jean-Paul Lachance Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1964, constituant en corporation: Jean-Paul Lachance, entrepreneur plombier, Bernadette Pouliot, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Paul Lachance, et Jacques Lachance, plombier, tous trois de 7, rue Thivierge, Lévis, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Jean-Paul Lachance Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o 1301-64

Albert Lacoste inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1964, constituant en corporation: Albert Lacoste, représentant, 275, rue Paré, Bernard Desautels, comptable, 226, rue Bérard, et Fernand Morin, agent d'assurance, 13, rue Payne, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de représentant de brasserie, sous le nom de « Albert Lacoste inc. », avec

each and into 20,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426 1338-64

L. T. Transport Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Tremblay, clerk, Colombe Larouche, housewife, wife of the said Roger Tremblay, both of 655 St-Judes Blvd., Lorenzo Larouche, contractor, and Annette Ménard, housewife, wife of the said Lorenzo Larouche, the two latter of 212 Scott St., all four of Alma, for the following purposes:

To carry on business in the field of transportation, under the name of "L. T. Transport Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 906 Philippe St., Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426 163-64 — 1213,30

Jean-Paul Lachance Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Lachance, plumbing contractor, Bernadette Pouliot, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Paul Lachance, and Jacques Lachance, plumber, all three of 7 Thivierge St., Lévis, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Jean-Paul Lachance Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lévis, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426 1301-64

Albert Lacoste inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Lacoste, representative, 275 Paré St., Bernard Desautels, accountant, 226 Bérard St., and Fernand Morin, insurance agent, 13 Payne St., all three of Granby, for the following purposes:

To operate an agency representing a brewery, under the name of "Albert Lacoste inc.", with a

un capital total de \$30,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1411-64

total capital stock of \$30,000, divided into 50 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426

1411-64

Lance Trading Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23^e jour de mars 1964, constituant en corporation: André Valiquette, 3340, rue Beauséjour, St-Laurent, J.-Jacques Beauchemin, 355, Bloomfield, Outremont, et André Bélisle, 11820, de Poutrincourt, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de «Lance Trading Co. Ltd.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 507, place d'Armes, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426

1303-64 — 1212/132

Lance Trading Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Valiquette, 3340 Beauséjour Street, St-Laurent, J.-Jacques Beauchemin, 355 Bloomfield, Outremont, and André Bélisle, 11820 de Poutrincourt, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Lance Trading Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 507 Place d'Armes, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426-o

1303-64 — 1212/132

Lennox Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31^e jour de mars 1964, constituant en corporation: Manuel Shaeter, 4870, Circle, Montréal, Arthur Marcovitch, 5525, avenue Trent, Côte-Saint-Luc, et Stanley Taviss, 7115, Fielding, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un restaurant, sous le nom de «Lennox Restaurant Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 10,000 actions privilégiées catégorie «A» de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées catégorie «B» de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426

1384-64

Lennox Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Manuel Shaeter, 4870 Circle, Montreal, Arthur Marcovitch, 5525 Trent Avenue, Côte-St-Luc, and Stanley Taviss, 7115 Fielding, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Lennox Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each, 10,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 20,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426-o

1384-64

Location d'autos Warwick Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25^e jour de mars 1964, constituant en corporation: Yvan Kirouac, industriel, 54, Notre-Dame, Warwick, Germain Leblanc, transporteur, 6, rue Gingras, Warwick, et Roger Parenteau, avocat, 480, rue St-Jean, Drummondville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de location de véhicules automobiles, sous le nom de «Location d'autos

Location d'autos Warwick Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yvan Kirouac, industrialist, 54 Notre-Dame, Warwick, Germain Leblanc, carrier, 6 Gingras St., Warwick, and Roger Parenteau, advocate, 480 St-Jean St., Drummondville, for the following purposes:

To carry on business dealing in the rental of automobiles, under the name of "Location

Warwick Itée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Warwick, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

4881-63 — 1213/18

Marché Baribo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1964, constituant en corporation: Roger Baribeault, homme d'affaires, Aline Baril, ménagère, épouse sudit Roger Baribeault, tous deux de 1273, Frigon, Shawinigan, et Roland Baribeault, commis, St-Gérard-des-Laurentides, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Marché Baribo inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1203, rue Frigon, Shawinigan, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1344-64

Le marché de l'auto (N.S.) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1964, constituant en corporation: André P. Casgrain, avocat, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, comté de Rimouski, Gisèle Labbé, 21, rue St-André, et Annette Blais, 26a, rue St-Laurent, ces deux dernières secrétaires, de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Le marché de l'auto (N.S.) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1379-64 — 1213/19

Maroco Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1964, constituant en corporation: Dr. Gérald Corriveau, médecin, 150, rue St-Georges, Lévis, Magella Rochette, vendeur, et Germaine Corriveau, ménagère, épouse dudit Magella Rochette, ces deux derniers de 514, 7e rue, Québec, pour les objets suivants:

d'autos Warwick Itée », with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Warwick, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

4881-63 — 1213/18

Marché Baribo inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Baribeault, businessman, Aline Baril, housekeeper, wife of the said Roger Baribeault, both of 1273 Frigon, Shawinigan, and Roland Baribeault, clerk, St-Gérard-des-Laurentides, for the following purposes:

To operate as grocers, under the name of "Marché Baribo inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1203 Frigon St., Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1344-64

Le marché de l'auto (N.S.) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André P. Casgrain, advocate, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, county of Rimouski, Gisèle Labbé, 21 St-André, and Annette Blais, 26a St-Laurent, the latter two secretaries, of Rimouski, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motor vehicles, their accessories and parts, and to operate as garagemen, under the name of "Le marché de l'auto (N.S.) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1379-64 — 1213/19

Maroco Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dr. Gérald Corriveau, physician, 150 St-Georges Street, Lévis, Magella Rochette, salesman, and Germaine Corriveau, housewife, wife of the said Magella Rochette, the two latter of 514, 7th Street, Québec, for the following purposes:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Maroco ltée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1197-64 — 1212/134

McNeil fleuriste inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19^e jour de mars 1964, constituant en corporation: Robert McNeil, fleuriste, Françoise Dussault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Robert McNeil, tous deux de 29, rue Fraser, et Gilles Demers, notaire, 8, rue Grondin, tous trois de Lévis, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « McNeil fleuriste inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 62, avenue Bégin, Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1292-64

Merchants International Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31^e jour de mars 1964, constituant en corporation: Milton Mendelsohn, 4605, 7^e avenue, Chomedey, Irving Wiseberg, 2195, Noël, St-Laurent, Ralph Welick, 1985, Ward, St-Laurent, et Norman Shadowitz, 2025, Ward, St-Laurent, tous quatre marchands, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises fabriquées en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux; articles de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, boissons gazeuses, livres et périodiques, peintures, oeuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Merchants International Corporation », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1369, rue Wellington, Montreal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426

1399-64

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Maroco ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1197-64 — 1212/134

McNeil fleuriste inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert McNeil, florist, Françoise Dussault, housewife, wife contractually separate as to property of the said Robert McNeil, both of 29 Fraser St., and Gilles Demers, notary, 8 Grondin St., all three of Lévis, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen, and grain cultivators, under the name of "McNeil fleuriste inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 62 Bégin Ave., Lévis, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1292-64

Merchants International Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Milton Mendelsohn, 4605, 7th Avenue, Chomedey, Irving Wiseberg, 2195 Noël, St-Laurent, Ralph Welick, 1985 Ward, St-Laurent, and Norman Shadowitz, 2025 Ward, St-Laurent, all four merchants, for the following purposes:

To deal in merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, and in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Merchants International Corporation", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 800 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1369 Wellington Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

1399-64

Miller Promotions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1964, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, avocat, 4165, Esplanade, Montréal, George Irwin Harris, avocat, 5728, Westluxe, Côte-Saint-Luc, et Arnold Miller, avocat, 5501, avenue Randall, Côte-Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de promoteurs et agents entre marchands et mediums de publicité variée, sous le nom de « Miller Promotions Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 420, rue Lagauchetière ouest, chambre 402, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426 1188-64

Milot Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1964, constituant en corporation: Jean Perron, avocat, 402, rue Laviolette, Jean-Baptiste Laberge, commis, 82, rue Des Casernes, tous deux de Trois-Rivières, et Marie-Ange Doyon, secrétaire, célibataire, 109-A, rue Rochefort, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Milot Electric Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 254, rue des Érables, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o 1091-64 — 1212/135

Réal Mondou inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1964, constituant en corporation: Réal Mondou, commerçant, Monique Lortie, ménagère, épouse dudit Réal Mondou, tous deux de Petit Brûlé, St-Augustin, comté de Deux-Montagnes, et J.-Bernard Bulteau, avocat, 316, 11e avenue, Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme meuniers, sous le nom de « Réal Mondou inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Augustin, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o 1324-64 — 1213/20

Miller Promotions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, advocate, 4165 Esplanade, Montreal, George Irwin Harris, advocate, 5728 Westluxe, Côte-St-Luc, and Arnold Miller, advocate, 5501 Randall Avenue, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of promoters and agents between merchants and various advertising media, under the name of "Miller Promotions Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 9,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 420 Lagauchetière Street West, Suite 402, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426-o 1188-64

Milot Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Perron, advocate, 402 Laviolette St., Jean-Baptiste Laberge, clerk, 82 Des Casernes St., both of Trois-Rivières, and Marie-Ange Doyon, secretary, spinster, 109-A Rochefort St., Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Milot Electric Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 254 des Érables St., Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426 1091-64 — 1212/135

Réal Mondou inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réal Mondou, trader, Monique Lortie, housewife, wife of the said Réal Mondou, both of Petit Brûlé, St-Augustin, county of Two-Mountains, and J.-Bernard Bulteau, advocate, 316, 11th Avenue, Two-Mountains, for the following purposes:

To carry on business as millers, under the name of "Réal Mondou inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Augustin, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426 1324-64 — 1213/20

Motel Giffard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20^e jour de mars 1964, constituant en corporation: Jean-Luc Dutil, officier de compagnie de fiduciaire, 77, rue Rochette, Ste-Foy, Doris Ellen Malone, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Gérard Duchesneau, et Rae Duchesneau, hôtelier, ces deux derniers de Giffard, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, taverns, auberges et restaurants, sous le nom de « Motel Giffard inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Giffard, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1305-64

Motel Giffard inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Luc Dutil, trust company officer, 77 Rochette Street, Ste-Foy, Doris Ellen Malone, housewife, wife contractually separate as to property of Gérard Duchesneau, and Rae Duchesneau, hotel-keeper, the two latter of Giffard, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Motel Giffard inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Giffard, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1305-64

Northlight Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13^e jour de mars 1964, constituant en corporation: Bruno Pateras, 11818, rue Frigon, Yvan Macerola, 2090, Place Étienne-Brulé, et James Galileo, 6959, Stewart, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises, articles et produits de toutes sortes, et faire l'exportation et l'importation en général, sous le nom de « Northlight Company Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 46, boulevard Lavigne, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426

1201-64 — 1212/109

Northlight Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Pateras, 11818 Frigon Street, Yvan Macerola, 2090 Étienne-Brulé Place, and James Galileo, 6959 Stewart, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds, and to carry on a general exporting and importing business, under the name of "Northlight Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 46 Lavigne Boulevard, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

1201-64 — 1212/109

Les Oeufs Breton & cie limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24^e jour de mars 1964, constituant en corporation: Lucien Breton, comptable, Magella Ferland, commis, épouse dudit Lucien Breton, René Nadeau, cultivateur, et Robert Breton, chauffeur de camion, tous quatre de St-Bernard, comté de Dorchester, pour les objets suivants:

Commerce de produits de la ferme, sous le nom de « Les Oeufs Breton & cie limitée », avec un capital total de \$110,000, divisé en 1,100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Bernard, comté de Dorchester, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1336-64

Les Oeufs Breton & cie limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Breton, accountant, Magella Ferland, clerk, wife of the said Lucien Breton, René Nadeau, farmer, and Robert Breton, truck driver, all four of St-Bernard, county of Dorchester, for the following purposes:

To deal in farm products, under the name of "Les Oeufs Breton & cie limitée", with a total capital stock of \$110,000, divided into 1,100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Bernard, county of Dorchester, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1336-64

Les Oeufs Vachon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1964, constituant en corporation: Pierre Côté, 920, Holland, Québec, Jean Beauvais, 2250, Brodeur, Sillery, Robert Truchon, 848, Pierre-Maufay, Ste-Foy, Monique Perron, 79, St-Louis, Québec, et Jean-Marie Bouchard, 2897, Providence, Ste-Foy, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce des oeufs, sous le nom de « Les Oeufs Vachon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Marie, comté de Beauce, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, 31e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1412-64

Les Oeufs Vachon inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Côté, 920 Holland, Quebec, Jean Beauvais, 2250 Brodeur, Sillery, Robert Truchon, 848 Pierre-Maufay, Ste-Foy, Monique Perron, 79 St-Louis, Quebec, and Jean-Marie Bouchard, 2897 Providence, Ste-Foy, all five advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in eggs, under the name of "Les Oeufs Vachon inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Ste-Marie, county of Beauce, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426

1412-64

Overseas Sales Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1964, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, c.r., 32, Summit Crescent, Westmount, Mitchell Klein, 188, Wexford Crescent, Hampstead, Daniel Miller, 5714, avenue Edgemore, Côte-Saint-Luc, tous trois avocats, Eleanor Johnson, 5020, avenue Clanranald, Montréal, et Yvonne Bélanger, 4650, avenue Madison, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de marchandises, articles et produits, et accessoires de fleuristes, rubans et matériel à emballage, sous le nom de « Overseas Sales Agencies Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires catégorie « A » de \$10 chacune, 2,500 actions catégorie « B » de \$10 chacune et 700 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426

1286-64

Overseas Sales Agencies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philip Fischel Vineberg, q.c., 32 Summit Crescent, Westmount, Mitchell Klein, 188 Wexford Crescent, Hampstead, Daniel Miller, 5714 Edgemore Avenue, Côte-St-Luc, all three advocates, Eleanor Johnson, 5020 Clanranald Avenue, Montréal, and Yvonne Bélanger, 4650 Madison Avenue, Montreal, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To deal in all kinds of goods, wares and merchandise, and in florists' supplies, ribbons and packaging material, under the name of "Overseas Sales Agencies Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 class "A" common shares of \$10 each, 2,500 class "B" shares of \$10 each and 700 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426-o

1286-64

Le Palatin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1964, constituant en corporation: Gaston Levesque, gérant général, 221, boulevard Pierre-Bertrand, Marcel Rousseau, industriel, 370, Proulx, Claude Gagné, gérant, 113, Plante, et Auguste Jean, pharmacien, 213, Giguère, tous quatre de Québec-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Le Palatin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le Palatin inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Levesque, general manager, 221 Pierre-Bertrand Boulevard, Marcel Rousseau, industrialist, 370 Proulx, Claude Gagné, manager, 113 Plante, and Auguste Jean, pharmacist, 213 Giguère, all four of Quebec-West, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Le Palatin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and into 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Québec-Ouest, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

6426-o

1346-64 — 1213/21

Henri Parent inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31^e jour de mars 1964, constituant en corporation: Jean Guy, avocat, 5400, de Louisbourg, Montréal, Claudé Leduc, avocat, 1697, boulevard Graham, Mont-Royal, et Jean Lefrançois, avocat, 191, Maplewood, Outremont, pour les objets suivants:

Commerce de tapis, couvertures, draperies, tentures, tapisseries et textiles, sous le nom de « Henri Parent inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

6426-o

1268-64 — 1213/22

Les pétroles Bergeron inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24^e jour de mars 1964, constituant en corporation: Eddy Lalancette, comptable, 305, Prince-Albert, Port-Alfred, Égide Dallaire, comptable agréé, 69, boul. Renaud, Rivière-du-Moulin, comté de Chicoutimi, et Charles Tremblay, comptable agréé, 504, Chabanel, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Commerce de combustibles et lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de « Les pétroles Bergeron inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 15, rue du Rond-Point, Bagotville, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

6426-o

818-64

Les placements Amis ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19^e jour de mars 1964, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, Julius Briskin, c.r., tous deux avocats, Grace Blackett et Céline Fittes, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Les placements Amis ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

The head office of the company will be at Québec-West, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1346-64 — 1213/21

Henri Parent inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, incorporating: Jean Guy, advocate, 5400 de Louisbourg, Montreal, Claude Leduc, advocate, 1697 Graham Boulevard, Mount-Royal, and Jean Lefrançois, advocate, 191 Maplewood, Outremont, for the following purposes:

To carry on a business dealing in carpets, coverings, draperies, curtains, tapestries and textiles, under the name of "Henri Parent inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1268-64 — 1213/22

Les pétroles Bergeron inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, incorporating: Eddy Lalancette, accountant, 305 Prince-Albert, Égide Dallaire, chartered accountant, 69 Renaud Blvd., Rivière-du-Moulin, county of Chicoutimi, and Charles Tremblay, chartered accountant, 504 Chabanel, Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in fuels and lubricants of all kinds, under the name of "Les pétroles Bergeron inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 15 du Rond-Point St., Bagotville, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

818-64

Les placements Amis ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, incorporating: Arthur Yanofsky, Julius Briskin, c.r., both advocates, Grace Blackett and Céline Fittes, the latter two secretaries, spinsters, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Les placements Amis ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426 1278-64 — 1212/136

Placements Ste-Pétronille inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1964, constituant en corporation: Jacques Taschereau, notaire, 315, avenue Laurier, Québec, Noël Gamache, commis de bureau, 847, St-Patrice, Québec, et Pauline Cantin, secrétaire, célibataire majeure, Château-d'Eau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Placements, sous le nom de « Placements Ste-Pétronille inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o 1283-64

Placements Valbro inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1964, constituant en corporation: Estelle Cyr, 3415, Girouard, Lise Morrissette, 4835, Jean-Brillant, Alma Chartrand, 1621, Émard, Ginette Gendron, 11851, Bois de Boulogne, toutes quatre secrétaires, de Montréal, et Pierre Mercier, avocat, 31, Beloeil, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Placements Valbro inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o 1365-64

Playcraft Toys inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1964, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5454, MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, avocat, 2860, avenue Ekers, Montréal, John Michelin, avocat, 5715, chemin Hudson, Montréal, et Alan Golden, gérant de bureau, 2880, avenue Van Horne, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de jouets, bicyclettes, voitures pour enfants, carrosses de bébés, trottin-

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426-o 1278-64 — 1212/136

Placements Ste-Pétronille inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Taschereau, notary, 315 Laurier Ave., Québec, Noël Gamache, office clerk, 847 St-Patrice, Québec, and Pauline Cantin, secretary, fille majeure, Château-d'Eau, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements Ste-Pétronille inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and into 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426 1283-64

Placements Valbro inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Estelle Cyr, 3415 Girouard, Lise Morrissette, 4835 Jean-Brillant, Alma Chartrand, 1621 Émard, Ginette Gendron, 11851 Bois de Boulogne, all four secretaries, of Montreal, and Pierre Mercier, advocate, 31 Beloeil, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements Valbro inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 common shares of \$5 each and 5,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426 1365-64

Playcraft Toys inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5454 MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, advocate, 2860 Ekers Avenue, Montreal, John Michelin, advocate, 5715 Hudson Rd., Montreal, and Alan Golden, office manager, 2880 Van Horne Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in toys, bicycles, children's cars, baby carriages, strollers, furniture, knick-knacks, hou-

nettes, meubles, bibelots, appareils de ménage et autres articles s'y rapportant ou de même nature aussi bien qu'articles de sport, sous le nom de « Playcraft Toys Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 2,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 34,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426

1280-64 — 1213/23

Plazamart Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1964, constituant en corporation: Dave Friedman, 4889, avenue Isabella, Montréal, Hyman Friedman, 316, chemin Dufferin, Hampstead, tous deux marchands, et Irving Friedman, ingénieur, 436, avenue Beverly, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Plazamart Inc. », avec un capital total de \$2,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426

4934-63 — 1212/137

Republic Funding (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1964, constituant en corporation: Jean-Roger Laberge, agent d'affaires, 4444, Henri-Julien, Montréal, J.-Éloi Gervais, C.R., avocat, 61, St-Charles, est, Longueuil, et Jacqueline Laliberté, secrétaire, fille majeure, 5609, rue Viau, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de « Republic Funding (Quebec) Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1260-64 — 1212/98

Aimé Roberge & fils (équipement) Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1964, constituant en corporation: Aimé Roberge, industriel, Athala

schold appliances and other lines allied or kindred thereto as well as sports equipment, under the name of "Playcraft Toys Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$1 each, 2,000 class "A" preferred shares of a par value of \$1 each and 34,000 class "B" preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

1280-64 — 1213/23

Plazamart Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dave Friedman, 4889 Isabella Avenue, Montreal, Hyman Friedman, 316 Dufferin Road, Hampstead, both merchants, and Irving Friedman, engineer, 436 Beverly Avenue, Mont-Royal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Plazamart Inc.", with a total capital stock of \$2,000, divided into 200 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

4934-63 — 1212/137

Republic Funding (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Roger Laberge, business agent, 4444 Henri-Julien, Montreal, J.-Éloi Gervais, q.c., advocate, 61 St-Charles, East, Longueuil, and Jacqueline Laliberté, secretary, fille majeure, 5609 Viau Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as general contractors, under the name of "Republic Funding (Quebec) Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1260-64 — 1212/98

Aimé Roberge & fils (équipement) Itée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Aimé Roberge, industrialist, Athala Pouliot, housekeeper,

Pouliot, ménagère, épouse séparée de biens dudit Aimé Roberge, tous deux de 186, rue Commerciale, St-Henri, et René Roberge, industriel, 4, rue Demers, St-Henri, pour les objets suivants:

Commerce d'instruments, véhicules, machines, appareils et accessoires employés sur la ferme, dans l'industrie et en construction, sous le nom de « Aimé Roberge & fils (équipement) ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Henri, comté de Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o 1291-64 — 1213/24

Rosecraft Holding Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1964, constituant en corporation: Samuel Chait, 4, Surrey Gardens, Westmount, Harry Aronovitch, 5623, avenue Randall, Côte-St-Luc, Nathaniel H. Salomon, 4300, avenue Western, app. 414, Westmount, tous trois avocats, et Finley Johnston, secrétaire, 1955, rue Baile, app. 2, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placement, portefeuille et immeuble, sous le nom de « Rosecraft Holding Corporation », avec un capital total de \$39,100, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 100 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 380 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1242, rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426 1257-64

Rosevalley Food Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1964, constituant en corporation: Allan Marcus, 4705, avenue Powell, Montréal, David Kirshenblatt, 5636, avenue Greenwood, Côte-Saint-Luc, tous deux avocats, et Lucille Blagdon, secrétaire, fille majeure, 10120, Place Meilleur, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Rosevalley Food Products Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et 50 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426 854-64 — 1213/25

wife separate as to property of the said Aimé Roberge, both of 186 Commerciale, St-Henri, and René Roberge, industrialist, 4 Demers, St-Henri, for the following purposes:

To carry on a business dealing in instruments, vehicles, machines, apparatus and accessories used on the farm, in industry and in construction, under the name of "Aimé Roberge & fils (équipement) ltée", with a total capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Henri, county of Lévis, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426 1291-64 — 1213/24

Rosecraft Holding Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, incorporating: Samuel Chait, 4 Surrey Gardens, Westmount, Harry Aronovitch, 5623 Randall Avenue, Côte-St-Luc, Nathaniel H. Salomon, 4300 Western Avenue, Apt. 414, Westmount, all three advocates, and Finley Johnston, secretary, 1955 Baile Street, Apt. 2, Montreal, for the following purposes:

To act as an investment, holding and real estate company, under the name of "Rosecraft Holding Corporation", with a total capital stock of \$39,100, divided into 100 common shares of the par value of \$10 each, 100 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each and 380 class "B" preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1242 Peel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426-o 1257-64

Rosevalley Food Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, incorporating: Allan Marcus, 4705 Powell Avenue, Montreal, David Kirshenblatt, 5636 Greenwood Avenue, Côte-St-Luc, both advocates, and Lucille Blagdon, secretary, unmarried of the full age of majority, 10120 Meilleur Place, Montreal, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "Rosevalley Food Products Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 50 common shares of \$100 each and 50 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426-o 854-64 — 1213/25

Rouanda Bowlarium inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1964, constituant en corporation: Adrien Tremblay, Victor Tremblay, industriels, et Laurence Lysight, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Victor Tremblay, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous trois d'Évain, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de quilles, de billards et autres places d'amusement, sous le nom de « Rouanda Bowlarium inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Évain, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1375-64

Rouanda Bowlarium inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adrien Tremblay, Victor Tremblay, industrialists, and Laurence Lysight, housewife, wife contractually separate as to property of the said Victor Tremblay, and duly authorized by him for these presents, all three of Évain, for the following purposes:

To operate bowling alleys, billiard halls and other places of amusement, under the name of "Rouanda Bowlarium inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Évain, judicial district of Rouyn-Noranda.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1375-64

Sabina Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1964, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, 4, Surrey Gardens, Westmount, Eileen Dawson, secrétaire, célibataire, 6410, rue Sherbrooke ouest, Montréal, et Finnley J. Johnston, teneur de livres, 1955, rue Baile, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Sabina Holdings Inc. », avec un capital total de \$10,000 divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2255, rue Beaudet, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426

1360-64

Sabina Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Chait, advocate, 4 Surrey Gardens, Westmount, Eileen Dawson, secretary, spinster, 6410 Sherbrooke Street West, Montreal, and Finnley J. Johnston, book-keeper, 1955 Baile Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Sabina Holdings Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of a per value of \$1 each.

The head office of the company will be at 2255 Beaudet Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

1360-64

Samian Society of Montreal «Pythagoras»

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Réverend Nicholas Salamis, prêtre de l'Église orthodoxe grecque, 3548, Jeanne-Mance, Montréal, Mathews Andreou, principal de l'École canadienne grecque, 7520, Outremont, app. 3, Montréal, et Emmanuel Tzihas, tailleur, 5667, avenue du Parc, Montréal, pour les objets suivants:

Fonder, organiser et diriger une association aux fins du divertissement, de l'instruction et du bien-être de ses membres, sous le nom de « Samian Society of Montreal «Pythagoras» ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Samian Society of Montreal «Pythagoras»

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Reverend Nicholas Salamis, priest of the Greek Orthodox Church, 3548 Jeanne-Mance, Montreal, Mathews Andreou, principal of the Greek Canadian School, 7520 Outremont, apt. 3, Montreal, and Emmanuel Tzihas, tailor, 5667 Park Avenue, Montreal, for the following purposes:

To promote, organize and conduct an association for the recreation-instruction and welfare of the members thereof, under the name of "Samian Society of Montreal «Pythagoras»".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 18e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426 491-64

Santos Brazilian Coffee Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1964, constituant en corporation: Michel Pinios, marchand, 885, Ogilvy, app. 2, Montréal, Michael Giannikakis, marchand, 229, Saint-Viateur, app. 2, Montréal, Bill Pasvantis, marchand, 5660, avenue du Parc, app. 3, Montréal, et Sam Mihalakos, marchand, 7424, Querbes, app. 14, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de café et mélanges de café, thé et cacao, sous le nom de « Santos Brazilian Coffee Ltd. », avec un capital total de \$15,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426 1377-64

**Scandia House (Que.) Ltd.
La Maison Scandia (Qué.) Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1964, constituant en corporation: Adrian Popovici, avocat, 3510, rue Mountain, Montréal, Jean-Paul Gagné, avocat et conseil en loi de la Reine, 1375, rue Lucerne, Mont-Royal, et Eva Letendre, secrétaire, célibataire, 1305, rue Panet, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et de nouveautés en ameublement, sous le nom de « Scandia House (Que.) Ltd. — La Maison Scandia (Qué.) Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426 1345-64

Snowdon Caterers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1964, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, avocat et conseil en loi de la Reine, 4915, avenue Fulton, Montréal, Irwin S. Brodie, avocat, 7521, Mountbatten, Côte-Saint-Luc, Theodore H. Polisuk, avocat, 144, chemin Finchley, Hampstead, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure et usant de ses

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o 491-64

Santos Brazilian Coffee Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michel Pinios, merchant, 885 Ogilvy, apt. 2, Montreal, Michael Giannikakis, merchant, 229 St-Viateur, apt. 2, Montreal, Bill Pasvantis, merchant, 5660 Park Avenue, apt. 3, Montreal, and Sam Mihalakos, merchant, 7424 Querbes, apt. 14, Montreal, for the following purposes:

To deal in coffees and blends of coffees, teas and cocoas, under the name of "Santos Brazilian Coffee Ltd.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 10,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o 1377-64

**Scandia House (Que.) Ltd.
La Maison Scandia (Qué.) Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adrian Popovici, advocate, 3510 Mountain Street, Montreal, Jean-Paul Gagné, advocate and Queen's Counsel, 1375 Lucerne Street, Mont-Royal, and Eva Letendre, secretary, spinster, 1305 Panet Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties, under the name of "Scandia House (Que.) Ltd. — La Maison Scandia (Qué.) Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o 1345-64

Snowdon Caterers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Cyril E. Schwisberg, advocate and Queen's Counsel, 4915 Fulton Avenue, Montreal, Irwin S. Brodie, advocate, 7521 Mountbatten, Côte-St-Luc, Theodore E. Polisuk, advocate, 144 Finchley Road, Hampstead, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure et usant de ses droits, 4720 Dupuis

droits, 4720, avenue Du puis, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de traiteurs, sous le nom de « Snowdon Caterers Ltd. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune, 300 actions privilégiées catégorie « A » de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées catégorie « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426

1269-64 — 1213/26

**Société des infirmières visiteuses
du diocèse de Nicolet inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26^e jour de mars 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Léon-Philippe Langelier, médecin-radiologiste, Arthabaska, Madeleine Croteau, infirmière, 100, rue Campagna, Victoriaville, et Jean Moisan, avocat, Arthabaska, pour les objets suivants:

Établir et maintenir des services d'infirmières visiteuses dans le diocèse de Nicolet, sous le nom de « Société des infirmières visiteuses du diocèse de Nicolet inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la paroisse,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

1429-64

Otto W. Speyer Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31^e jour de mars 1964, constituant en corporation: Otto W. Speyer, agent de manufacturier, Mabel I. Speyer, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Otto W. Speyer, tous deux de 519, rue Walpole, Mont Royal, et Gudrun A. L. Weiss, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Ludwig F. Weiss, 644, boulevard Pinebeach nord, Dorval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agent de manufacturier, sous le nom de « Otto W. Speyer Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426

1394-64

Stephenson Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of caterers, under the name of "Snowdon Caterers Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 100 common shares of \$10 each, 300 class "A" preferred shares of \$10 each and 1,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

1269-64 — 1213/26

**Société des infirmières visiteuses
du diocèse de Nicolet inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Léon-Philippe Langelier, physician-radiologist, Arthabaska, Madeleine Croteau, nurse, 100 Campagna St., Victoriaville, and Jean Moisan, advocate, Arthabaska, for the following purposes:

To establish and maintain the services of visiting nurses, in the diocese of Nicolet, under the name of "Société des infirmières visiteuses du diocèse de Nicolet inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

1429-64

Otto W. Speyer Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Otto W. Speyer, manufacturer's agent, Mabel I. Speyer, housewife, wife contractually separate as to property of the said Otto W. Speyer, both of 519 Walpole Street, Mont-Royal, and Gudrun A. L. Weiss, secretary, wife contractually separate as to property of Ludwig F. Weiss, 644 Pinebeach Boulevard North, Dorval, for the following purposes:

To carry on business as manufacturer's agent, under the name of "Otto W. Speyer Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

1394-64

Stephenson Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1964, constituant en corporation: Joseph Shapiro, c.r., 3733, The Boulevard, Westmount, Jonathan J. Robinson, 64, chemin Belvedere, Westmount, Claude-Armand Sheppard, 221, avenue Tait, Saint-Laurent, Theodore H. Shapiro, 5175, côte Saint-Luc, Montréal, tous quatre avocats, et Daisy Zannis, secrétaire, célibataire, 7471, avenue Stuart, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijouterie, trophées, emblèmes, étampes dans de métaux précieux et autres, et gravures à la main et à la machine, sous le nom de « Stephenson Company Ltd. », avec un capital total de \$51,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 50,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426 1388-64

Studio Breton inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1964, constituant en corporation: Ernest Breton, 1280, Lalemant, Richard Breton, 987, Galt, ouest, et Royal Roy, 335, Mt-Plaisant, tous trois photographes, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme photographes, sous le nom de « Studio Breton inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o 587-64

**Survival Supplies Co. Ltd.
La Cie des produits de Survie Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1964, constituant en corporation: Robert Carrier, clerc de notaire, 35, St-Denis, Aimé Gaudreault, restaurateur, 92, des Érables, tous deux de Cap-de-la-Madeleine, et Jules Massicotte, commerçant, 1275, Holland, Sillery, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandise et articles en aluminium, fer émaillé, fer-blanc, granit, métal galvanisé, tôle et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, et/ou matière synthétique, sous le nom de « Survival Supplies Co. Ltd. — La Cie des produits de Survie Itée », avec un capital total de \$2,000, divisé en 20 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

bearing date the 25th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Shapiro, q.c., 3733 The Boulevard, Westmount, Jonathan J. Robinson, 64 Belvedere Road, Westmount, Claude-Armand Sheppard, 221 Tait Avenue, St-Laurent, Theodore H. Shapiro, 5175 côte St-Luc, Montreal, all four advocates, and Daisy Zannis, secretary, spinster, 7471 Stuart Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in jewellery, trophies, emblems, stampings in precious metals and otherwise, and hand and machine engravings, under the name of "Stephenson Company Ltd.", with a total capital stock of \$51,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each and 50,000, class "A" shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o 1388-64

Studio Breton inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ernest Breton, 1280 Lalemant, Richard Breton, 987 Galt West, and Royal Roy, 335 Mt-Plaisant, all three photographers, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as photographers, under the name of "Studio Breton inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and into 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426 587-64

**Survival Supplies Co. Ltd.
La Cie des produits de Survie Itée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Carrier, notary's clerk, 35 St-Denis, Aimé Gaudreault, restaurateur, 92 des Érables, both of Cap-de-la-Madeleine, and Jules Massicotte, trader, 1275 Holland, Sillery, for the following purposes:

To carry on business dealing in articles of aluminum, enamelled iron, tin, granite, galvanized metal, sheet metal and in other articles made wholly or partially of metals or wood, and/or synthetic matter, under the name of "Survival Supplies Co. Ltd. — La Cie des produits de Survie Itée", with a total capital stock of \$2,000, divided into 20 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 10^e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

669-64

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 10th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

669-64

Suss Woodcraft Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24^e jour de mars 1964, constituant en corporation: Maurice J. Boxer, 1411, Carol Crescent, Chomedey, Stephen Bless, 5791, Place Charles-Thibault, Montréal, Bernard S. Mergler, 4867, Cumberland, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et de nouveautés en ameublement, sous le nom de « Suss Woodcraft Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 24^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426

1332-64 — 1212/139

Tremus Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1^{er} avril 1964, constituant en corporation: Rosa Gualtieri, avocat, célibataire, 80, avenue Hudson, Harold Gossack, avocat, 3736, avenue Kent, et Michael Drazner, avocat, 130, chemin Dufferin, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'immeuble, sous le nom de « Tremus Corporation », avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province,
ce 1^{er} avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426

1386-64

Ultra Modern Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24^e jour de mars 1964, constituant en corporation: Joseph P. Miller, avocat, 120, 90^e avenue, LaSalle, Gerald Green, avocat, 168, Notre-Dame est, Montréal, Lise Ostiguy, secrétaire, 42, Ostiguy, Lavaltrie, et Lorraine Lalonde, secrétaire, 1891, Masson, Montréal, ces deux derniers célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Ultra Modern Construction Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Suss Woodcraft Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice J. Boxer, 1411 Carol Crescent, Chomedey, Stephen Bless, 5791 Charles-Thibault Place, Montreal, Bernard S. Mergler, 4867 Cumberland, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties, under the name of "Suss Woodcraft Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 24th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

1332-64 — 1212/139

Tremus Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rosa Gualtieri, advocate, spinster, 80 Hudson Avenue, Harold Gossack, advocate, 3736 Kent Avenue, and Michael Drazner, advocate, 130 Dufferin Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To do business in the field of real estate, under the name of "Tremus Corporation", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 1,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 1st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

1386-64

Ultra Modern Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph P. Miller, advocate, 120, 90th Avenue, LaSalle, Gerald Green, advocate, 168 Notre-Dame East, Montreal, Lise Ostiguy, secretary, 42 Ostiguy, Lavaltrie, and Lorraine Lalonde, secretary 1891 Masson, Montreal, the latter two spinsters, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Ultra Modern Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera 8500, Des Rapides, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426 1335-64

The head office of the company will be at 8500 Des Rapides, LaSalle, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426-o 1335-64

Vachon auto Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1964, constituant en corporation: Marcel Vachon, Léo Vachon, garagistes, de Ste-Marie, comté de Beauce, et Paul Laflamme, avocat, 11, rue Fraser, Lévis, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Vachon auto Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Marie, comté de Beauce, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6246-o 1090-64

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Vachon, Léo Vachon, garagemen, Ste-Marie, county of Beauce, and Paul Laflamme, advocate, 11 Fraser St., Lévis, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their accessories and parts, and to act as garagemen, under the name of "Vachon auto Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Ste-Marie, county of Beauce, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426 1090-64

Vachon auto Itée

Valleyfield Automotive Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1964, constituant en corporation: J.-René Paiement, avoact, 112, 9e rue, Roxboro, Hervé Bélanger, avocat, 7629, Christophe-Colomb, Montréal, et Léon Payette, courtier, 204, rue Notre-Dame, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de véhicules automobiles, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Valleyfield Automotive Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,500 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o 1152-64 — 1213/31

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-René Paiement, advocate, 112, 9th St., Roxboro, Hervé Bélanger, advocate, 7629, Christophe-Colomb, Montreal, and Léon Payette, broker, 204 Notre-Dame, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motor vehicles, their parts and accessories, under the name of "Valleyfield Automotive Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, 1,500 preferred class "A" shares of \$10 each and into 1,500 preferred shares class "B" of \$10 each.

The head office of the company will be at Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426 1152-64 — 1213/31

Valleyfield Automotive Inc.

Lettres patentes supplémentaires

Bella Vista Golf and Country Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er jour d'avril 1964, à la compagnie « Bella Vista Golf and Country Club Inc. », 1° réduisant son capital de \$460,000 à \$50,000, le capital-actions annulé étant divisé en 900 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune et 3,200 actions

Supplementary Letters Patent

Bella Vista Golf and Country Club Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Bella Vista Golf and Country Club Inc.", 1. reducing its capital from \$460,000 to \$50,000, the capital stock annulled being divided into 900 class "A" preferred shares of a par value of \$100 each and into 3,200 class "B" preferred shares of \$100

privilégiées catégorie « B » de \$100 chacune; 2° convertissant les 50,000 actions ordinaires restantes de \$1 chacune en 500 actions ordinaires sans valeur au pair.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426 13023-61 — 1214/1

Central Truck Lines Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 2e jour d'avril 1964, à la compagnie « Central Truck Lines Ltd. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o 7176-49 — 1213/83

Charlesbourg Automobiles limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24e jour de mars 1964, à la compagnie « Charlesbourg Automobiles limitée », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o 10604-54 — 1212/114

Cintilair inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31e jour de janvier 1964, à la compagnie « Saint-Hilaire inc. », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de juillet 1949, 1° changeant son nom en celui de « Cintilair inc. »; 2° modifiant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de janvier 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o 5856-49 — 1213/136

Clinique Médicale de l'Est inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3e jour d'avril 1964, à la compagnie « Clinique Médicale de l'Est inc. », 1° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes; 2° convertissant ses 8,000 actions sans valeur au pair en 8,000 actions ordinaires de \$5 chacune; 3° réduisant son capital de \$80,000 à \$40,000 par l'annulation de 400 actions privilégiées de \$100 chacune; 4° augmentant son capital de \$40,000 à \$490,000 par la création de 50,000 actions ordinaires de \$5 chacune et de 40,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o 11582-54 — 1213/137

each; 2. converting the remaining 50,000 common shares of \$1 each into 500 common shares without par value.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o 13023-61 — 1214/1

Central Truck Lines Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Central Truck Lines Ltd.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426 7176-49 — 1213/83

Charlesbourg Automobiles limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Charlesbourg Automobiles limitée", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426 10604-54 — 1212/114

Cintilair inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of January, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Saint-Hilaire inc.", incorporated by letters patent dated the 11th day of June, 1949, 1. changing its name to that of "Cintilair inc."; 2. modifying its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426 5856-49 — 1213/136

Clinique Médicale de l'Est inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Clinique Médicale de l'Est inc.", 1. amending certain provisions of its letters patent; 2. converting its 8,000 shares of no par value in 8,000 common shares of \$5 each; 3. reducing its capital stock from \$80,000 to \$40,000 by the cancellation of 400 preferred shares of \$100 each; 4. increasing its capital stock from \$40,000 to \$490,000 by the creation of 50,000 common shares of \$5 each and of 40,000 preferred shares of \$5 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426 11582-54 — 1213/137

La Compagnie de courtage immobilier de Québec ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 2e jour d'avril 1964, à la compagnie « La Corporation d'immeubles et de commerce de Québec, limitée », constituée par lettres patentes en date du 21 juin 1944, 1° changeant son nom en celui de « La Compagnie de courtage immobilier de Québec ltée »; 2° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o 3508-44 — 1214/2

La Compagnie de sable limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour de mars 1964, à « La Compagnie de sable limitée », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o 472-27 — 1214/3

La Corporation Desruisseaux Desruisseaux Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour de mars 1964, à la compagnie « La Corporation Desruisseaux — Desruisseaux Corporation », 1° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes; 2° convertissant ses 250,000 actions ordinaires de \$1 chacune en 250,000 actions privilégiées de \$1 chacune; 3° augmentant son capital de \$500,000 à \$1,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 500,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o 3078-63 — 1213/80

L. P. Dessureault & Frères ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24e jour de mars 1964, à la compagnie « L. P. Dessureault & Frères ltée », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o 10037-60 — 1213/11

Les Développements Vimont limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

La Compagnie de courtage immobilier de Québec ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Corporation d'immeubles et de commerce de Québec, limitée", incorporated by letters patent dated the 21st day of June, 1944, 1. changing its name to that of "La Compagnie de courtage immobilier de Québec ltée"; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426 3508-44 — 1214/2

La Compagnie de sable limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Compagnie de sable limitée", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426 472-27 — 1214/3

La Corporation Desruisseaux Desruisseaux Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Corporation Desruisseaux — Desruisseaux Corporation", 1. amending certain provisions of its letters patent; 2. converting its 250,000 common shares of \$1 each into 250,000 preferred shares of \$1 each; 3. increasing its capital stock from \$500,000 to \$1,000,000, the additional share capital being divided into 500,000 preferred shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426 3078-63 — 1213/80

L. P. Dessureault & Frères ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "L. P. Dessureault & Frères ltée" extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426 10037-60 — 1213/11

Les Développements Vimont limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary let-

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 2^e jour d'avril 1964, à la compagnie « Les Développements Vimont limitée », augmentant son capital de \$40,000 à \$150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

6426-o

2206-63 — 1213/87

**Dulude Transport limitée
Dulude Transport Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31^e jour de mars 1964, à la compagnie « Dulude Transport limitée — Dulude Transport Limited », augmentant son capital de \$200,000 à \$325,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

6426-o

11283-54 — 1213/88

Dustess (1964) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13^e jour de mars 1964, à la compagnie « Harvine International Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 8^e jour de juin 1962, 1^o changeant son nom en celui de « Dustees (1964) Inc. »; 2^o étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

6426

12503-62 — 1213/139

**G. M. B. Construction Co. Ltd.
G. M. B. Construction & cie Itée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23^e jour de mars 1964, à la compagnie « G. M. B. Construction Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 22^e jour de novembre 1957, 1^o changeant son nom en celui de « G. M. B. Construction Co. Ltd. — G. M. B. Construction & cie Itée »; 2^o convertissant ses 300 actions ordinaires de \$100 chacune en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

6426-o

13649-57 — 1213/7

Harvine Industries (1964) Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 2^e jour d'avril 1964, à la compagnie « Les Développements Vimont limitée », augmentant son capital de \$40,000 à \$150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

2206-63 — 1213/87

**Dulude Transport limitée
Dulude Transport Limited**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Dulude Transport limitée — Dulude Transport Limited", increasing its capital stock from \$200,000 to \$325,000, the additional share capital being divided into 1,250 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

11283-54 — 1213/88

Dustess (1964) Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Harvine International Ltd.", incorporated by letters patent dated the 8th day of June, 1962, 1. changing its name to that of "Dustees (1964) Inc."; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

12503-62 — 1213/139

**G. M. B. Construction Co. Ltd.
G. M. B. Construction & cie Itée**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "G. M. B. Construction Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of November, 1957, 1. changing its name to that of "G. M. B. Construction Co. Ltd. — G. M. B. Construction & cie Itée"; 2. converting its 300 common shares of \$100 each into 300 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

13649-57 — 1213/7

Harvine Industries (1964) Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of March,

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour de mars 1964, à la compagnie « Dustees Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 7e jour de janvier 1964, changeant son nom en celui de « Harvine Industries (1964) Corporation »; 2° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426 54-64 — 1213/65

Ideal Spread Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18e jour de mars 1964, à la compagnie « Ideal Spread Co. », 1. subdivisant et convertissant ses 290 actions privilégiées de \$100 chacune en 2,900 actions privilégiées de \$10 chacune; 2° augmentant son capital-actions de \$49,000 à \$149,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426 7019-41 — 1213/15

**Les Immeubles Champagne, inc.
Champagne Realities, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour de mars 1964, à la compagnie « Les Immeubles Champagne, inc.— Champagne Realities, Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426-o 4831-63 — 1213/16

Industrial Holding Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14e jour de mai 1963, à la compagnie « Industrial Holding Company Limited »; 1° diminuant son capital de \$2,200 à \$2,002, le capital-actions annulé étant divisé en 19,800 actions catégorie « A » de \$0.01 chacune; 2° convertissant ses 200 actions privilégiées de \$10 chacune en 200 actions privilégiées première catégorie de \$10 chacune; 3° augmentant son capital de \$2,002 à \$202,002, le capital-actions additionnel étant divisé en 200,000 actions privilégiées, deuxième catégorie de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6426 7433-46 — 1213/17

Labrador Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to "Dustees Inc.", incorporated by letters patent dated the 7th day of January, 1964, 1. changing its name to that of "Harvine Industries (1964) Corporation"; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426-o 54-64 — 1213/65

Ideal Spread Co.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to "Ideal Spread Co.", 1. subdividing and converting its 290 preferred shares of \$100 each into 2,900 preferred shares of \$10 each; 2. increasing its capital from \$49,000 to \$149,000, the additional capital stock being divided into 1,000 common shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426-o 7019-41 — 1213/15

**Les Immeubles Champagne, inc.
Champagne Realities, Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to "Les Immeubles Champagne, inc.— Champagne Realities, Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426 4831-63 — 1213/16

Industrial Holding Company Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to "Industrial Holding Company Limited"; 1. reducing its capital from \$2,200 to \$2,002, the capital stock annulled being divided into 19,800 class "A" shares of \$0.01 each; 2° redesignating its 200 preferred shares of \$10 each as 200 first preferred shares of \$10 each; 3° increasing its capital from \$2,002 to \$202,002, the additional capital stock being divided into 200,000 second preferred shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6426-o 7433-46 — 1213/17

Labrador Realities Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary let-

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er jour d'avril 1964, à la compagnie « Labrador Realities Ltd. », étendant ses pouvoirs et modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426

10869-53 — 1213/127

Muddiman Industries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de février 1964 à la compagnie « Robert Muddiman Company Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 29e jour d'août 1955, 1° changeant son nom en celui de « Muddiman Industries Limited »; 2° diminuant son capital de \$40,000 à \$28,000, le capital-actions annulé étant divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,400 actions privilégiées de \$5 chacune; 3° augmentant son capital de \$28,000 à \$70,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 7,400 actions privilégiées de \$5 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426

12338-55 — 1213/32

Nouvelle Ile inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16e jour de mars 1964, à la compagnie « Nouvelle Ile inc. », 1° étendant ses pouvoirs; 2° changeant ses 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune en 4,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 3° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

524-63 — 1213/53

M. Périard incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour de mars 1964, à la compagnie « M. Périard incorporée », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

14847-60 — 1212/117

Québec-Téléphone

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er jour d'avril 1964, à la compagnie « Labrador Realities Ltd. », étendant ses pouvoirs et modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

10869-53 — 1213/127

Muddiman Industries Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Robert Muddiman Company Limited", incorporated by letters patent dated the 29th day of August, 1955, 1. changing its name to that of "Muddiman Industries Limited", 2. reducing its capital from \$40,000 to \$28,000, the capital stock annulled being divided into 5,000 common shares of \$1 each and 1,400 preferred shares of \$5 each; 3. increasing its capital from \$28,000 to \$70,000, the additional capital stock being divided into 5,000 common shares of \$1 each and 7,400 preferred shares of \$5 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

12338-55 — 1213/32

Nouvelle Ile inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Nouvelle Ile inc.", 1. extending its powers; 2. changing its 4,000 common shares of \$10 each into 4,000 common shares without par value; 3. increasing its capital, the additional capital stock being divided into 2,000 common shares without par value.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

524-63 — 1213/53

M. Périard incorporée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "M. Périard incorporée", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

14847-60 — 1212/117

Québec-Téléphone

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 10 avril 1964, à la compagnie « Québec-Téléphone », 1° réduisant son capital par la cancellation de 41,055 actions privilégiées de \$20 chacune et de 786 actions classe « A » de \$15 chacune; 2° subdivisant ses 800,000 actions ordinaires sans valeur nominale en 1,600,000 actions ordinaires sans valeur nominale; 3° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,400,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

12349-58 — 1214/4

Relsom Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31e jour de mars 1964, à la compagnie « Relsom Holdings Ltd. », augmentant son capital de \$1,000 à \$51,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426

11691-60 — 1214/5

St-Thomas Automobiles Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour de mars 1964, à la compagnie « Les Développements St-Thomas inc. », constituée par lettres patentes en date du 6 juillet 1961, 1° changeant son nom en celui de « St-Thomas Automobiles Itée »; 2° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

13472-61 — 1213/28

Société d'Expansion Financière Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31e jour de mars 1964, à la compagnie « Société d'Expansion Financière Itée », augmentant son capital de \$500,000 à \$1,525,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,025,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

12914-62 — 1214/6

Le Sporting Club de l'Île Paton inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16e jour de mars 1964, à la compagnie « Le Sporting Club de l'Île Paton inc. », 1° étendant ses pouvoirs; 2° subdivisant et changeant ses 500 actions ordinaires de \$100

April, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Québec-Téléphone", 1. reducing its capital stock by the cancellation of 41,055 preferred shares of \$20 each and of 786 class "A" shares of \$15 each; 2. subdividing its 800,000 common shares of no nominal value into 1,600,000 common shares of no nominal value; 3. increasing its capital stock, the additional share capital being divided into 3,400,000 common shares of no nominal value.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

12349-58 — 1214/4

Relsom Holdings Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Relsom Holdings Ltd.", increasing its capital from \$1,000 to \$51,000, the additional capital stock being divided into 500 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

11691-60 — 1214/5

St-Thomas Automobiles Itée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Développements St-Thomas inc.", incorporated by letters patent dated the 6th day of July, 1961, 1. changing its name to that of "St-Thomas Automobiles Itée"; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

13472-61 — 1213/28

Société d'Expansion Financière Itée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Société d'Expansion Financière Itée", increasing its capital stock from \$500,000 to \$1,525,000, the additional capital stock being divided into 1,025,000 preferred shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

12914-62 — 1214/6

Le Sporting Club de l'Île Paton inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Le Sporting Club de l'Île Paton inc.", 1. extending its powers; 2. subdividing and changing its 500 common shares of \$100 each into 3,500

chacune en 3,500 actions ordinaires sans valeur au pair; 3^o augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,500 actions ordinaires sans valeur au pair.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426

83-63 — 1213/54

Tafler Insurance Agency Inc.
Agence d'Assurance Tafler inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5^e jour de mars 1964, à la compagnie « Tafler Insurance Agency Inc. », constituée par lettres patentes en date du 24^e jour de mars 1959, changeant son nom en celui de « Tafler Insurance Agency Inc.— Agence d'Assurance Tafler inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426

11624-59 — 1211/60

Temico Construction Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5^e jour de mars 1964, à la compagnie « Temico Construction Company Ltd. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

12002-60 — 1213/29

Thas Contractors Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6^e jour de mars 1964, à la compagnie « Thas Contractors Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 22^e jour de janvier 1964, 1^o changeant son nom en celui de « Thas Contractors Supplies Ltd. »; 2^o étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6^e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426

311-64 — 1211/61

Verdun Realities Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24^e jour de décembre 1963, à la compagnie « Verdun Realities Co. Inc. », 1^o refundant ses 500 actions ordinaires de \$10 chacune en 50 actions ordinaires de \$100 chacune; 2^o augmentant son capital de \$5,000 à \$40,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13^e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6426-o

175-39 — 1213/78

common shares without par value; 3. increasing its capital, the additional capital stock being divided into 2,500 common shares without par value.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

83-63 — 1213/54

Tafler Insurance Agency Inc.
Agence d'Assurance Tafler inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to « Tafler Insurance Agency Inc. », incorporated by letters patent dated the 24th day of March, 1959, changing its name to that of « Tafler Insurance Agency Inc.— Agence d'Assurance Tafler inc. ».

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

11624-59 — 1211/60

Temico Construction Company Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to « Temico Construction Company Ltd. », extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

12002-60 — 1213/29

Thas Contractors Supplies Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to « Thas Contractors Ltd. », incorporated by letters patent dated the 22nd day of January, 1964, 1. changing its name to that of « Thas Contractors Supplies Ltd. »; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

311-64 — 1211/61

Verdun Realities Co. Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to « Verdun Realities Co. Inc. », 1. converting its 500 common shares of \$10 each into 50 common shares of \$100 each; 2. increasing its capital stock of \$5,000 to \$40,000, the additional share capital being divided into 150 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426

175-39 — 1213/78

Ministère du Travail

Department of Labour

Avis d'approbation de règlements

Notice of approval of by-laws

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 824 du 22 avril 1964, section « D », le règlement spécial portant le numéro 22 (Certificat de qualification), approuvé et ajouté à la constitution et aux règlements généraux et spéciaux du Comité paritaire de la construction du comté de Duplessis, par l'arrêté en conseil numéro 618 (F) du 24 mars 1964, a été amendé en y ajoutant le nouveau règlement spécial suivant immédiatement après le premier paragraphe:

The honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby given notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that by Order in Council number 824 of April 22, 1964, section "D", the special by-law bearing number 22 (Certificate of competency) approved and added to the constitution and general and special by-laws of the Parity Committee of the Building Industry of Duplessis county by Order in Council number 618 (F) of March 24, 1964, has been amended by adding the following special by-law immediately after the first paragraph.

« Le Comité paritaire décide également de rendre le certificat de qualification obligatoire dans la zone I dudit décret et ses amendements ultérieurs, pour tout salarié assujéti au décret exerçant l'un des métiers suivants: travailleur en acier structural, soudeur, poseur d'acier d'armature et ouvrier en construction et entretien de moulins (millwright). »

"The Parity Committee also decides to render the certificate of competency obligatory in zone I of the said decree and its amendments for any employee plying one of the following trades: structural iron worker, welder, structural iron erector, and millwright."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mai 1964. 6434-o

Department of Labour,
Québec, May 2, 1964. 6434-o

Avis

Notice

Convention collective de travail relative à l'industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la Province

Collective labour agreement relating to the men's and boys' shirt industry in the Province

L'honorable Carrier Fortin, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

ON THE ONE PART:

« La Guilde des Manufacturiers de Chemises »;

« La Guilde des Manufacturiers de Chemises »;

ET D'AUTRE PART:

AND, ON THE OTHER PART:

« La Fédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie du Vêtement Inc. »; pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

« La Fédération nationale des Travailleurs de l'Industrie du Vêtement Inc. »; for the employers and employees of the industry and trades concerned, according to the following conditions:

« Article 1^o Jurisdiction industrielle: 1.01. Le présent décret régit l'industrie de la confection ou de la production, en tout ou en partie, pour hommes et garçons, de chemises et de pyjamas de toutes descriptions sans restriction, y compris les chemises fabriquées de tissus tricotés, les chemises de travail, les « shorts » et les sous-vêtements taillés et cousus.

« Article 1. Industrial jurisdiction: 1.01. The present decree shall apply to the industry of manufacturing or producing, in whole or in part, for men and boys, shirts and pyjamas of all types and descriptions, without limitation, and including shirts made of knitted fabrics, work shirts, "shorts" and underwear which are cut and sewn.

Le présent décret s'applique aussi à la confection ou production, en tout ou en partie, de chemises et de pyjamas pour toute personne du sexe féminin, effectuée dans des établissements assujétiés au présent décret, dont le style et le modèle sont semblables à ceux des chemises et pyjamas pour hommes et garçons et dont les procédés de fabrication sont à peu près les mêmes.

The present decree shall also apply to the manufacturing and producing, in whole or in part, of shirts and pyjamas for all persons of the female sex, made in establishments governed by the present decree, of similar style, pattern and construction and by means of substantially the same operations as those used in the manufacturing of boys' and men's shirts and pyjamas.

1.02. Le travail visé par ce décret comprend celui de toutes personnes exécutant quelque une ou plusieurs des opérations participant, incidentes ou connexes à la confection et à la production des chemises et des vêtements précités, que

1.02. The work contemplated by this decree comprises the work of all persons performing any or many of the operations being part of, related to or connected with the manufacturing or producing of the above described shirts and

lesdites opérations soient définies ou non, qu'elles soient effectuées en totalité ou en partie par le même employeur ou par plusieurs employeurs, qu'elles soient effectuées en totalité ou en partie dans un ou plusieurs ateliers spécialisés, entreprises privées, industrielles ou commerciales ou dans tout autre établissement, qu'elles constituent le commerce principal de l'employeur ou soient secondaires ou complémentaires à tout autre commerce ou occupation, et que lesdits articles soient fabriqués pour fins de vente à d'autres consommateurs ou exclusivement pour la propre consommation de l'employeur.

1.03. Le décret s'applique aussi à tous les manufacturiers, sous-traitants, entrepreneurs, sous-entrepreneurs et manufacturiers-détaillants qui confectionnent dans leur propre établissement ou ailleurs, en tout ou en partie, des vêtements ou ailleurs dans la susdite juridiction industrielle.

1.04. Sont cependant expressément exclus :

1° Les articles ou vêtements déjà assujettis à un décret existant.

2° Les sous-vêtements fabriqués de tissus tricotés;

3° Les chemises, pyjamas et vêtements de toutes descriptions jusqu'à et y compris l'âge de six (6) ans.

1.05. Dans le cas de différend entre le Comité Paritaire et/ou ses inspecteurs et tout employeur quant à la classification des articles manufacturés, le différend est soumis pour règlement à un sous-comité du Comité Paritaire composé de quatre (4) membres désignés par cette dernière, dont deux employeurs et deux salariés, et du président du Comité Paritaire, à titre de président du sous-comité.

Les décisions unanimes ou majoritaires du sous-comité précité, dans tous les cas, sont soumises à la considération du Comité Paritaire qui donne sa décision dans le cadre de sa juridiction.

Article 2° *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent décret comprend toute la province de Québec et, pour fins d'application, est divisée en deux (2) zones comme suit :

Zone I: L'Île de Montréal et un rayon de dix (10) milles autour de ses limites.

Zone II: La province de Québec à l'exception de la zone I.

Article 3° *Heures de travail*: 3.01. Les heures de travail pour tous les salariés sont établies comme suit :

a) *Zone I*: Quarante (40) heures constituent une semaine régulière de travail, réparties en période journalières de huit (8) heures du lundi au vendredi inclusivement, soit de 8 a.m. à midi et de 1 p.m. à 5 p.m.

b) *Zone II*: Quarante-deux (42) heures constituent une semaine régulière de travail, réparties comme suit :

Huit heures et demie (8½) par jour, du lundi au jeudi inclusivement: de 8 a.m. à midi et de 1 p.m. à 5:30 p.m.;

Huit (8) heures le vendredi, de 8 a.m. à midi et de 1 p.m. à 5 p.m.

3.02. Une période de repos de dix (10) minutes dans l'avant-midi et dans l'après-midi, incluant le temps où le salarié laisse son travail et y revient, doit être accordée à tous les salariés sans perte de salaire dans le cas des salariés payés à l'heure.

3.03. À la demande de la majorité de ses salariés, un employeur peut varier les heures de travail établies à l'article 3.01, pourvu qu'il en donne avis, par écrit, au Comité Paritaire et lui four-

garments, whether the said operations are defined or not in the present decree, whether said operations are performed completely or in part by the same employer or by several employers, whether they are performed completely or in part in one or several trade plants, private, industrial, commercial or other establishments, whether such operations constitute the principal business of the employer or are accessory or complementary to any other business or enterprise and whether the said shirts and garments are manufactured or produced for the purpose of sale to other consumers or for the exclusive use of the employer.

1.03. The decree shall apply also to all manufacturers, jobbers, contractors, sub-contractors and manufacturing retailers who produce in their own establishment or elsewhere, in whole or in part, garments covered by the present industrial jurisdiction.

1.04. The following garments are however specially excluded:

1. The articles and garments which are already covered by an existing decree;

2. Underwear made of knitted fabrics;

3. Shirts, pyjamas and garments of all descriptions up to and including the age of six (6).

1.05. In the event of a dispute between the Parity Committee and/or its inspectors and any employer regarding the classification of a garment, such dispute shall be submitted for decision to a sub-committee of the Joint Commission composed of two employers and two employees, all four (4) designated by the said Joint Commission, with the Chairman of the Joint Commission acting as Chairman of the sub-committee.

The unanimous or majority decisions of the above sub-committee, in all cases, will be referred to the consideration of the Joint Commission which shall decide within its competence.

Article 2. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree comprises the entire Province of Quebec and, for purposes of enforcement, is divided into two (2) zones, as follows:

Zone I: The Island of Montreal and a radius of ten (10) miles around its limits.

Zone II: The entire Province of Quebec with the exception of zone I.

Article 3. *Hours of Work*: 3.01. The hours of work for all the employees are fixed as follows:

a) *Zone I*: Forty (40) hours shall constitute a regular work week divided into daily periods of eight (8) hours from Monday to Friday inclusive, between 8:00 a.m. and midday and between 1:00 p.m. and 5:00 p.m.

b) *Zone II*: Forty-two (42) hours shall constitute a regular work week in the following manner:

Eight and a half hours (8½) per day, from Monday to Thursday inclusive, between 8:00 a.m. and midday and between 1:00 p.m. and 5:30 p.m.;

Eight (8) hours on Friday, between 8:00 a.m. and midday and between 1:00 p.m. and 5:00 p.m.

3.02. A rest period of ten (10) minutes in the morning and in the afternoon, including the time the employee leaves and returns to his place of work, shall be granted to all employees without loss of wages in the case of hourly paid employees.

3.03. Upon request from the majority of his employees, and employer may redistribute the hours of work established in article 3.01, but he shall notify the Parity Commit-

nisse la cédule d'heures de travail qu'il a adoptée, au moins quinze (15) jours avant la date de mise en application de ladite cédule.

Cependant, le nombre des heures de travail ne devra jamais dépasser celui déterminé à l'article 3.01 pour la semaine ou la journée de travail.

De plus, dans tous les cas, la période d'une heure accordée pour le repas du midi devra être la même pour tous les salariés d'un même employeur.

3.04. Aucun travail n'est permis durant la période d'une heure accordée pour le repas du midi, suivant les articles 3.01 et 3.03.

3.05. Tout salarié qui se rapporte à l'ouvrage au commencement de ses heures régulières de travail sans avoir été avisé à l'avance, par l'employeur de ne pas le faire, doit être payé l'équivalent de trois (3) heures d'ouvrage à son taux minimum horaire garanti par le présent décret pourvu qu'il accomplisse le travail qu'on lui attribue, s'il en est requis par l'employeur. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas en cas de pannes d'électricité, ou d'appareils à vapeur, de feu, d'inondation ou de tout autre cas de force majeure.

Article 4. *Travail supplémentaire*: Tout travail exécuté en plus ou en dehors des heures régulières mentionnées aux articles 3.01 et 3.03 doit être considéré comme du travail supplémentaires et rémunéré à raison de salaire et demi.

Article 5° *Définition des métiers*: 5.00. Pour les fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

5.01. Le terme « opérateurs » désigne ceux qui à l'aide de machines à coudre ordinaires, à deux aiguilles ou plus, et selon les règles de l'art, assemblent, en partie ou en entier, tout article visé par le présent décret, une fois taillé. Ce terme comprend aussi les opérateurs sur machines à coudre préposés aux échantillons, aux réparations ou travaillant sur des machines dites « spéciales » telles que: machine à border, machine à fermer, machine à boutons, machine à boutonnières, machine à froncer, machine à ourler, machine à bouton-pressions, machine à surjeter, qui sont capables d'exécuter et qui exécutent à l'aide de machines à coudre et selon les règles de l'art, une ou plusieurs des opérations, lesquelles réunies, comprennent toute la couture des vêtements, assujettis au présent décret.

5.02. Le termes « presseurs » désigne ceux qui font le repassage et le pressage, en partie ou en entier, de tout vêtement compris dans la juridiction du présent décret, avant ou une fois cousu par l'opérateur.

5.03. Le mot « examinateurs » désigne ceux qui font l'inspection d'une partie ou de l'ensemble de tout vêtement assujetti au présent décret pour y découvrir les défauts de façon et qui, de plus, s'occupent du découpage de fils ou de tout autre travail nécessaire à compléter le vêtement avant ou une fois cousu par l'opérateur.

5.04. Le terme « ouvriers généraux » désigne ceux qui font les divers ouvrages de fabrication accessoire à celle de tout vêtement assujetti au présent décret, tels que les aides-contremaitresses, la distribution des paquets de marchandises aux opérateurs, aux presseurs ou aux examinateurs, ou encore le numérotage, l'emballage mineur ainsi que les autres salariés dont le métier n'est pas défini dans le présent article qui exécutent une opération ou un travail visé par la juridiction industrielle du décret.

tee in writing to that effect and forward the schedule of hours which he has adopted at least fifteen (15) days before the date of enforcement of the said schedule.

However, the number of hours of work shall never exceed that determined in article 3.01 for the week or day of work.

Moreover, in all cases, the one-hour period granted for the noon meal shall be the same for all the employees of a same employer.

3.04. No work is permitted in the period of one hour granted for the noon meal under articles 3.01 and 3.03.

3.05. Any employee who reports for work at the beginning of his regular shift without previous notification by his employer not to do so, shall be paid the equivalent of three (3) hours' work at his regular minimum hourly rate guaranteed by the present decree provided that, if requested by the Employer, the employee shall perform available work to which he may be assigned. The provisions of the present paragraph shall not apply in the event of power or steam failure, fire, flood or any act of God.

Article 4 *Overtime*: All work done in addition to or after the regular hours as outlined in articles 3.01 and 3.03 shall be considered as overtime and paid for at the rate of time and one half.

Article 5. *Definition of crafts*: 5.00. For the purposes of enforcement of the decree, the following terms shall have the meaning hereafter given to them:

5.01. The term "operators" applies to those actually performing by ordinary sewing machines two needle machines, or more, in a workmanlike manner, the operation of sewing together, in part or in whole, any of the products falling within the present jurisdiction, after the garment has been cut; this term includes also sample makers, repair makers and the operators working on machines called "Special Machines" such as: taping, overlock, button-sewer, button-hole, tucking, buttonmaking, snap-fastening button, overcasting seams; who are able to and actually perform by sewing machines and in a workmanlike manner, any one or more of the operations which together comprise the complete work of sewing any one of the garments concerned herewith.

5.02. The term "pressers" applies to those actually performing the work of ironing or pressing, in part or in whole, garments falling within the present jurisdiction before or after the garment has been sewn together by the operator.

5.03. The term "examiners" applies to those actually performing the work of inspecting part of or a completed garment falling within the present jurisdiction for faults in workmanship and performing the operations of thread clipping or other necessary work for the completion of the garment after or before it has been sewn by the operator.

5.04. The term "general hands" applies to those actually performing sundry factory work incidental to the manufacture of all garments falling within the present jurisdiction, for example, assisting forelady, carrying bundles of merchandise to operators, pressers or to examiners, stamping, minor packing and any other employees whose craft is not defined in the present article and who executes an operation or a work covered by the industrial jurisdiction of the decree.

5.05. 1. Le mot « marqués » désigne ceux qui placent et reproduisent les patrons sur les tissus ou sur papier et qui, de plus, taillent aux ciseaux, coupent à la machine, au couteau ou autrement, selon les règles de l'art, tous les tissus bruts employés dans la fabrication des vêtements visés par le présent décret.

2. Le terme « coupeurs au couteau à la main » désigne ceux qui coupent au couteau à la main, selon les règles de l'art, tous tissus, fournitures et doublures employés dans la fabrication des vêtements visés par le présent décret.

3. Le mot « coupeurs » désigne ceux qui, selon les règles de l'art, taillent aux ciseaux, ou coupent au couteau électrique, à la matrice, à la machine ou autrement, tous tissus employés dans la fabrication des vêtements visés par le présent décret mais qui ne placent ni ne reproduisent les patrons.

5.06. Le mot « étaleurs » désigne ceux qui font le travail d'étendre les tissus employés dans la fabrication des vêtements assujettis au présent décret, en vue de préparer le travail du coupeur.

5.07. Le mot « assortisseurs » désigne ceux qui font le travail de séparer les coupes, de tous tissus employés dans la fabrication des vêtements assujettis au présent décret et de les attacher en paquets par quantité et grandeur.

Article 6^o *Interprétation*: 6.01. Dans ce décret le genre masculin comprend les deux sexes à moins que le contexte n'indique le contraire; le singulier s'étend à plusieurs personnes ou à plusieurs choses de même espèce, chaque fois que le contexte se prête à cette extension.

6.02. Le terme « Comité Paritaire » désigne le Comité Paritaire constitué en vertu de la Loi pour surveiller et assurer l'observance du décret.

Article 7^o *Salaires minima pour le travail à l'heure ou à la pièce*: 7.01. Les taux horaires minima pour le travail exécuté pendant la journée ou la semaine régulière, sujets aux dispositions apparaissant ci-après, doivent être ceux mentionnés ci-après pour les salariés des métiers énumérés, dans leur zone respective.

7.02. *Opérateurs, presseurs, examinateurs des deux sexes et ouvriers généraux du sexe féminin*:

	Zones	
	I	II
0 à 6 mois	\$0.50	\$0.44
6 à 12 mois	0.62	0.56
12 à 18 mois	0.70	0.63
18 à 21 mois	0.77	0.70
21 mois et plus	0.87	0.77

La moyenne générale pour les salariés auxquels s'applique ce paragraphe, après un an d'expérience dans l'industrie, doit être de \$1.10 dans la zone I et de \$0.95 dans la zone II.

7.03. *Ouvriers généraux du sexe masculin*:

	Zones	
	I	II
0 à 6 mois	\$0.80	\$0.75
6 à 12 mois	0.90	0.85
12 à 18 mois	1.00	0.94
18 à 24 mois	1.05	1.00
24 à 30 mois	1.10	1.05
30 à 36 mois	1.20	1.10
36 mois et plus	1.30	1.20

7.04. *Étaleurs*:

	Zones	
	I	II
0 à 6 mois	\$0.80	\$0.75
6 à 12 mois	0.90	0.85
12 à 18 mois	1.00	0.94
18 à 24 mois	1.05	1.00

5.05. 1. The term "markers" applies to those who make markers on materials or on paper and who also cut by shears, machine, knife or otherwise, in a workmanlike manner, all raw materials used in the manufacture of garments falling within the present jurisdiction.

2. The term "hand-knife cutters" applies to those who cut by hand with a short knife, in a workmanlike manner, all materials, trimmings and linings used in the manufacture of garments falling within the present jurisdiction.

3. The term "cutters" applies to those who cut by shears, electric knife, die, machine or otherwise, in a workmanlike manner, all materials used in the manufacture of garments falling within the present jurisdiction but who do not make markers.

5.06. The term "spreaders" applies to those who perform the work of spreading materials used in the manufacture of garments falling within the present jurisdiction in preparation for the work of the cutter.

5.07. The term "dividers" applies to those actually performing the work of dividing the cuts and attaching them in bundles, according to quantities and sizes, of all materials used in the manufacture of garments falling within the present jurisdiction.

Article 6. *Interpretation*: 6.01. In this decree, the masculine gender includes all genders unless the contrary intention is evident by the context; the singular number extends to more than one person or more than one thing of the same sort whenever the context admits of such extension.

6.02. The term "Parity Committee" means the Parity Committee formed under the Act to administer the decree.

Article 7. *Minimum scale of wages for hour or piece-work*: 7.01. The hourly minimum rates of wages for work performed during a regular working day and during a regular working week, subject to the provisions hereinafter contained, shall be the rates appearing below opposite the respective operations in their respective zone:

7.02. *Operators, pressers, examiners of both sexes and general hands of the female sex*:

	Zones	
	I	II
0 to 6 months	\$0.50	\$0.44
6 to 12 months	0.62	0.56
12 to 18 months	0.70	0.63
18 to 21 months	0.77	0.70
21 months and over	0.87	0.77

The general average for the employees covered by this paragraph, after one year of experience in the industry, shall be \$1.10 in Zone I and \$0.95 in Zone II.

7.03. *General hands, male*:

	Zones	
	I	II
0 to 6 months	\$0.80	\$0.75
6 to 12 months	0.90	0.85
12 to 18 months	1.00	0.94
18 to 24 months	1.05	1.00
24 to 30 months	1.10	1.05
30 to 36 months	1.20	1.10
36 months and over	1.30	1.20

7.04. *Spreaders*:

	Zones	
	I	II
0 to 6 months	\$0.80	\$0.75
6 to 12 months	0.90	0.85
12 to 18 months	1.00	0.94
18 to 24 months	1.05	1.00

24 à 30 mois	\$1.10	\$1.05	24 to 30 months	\$1.10	\$1.05
30 à 36 mois	1.20	1.10	30 to 36 months	1.20	1.10
36 mois et plus	1.30	1.20	36 months and over	1.30	1.20

7.05. *Apprentis marqueurs et coupeurs:*

	Zones	
	I	II
0 à 6 mois	\$1.00	\$0.95
6 à 12 mois	1.05	1.00
12 à 24 mois	1.10	1.05
24 à 36 mois	1.20	1.13
36 à 48 mois	1.30	1.20

7.06. *Assortisseurs:*

	Zones	
	I	II
0 à 6 mois	\$0.75	\$0.70
6 à 12 mois	0.80	0.75
12 à 18 mois	0.85	0.80
18 à 24 mois	0.90	0.85
24 mois et plus	1.00	0.95

7.07. *Coupeurs, coupeurs au couteau à la main, et marqueurs, après quatre (4) années d'expérience:*

	Zones	
	I	II
Coupeurs	\$1.55	\$1.45
Coupeurs au couteau, à la main ou marqueurs	1.65	1.55

7.08. *Montant additionnel:* À compter de la publication du présent décret dans la *Gazette officielle de Québec*, tous les employeurs doivent accorder à tous leurs salariés assujettis au décret, qu'ils soient payés à l'heure, à la pièce, à la semaine ou autrement, un montant additionnel de \$0.08 pour chaque heure travaillée, en plus des gains réguliers de chaque salarié.

Dans le paragraphe qui précède, les mots « gains réguliers » signifient, dans le cas des salariés employés sur une base de temps, les taux de salaires payés ou dus aux salariés plus tous les ajustements et augmentations en vigueur par décret ou autrement, même s'ils sont supérieurs aux taux minima ci-dessus et dans le cas des salariés à la pièce, les salaires gagnés à la pièce suivant le système de l'employeur, plus tous les ajustements et augmentations en vigueur par décret ou autrement.

Ces montants doivent être payés sous un item indiqué distinctement dans l'enveloppe ou sur la feuille de paye.

Compensation: Les employeurs des deux zones qui ont accordé à leurs salariés des montants additionnels horaires ou à la pièce depuis le 1er janvier 1962, bénéficieront d'une compensation équivalente et proportionnelle lors de la mise en vigueur du présent décret.

7.09. *Taux à la pièce:* Aucun taux à la pièce ne peut être fixé de façon à rapporter moins que les minima ci-haut.

7.10. *Expérience:* Les mois ou les années d'expérience acquis au service de tout employeur régi par le présent décret doivent être reconnus par tout autre employeur.

Article 8° *Sécurité sociale:* 8.01. Tout les salariés doivent recevoir, chaque semaine, une somme égale à 2¾% de leur salaire à titre d'allocation de sécurité sociale.

8.02. Tout employeur qui, par contrat avec une compagnie d'assurance reconnue et *bona fide* ou avec une caisse d'assurance reconnue par le Surintendant des Assurances de la province de Québec, ou qui, par contrat avec une association *bona fide* est tenu de payer et paie une somme équivalente à 2¾% du salaire total de ses salariés assujettis à la juridiction de ce décret, en vertu d'un projet de sécurité sociale couvrant en tout ou en partie les cas de maladie, d'acci-

7.05. *Apprentice markers and cutters:*

	Zones	
	I	II
0 to 6 months	\$1.00	\$0.95
6 to 12 months	1.05	1.00
12 to 24 months	1.10	1.05
24 to 36 months	1.20	1.13
36 to 48 months	1.30	1.20

7.06. *Dividers:*

	Zones	
	I	II
0 to 6 months	\$0.75	\$0.70
6 to 12 months	0.80	0.75
12 to 18 months	0.85	0.80
18 to 24 months	0.90	0.85
24 months and over	1.00	0.95

7.07. *Cutters, handknife cutters and markers after four (4) years of experience:*

	Zones	
	I	II
Cutters	\$1.55	\$1.45
Hand-knife cutters or markers	1.65	1.55

7.08. *Additional amount:* From the date of publication of the present decree in the *Quebec Official Gazette*, all employers shall pay to all their employees governed by the decree, whether they are paid on an hourly, weekly, piece-work basis or otherwise, an additional amount of \$0.08 for each hour worked, over and above the regular earnings of each employee.

In the preceding paragraph, the words "regular earnings" mean, in the case of employees hired on a time basis, salary rates paid or due an employee plus all adjustments and increases in force by decree or otherwise notwithstanding that such rates be in excess of the minimum rates of the decree, and in the case of employees on a piece-work basis, the salaries earned in virtue of the piece-work system of their employer plus the adjustments and increases in force by decree or otherwise.

These amounts shall be paid under a distinct item in or on the pay envelope or sheet.

Compensation: The employers of the two zones who have granted to their employees since January 1, 1962, additional amounts in hourly and piece work rates shall benefit by an equivalent and proportional compensation at the time of the coming into force of the present decree.

7.09. *Piece-work prices:* No piece-work prices may be fixed which do not yield a rate of pay equal to the minimum as above-mentioned.

7.10. *Experience:* The months or years of experience acquired in the service of any employer covered by the present decree must be recognized by any other employer.

Article 8. *Social security:* 8.01. All employees shall receive, every week, a remuneration equivalent to 2¾% of their wages as a social security compensation.

8.02. Any employer who, by contract with a recognized and *bona fide* insurance company or insurance fund recognized by the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec, or who, by contract with a *bona fide* union, is bound to and does pay a sum equivalent to 2¾% of the total earnings of his employees subject to the jurisdiction of this decree, under a social welfare plan covering in whole or in part sickness, accident, hospitalization or death benefits,

dent, d'hospitalisation ou de mortalité, n'est pas tenue de payer la rémunération prévue au paragraphe 8.01 du présent article.

8.03. Un employeur peut instituer un plan de maladie, d'accident, d'hospitalisation, de mortalité au bénéfice de ses salariés, de la façon ci-haut décrite, dont le coût est inférieur à 2 $\frac{3}{4}$ %, mais il doit payer la différence entre le coût de tel plan et les 2 $\frac{3}{4}$ % du salaire de ses salariés et ce, en espèces, chaque semaine.

8.04. Tout plan de bien-être social de cette nature institué par un employeur, de la façon susdite, est sujet à examen par le Comité paritaire et les registres de l'employeur s'y rapportant doivent en tout temps être tenus à la disposition des représentants du Comité paritaire pour fins d'inspection et d'examen.

8.05. Si un tel examen révèle au Comité paritaire que le paiement par l'employeur d'une somme égale à 2 $\frac{3}{4}$ % n'est pas entièrement utilisé au bénéfice de ses salariés, ou que le but de tel plan de bien-être social n'est pas conforme à l'esprit et aux fins de cette clause, ou si l'employeur refuse de donner les détails ou de soumettre les registres de tel plan, ledit comité peut alors aviser l'employeur par lettre recommandée et ce dernier doit payer la pleine rémunération de 2 $\frac{3}{4}$ % à compter de la date d'un tel avis.

Article 9^o *Réduction de salaire*: Pendant la durée du présent décret, il ne doit y avoir aucune réduction dans les salaires actuellement payés, soit à l'heure, à la pièce ou à la semaine.

Article 10^o *Congé annuel payé*: 10.01. Tout salarié qui n'a pas complété trois (3) ans de services continus pour le même employeur aura droit à un congé annuel continu d'une durée minimum de sept (7) jours comprenant au moins cinq (5) jours ouvrables.

10.02. Tout salarié qui a complété trois (3) ans de services continus pour le même employeur a droit à un congé annuel continu d'une durée minimum de quatorze (14) jours comprenant au moins dix (10) jours ouvrables.

10.03. La rémunération de vacances due à chaque salarié sera comme suit:

i. Les salariés ayant moins de trois (3) ans de services continus pour le même employeur doivent recevoir deux pour cent (2%) de leurs gains totaux gagnés durant l'année.

ii. Les salariés ayant trois (3) ans, mais moins de quinze (15) ans de services continus pour le même employeur, doivent recevoir quatre pour cent (4%) de leurs gains totaux gagnés durant l'année.

iii. Les salariés ayant quinze (15) ans et plus de services continus pour le même employeur, doivent recevoir six pour cent (6%) de leurs gains totaux gagnés durant l'année.

10.04. Si, pour quelque raison que ce soit, l'emploi d'un salarié prend fin avant que se termine une année de services continus, ou si l'emploi commence et se termine pendant la période d'une année de services continus, ledit salarié doit lors de la cessation de l'emploi, recevoir au lieu du congé payé, une somme égale à 2% de la rémunération gagnée, dans la partie de ladite année de services continus pendant laquelle il a été à l'emploi de l'employeur.

10.05. Si, pour quelque raison que ce soit, l'emploi d'un salarié ayant trois (3) ans mais moins de quinze (15) ans de services continus avec le même employeur se terminait avant la

shall be relieved from paying the compensation mentioned in paragraph 8.01 of the present article.

8.03. In the event that any plan covering sickness, accident, hospitalization, death benefits introduced by the employer for the benefit of his employees as aforesaid should involve a cost of less than a sum equivalent to 2 $\frac{3}{4}$ % of his employees earnings, the employer shall be entitled to carry out such a plan, paying the difference in cash, each week, between the cost of such plan and a sum equivalent to 2 $\frac{3}{4}$ % of his employees earnings.

8.04. Any such social welfare plan introduced by an employer as aforesaid shall be subject to examination by the Parity Committee and, for that purpose, the employer's records shall at all times be open to inspection and examination by the Parity Committee.

8.05. Should it be found, after examination by the Parity Committee, that payment by the employer of a sum equivalent to 2 $\frac{3}{4}$ % is not wholly for the benefit of his employees, or that the object of the said social welfare plan is not in accordance with the spirit and intention of this provision, or upon refusal by the employer to submit details and records of such plan then, upon notice from the Parity Committee given by registered mail to the employer, the said employer shall be bound to pay the full compensation of 2 $\frac{3}{4}$ % from the date of such notice.

Article 9. *Prohibition to reduce wages and rates*: There shall be no reduction in the wages presently paid, whether on an hourly, piece-work or weekly basis.

Article 10. *Annual vacation with pay*: 10.01. All employers who have not completed three years (3) of continuous service for the same employer shall be entitled to a continuous annual vacation for a minimum duration of seven (7) days comprising at least five (5) working days.

10.02. All employees who have completed three (3) years of continuous service for the same employer shall be entitled to a continuous annual vacation for a minimum duration of fourteen (14) days comprising at least ten (10) working days.

10.03. The vacation pay due to each employee shall be as follows:

i. employees having less than three (3) years of continuous service for the same employer shall receive two per cent (2%) of their total earnings gained during the year.

ii. Employees having three (3) years, but less than fifteen (15) years of continuous service for the same employer, shall receive four per cent (4%) of their total earnings gained during the year.

iii. Employees having fifteen (15) years or more of continuous service for the same employer shall receive six per cent (6%) of their total earnings gained during the year.

10.04. If, for any reason whatsoever, the employment of an employee is terminated before a year of continuous service is completed, or is commenced and terminated during a year of continuous service, the said employee shall, at the time the employment is so terminated, be indemnified, in lieu of vacation with pay, with a sum equal to 2% of his earnings in that portion of the said year of continuous service during which he was at the employ of the employer.

10.05. If, for any reason whatsoever, the employment of an employee having three (3) years but less than fifteen (15) years of continuous service with the same employer is terminated

période du congé annuel, ledit salarié doit, lors de la cessation de l'emploi, recevoir, au lieu du congé payé, une somme égale à quatre pour cent (4%) du revenu qu'il a gagné dans la partie de ladite année.

Si, pour quelque raison que ce soit, l'emploi d'un salarié ayant quinze (15) ans ou plus de services continus pour le même employeur se terminait avant la période de congé annuel, ledit salarié doit, lors de la cessation de l'emploi, recevoir, au lieu du congé payé, une somme égale à six pour cent (6%) du revenu qu'il a gagné dans la partie de ladite année.

10.06. Pour chaque congé annuel payé, la période d'une année de services continus à l'emploi d'un employeur donnant droit à un tel congé, commence le premier (1er) jour de juin d'une année pour se terminer le trente et unième (31e) jour de mai de l'année suivante.

10.07. Ledit congé annuel payé doit être donné pendant la période comprise entre le premier (1er) juillet et le quinze (15) août de chaque année et l'employeur doit aviser les salariés sur le tableau d'affichage de la période exacte du congé annuel au moins trente (30) jours avant la date dudit congé.

10.08. La rémunération de congé annuel due à chaque salarié lui sera remise la dernière journée de paye qui précède immédiatement le commencement de la période du congé annuel.

Article 11° *Jours de fêtes et congés statutaires:*

11.01. Tous les employeurs doivent accorder à tous les salariés les congés statutaires suivants et nul employeur n'est autorisé à forcer un salarié à travailler ces jours de congé: Le Premier Jour de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le Jour de Noël.

Sur avis écrit et envoyé au Comité paritaire au moins quinze (15) jours avant l'événement qui y donne lieu, un employeur pourra substituer l'Assomption à la Toussaint.

11.02. Tous les employeurs doivent payer à tout salarié ayant trois (3) mois et plus de services continus une journée de salaire pour chacune des fêtes statutaires suivantes, peu importe quand ces fêtes ont lieu: Le Premier Jour de l'An, la St-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le Jour de Noël.

Sur avis écrit et envoyé au Comité paritaire, au moins quinze (15) jours avant l'événement qui y donne lieu, un employeur pourra substituer l'Assomption ou le «Vendredi-Saint» à la Toussaint.

Cependant:

i. Tout salarié qui n'a pas travaillé pendant la période de deux mois précédant immédiatement un congé statutaire payé n'a pas droit au paiement dudit congé statutaire;

ii. Tout salarié qui travaille volontairement moins de cinq (5) heures par jour en moyenne durant les trois (3) mois précédant le congé statutaire sera rémunéré selon ses gains horaires moyens multipliés par la moyenne des heures qu'il a travaillées pendant la période précédant ledit congé statutaire;

iii. Un salarié absent de son travail le jour ouvrable précédent ou le jour ouvrable suivant un congé statutaire payé, n'a pas droit au paiement de ce congé statutaire à moins que son absence ne soit le résultat de maladie, d'un accident personnel, d'un décès dans sa famille, (conjoint, père, mère, enfant, frère ou sœur),

before the annual vacation period, the said employee shall, at the time the employment is so terminated, be indemnified in lieu of vacation with pay, with a sum equal to 4% of his total earnings in that portion of the said year.

If, for any reason whatsoever, the employment of an employee having fifteen (15) years or more of continuous service with the same employer is terminated before the annual vacation period, the said employee shall, at the time the employment is so terminated, be indemnified in lieu of vacation with pay, with a sum equal to six per cent 6% of his total earnings in that portion of the said year.

10.06. For each annual vacation with pay, the period of a year's continuous service in the employ of any employer which gives right to such vacation, begins on the first (1st) day of June of one year and ends on the thirty-first (31st) day of May of the following year.

10.07. The said annual vacation with pay shall be granted during the period extending from the first (1st) day of July to the fifteenth (15th) day of August in each year, and the employer shall notify the employees, by way of the post board, of the exact period of the vacation at least thirty (30) days in advance.

10.08. Vacation pay due to each employee will be paid on the last pay day immediately prior to the commencement of his annual vacation period.

Article 11. *Holidays — Statutory holidays:*

11.01. All employers shall grant to all their employees the following statutory holidays and no employer shall compel any employee to work on such days: New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, St. Jean Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

The employer may substitute Assomption Day for All Saints but he shall give notice thereof in writing to the Parity Committee of the Shirt Industry at least fifteen (15) days before the occurrence about which the notice is given

11.02. All employer shall pay to each employee having three (3) months and more continuous employment a day's pay for each of the following statutory holidays whenever such holidays occur: New Year's Day, St. Jean Baptiste Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

The employer may substitute Assomption Day or Good Friday for All Saints Day but he shall give notice thereof in writing to the Parity Committee for the Shirt Industry at least fifteen (15) days before the occurrence about which the notice is given.

However;

i. All employees who have not worked during the two months immediately preceding any said statutory holiday shall not be entitled to payment for the said statutory holiday;

ii. An employee working voluntarily less than an average of five (5) hours per day during the three (3) months immediately preceding the statutory holiday shall be paid according to his average hourly earnings, multiplied by the average of hours worked during the period preceding immediately the said statutory holiday;

iii. An employee absent from work on the working day preceding and on the working day following a statutory paid holiday shall not be paid for such statutory holiday unless such absence is caused by sickness of the employee, an accident, a death in his family (husband, wife, father, mother, child, sister or brother), a lay-off

d'une mise-à-pied par l'employeur pour manque de travail ou d'une fête religieuse ou légale.

Paiement des congés statutaires: 11.03. Le paiement des congés statutaires est calculé comme suit:

1° *Employés à l'heure:* Dans la zone I: Huit (8) fois le taux horaire de chaque salarié.

Dans la zone II: Huit fois et demie (8½) le taux horaire de chaque salarié. Le taux horaire signifie le taux horaire réel payé au salarié en plus de tous les ajustements, augmentations et boni de vie chère en vigueur durant la semaine de congé;

2° *Employés à la pièce:* Dans la zone I: Huit (8) fois la moyenne horaire des gages de chaque salarié;

Dans la zone II: Huit fois et demie (8½) la moyenne horaire des gages de chaque salarié. La moyenne horaire des gages est déterminée pour chaque salarié, en divisant ses gages réels durant les trois (3) mois de travail précédant immédiatement la semaine durant laquelle le congé survient par le nombre réel d'heures de travail (régulières et supplémentaires) de cet employé durant la même période. Les gages réels comprennent toutes les augmentations et les bonis de vie chère en vigueur durant cette période mais excluant les primes pour temps supplémentaire.

11.04. *Jours de congé tombent un samedi ou un dimanche:* Si un des congés statutaires payés tombe un samedi ou un dimanche les salariés qui ont droit à pareil congé doivent recevoir une journée additionnelle de salaire dans la semaine qui suit ledit congé. Si un congé statutaire payé a lieu pendant les vacances du salarié, cette fête lui sera payée la semaine suivant ses vacances.

11.05. *Rémunération du travail les jours de congé:* Si un employeur fait travailler ses salariés un jour de congé statutaire ou le dimanche, ce travail doit être rémunéré au double du salaire régulier de chacun de ces salariés en plus de tout paiement pour congés statutaires payés prévu ci-dessus.

Article 12° Travail à l'extérieur: Lorsque les grossistes, les sous-traitants, les détaillants, les entrepreneurs, les manufacturiers ou autres personnes, en vertu ou non d'un permis spécial du Comité Paritaire, donnent du travail à des ateliers de l'extérieur, à des entrepreneurs, à l'intérieur ou autrement, ces grossistes sous-traitants, détaillant, entrepreneurs, manufacturiers, ou autres personnes sont conjointement et solidairement responsables, avec les personnes auxquelles tel travail a été confié, du paiement des salaires et de l'observance des conditions de travail déterminés dans le décret.

Article 13° Travail à domicile: Nul ne pourra donner, pour être exécuté à domicile, du travail sur des vêtements assujettis au décret, ni ne pourra exécuter, soit à titre d'artisan, soit à titre de salarié, du travail assujetti au décret.

Article 14° Contrats individuels: Aucun employeur ne doit faire de contrats individuels contrairement à l'article 13 de la Loi de la convention collective, avec un ou des salariés visés par le présent décret, ni exiger ou accepter aucun dépôt en argent comptant ou autre valeur d'un salarié. L'employeur a toutefois le droit de retenir le salaire de pas plus de trois (3) jours d'ouvrage comme garantie d'avis de congé.

Article 15° Systèmes de contrats: À l'intérieur d'un atelier il est défendu d'accorder des contrats ou des sous-contrats, sauf lorsqu'un contrat

from work by the employer due to lack of work or a religious or legal holiday.

Payment of statutory holidays: 11.03. Payment of paid statutory holidays shall be calculated as follows:

1. *Employees on hourly rates:* In zone I: Eight (8) times the hourly rate of each employee;

In zone II: Eight and a half (8½) times the hourly rate of each employee. The hourly rate means the actual hourly rate paid plus all adjustments increases and cost of living bonuses in force in the week of the holiday.

2. *Employees on piece rate:* In zone I: Eight (8) times the average hourly earnings of each employee;

In zone II: Eight and a half (8½) times the average hourly earnings of each employee. The average hourly earnings are determined for each employee by dividing the actual earnings of such employee during the three (3) months immediately preceding the week during which the holiday occurs by the actual hours worked (regular and overtime) during that same period. Actual earnings include all increases in force and cost of living bonuses but exclude overtime premiums.

11.04. *Holidays occurring on Saturday or Sunday:* In the event that any of the foregoing paid statutory holidays should fall on a Saturday or Sunday, the eligible employees shall receive an extra day's pay in the week following the said holiday. Should any of the said statutory holidays occur during the vacation period of an employee, such holiday shall be paid for in the week following the vacation.

11.05. *Payment for work on statutory holidays:* In the event that an employer causes his employees to work on any of the statutory holidays herein fixed or any Sunday, such work shall be paid for at double the regular rate of pay of such employees, in addition to payment for paid statutory holidays as provided herein.

Article 12. Responsibility for outside work: Whenever wholesalers, jobbers, retailers, contractors, manufacturers or other persons, whether under special permit from the Joint Commission or not, give work to outside shops, inside contractors or otherwise, such wholesalers, jobbers, retailers, contractors, manufacturers or other persons, shall be jointly and severally responsible with the persons to whom such work is given for wages and working conditions as fixed by the decree.

Article 13. Home work: No one shall give work to be done or performed at home on garments coming under the jurisdiction of the decree, nor shall any one execute work covered by the decree whether as artisan or as employee.

Article 14. Individual contracts: No employer shall make any individual contract in violation of article 13 of the Collective Agreement Act, with any employee falling within the scope of the decree, nor exact nor accept any cash deposit or any other securities from any such employee. However, the employer is entitled to retain not more than three (3) days wages as security for notice.

Article 15. Contracting system: No contracting or subcontracting shall be permitted inside any shop except where a general contract is given

général est octroyé pour tout l'ouvrage. En pareil cas, le manufacturier est conjointement et solidairement responsable avec l'entrepreneur de l'application de tous les termes et conditions du présent décret.

Article 16° *Horloge enregistreuse*: Chaque employeur doit maintenir une horloge enregistreuse dans son atelier au moyen de laquelle tous les salariés doivent enregistrer leurs heures de travail.

Article 17° *Carte-registre*: Tous les employeurs doivent remettre au Comité Paritaire une carte d'enregistrement pour chaque salarié assujéti au décret indiquant l'expérience et les autres renseignements concernant le salarié, tels que requis par la loi, sous la signature conjointe de l'employeur et du salarié. Ces cartes sont d'abord fournies par le Comité Paritaire. Ces cartes d'enregistrement émises pour chaque salarié, doivent être reçues au bureau dudit Comité dans les cinq (5) jours suivant la date de l'embauchage dudit salarié.

Article 18° *Registre pour travail à la pièce*: Pour le travail à la pièce l'employeur doit toujours tenir un registre indiquant le taux à la pièce et le nombre de pièces fabriquées.

Le registre demeure entre les mains de l'employeur, pour être gardé en tout temps à ses bureaux, durant une période d'au moins (12) douze mois, et doit être disponible en tout temps pour inspection par l'administrateur du Comité Paritaire ou ses représentants dûment autorisés.

Article 19° *Paiement du salaire*: 19.01 Les salariés doivent être payés toutes les semaines, pas plus tard que le jeudi si le salarié est payé par chèque ou le vendredi s'il est payé en espèces. Si le jour de paye, selon que le salarié est payé par chèque ou en argent, coïncide avec un jour chômé, les salariés seront payés le jour ouvrable précédent.

19.02. Les détails suivants doivent apparaître sur chaque enveloppe ou feuille de paye:

- 1° Les nom et prénom du salarié;
- 2° La date et la période de payé;
- 3° Le nombre d'heures régulières et supplémentaires;
- 4° Le salaire brut;
- 5° Les déductions faites;
- 6° Le salaire net;
- 7° Le montant net payé.

Article 20° *Rendement inférieur à la moyenne*: Le Comité Paritaire peut, par résolution, accorder d'après la preuve jugée suffisante, à tout salarié d'aptitudes physiques ou mentales restreintes, un certificat l'autorisant à travailler à des conditions déterminées et différentes de celles prévues par le décret.

Article 21° *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1965. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins qu'une ou plusieurs parties contractantes ne donnent un avis écrit, à ce contraire, aux autres parties dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni moins de trente (30) jours avant le 31 mars de l'année 1965 ou de toute année subséquente. Un tel avis écrit doit aussi être adressé au Ministre du Travail et au Comité Paritaire.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

for all the work, in which case the manufacturer shall be jointly and severally responsible with the contractor for compliance with all the terms and conditions of the present decree.

Article 16. *Punch clock*: Every employer shall maintain a time clock in his factory on which all employees shall record their working hours.

Article 17. *Employees' Record card*: All employers must furnish the Parity Committee with an employee record card for each employee governed by the decree on forms to be provided by the said Parity Committee giving thereon the experience and other information concerning the said employee, as required by the act, the whole to be certified by the signature of both employer and employee. These records for each employee must be filed in the office of the said Parity Committee not later than five (5) days following the date of hiring of the said employee.

Article 18. *Piece-work records*: In case of piece-work, the employer shall at all times maintain records showing the piece-work rates and the number of pieces worked.

These records shall be kept on the premises of the employer at all times for a period of at least twelve (12) months and shall remain open for inspection, at any time, by the administrator of the Parity Committee or by his duly authorized representatives.

Article 19. *Payment of wages*: 19.01. Wages shall be paid weekly on Thursday if the employee is paid by cheque and on Friday if he is paid in cash. Should Thursday or Friday, according to whether the employee is paid in cash or by cheque fall on a non-working day, the employee shall be paid on the preceding working day.

19.02. The following details shall be shown on each pay envelope or sheet:

1. name and surname of the employee;
2. date and period of pay;
3. number of regular and overtime hours;
4. gross earnings;
5. deductions;
6. net earnings.
7. net amount paid.

Article 20. *Production under average*: The Parity Committee may, by resolution, grant, upon proof deemed sufficient, to any employee with restricted physical or mental capacity, a certificate authorizing such employee to work under determined conditions different from those of the decree.

Article 21. *Duration of the decree*: The present decree remains in force until March 31, 1965. It shall renew itself automatically from year to year thereafter, unless one or more contracting parties give a written notice to the contrary to the other parties between the sixtieth (60th) and the thirtieth (30th) day before March 31 of the year 1965 or of any subsequent year. Such notice must also be given to the Minister of Labour and to the Parity Committee.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mai 1964.

6434-o

Avis de modification

Électriciens — Région de Montréal

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section « E » (électriciens) du décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ladite section « E » de la façon suivante:

L'article VII-A de la section « E » sera remplacé par le suivant:

VII-A. Bénéfices de sécurité sociale

PARTIE I

Section I

Article 1: Dans ce titre et son application, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes suivants ont le sens qui leur est ci-après donné:

Association du travail: Ces mots désignent la Fraternité Internationale des ouvriers en électricité (local 568) et le Syndicat National des électriciens de Montréal Inc.

Bénéficiaire: Ce mot désigne toute personne désignée de temps à autre dans un avis écrit au comité conjoint par un employé ou un ancien employé aux fins de recevoir des bénéfices, s'il en est, à l'occasion du décès de l'employé ou de l'ancien employé en vertu du plan de bénéfices de sécurité sociale. Si aucune personne n'est ainsi désigné par l'employé ou l'ancien employé ou si la personne ainsi désignée a précédé l'employé ou l'ancien employé, le bénéficiaire sera la succession de l'employé ou de l'ancien employé.

Bénéfices de pension de retraite: Ces mots désignent les bénéfices de pension de retraite prévus à la partie III de ce titre.

Bénéfice de sécurité sociale: Ces mots désignent les bénéfices établis par et dans le présent titre.

Caisse d'assurance-vie collective: Ces mots désignent la caisse d'assurance-vie collective des électriciens de Montréal créée conformément à l'article 56 de ce titre.

Caisse de retraite: Ces mots désignent la caisse de retraite des électriciens de Montréal créée conformément à l'article 42 de ce titre.

Comité conjoint et/ou comité paritaire: Ces mots désignent le comité conjoint de la construction de Montréal.

Compagnie d'assurance-vie: Ces mots désignent toute société ou toute compagnie d'assurance-vie détenant un certificat d'enregistrement et un permis émis par le Ministre des Finances.

Cotisation: Ce mot désigne les montants d'argent effectivement versés au comité conjoint pour fin de la constitution d'un fonds de sécurité sociale des électriciens.

Cotisations accumulées des employés: Ces mots désignent les cotisations des employés au fonds

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate, if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1964.

6434-o

Notice of amendment

Electricians — Region of Montreal

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by section "E" (Electricians) of the decree number 613 of April 6, 1962 and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, have petitioned him to amend the said section "E" as follows:

Article VII-A of section "E" will be replaced by the following:

VII-A. Social security benefits

PART I

Section I

Article 1: In this title and its application, unless the context requires otherwise, the following words and expressions have the meaning herein-after given to them:

Labour association: These words mean the International Brotherhood of electrical workers (local 568) and the National Syndicate of electricians of Montreal Inc.

Beneficiary: This word means any person as is designated from time to time by notice in writing to the Joint Committee by an employee to receive benefits, if any, under the Social Security Benefits program in the event of the death of the employee or former employee. If no person is so designated by the employee or former employee, or if the person so designated predeceased the employee or former employee, the beneficiary shall be the estate of the employee or former employee.

Retirement pension benefits: These words mean the retirement pension benefits provided for in part III of this title.

Social security benefits: These words mean the benefits provided for under the present title.

Group Life Insurance Fund: These words mean the Group Life Insurance Fund for the electricians of Montreal, created in accordance with article 56 of this title.

Retirement Fund: These words mean the Retirement Fund for the electricians of Montreal created under article 42 of this title.

Joint Committee or Parity Committee: These words mean the Building Trades Joint Committee of Montreal.

Life Insurance company: These words mean all life-insurance society or company being registered to and holding a licence from the Minister of Finance.

Assessments: This word means the amount of money received by the Joint Committee for the purpose of establishing the Social Security Fund for electricians.

Accumulated employees assessments: These words mean the employees contributions to the

de sécurité sociale plus un intérêt composé établi à 3% par année. L'intérêt sur chaque cotisation de l'employé sera computed à partir de la fin de l'année de calendrier dans laquelle les cotisations de l'employé ont été reçues par le comité conjoint jusqu'au premier jour du mois dans lequel un remboursement est effectué ou dans le cas d'un ancien employé qui recevait des bénéfices de pension de retraite, jusqu'à la date du premier paiement mensuel de ses bénéfices de pension de retraite.

Décret: Ce mot désigne la section E (électricien) du décret numéro 613 (6 avril 1962) et ses amendements relatifs à l'industrie et aux métiers de la construction de la région de Montréal.

Employé: Ce mot désigne tout employé assujéti au décret. Les employés exécutant les travaux hors du domaine territorial ou professionnel du décret, peuvent, sur demande conjointe de ces salariés et de leurs employeurs, se soumettre aux obligations et jouir des privilèges établis par le présent système de sécurité sociale pourvu que le sous-comité de sécurité sociale des électriciens accepte cette requête.

Employeur: Ce mot désigne tout employeur assujéti au décret.

Fiduciaire: Ce mot désigne une compagnie de fidéicommiss détenant un certificat d'enregistrement du Ministre des Finances.

Fonds de sécurité sociale des électriciens: Ces mots désignent le fonds créé en vertu de l'article 2 de ce titre.

Heures de travail: Ces mots désignent toute heure où l'employé effectue réellement un travail rémunéré, mais sans considération du taux payé.

Parties contractantes: Ces mots désignent la Corporation des maîtres électriciens de la province de Québec (section de Montréal) et la Fraternité Internationale des ouvriers en électricité (local 568), et le Syndicat National des électriciens de Montréal Inc.

Pensionné: Ce mot désigne toute personne recevant des bénéfices de pension de retraite conformément à la partie III de ce titre.

Plan d'assurance-vie collective: Ces mots désignent le plan d'assurance-vie collective des électriciens établi à la partie IV de ce titre et souscrit avec une compagnie d'assurance-vie.

Plan de pension de retraite: Ces mots désignent le plan de bénéfices de pension institué par la partie III de ce titre et administré par le fiduciaire ou la compagnie d'assurance-vie conformément au contrat signé à cet effet par le comité paritaire.

Représentant des associations du travail: Ces mots désignent toute personne nommée pour représenter les associations du travail au sous-comité de sécurité sociale conformément à l'article 17 de ce titre, et leurs successeurs.

Représentant des employeurs: Ces mots désignent toute personne nommée pour représenter la Corporation des maîtres électriciens de la province de Québec (section de Montréal) et leurs successeurs pour les fins de la présente.

Sous-comité de sécurité sociale des électriciens: Ces mots désignent le sous-comité constitué en vertu de la section IV de ce titre.

Section II

Fonds de sécurité sociale des électriciens

Article 2: Un fonds de sécurité sociale des électriciens est par la présente créé afin de pourvoir à des bénéfices de sécurité sociale, soit de pension, de retraite ou soit d'assurance au décès pour es employés. Ce fonds commencera d'exister à la date de publication dans la Gazette officielle

Social Security Fund together with compound interest at the rate of 3% per annum. Interest on each employee assessment shall be computed from the end of the calendar year for which the employee assessment is received by the Joint Committee to the first day of the month in which a refund is paid or, in the case of a former employee, who was in receipt of retirement pension benefits, to the due date of his first monthly retirement pension payment.

Decree: This word means section E (electricians) of the decree number 613 (April 6, 1962) and its amendments relating to the construction industry and trades in the region of Montreal.

Employee: This word means all employees being covered by the decree. Employees doing some work outside the territorial or professional jurisdiction of the decree, by a joint request of these employees and their employers, may benefit of the Social Security Plan if the Social Security sub-committee for electricians agree to that request.

Employer: This word means any employer covered by the decree.

Trustee: This word means a trust company holding a registration certificate issued by the Minister of Finance.

Social Security Fund for electricians: These words mean the fund created under article 2 of this title.

Hours of work: These words mean all working hours effectively paid regardless of rate of pay.

Contracting parties: These words mean The Corporation of Master Electricians of the province of Québec (Montreal section) the International Brotherhood of Electrical workers (local 568) and the National Syndicate of Electricians of Montreal Inc.

Pensioner: This word means a person receiving retirement pension benefits in accordance with part III of this title.

Group life insurance plan: These words mean the group life insurance plan for electricians provided for in part IV of this title and underwritten together with a life insurance company.

Retirement pension plan: These words mean the plan of pension benefits established by part III of this title and administrated by the trustee or the life insurance company as per the contract signed by the Joint Committee.

Labour association representative: These words mean any person appointed to represent the labour association on the Social Security Sub-Committee, pursuant to article 17 of this title, and their successors.

Employers' representative: These words mean the persons appointed to represent the Corporation of Master Electricians of the province of Québec (Montreal section) and their successors.

Social Security Sub-Committee: These words mean the sub-committee appointed in accordance with section IV of this title.

Section II

Social Security Fund for Electricians

Article 2: There is hereby created a Social Security Fund to provide Social Security Benefits, either retirement pension or death insurance, for the employees. This fund shall come into existence at the date of publication in the Quebec Official Gazette of an Order in Council

de Québec, du présent arrêté en conseil rendant obligatoire les dispositions de ce titre. Ce fonds alimentera deux caisses: la caisse de retraite et la caisse d'assurance-vie collective.

Article 3: Le comité conjoint est par la présente désigné comme l'organisme qui recevra les cotisations (contributions) des employeurs et des employés. Il est investi de tous les droits titres et intérêts dans le fonds de sécurité sociale des électriciens conformément aux usages, devoirs et restrictions établis par les présentes.

Section III

Cotisations (Contributions)

Article 4: Dès le premier du mois de janvier 1964, tout employeur déduira du salaire gagné par chacun de ses employés la somme de \$0.05 pour chaque heure de travail accompli par lesdits employés. Cette déduction constituera la cotisation des employés au fonds de sécurité sociale des électriciens. Tout tel employeur contribuera à ce même fonds pour chacun de ses employés, la somme de \$0.05 pour chaque heure de travail accomplie par lesdits employés.

Article 5: Tout employeur, avant le quinzième (15^e) jour de chaque mois doit faire remise au comité conjoint d'un montant d'argent équivalent à la somme des cotisations déduites des employés pendant le mois précédent plus les cotisations de l'employeur correspondantes.

Article 6: Si un employeur, contrairement à l'article 5, fait défaut de remettre les cotisations au comité conjoint, ce dernier a le droit d'exercer tout recours en justice et de poursuivre ledit employeur pour et au nom des employés intéressés en vue d'obtenir le recouvrement des cotisations ainsi que le paiement de toute pénalité encourue par ledit employeur à la suite de son défaut. Ces poursuites et recours sont exercés conformément à l'article 20 de la Loi de la Convention Collective. Pour les fins de l'article 37 de la Loi de la Convention Collective, la date d'échéance de la remise des cotisations pour l'année précédente, est fixée au premier janvier de chaque année.

Article 7: Aucun employeur ne peut se libérer de son obligation de remettre au comité conjoint les cotisations stipulées en payant directement lesdites cotisations aux employés. Toute convention contraire aux dispositions de ce titre accordant à un employé des conditions différentes ou moins favorables que celles mentionnées au présent titre sera non avenue, inopérante nulle *ab initio*.

Article 8: Tout employé doit déclarer au comité conjoint son nom, son numéro d'enregistrement d'assurance-chômage, son numéro de licence « C » de compagnon-électricien ou de carnet d'apprentissage, sa date de naissance, son statut marital, le nombre de ses enfants dépendant âgés de moins de 21 ans, la date à laquelle il donne ces renseignements et sa signature, cette déclaration doit se faire:

a) au début de l'année 1964;

b) par la suite, s'il survient des changements à la déclaration originale, au début de chaque année subséquente.

Article 9: Le comité conjoint fournira pour fin de l'enregistrement des employés, des formules appropriées.

Article 10: Tout employeur doit:

a) indiquer sur chaque liste de paie, le montant d'argent déduit de chacun de ses employés pour les fins du fonds de sécurité sociale des électriciens pour la période couverte par ladite liste de paie.

rendering obligatory the provisions of this title. Such fund shall supply two separate funds, namely the retirement fund and the collective life insurance fund.

Article 3: The Joint Committee is hereby designated as the body to receive assessments (contributions) from employers and employees; it is vested with all rights, title and interest in and to the Social Security Fund for electricians for the uses and duties, and with the restrictions, set forth in this title.

Section III

Assessments (Contributions)

Article 4: As of January 1, 1964, every employer of employees shall deduct from the wages earned by each of his employees the sum of \$0.05 for each hour of work by each of the said employee. This deduction shall constitute the employee contributions to the Social Security Fund for electricians. Every employer of employees shall contribute to this same fund for each of his employees the sum of \$0.05 for each hour of work by each of the said employees.

Article 5: Every employer shall pay to the Joint Committee not later than the fifteen (15th) of each month the aggregate of the assessments deducted from the employees wages in the previous month plus the employers' assessments corresponding thereto.

Article 6: If an employer, in violation of article 5, fails to remit the assessments to the Joint Committee, the Joint Committee shall have the right to sue the employer and recover the assessments on behalf of this employees, together with the penalty as a recourse exercisable under article 20 of the Collective Agreement Act. For the purposes of article 37 of the Collective Agreement Act, the due date for the remittance of assessments for the preceeding year, for each employee, shall be the first day of January of each year.

Article 7: No employer may acquit himself by any direct payment of money to the employee in lieu of remitting the assessments, to the Joint Committee. Any agreement contrary to the provisions of this title granting an employee conditions different from or less favorable than those set out in this title shall be null and void.

Article 8: Every employee shall notify the Joint Committee of his name, his unemployment insurance registration number, the number of his licence "C" or apprenticeship book, his date of birth, his marital status, the number of his dependent children under 21 years of age, the date on which he gives these informations and his signature:

a) at the beginning of the year 1964.

b) at the beginning of each year thereafter, in the event that changes occurred since the original statement.

Article 9: The Joint Committee shall make appropriate forms for registration of employees.

Article 10: Every employer shall:

a) show on each payroll the amount of money deducted for the Social Security Fund for electricians in respect of each employee for the period covered by the said payroll.

b) fournir avec chaque paiement de cotisations au fonds de sécurité sociale des électriciens une déclaration annexée à un extrait ou à une copie de la liste de paie mentionnant:

- 1° Le nom et l'adresse dudit employeur;
- 2° La période de paie couverte par chaque liste;
- 3° Les noms de famille, le premier nom usuel de chaque employé;
- 4° Le numéro d'enregistrement d'assurance-chômage de chaque employé, ou, si ce numéro n'est pas disponible, son lieu de résidence;
- 5° Le montant des cotisations de l'employeur au fonds de sécurité sociale des électriciens accumulées pendant la période couverte par ladite liste de paie en regard de chacun de ses employés;
- 6° Le total de ces montants;
- 7° Une attestation écrite de l'exactitude et de la véracité des renseignements fournis, sous la signature de l'employeur lui-même ou de son représentant autorisé.

Article 11: Le comité conjoint doit sur demande, fournir à chaque employeur les formules appropriées sur lesquelles les présents renseignements pourraient être donnés, et, si les listes produites par un employeur sont trouvées insuffisantes, le comité conjoint peut trouver cet employeur d'utiliser les formules spécialement préparées à cet effet et mises à sa disposition.

Article 12: Le comité conjoint doit:

a) tenir des registres au numéro 3530, rue Jean Talon Ouest, Montréal, mentionnant à l'égard de chaque employé:

- 1° Les renseignements fournis par chaque employé visé à l'article 8;
- 2° Le nom et l'adresse de l'employeur ou des employeurs qui ont payé des cotisations au nom de chaque employé;

3° Le montant de ces cotisations, la date de leur réception et/ou la date de la dernière paie à compter de laquelle elles se sont accumulées.

b) prendre les mesures qu'il juge appropriées afin de percevoir de l'employeur les cotisations qui deviendront dues au fonds de sécurité sociale des électriciens, au crédit de l'employé.

c) dans le mois de mars de chaque année, remettre à chaque employé un relevé des cotisations reçues, en son nom, pendant la période de douze (12) mois se terminant le 31 décembre de l'année précédente.

Article 13: Le comité conjoint divise toutes les cotisations (contributions) perçues, en deux montants distincts, et les remet au sous-comité de sécurité sociale des électriciens. Un de ces montants distincts est formé des cotisations de tout employé et des 4/5 des cotisations des employeurs. Ce montant doit être versé dans la caisse de retraite. Un autre de ces montants, formé de 1/5 des cotisations de tout employeur, est afférent à la caisse d'assurance-vie collective et doit y être versé.

PARTIE II

Section IV

The Sous-comité de sécurité sociale des électriciens

Article 14: Dès la parution dans la *Gazette officielle de Québec* d'un arrêté en conseil rendant obligatoires les dispositions du présent titre, le comité conjoint doit procéder à la formation d'un sous-comité de sécurité sociale des électriciens et à la nomination de représentants patronaux et du travail, selon la procédure établie aux articles 16 et 17 de ce titre.

Article 15: Le sous-comité de sécurité sociale des électriciens sera formé de huit (8) membres:

b) furnish with each payment of contributions to the Social Security Fund a declaration with an extract from or a duplicate of the actual payroll showing:

1. The name and address of the employer;
2. The pay period covered by the declaration;
3. The family name and the usual first name of each employee;
4. The unemployment insurance registration number of each employee or, if this is not available, his place of residence;
5. The amount of the employee's contributions to the Social Security Fund in respect of each employee for the period covered by the said payroll;
6. The aggregate of such amounts;
7. The signature and title or a responsible representative of the employer or of the employer himself attesting the accuracy of the information so shown.

Article 11: The Joint Committee shall supply to each employer, on request, forms for reporting such information and may, if it determines that the declaration produced by the employer is unsatisfactory, direct that the employer complete such forms supplied by the Joint Committee.

Article 12: The Joint Committee shall:

a) maintain registers at 3530 Jean Talon street west, Montreal, showing in respect of each employee:

1. The information given by every employee governed by article 8;
2. The name and address of the employer or employers who paid assessments on behalf of each employee;

3. The amount of such assessments and the date of their receipt and/or the concluding date of the pay period from which they accrued.

b) take steps deemed appropriate to collect from the employer the assessments that may become due to the Social Security Fund for electricians on behalf of the employee.

c) in the month of January of each year, remit to each employee a statement of assessments received, in his name, in the period of twelve (12) months ending December 31 of the preceding year.

Article 13: The Joint Committee shall divide the amount of assessments received into two separate amounts and shall remit same to the Social Security Sub-Committee of electricians. One of these amounts consists of the assessments of every employee and 4/5 of the assessments of the employers. Such amount shall be deposited in the retirement fund. Another amount, consisting of 1/5 of the assessments of every employer pertains to the Collective Life Insurance Fund and shall be deposited therein.

PART II

Section IV

The Social Security Sub-Committee of Electricians

Article 14: At the date of publication in the *Quebec Official Gazette* of an Order in Council rendering obligatory the provisions of this title, the Joint Committee shall proceed with the creation of a Social Security Sub-Committee and the appointment of employers' and employees' representatives according to the procedure established in articles 16 and 17 of this title.

Article 15: The Social Security Sub-Committee of electricians shall be formed of eight (8)

quatre (4) devront être des représentants des associations du travail et quatre (4) devront être des représentants des employeurs.

Article 16: La Corporation des Maîtres Électriciens de la province de Québec (section de Montréal) devra nommer ses quatre (4) représentants et en donner avis écrit au comité conjoint en indiquant le nom et l'adresse de ces quatre (4) personnes. À la séance suivant immédiatement la réception dudit avis, le comité conjoint devra ratifier ces nominations et en informer les personnes concernées. Le mandat des représentants des employeurs commencera à la date de cette ratification.

Article 17: Chaque représentant des associations du travail devrait être nommé par le comité conjoint selon la procédure suivante:

a) Deux (2) représentants seront désignés par la Fraternité Internationale des ouvriers en électricité (local 568) et deux (2) représentants seront désignés par le Syndicat National des Électriciens de Montréal Inc., un certificat de désignation attesté par un officier autorisé de chacune des deux (2) associations du travail sera remis au comité conjoint;

b) Le comité conjoint devra, à ses assemblées régulières, nommer les représentants ainsi désignés et les informer officiellement de leur nomination;

c) Chaque représentant ainsi désigné et nommé, entre en fonction à partir de la date de sa nomination par le comité conjoint.

Article 18: Chaque représentant et chaque successeur de représentant servira jusqu'à sa démission, son décès, son incapacité ou son retrait tel que prévu ci-après.

Article 19: Un représentant peut démissionner et être complètement libéré de tout devoir futur ou de toute charge prévue aux présentes en remettant un avis de sa démission au comité conjoint; copie de cet avis sera servie en même temps à la partie contractante qu'il représente.

Article 20, Révocation: a) Seulement sur la recommandation expresse de la Corporation des Maîtres Électriciens de la province de Québec (section de Montréal), tout représentant des employeurs peut être démis de ses fonctions par le comité conjoint;

b) Tout représentant d'associations du travail peut être démis de ses fonctions par le comité conjoint sur recommandation de la Fraternité Internationale des travailleurs en électricité (local 568), ou selon le cas, sur recommandation du Syndicat National des Électriciens de Montréal Inc. Le comité conjoint n'agira que s'il reçoit avis certifié de la recommandation de démettre le représentant de ses fonctions.

Article 21: Dans l'éventualité d'une vacance, un successeur sera désigné et nommé aussitôt que possible selon les dispositions de l'article 16 ou 17. Dans l'esprit du présent titre le sous-comité de sécurité sociale des électriciens doit compter en tout temps un nombre égal de représentants des associations du travail et de représentants d'employeurs, mais dans l'éventualité d'une ou plusieurs vacances, jusqu'à la désignation d'un ou des successeurs selon les dispositions de ce titre, les représentants en fonction auront le pouvoir d'agir.

Article 22: Tout représentant touche une compensation pour ses services (jetons de présence et frais). Toutefois, cette compensation ne doit pas être supérieure à la compensation établie d'après les normes du comité conjoint pour ses membres. Les modalités de cette compensation seront arrêtées par le sous-comité de sécurité sociale des électriciens.

members; four (4) of whom shall be the representative of the association of labour and four (4) shall be employer's representative.

Article 16: The Corporation of Master Electricians of the province of Québec (Montreal section) shall appoint its four (4) representatives and a certificate of designation including the name and the address of each representative shall be filed with the Joint Committee. At the very next meeting following the reception of the above certificate, the Joint Committee shall ratify these nominations and inform officially the representatives of their appointment. The mandate of these representatives shall take into force from the date of the above ratification.

Article 17: Each representative of the association of labour shall be appointed by the Joint Committee according to the following procedure:

a) The International Brotherhood of electrical workers (568) shall designate two (2) representatives and the National Syndicate of Electricians of Montreal Inc., shall designate two (2) representatives. Both associations of labour shall file with the Joint Committee a certificate of designation;

b) The Joint Committee shall at its regular meetings appoint the representatives thus designated and inform officially such representatives of their appointment;

c) Each representative so designated and appointed shall take office from the date of his nomination by the Joint Committee.

Article 18: Each representative and each successor representative shall serve until his resignation, death, incapacity or removal as hereinafter provided.

Article 19: A representative may resign and be fully discharged from all future duty or responsibility hereunder by filing a notice of resignation with the Joint Committee; copy of such notice shall be served to the contracting party which designated him at the same time.

Article 20, Revocation: a) Upon an express recommendation of the Corporation of Master Electricians (Montreal section) only, an employer's representative can be removed by the Joint Committee;

b) Any representative of the association of labour may be removed by the Joint Committee but only on recommendation by the International Brotherhood of electrical workers (local 568), or as the case may be, upon recommendation of the National Syndicate of Electricians of Montreal Inc. The Joint Committee shall not proceed to a removal before receiving notice of such recommendation.

Article 21: In the event of a vacancy, a successor representative shall be designated and appointed as soon as possible in accordance with the provisions of articles 16 or 17 as the case may be. It is the intention hereof that the Sub-Committee shall at all times be administered by an equal number of representatives of the association of labour and employers' representatives, but in the event of a vacancy or vacancies until the designation of a successor representative of representatives as herein above provided, the remaining representatives shall have the power to act.

Article 22: Any representative shall be compensated for his services (attendance fees and expenses). However, such compensation shall not be higher than the compensation established according to the standards of the Joint Committee for its members. The details of that compensation shall be fixed by the social security sub-committee of electricians.

Section V

Les officiers du sous-comité de sécurité sociale des électriciens

Article 23: Suivant la nomination des représentants selon les articles 16 et 17, le sous-comité de sécurité sociale des électriciens se réunira aussitôt que possible et procédera à l'élection d'un président et d'un vice-président parmi les représentants. Un secrétaire sera également nommé. Cette fonction de secrétaire peut être exercée par une personne autre qu'un représentant.

Article 24: Le terme d'office du président et du vice-président commence à la date de leur élection et se continue à partir de cette date, pour une période de douze (12) mois à la fin de laquelle le sous-comité de sécurité sociale des électriciens procède à l'élection de leurs successeurs.

En tout temps, l'une des deux fonctions sera occupée par un représentant des associations du travail, et l'autre par un représentant des employeurs. Le premier président à être élu doit être choisi parmi les représentants désignés par la Corporation des Maîtres Électriciens de la Province de Québec, et le second président sera choisi parmi les représentants des associations du travail.

L'ordre d'élection établi au paragraphe précédent sera observée par la suite pour l'élection des présidents ultérieurs.

Article 25: Si pendant son terme d'office, un président est pour quelque raison incapable de continuer d'agir comme président ou démissionne de sa fonction, son successeur devra être choisi parmi les autres représentants de la partie contractante que représentait le président. Dans ce cas, le terme d'office du président successeur durera jusqu'à l'expiration du terme d'office du président démissionnaire.

Section VI

Assemblées du sous-comité de sécurité sociale des électriciens

Article 26: Les assemblées du sous-comité de sécurité sociale des électriciens seront tenues à tel lieu dont peuvent convenir le président et le vice-président et peuvent être convoquées par le président par un avis écrit de cinq (5) jours aux autres représentants et peuvent être tenues en tout temps sans cet avis, si tous les représentants y consentent par écrit. Trois représentants peuvent ensemble présenter par écrit au président une demande à l'effet de faire convoquer une assemblée et dans ce cas, le président doit convoquer une assemblée dans les dix (10) jours suivant une telle demande.

Article 27: À toutes les assemblées du sous-comité de sécurité sociale des électriciens quatre (4) représentants constitueront un quorum pour la transaction des affaires, pourvu qu'il y ait au moins deux représentants des employeurs présents à ces assemblées et au moins un représentant de la Fraternité Internationale des ouvriers en Électricité (local 568) et un représentant du Syndicat National des Électriciens de Montréal Inc.

Article 28: Toute action à être prise par le sous-comité de sécurité sociale des électriciens devra être prise au vote unanime des représentants présents à l'assemblée. Il n'y aura que deux votes: les représentants des employeurs se partageront un vote entre eux et les représentants des associations du travail se partageront le deuxième vote. Le vote des représentants des associations du travail sera enregistré par la majorité des

Section V

Officers of the Social Security Sub-Committee

Article 23: After the representatives nomination as per articles 16 and 17, the Social Security Sub-Committee shall meet as promptly as possible after acceptance of office by the representatives and elect a chairman and a vice-chairman from among the representatives. A secretary shall also be designated. Another person than a representative may fulfill that last function.

Article 24: The term of office of the chairman and that of the vice-chairman shall commence on the date of their election and continue for a period of twelve (12) months from that date, at which time, the Social Security Sub-Committee shall proceed with the election of their successors.

At all times, one office shall be held by a representative of the association of labour and the other by an employers' representative. The first chairman to be elected shall be chosen from among the representatives designated by the Corporation of Master Electricians of the province of Quebec; the second chairman shall be chosen from among the representatives designated by the association of labour.

The order of election established in the preceding paragraph shall be observed thereafter for the election of subsequent chairmen.

Article 25: if during his term of office a chairman is for any reason unable to continue to act as chairman or resigns from office, his successor shall be chosen from among the representative of the contracting party which designated the resigning chairman. In that case the term of office of the successor chairman shall be until the expiration of the term of office of the retiring chairman.

Section VI

Meetings of the Social Security Sub-Committee

Article 26: Meetings of the Social Security Sub-Committee shall be held at such place or places as may be agreed by the chairman and the vice-chairman and may be called by the said chairman upon five (5) days written notice to the other representatives and may be held at any time without such notice if all the representatives consent thereto in writing. Any three representatives may present in writing a demand to the chairman that a meeting be called and in this event the chairman shall call a meeting within ten (10) days after such demand.

Article 27: In all meetings of the Social Security Sub-Committee, four (4) representatives shall constitute a quorum for the transaction of business providing there are present at such meetings at least two employers' representatives and at least one representative of the International Brotherhood of Electrical workers (local 568) and one representative of the National Syndicates of Electricians of Montreal Inc.

Article 28: Any action to be taken by the Social Security Sub-Committee pursuant to this title shall be unanimous vote of the representatives present at a meeting. There shall only be two votes: the employers' representatives shall have one vote among them and the representatives of the associations of labour shall have the second vote. The vote of the representatives of the associations of labour shall be cast by the

représentants des associations du travail présents et votant; le vote des représentants des employeurs sera enregistré par la majorité des représentants des employeurs présents et votant. Dans l'éventualité où toute affaire présentée pour décision ne peut être décidée à cause d'un vote égal, l'affaire demeure au *statu quo* pendant l'arbitrage selon la procédure prévue à la section VII du présent titre, à moins que par un vote unanime, il soit décidé de laisser tomber l'affaire.

Article 29: Toute décision prise par le sous-comité de sécurité sociale des électriciens doit être enregistrée au procès-verbal de la séance où cette décision a été prise. Vraie copie de tout procès-verbal ainsi tenu doit être transmise au comité paritaire au début du mois suivant par le secrétaire.

Section VII

Arbitrage

Article 30: Dans l'éventualité où le sous-comité de sécurité sociale des électriciens ne peut pas décider d'une affaire ou résoudre une dispute à cause d'un vote égal ou dans l'éventualité où des décisions ne peuvent être prises parce que le quorum ne peut être réalisé à deux assemblées successives alors et dans l'une ou l'autre de telles éventualités, le sous-comité tentera de choisir un arbitre impartial qui entendra et déterminera l'affaire, litige ou dispute.

Article 31: Si les représentants ne peuvent s'entendre sur le choix d'un arbitre impartial dans les cinq (5) jours de calendrier qui suivent le jour où ils ont tenté de procéder à la sélection, un arbitre impartial sera désigné par la Cour du Magistrat du District de Montréal. Deux représentants peuvent requérir la Cour du Magistrat du District de Montréal de désigner un arbitre.

Article 32: Une audition de l'affaire en litige sera conduite dans les dix (10) jours de la date à laquelle l'arbitre a été choisi ou désigné.

La décision ou la sentence écrite de l'arbitre doit être finale et lier toutes les parties et toutes les personnes concernées. Elle devra être rendue dans les dix jours ouvrables après que l'arbitre aura reçu la preuve. L'arbitre, dans sa décision ou sa sentence, est lié par les dispositions du présent titre et n'a ni le pouvoir, ni l'autorité d'ajouter, de soustraire, changer ou d'en modifier les dispositions.

Section VIII

Limitation de responsabilité

Article 33: Le sous-comité de sécurité sociale des électriciens et les représentants des parties contractantes ne seront tenus responsables de toute erreur de jugement ou de toute perte résultant de tout acte ou de toute omission dans l'administration de la caisse de retraite et de la caisse d'assurance-vie collective et les représentants et aucun d'entre eux ne sera personnellement responsable de toute obligation ou dette du sous-comité de sécurité sociale des électriciens contractées ou encourues par ce sous-comité, ni de toute autre obligation résultant ou étant attachée à l'administration ou à l'existence du fonds de sécurité sociale des électriciens. Cependant, le présent article n'a pas pour effet de soustraire ces représentants de responsabilité résultant d'obligations ou dettes produites par leur ou son action ou omission accomplie ou subie de mauvaise foi ou par négligence grossière ou inconduite délictueuse.

majority of said representatives present and voting. The vote of the employers' representatives shall be cast by a majority of the employers' representatives present and voting. In the event any matter presented for decision cannot be decided because of a tie vote, the matter shall remain in *status quo* pending arbitration as set forth in section VII hereof, unless it be decided, by unanimous vote, to dismiss the matter.

Article 29: Any decision taken by the Social Security Sub-Committee shall be entered in the minutes of the meeting during which the decision was taken. True copy of the minutes so kept shall be forwarded by the secretary to the Joint Committee at the beginning of the following month.

Section VII

Arbitration

Article 30: In the event the Social Security Sub-Committee cannot decide any matter or resolve any dispute because of a tie vote or in the event decisions cannot be made because of the lack of a quorum at two successive meetings, then and in either or such events, the Social Security Sub-Committee shall attempt to select an impartial arbitrator to hear and determine the matter, issue or dispute.

Article 31: If the representatives cannot agree on an impartial arbitrator within five (5) calendar days from the day they have attempted to effectuate his selection, an impartial arbitrator shall be designated by the Magistrate Court of the district of Montreal. Any two representatives may request the Magistrate Court of the district of Montreal to designate an arbitrator.

Article 32: A hearing on the disputed matter shall be conducted within ten (10) days from the date the arbitrator has been selected or designated.

The written decision or award of the arbitrator shall be final and binding upon all parties and persons concerned. Such decision shall be made within ten regular working days after the arbitrator receives all the evidence. The arbitrator in his decision or award shall be bound by the provisions of this title and shall not have the power or authority to add, to subtract, to change or modify the provisions hereof.

Section VIII

Limitation of Liability

Article 33: Neither the Social Security Sub-Committee nor any representative shall be liable for any error of judgement or for any loss arising out of any act or omission in the administration of the Retirement Fund and of The Group Life Insurance Fund, nor shall the representatives or any of them be personally liable for any liability or debt of the Social Security Sub-Committee contracted or incurred by the Social Security Sub-Committee, nor for any other liability arising in connection with the administration or the existence of the Social Security Fund. However, nothing herein shall except the representatives or any one of them from any liability, obligation or debt arising out of their or his own act or omissions done or suffered in bad faith or through gross negligence of wilful misconduct.

Article 34: Le sous-comité de sécurité sociale des électriciens et chacun des représentants sera complètement protégé lorsqu'agissant en vertu d'un instrument, certifié ou papier qu'ils croient authentique et qu'ils croient signé ou présenté par la ou les personnes appropriées et ne sera ou seront sous aucune obligation de procéder à des enquêtes ou d'autrement vérifier aucune déclaration contenue dans tous tels documents mais pourront les considérer comme preuve conclusive de la véracité et de l'exactitude des déclarations y contenues.

Article 35: Le sous-comité de sécurité sociale des électriciens peut de temps à autre consulter des conseillers spéciaux et les représentants seront tout à fait protégés en agissant, ou en omettant d'agir conformément aux avis des conseillers en matière légale d'actuariat ou en toute autre matière.

Article 36: Aucun employeur n'assurera une responsabilité quelconque du fait que le sous-comité de sécurité sociale des électriciens ne réussit pas à procurer les bénéfices prévus par ce titre pour tout employé, ancien employé ou bénéficiaire ou à l'occasion de tout défaut ou toute négligence de ce sous-comité.

Article 37: Rien dans le présent titre ne devra être interprété comme rendant la Corporation des Maîtres électriciens de la province de Québec, la Fraternité Internationale des ouvriers en électricité (local 568) et le Syndicat National des Travailleurs Électriciens de Montréal Inc. ou leurs représentants, responsables pour le paiement de tout bénéfice résultant du plan de pension de retraite, ou du plan d'assurance-vie collective.

Section IX

Devoirs et pouvoirs du sous-comité de sécurité sociale des électriciens

Article 38: Sous la surveillance du comité paritaire le sous-comité de sécurité sociale des électriciens verra à la mise en œuvre et à la bonne marche des plans de pension de retraite et d'assurance-vie collective. Il servira de trait d'union entre le fiduciaire, la compagnie d'assurance-vie, les assurés, les futurs pensionnés et le comité paritaire.

Article 39: Plus spécialement le sous-comité de sécurité sociale des électriciens devra:

a) 1° recevoir du comité paritaire le montant des cotisations (contributions) prélevées et perçues par ce comité et le verser, conformément aux présentes, à la caisse de retraite et à la caisse d'assurance-vie collective respectivement;

2° demander des soumissions à au moins deux fiduciaires et deux compagnies d'assurance-vie relativement au plan de pension de retraite visé par les présentes, quant à l'administration de tel plan et au placement des actifs du susdit plan;

3° demander des soumissions à au moins deux compagnies d'assurance relativement au plan d'assurance-vie collective visé par les présentes;

4° demander, s'il y a lieu, l'avis de techniciens en fiducie, en placement, en assurance-vie collective, et autres matières, selon le cas;

5° étudier les soumissions reçues. Si elles sont jugées inacceptables, demander des soumissions à tout autre fiduciaire et à toute autre compagnie d'assurance-vie, selon le cas;

6° étudier tout contrat de fiducie ou tout contrat de retraite ou tout contrat d'assurance-vie collective soumis par tout fiduciaire ou toute compagnie d'assurance-vie.

b) 1° désigner le fiduciaire, ou les fiduciaires, ou la ou les compagnies d'assurance-vie avec

Article 34: The Social Security Sub-Committee and each of the representatives shall be fully protected in acting upon any instrument, certificate or paper believed by them to be genuine and to be signed or presented by the proper person or persons and shall be under no duty to make any investigation or inquiry as to any statement contained in any such record but may consider the same as conclusive evidence of the truth and accuracy of the statements therein contained.

Article 35: The Social Security Sub-Committee of electricians may consult with special counsel from time to time and the representatives shall be fully protected in acting, or refraining from acting, in accordance with the advice of the counsel with respects to legal actuary or any other matter.

Article 36: No employer shall be liable for the failure of the Social Security Sub-Committee to secure the benefits contemplated herein for any employee, former employee or beneficiary or for any default or neglect of the Social Security Sub-Committee.

Article 37: Nothing in this title shall be construed as making the Corporation of Master Electricians of the province of Quebec, the International Brotherhood of electrical workers (local 568), the National Syndicate of Electricians of Montreal Inc. or the representatives liable for the payment of any benefits to be provided by the Retirement Pension Plan or by the Group Life Insurance Plan.

Section IX

Duties and Powers of the Social Security Sub-Committee

Article 38: Under the supervision of the Joint Committee, the Social Security Sub-Committee shall see to the setting up and proper operation of the Retirement Pension and Group Life Insurance Plans. It will serve as a liaison between the trustee, the life insurance company and the insured, the future pensioners and the Joint Committee.

Article 39: More specially, the Social Security Sub-Committee shall:

a) 1. receive from the Joint Committee the amount of the assessments (contributions) levied and collected by this Committee and shall remit same, in pursuance hereof, to the retirement fund and to the group life insurance fund respectively;

2. ask at least two trustees and two life insurance companies for tenders respecting the retirement pension plan herein provided for, as regards the administration of such plan and the investment the assets of the said plan;

3. ask at least two insurance companies for tenders in respect of the group life insurance plan provided for herein;

4. ask, if need be, the advice of technicians in trust, investment, group life insurance and other matters;

5. study the tenders received. Should they be deemed acceptable, ask any other trustee and any other life insurance company, as the case may be, for tenders;

6. study any trust contract or any retirement contract or any group life insurance contract submitted by any trustee or any life insurance company.

b) 1. appoint the trustee or trustees, or the life insurance company or companies with which the

qui le comité paritaire doit signer le contrat de fiducie ou le contrat de retraite, selon le cas, ou le contrat d'assurance-vie collective.

2° transmettre au comité paritaire l'original et trois copies de tout contrat de fiducie ou de tout contrat de pensions de retraite et de tout contrat d'assurance-vie collective pour fins de signature. Une copie attestée vraie par les parties contractantes, de tout contrat visé ci-avant doit être déposée respectivement, sans délai, chez le Ministre du Travail et le Ministre des Finances, au bureau du Surintendant des Assurances, ou de l'Inspecteur des compagnies de fidéicommiss. Après étude, les recommandations du Surintendant des Assurances, ou de l'Inspecteur, s'il le requiert, devront faire l'objet de modifications à tout contrat ainsi visé.

c) Le Surintendant des Assurances exerce une surveillance générale du fonds de sécurité sociale et de la caisse d'assurance-vie collective et de la caisse de retraite et de leur gestion. Le Surintendant des Assurances, ou l'Inspecteur des compagnies de fidéicommiss ou son mandataire a droit de vérifier en tout temps les livres, comptes, archives se rapportant à ce fonds ou à toute caisse et, à cette fin, le comité paritaire et le sous-comité et ses membres et les employés doivent lui donner accès à leurs livres, comptes et archives et lui fournir tout renseignement qu'il requiert. Chaque année, avant le premier mars, et chaque fois que le Surintendant des Assurances le requiert, les membres du sous-comité doivent lui faire rapport de l'état du fonds de sécurité sociale des électriciens ou de toute caisse, de leurs recettes, de leurs déboursés, des pensions versées, des sommes versées en réclamations d'assurance-vie et tout autre renseignement qu'il exige.

Article 40: Le sous-comité de sécurité sociale des électriciens a le pouvoir:

a) de déterminer d'une façon finale des droits de tout employé ou ancien employé et de tout bénéficiaire à des bénéfices comme participant à la caisse de retraite et à la caisse d'assurance;

b) de déterminer la forme et les normes de tout contrat de fiducie et de déterminer la forme et les termes de tout contrat d'assurance-vie collective, et de tout contrat de pension de retraite, s'il y a lieu, de façon à assurer la réalisation des plans de pension de retraite et d'assurance-vie collectives;

c) de passer tout contrat et entente aux fins de mener à bonne fin les termes de la partie III et de la partie IV de ce titre et pour la bonne marche courante du fonds de pension, du plan de pension, du fonds d'assurance collective et du plan d'assurance collective à l'exception toutefois du contrat de fiducie ou du contrat de pension de retraite et du contrat d'assurance-vie collective qui doivent être signés par le comité paritaire sur la recommandation du sous-comité de sécurité sociale des électriciens;

d) de rédiger après discussion et entente avec tout autre sous-comité de sécurité sociale et à son défaut, avec tout comité paritaire relatif aux métiers de la construction de la province de Québec, tout projet de transfert de cotisations de retraite lorsque tout employé change d'employeur sujet à l'un quelconque des comités paritaires visés par les présentes. Ce projet d'entente doit viser à être général et s'appliquer à tous et non à un cas particulier seulement. Cette entente n'est possible que si le transfert est effectué dans une autre caisse de retraite. Lorsqu'un tel projet d'entente est accepté, il doit être présenté à tout comité paritaire en cause, pour signature. Une copie de cette entente dûment signée par les

Joint Committee shall sign the trust contract or the retirement contract, as the case may be, or the group life insurance contract.

2. transmit to the Joint Committee the original and three copies of any trust contract or any retirement pension contract and any group life insurance contract for signing purposes. A true copy certified by the contracting parties filed respectively, without delay, with the Minister of Labour and the Minister of Finance, with the office of the Superintendent of Insurance and the Inspector of Trust Companies. Following study thereof, the recommendations of the Superintendent of Insurance or of the inspector, if they so require, shall result in amendments to any contract herein referred to.

c) The Superintendent of Insurance exercises a general supervision of the social security fund and of the group life insurance and retirement funds and their administration. The Superintendent of Insurance, or the Inspector of Trust Companies or his authorized representative may at any time check the books, accounts, records concerned with these funds and, for that purpose, the Joint Committee and the Sub-Committee and its members and the employees shall give him access to their books, accounts, and records and give him any information which he may require. Each year, before March 1, and each time the Superintendent so require the members of the Sub-Committee shall make him a report on the state of Parity Committee and of the social security fund or any other fund, on their receipts, their disbursements, the pensions paid, the sums paid following life insurance claims including any other information which the Superintendent may require.

Article 40: The Social Security Sub-Committee has the power:

a) to determine finally the rights of any employee or former employee and of any beneficiary to benefit as participant to the Retirement or Insurance Fund;

b) to determine the form and standard of any trust contract and to determine the form and terms of any group life insurance contract, and of any retirement pension contract, if any, in order to insure the accomplishment of the retirement pension and group life insurance plans;

c) to enter into any contract and agreement for the purpose of carrying out the provisions of part III and part IV of this title and for the proper operation of the pension fund, of the pension plan, of the group insurance fund and of the group insurance plan with the exception however of the trust contract or of the retirement pension contract and of the group life insurance contract which must be signed by the Joint Committee upon the recommendation of the social security sub-committee of electricians;

d) to draft following discussion and agreement with any Social Sub-Committee or, in the absence thereof, with any Joint Committee relating to the Construction trades in the Province of Quebec, any retirement assessments transfer plan when any employee changes employers when the later are subject to anyone of the Parity Committee to which the present provisions may apply. This draft agreement shall tend to be general in nature and shall apply to all and not to one particular case only. This agreement shall only be possible when the transfer is made to another retirement fund. When such a draft agreement is accepted, it shall be submitted to every Joint Committee concerned for signing purposes. Copy

parties doit être déposée sans délai au Ministère du Travail;

e) d'interpréter toutes les dispositions ou termes ambigus ou douteux des parties II, III et IV de ce titre et toute interprétation donnée par le sous-comité de sécurité sociale des électriciens de bonne foi, liera tous les intéressés;

f) d'employer tel officier responsable et conseiller, personnel d'administration, de bureau et de secrétariat et autres employés dont les services peuvent être nécessaires en ce qui a trait à l'administration courante des deux caisses et à la bonne marche des plans de pension de retraite et d'assurance-vie collective;

g) d'autoriser n'importe lequel de ses agents ou employés à la représenter dans l'exécution de toute tâche qui relève du sous-comité;

h) de faire les règlements pour son fonctionnement interne et l'exercice des devoirs, obligations et droits à lui conférés, le tout sujet à la Loi de la Convention Collective et au présent titre;

i) de payer le loyer ou acheter de l'espace à bureau, ameublement, fournitures et autres choses essentielles requises pour l'administration du plan de pension de retraite et du plan d'assurance-vie collective;

j) d'utiliser les fonds de la caisse de retraite aux fins suivantes:

1° De verser au fiduciaire ou à la compagnie d'assurance-vie les sommes prévues par l'actuaire pour garantir le paiement des pensions prévues aux présentes.

2° D'aviser le fiduciaire ou la compagnie d'assurance-vie et de lui fournir tous les renseignements jugés utiles lorsque l'employé prend sa retraite, dans les conditions visées dans le présent titre.

3° Payer toutes les dépenses encourues par l'établissement et l'organisation du plan de pension de retraite.

4° Payer toutes dépenses raisonnables et nécessaires, les salaires, coûts et honoraires encourus par le sous-comité de sécurité sociale des électriciens en raison du maintien et de l'opération du plan de pension de retraite.

5° Payer toutes taxes réelles et personnelles, impôts sur le revenu, et autres taxes ou cotisations de toutes sortes imposés en vertu des lois existantes ou futures sur la caisse de retraite ou à son sujet.

6° Payer aux représentants membres du sous-comité de sécurité sociale des électriciens une indemnité raisonnable et toutes dépenses encourues par lesdits représentants dans l'accomplissement des devoirs qui leur sont imposés par le présent titre, pourvu que le paiement de ces déboursés soit approuvé par le sous-comité de sécurité sociale et conformément aux dispositions de l'article 22 du présent titre.

k) D'utiliser les fonds de la caisse d'assurance-vie collective aux fins suivantes:

1° Voir à ce que soient payés les bénéfices d'assurance-vie collective prévus aux termes du plan d'assurance-vie collective.

2° Payer les primes à la compagnie d'assurance-vie qui assume le risque.

3° Payer toutes les dépenses encourues par l'établissement et l'organisation de la caisse d'assurance-vie collective et du plan d'assurance-vie collective.

4° Payer toutes dépenses raisonnables et nécessaires, les salaires, coûts et honoraires encourus

of such agreement duly signed by the parties shall be filed without delay with the Department of Labour;

e) to interpret all the provisions or all the ambiguous or doubtful provisions or terms of part II, III and IV of this title and any interpretation given in good faith by the Social Security Sub-Committee shall bind all concerned;

f) to employ any responsible officer and adviser, administration, office and secretary's office personnel and other employees whose services may be required for the current administration of the two funds and for the proper operation of the retirement fund and group life insurance plans;

g) to authorize anyone of its agents or employees to represent the Sub-Committee in the execution or carrying out of any duty under the jurisdiction of the said Sub-Committee;

h) to make any by-laws for its internal operation and the exercise of the duties, obligations and rights conferred upon it, in pursuance of the Collective Agreement Act and of the present title;

i) to pay the rent of or buy office space, furniture, equipment and other essential requisites for the administration of the retirement pension plan and the group life insurance plan;

j) to use the assets of the retirement fund for the following purposes:

1. To pay the Trustee the sums determined by the actuary to guarantee the payment of the pensions provided for herein.

2. To advise the trustees or the group life insurance company and to supply him with all the information deemed useful when the employee retires, according to the conditions determined in the present title.

3. To pay all expenses incurred in the establishment and organization of the Retirement Pension Plan.

4. To pay all reasonable and necessary expenses, salaries, costs and fees incurred by the Social Security Sub-Committee in connection with the maintenance and operation of the Retirement Pension Plan.

5. To pay all real and personal property taxes, income tax and other taxes or assessments of any and all kinds levied or assessed under existing or future laws upon or in respect to the Retirement Fund.

6. To pay to the representatives (members of the Social Security Sub-Committee) a fair and reasonable compensation and all expenses incurred by the representatives in the performance of their duties herein, provided the payment for said expenditures is approved by the Social Security Sub-Committee and according to the provisions of article 22 of the present title.

k) Apply the Group Life Insurance Fund for the following purposes:

1. To provide for the payment of all group life insurance benefits payable under the terms of the Group Life Insurance Plan.

2. To pay the premiums to the underwriting Life Insurance Company.

3. To pay all expenses incurred in the establishment and organization of the Group Life Insurance Fund and Group Life Insurance Plan.

4. To pay all reasonable and necessary expenses, salaries, costs and fees incurred by the Social

par le sous-comité de sécurité sociale des électriciens en raison du maintien et de l'opération de la caisse d'assurance-vie collective.

5° Aviser la compagnie d'assurance-vie du décès de l'assuré et compléter toute formule que pourrait exiger cet assureur à cet égard.

6° Payer aux représentants une indemnité raisonnable et toutes dépenses encourues par lesdits représentants dans l'accomplissement des devoirs qui leur sont imposés par le présent titre, pourvu que le paiement de ces déboursés soit approuvé par le sous-comité de sécurité sociale des électriciens et conformément aux dispositions de l'article 22 des présentes.

l) Permettre au surintendant, estimateur, préposé à l'entreposage et aux personnes travaillant pour le compte d'un employeur de se soumettre aux obligations et de jouir des privilèges établis par le présent système de sécurité sociale, pourvu que ces salariés et leur employeur fassent une demande conjointe à cet effet. Le sous-comité devra arrêter, préalablement par règlement, les critères qui serviront de base à la décision sur toute requête d'assujettissement volontaire au présent système.

m) Dans le cas d'employés travaillant temporairement en dehors du domaine territorial du décret mais pour le compte d'un employeur soumis à ce même décret, le sous-comité pourra exiger la signature d'une autorisation préalable de la part de ces employés pour qu'ils puissent demeurer assujettis au présent système de sécurité sociale.

Article 41: Le sous-comité de sécurité sociale des électriciens aura le pouvoir de réviser les dispositions du plan de pension de retraite et du plan d'assurance-vie collective de temps à autre et de recommander aux parties contractantes tels changements, modifications et amendements auxdits plans que le sous-comité de sécurité sociale des électriciens croira désirables. Toute modification apportée à la cotisation ou au montant de prestations doit être appuyée par un rapport actuariel quant à la suffisance de la cotisation pour assurer le paiement des prestations.

PARTIE III

LE PLAN DE PENSION DE RETRAITE

Section X

Caisse de retraite des électriciens de Montréal

Article 42: La caisse de retraite des électriciens de Montréal est créée dans l'unique et exclusif but de fournir aux employés les bénéfices définis aux sections XI, XII et XIII de ce titre.

Article 43: La caisse de retraite consiste de tous les montants de cotisations versés en conformité de l'article 13 de ce titre et, dans les gains et profits réalisés avec ces argents, dans les investissements et réalisations des investissements et de tous les gains et profits de ces investissements.

Section XI

Bénéfices de pension de retraite

Article 44: Jusqu'à ce qu'il soit autrement déterminé, le montant des bénéfices mensuels normaux de pension de retraite payable à tout employé lors de sa retraite consistera en

a) une pension de base de \$3.20 par mois payable la vie durant pour chaque tranche de \$100.00 des cotisations versées par l'employé, plus

Security Sub-Committee in connection with the maintenance and operation of the Group Life Insurance Fund.

5. Notify the Lief Insurance Company of the death of the insured and fill any form required by the underwriter in this respect.

6. To pay to the representatives a fair and reasonable compensation and all expenses incurred by the representatives in the performance of their duties herein, provided the payment for such expenditures is approved by the Social Security Sub-Committee and according to the provisions of article 22 of the present title.

l) To let the Superintendent, the estimator, the store keeper and all persons working for an employer take advantage of the said Social Security plan if these workers and their employers make a joint request. By a special by-law the Sub-Committee will stipulate the criterium in view to judge each request to join voluntarily the said Social Security plan.

m) In case of employees working for a time outside the territorial jurisdiction of the decree but for an employer under the same decree, the said committee may request a special authorization from these employees if they want to continue to benefit of the Social Security Plan.

Article 41: The Social Security Sub-Committee shall have authority to review all of the provisions of the Retirement Pension Plan and of the Group Life Insurance Plan from time to time and to recommend to the Contracting Parties such changes, modifications and amendments to the said plans as the Social Security Sub-Committee shall deem desirable. Any amendment made to the assessment or any change in the amount of benefits must be approved by a report of the actuary considering the sufficiency of assessments to guarantee the payment of benefits.

PART III

THE RETIREMENT PENSION PLAN

Section X

The Electricians of Montreal Retirement Fund

Article 42: The Electricians of Montreal Retirement Fund is created for the sole purpose of providing for the employees the benefits set out in sections XI, XII and XIII of this title and for no other purpose.

Article 43: The Retirement Fund shall consist of all monies allocated to it according to article 13 of this title, together with the earnings and profits thereon, all investments made therewith and proceeds thereof and all earnings and profits thereon.

Section XI

Retirement Pension Benefits

Article 44: Until otherwise determined, the amount of monthly normal retirement pension benefits payable to any employee on retirement shall be

a) a basic pension of \$3.20 per month payable for life for each \$100.00 of employee assessments plus

b) une pension supplémentaire de \$3.20 par mois payable la vie durant pour chaque tranche de \$100.00 des cotisations versés, par l'employé mais dont les paiements cesseront le premier jour du mois suivant celui dans lequel l'employé aura atteint son 70^e anniversaire de naissance.

Article 45: a) Si le montant de la pension supplémentaire, s'il en est, payable à la date de la retraite d'un employé, est moindre que le montant de la pension mensuelle de sécurité de vieillesse du Canada sous la loi en vigueur à la date de retraite de l'employé, l'employé peut demander au sous-comité de sécurité sociale des électriciens avant de prendre sa retraite, de réduire sa pension de base tout en procédant à une augmentation de sa pension supplémentaire actuellement équivalente à la réduction de la pension de base jusqu'à un montant le plus près possible du montant de la pension mensuelle de sécurité de vieillesse du Canada.

b) Si le montant de la pension supplémentaire, s'il en est, payable à la date de la retraite d'un employé, est supérieur au montant de la pension mensuelle de sécurité de vieillesse du Canada sous la loi en vigueur à la date de la retraite de l'employé, la pension de base sera augmentée et l'on procédera à une réduction de la pension supplémentaire actuariellement équivalente à l'augmentation de la pension de base jusqu'à un montant égal à la pension mensuelle de sécurité de vieillesse du Canada.

Article 46: Un employé a droit de recevoir des bénéfices normaux de pension de retraite pourvu qu'il remplisse les conditions suivantes:

a) Il doit avoir atteint l'âge de 65 (soixante-cinq) ans et il doit prouver son âge à la satisfaction du sous-comité de sécurité sociale des électriciens et

b) La somme de ses propres cotisations versées au fonds de sécurité sociale ne doit pas être inférieure à \$700.00 et

c) Il doit avoir cessé d'être un employé, et

d) Il doit déposer au sous-comité de sécurité sociale une demande formelle de bénéfices de pension de retraite.

Article 47: Un employé qui atteint l'âge de 55 (cinquante-cinq) ans, et qui remplit toutes les autres conditions d'éligibilité aux bénéfices normaux de pension de retraite, tel qu'établi dans l'article précédent peut, en déposant au sous-comité de sécurité sociale des électriciens, une demande formelle à cet effet, être éligible à des bénéfices de pension de retraite qui consisteront dans l'équivalent actuariel des bénéfices normaux de pension stipulés à l'article 44 ci-dessus.

Article 48: La pension est payée mensuellement. La date d'échéance du premier paiement mensuel de toute pension est le premier jour du mois suivant le mois dans lequel un employé devient qualifié pour recevoir des bénéfices de pension de retraite. La date d'échéance du dernier paiement mensuel est le premier jour du mois dans lequel un pensionné décède. Aucun paiement de pension ne sera fait pour cette partie du mois située entre le premier jour du mois dans lequel un employé décède et la date de sa mort.

Article 49: Aucun bénéfice de pension de retraite payable en vertu du présent titre ne peut être saisi ou cédé. Aucune partie de la caisse de retraite ne deviendra la propriété d'aucun individu et aucun bénéfice de pension ou autre bénéfice payable en vertu de cette partie ne deviendra dû à aucun individu ni ne deviendra la propriété d'aucun individu jusqu'à ce qu'il lui soit effectivement payé.

b) a supplementary pension of \$3.20 per month payable for life, but ceasing in any event on the first day of the month following the employee's 70th birthday, for each \$100.00 of employee assessments.

Article 45: a) If the amount of the supplementary pension, if any, payable on an employee's retirement date is less than the amount of the Canadian Old Age Security monthly pension under the law in effect on the employee's retirement date, the employee may apply to the Social Security Sub-Committee, prior to his retirement, for a decrease in his basic pension accompanied by an actuarially equivalent increase in his supplementary pension to an amount equal as closely as possible to the amount of the Canadian Old Age Security monthly pension:

b) In the amount of supplementary pension, if any payable on an employee's retirement date is greater than the amount of the Canadian Old Age Security monthly pension under the law in effect on the employee's retirement date, then his basic pension shall be increased, accompanied by an actuarially equivalent decrease in his supplementary pension to an amount equal to the amount of the Canadian Old Age Security monthly pension.

Article 46: An employee shall be entitled to receive normal retirement pension benefits provided he fulfils all of the following conditions:

a) He must have attained the age of 65 (sixty-five) years and he must establish his age to the satisfaction of the Social Security Sub-Committee, and

b) The sum of his own contributions to the Social Security Fund must not be less than \$700.00, and

c) He must have ceased to be an employee, and

d) He must file with the Social Security Sub-Committee a formal application for pension benefits.

Article 47: An employee who has attained the age of 55 (fifty-five) years, and has fulfilled all the other conditions to receive normal retirement pension benefits, as established in the preceding article, may, by filing with the Social Security Sub-Committee a formal application, be eligible for retirement pension benefits which shall be actuarially equivalent to the normal pension benefits stipulated in article 44 above.

Article 48: Pension shall be paid monthly. The due date of the first monthly payment of any pension shall be the first day of the month following the month in which the employee becomes qualified for retirement pension benefits. The due date of the last monthly payment shall be the first day of the month in which the pensioner dies. No pension payment shall be made for that portion of the month in which he dies, between the first day of the month and the date of his death.

Article 49: No retirement pension benefit payable under this title may be attached or assigned. No portion of the Retirement Fund shall become or be the property of any individual and no pension or other benefit payable hereunder shall become or be owing to any individual or become the property of any individual until actually paid to him.

Section XII

Bénéfices en cas de décès

Article 50: Dans l'éventualité du décès d'un employé ou d'un ancien employé, un remboursement est payable et ce remboursement est égal aux cotisations accumulées de l'employé moins les paiements de pension reçus par l'employé ou l'ancien employé.

Article 51: Tout remboursement payable au décès d'un employé ou d'un ancien employé est payé au bénéficiaire sur demande formelle de remboursement produite au sous-comité de sécurité sociale des électriciens. Toutefois, ce dernier, en l'absence de demande formelle, avise les intéressés de leurs droits, à la dernière adresse connue du défunt.

Article 52: Le sous-comité de sécurité sociale des électriciens a droit de retenir paiement de tout remboursement payable au cas de décès d'un employé ou d'un ancien employé à toute personne réclamant un tel paiement jusqu'à ce que le droit du réclamant de recevoir paiement ait été établi à la satisfaction du sous-comité.

Section XIII

Perte de la qualification « d'employé »

Article 53: Dans le cas où un travailleur perd sa qualité d'employé au sens du présent titre, et ce avant d'avoir satisfait aux conditions « a » et « b » de l'article 46, il peut, mais il n'y est pas obligé, demander au sous-comité de sécurité sociale des électriciens le remboursement de ses cotisations accumulées d'employé ou il peut choisir de demander des bénéfices de pension de retraite à telle époque où il remplira les conditions énumérées à l'article 46 ou à l'article 47 de ce titre.

Pour les fins du présent article aucun employé ne sera considéré comme ayant cessé d'être un employé avant l'expiration de deux années de calendrier consécutives après que les dernières cotisations d'employés au fonds de sécurité sociale des électriciens auront été reçues au nom de tout tel employé.

Section XIV

Déclaration

Article 54: Le plan de pension de retraite demeure en vigueur jusqu'à l'expiration de ce décret et peut être renouvelé de temps à autre par tout décret subséquent.

Article 55: Dans l'éventualité où ce plan de pension de retraite ne serait pas renouvelé tel que mentionné précédemment, le sous-comité de sécurité sociale des électriciens après avoir accompli les buts spécifiés aux présentes et à l'expiration du décret dépose tout surplus d'argent dans la caisse de retraite et tout l'actif net de cette caisse est remis aux fiduciaires pour les fins de pension de retraite. À ce moment, tout employé qui a un intérêt dans ce fonds administré par le fiduciaire aura droit d'indiquer s'il désire continuer à verser à ce fonds ou que l'actif qui lui revient dans ce fonds soit transféré à une autre caisse de retraite. Au cas contraire, l'employé a droit de retirer le capital accumulé à son crédit. Tout rentier continuera à toucher la rente que ses versements et ceux de son employeur lui auront acquise.

Section XII

Death Benefits

Article 50: In the event of the death of an employee or a former employee, there shall be payable a refund equal to the excess, if any, of his accumulated employee assessments over any pension payments received by the employee or former employee.

Article 51: Any refund payable on the death of an employee or former employee shall be paid to the beneficiary upon making formal application to the Social Security Sub-Committee for such refund. However, the said Sub-Committee, in the absence of a formal application, shall notify the interested parties of their rights at the last known address of the deceased.

Article 52: The Social Security Sub-Committee shall be entitled to withhold payment of any refund payable as a result of the employee's or former employee's death to any person claiming such payment until evidence satisfactory to the Social Security Sub-Committee has been submitted as to the claimant's right to receive payment.

Section XIII

Cessation of Employee's Qualification

Article 53: If a person lost his qualification of employee as understood herein before satisfying conditions "a" and "b" of article 46 he may, but is not obliged to, apply to the Social Security Sub-Committee for a refund of his accumulated employee assessments or he may choose to apply for retirement pension benefits at such time as he fulfils the conditions enumerated in article 46 or article 47 of this title.

For the purposes of the present article, no employee will be deemed to have ceased to be an employee until the expiration of two consecutive calendar years after the last employee contributions to the Social Security Fund have been received in respect of any such employee.

Section XIV

Declaration

Article 54: The Retirement Pension Plan shall remain in force until the expiration of this decree and may be renewed from time to time by subsequent decrees.

Article 55: In the event of this Retirement Pension Plan not being renewed as aforesaid the Social Security Sub-Committee upon fulfilment of the purposes specified herein and upon termination of the decree shall turn over any surplus monies in the retirement fund and all net assets of such fund shall be remitted to the trustee for retirement pension purposes. At that time, every employee who has any interest in such fund administered by the trustee will be entitled to decide whether he wishes to continue to contribute to such fund or that any asset owing to him be transferred to another retirement fund. On the other hand, the employee may withdraw the amounts accumulated to his credit. Every pensioner shall continue to receive the pension to which his payments and those of his employers entitles him.

PARTIE IV

LE PLAN D'ASSURANCE-VIE COLLECTIVE

Section XV

La caisse d'assurance-vie collective des électriciens

Article 56: La caisse d'assurance-vie collective est créée dans le but de pourvoir à des bénéfices d'assurance au décès pour les employés et dans aucun autre but. Le comité paritaire doit souscrire une police d'assurance-vie collective avec une compagnie d'assurance afin de prévoir le versement des bénéfices ci-haut visés.

Article 57: La caisse d'assurance-vie collective est formée de toutes les cotisations (contributions) allouées à ce fonds en vertu de l'article 13 de ce titre et tous les gains et profits réalisés sur lesdites sommes, le cas échéant.

Section XVI

Bénéfices d'assurance-vie collective

Article 58: Jusqu'à ce qu'il soit autrement déterminé, les bénéfices d'assurance-vie collective visés dans ce titre seront comme suit:

a) Un bénéfice d'assurance au décès de \$2,000.00 est payable dans l'éventualité où un employé éligible décède avant que ledit employé n'ait atteint l'âge de 65 ans; ou

b) Un bénéfice d'assurance au décès de \$500.00 est payable dans l'éventualité où un employé éligible décède lorsque ou après que ledit employé éligible atteint l'âge de 65 ans; ou

c) Un bénéfice d'assurance au décès de \$2,000.00 est payable dans l'éventualité où un employé invalide décède lorsque ou avant que ledit employé invalide n'atteigne l'âge de 65 ans; ou

d) Un bénéfice d'assurance au décès de \$500.00 est payable dans l'éventualité où un employé invalide décède après que ledit employé a atteint l'âge de 65 ans; ou

e) Un bénéfice d'assurance au décès de \$500.00 est payable dans l'éventualité où un pensionné qui immédiatement avant d'être qualifié pour recevoir des bénéfices de pension était

1° un employé éligible selon l'article 59 de ce titre;

2° un employé invalide selon l'article 61 de ce titre.

Article 59: Un employé ou un ancien employé est éligible aux bénéfices d'assurance-vie collective pendant une période de trois mois consécutifs de calendrier à partir du premier jour de tout mois dans lequel n'importe laquelle des conditions suivantes est accomplie:

a) Des cotisations d'employé au fonds de sécurité sociale au montant d'au moins \$15.00 ont été reçues par le comité conjoint pour les trois premiers des quatre mois consécutifs précédents, ou

b) Des cotisations d'employé au fonds de sécurité sociale au montant d'au moins \$30.00 ont été reçues par le comité conjoint pour les six premiers des sept mois consécutifs précédents, ou

c) Des cotisations d'employé au fonds de sécurité sociale au montant d'au moins \$60.00 ont été reçues par le comité conjoint pour les douze premiers des treize mois consécutifs précédents.

Article 60: Un pensionné ne peut acquérir ou conserver l'éligibilité prévue ci-dessus.

Article 61: Un employé ou ancien employé est considéré comme invalide s'il remplit toutes et chacune des conditions suivantes:

PART IV

THE GROUP LIFE INSURANCE PLAN

Section XV

The Group Life Insurance Fund for the Electricians of Montreal

Article 56: The Group Life Insurance Fund for the Electricians of Montreal is created for the purpose of providing death insurance benefits for the employees and for no other purpose. The Joint Committee shall take a group life insurance policy with an insurance company which will provide for the payment of the benefits hereabove mentioned.

Article 57: The Group Life Insurance Fund shall consist of all assessments (contributions) allocated to it according to article 13 of this title, together with the earnings and profits thereon, if any,

Section XVI

Group Life Insurance Benefits

Article 58: Until otherwise determined, the group life insurance benefits shall be as follows:

a) There shall be payable a death insurance benefit of \$2,000.00 in the event of the death of an eligible employee occurring before the employee attains the age of 65 years; or

b) There shall be payable a death insurance benefit of \$500.00 in the event of the death of an eligible employee occurring on or after the eligible employee attains the age of 65 years; or

c) There shall be payable a death insurance benefit of \$2,000.00 in the event of the death of a disabled employee occurred on or before the said disabled employee attains the age of 65 years; or

d) There shall be payable a death insurance benefit of \$500.00 in the event of the death of a disabled employee occurring after he has attained the age of 65 years; or

e) There shall be payable a death insurance benefit of \$500.00 in the event of the death of a pensioner employee who immediately before being qualified for pension benefits was

1. an eligible employee according to article 59 of this title;

2. a disabled employee according to article 61 of this title.

Article 59: An employee or former employee shall be an eligible employee for a period of three consecutive calendar months commencing on the first day of any month on which any one of the following conditions is met;

a) Employee contributions to the Social Security Fund of at least \$15.00 have been received by the Joint committee on his behalf for the first three of the previous four consecutive months, or

b) Employee contributions to the Social Security Fund at least \$30.00 have been received by the Joint Committee on his behalf for the first six of the previous seven consecutive months, or

c) Employee contributions to the Social Security Fund of at least \$60.00 have been received by the Joint Committee on his behalf for the first twelve of the previous thirteen consecutive months.

Article 60: An eligible employee shall cease to be qualified as eligible when he becomes a Pensioner.

Article 61: An employee or former employee shall be a disabled employee when all of the following conditions are met:

a) Devenir totalement invalide avant d'avoir atteint l'âge de 65 ans; et

b) Produire au sous-comité de sécurité sociale des électriciens une demande formelle aux fins d'être considéré comme un employé invalide; et

c) Avoir été un employé éligible à une certaine époque pendant une période de neuf mois précédant la date de réception de sa demande formelle par le sous-comité de sécurité sociale des électriciens, et s'être continuuellement invalidé depuis l'époque à laquelle il était un employé éligible; et

d) Prouver son âge à la satisfaction du sous-comité de sécurité sociale; et

e) Prouver son invalidité totale et à cette fin, se soumettre à un ou plusieurs examens médicaux devant un ou des médecins désignés par le sous-comité de sécurité sociale des électriciens.

Article 62: Une invalidité totale n'inclut pas une invalidité résultant d'activité criminelle, d'ivresse habituelle, de blessures infligées volontairement à soi-même, de l'usage habituel de narcotiques ou de service militaire.

Article 63: Un employé est considéré invalide pendant la continuation de son invalidité pour une période d'une année suivant la date d'approbation de sa demande par le sous-comité de sécurité sociale des électriciens.

Par la suite, l'employé continue d'être un employé invalide pendant la continuation de son invalidité totale pour des périodes subséquentes d'une année chacune en établissant au début de chaque période, la continuation de son invalidité totale à la satisfaction du sous-comité.

Article 64: Un employé cesse d'être un employé invalide au moment où l'une ou l'autre des conditions suivantes se réalise:

- a) Lorsqu'il cesse d'être totalement invalide ou ne réussit pas à prouver à la satisfaction du sous-comité de sécurité sociale des électriciens la continuation de son invalidité totale;
- b) Lorsqu'il s'engage dans un emploi rémunéré autre qu'un emploi moyennant salaire nominal dans le but d'une réhabilitation;
- c) Lorsqu'il devient un pensionné.

Section XVII

Païement des bénéfices d'assurance au décès

Article 65: Tout bénéfice d'assurance au décès payable en vertu de ce titre au décès d'un employé ou d'un ancien employé sera payable au bénéficiaire de tel employé ou ancien employé sur demande formelle faite au sous-comité de sécurité sociale des électriciens.

Article 66: Le sous-comité de sécurité sociale des électriciens aura droit de retenir paiement de tout bénéfice d'assurance mortalité payable en vertu de ce titre jusqu'à ce que le réclamant ait établi à la satisfaction du sous-comité son droit de recevoir paiement.

Article 67: Aucun employé ou ancien employé n'aura droit de réclamer aucun montant d'argent au lieu des bénéfices d'assurance au décès prévus par le présent titre.

Section XVIII

Déclaration

Article 68: Le plan d'assurance-vie collective demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration de ce

a) The employee or former employee must become totally disabled before he attains the age of 65 years; and

b) The employee or former employee must file with the Social Security Committee a formal application to be considered a disabled employee; and

c) The employee or former employee must have been and eligible employee at some time during nine-month period preceding the date of receipt of his formal application by the Social Security Sub-Committee and have been continuously disabled since he last was an eligible employee; and

d) The employee or former employee must establish his age to the satisfaction of the Social Security Sub-Committee; and

e) The employee or former employee must establish his total disability and in so doing will submit himself to a medical examination or examinations by a doctor or doctors specified by the Social Security Sub-Committee.

Article 62: Total disability shall not include disability suffered as a result of criminal activity, habitual drunkenness, self-inflicted injury, addiction to narcotics or military service.

Article 63: An employee shall be considered as a disabled employee during the continuance of his disability for a period of one year following the date of approval of his application by the Social Security Sub-Committee.

Thereafter, the disabled employee shall continue to be a disabled employee during the continuance of his total disability for subsequent periods of one year each by establishing, at the beginning of each period, the continuance of his total disability to the satisfaction of the Social Security Sub-Committee.

Article 64: A disabled employee shall cease to be a disabled employee when any one of the following conditions occurs:

- a) When he ceases to be totally disabled or fails to establish the continuance of his total disability to the satisfaction of the Social Security Sub-Committee;
- b) When he engages in gainful employment other than for purposes of rehabilitation on a nominal wage basis;
- c) When he becomes a Pensioner.

Section XVII

Payment of Death Insurance Benefits

Article 65: Any death insurance benefit payable according to this title at the death of an employee or former employee shall be payable to the beneficiary of such employee or former employee upon formal application made to the Social Security Sub-Committee.

Article 66: The Social Security Sub-Committee shall be entitled to withhold payment of any death insurance benefit payable hereunder until evidence satisfactory to the Social Security Sub-Committee has been submitted by the claimant as to his right to receive payment.

Article 67: No employee or former employee shall be entitled to claim any amount of money in lieu of the death insurance benefits established herein.

Section XVIII

Declaration

Article 68: The Group Life Insurance Plan shall remain in force until the expiration of this

décret et peut être renouvelé de temps à autre par tout décret subséquent.

Article 69: Dans l'éventualité où le décret n'est pas renouvelé, tout l'actif de la caisse d'assurance-vie collective doit être versé à la compagnie d'assurance-vie qui assume alors le risque, aux fins de continuer cette assurance au décès le plus longtemps possible, dans l'intérêt des vies assurées.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avec la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mai 1964. 6434-o

Avis de modification

Construction — Drummond

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les comtés de Drummond, Arthabaska et Nicolet, rendu obligatoire par le décret numéro 988 du 2 octobre 1958 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret:

L'article V-A suivant sera ajouté:

« *Construction de ponts:* Nonobstant toutes autres dispositions du présent décret, la durée de travail établie par l'arrêté en conseil numéro 2284 (C) du 22 novembre 1961, relatif à l'industrie de l'acier structural dans la Province, s'applique à tout travail de construction de ponts. Dans l'éventualité de la construction d'un pont qui pénétrerait dans une juridiction autre que celle du présent décret, les taux de salaires les plus élevés des deux décrets concernés doivent s'appliquer. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mai 1964. 6434-o

decree and may be renewed from time to time by subsequent decrees.

Article 69: In the event of the decree not being renewed, the entire assets of the Group Life Insurance Fund shall be remitted to the underwriting life insurance company for the purpose of continuing this death insurance as long as possible, in the interest of the lives insured.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1964. 6434-o

Notice of amendment

Construction Industry — Drummond

The Honourable Carrier Fortin, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet, rendered obligatory by the decree number 988 of October 2, 1958, and amendments have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said decree:

The following article V-A will be added:

“*Bridge construction:* Notwithstanding any other provision of the present decree, the duration of work established under Order in Council No. 2284 (C) of November 22, 1961, relating to the Structural Steel Industry, in the Province, shall apply to all bridge construction work. In the event of the construction of a bridge which extends into the jurisdiction of another decree, the higher rates of wages as determined by the two decrees concerned shall apply.”

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1964. 6434-o

Avis

*Convention collective de travail relative
au commerce de l'alimentation
au détail — Région de Montréal*

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163), les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Détaillants en Alimentation du Québec Inc. (Section de Montréal A.D.A.);

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat de l'Alimentation au Détail de Montréal C.S.N.

pour les employeurs et les employés des occupations et du commerce visés suivant les conditions ci-après décrites:

Article I. *Définitions*: Pour les fins de la présente convention, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) *Établissement commercial*: Le terme « établissement commercial » désigne tout établissement situé dans les limites de la juridiction territoriale de la présente convention, où se fait la vente au détail de produits alimentaires pour fin de consommation en dehors de l'établissement.

b) *Produits alimentaires*: Le terme « produits alimentaires » désigne tout produit d'alimentation ou effet comestible, tel que viande cuite ou crue, charcuterie, poisson, épicerie, fruits, légumes, pâtisserie, bonbons, liqueurs, bière etc.; cette nomenclature n'étant pas limitative.

c) *Employeur*: Le terme « employeur » désigne toute personne, société ou corporation possédant ou opérant un établissement commercial assujéti à la présente convention.

d) *Employé*: Le terme « employé » désigne toute personne exerçant une occupation inférieure à celle de gérant général au service d'un employeur assujéti à la présente convention.

e) *Employé régulier*: Le terme « employé régulier » désigne tout employé qui travaille habituellement la semaine régulière de travail de l'établissement où il est employé.

f) *Employé surnuméraire*: Le terme « employé surnuméraire » désigne toute personne travaillant dans un établissement commercial assujéti à la présente convention en surplus du personnel régulier, durant certaines périodes de pointe périodiques (hebdomadaires ou autres) pendant lesquelles un accroissement exceptionnel et temporaire des affaires requiert la présence d'un personnel additionnel.

Sauf en ce qui concerne les heures d'ouverture et de fermeture, un employé surnuméraire n'est pas régi par la présente convention.

g) *Employé de bureau*: Le terme « employé de bureau » désigne toute personne habituellement préposé à un travail clérical, correspondance, tenue des livres, etc. et qui n'est pas autrement désignée dans la présente convention.

h) *Caissière en chef*: Le terme « caissière en chef » désigne toute caissière assumant la surveillance de plus d'une caisse.

i) *Caissier ou caissière*: Le terme « caissier » ou « caissière » désigne tout employé qui perçoit l'argent venant des ventes et exécute tout autre travail qui est ordinairement fait par un caissier ou une caissière.

Notice

*Collective labour agreement
relating to the food products retail
trade — Montreal region*

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163), the contracting parties hereafter mentioned have presented to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Détaillants en Alimentation du Québec Inc. (Section of Montreal A.D.A.);"

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat de l'Alimentation au Détail de Montréal, C.S.N.;"

for the employers and the employees of the occupations and trade concerned according to the following conditions:

Article I. *Définitions*: For the purposes of the present collective labour agreement and of its application, the following terms shall have the meaning hereinafter given to them:

a) *Commercial establishment*: The term "commercial establishment" means any establishment located within the limits of the territorial jurisdiction of the present agreement where the retail sale of food products is carried out for the purpose of consumption outside the establishment.

b) *Food products*: The term "food products" means any food product or edible article, such as cooked or raw meat, pig-meat, fish, groceries, fruits, vegetables, pastry, candies, drinks, beer, etc.; this list not being restrictive.

c) *Employer*: The term "employer" means any person, firm or corporation owning or operating a commercial establishment subject to the present agreement.

d) *Employee*: The term "employee" means any person fulfilling an occupation inferior to that of general manager, in the service of an employer subject to the present agreement.

e) *Regular employee*: The term "regular employee" means any employee who usually works during the regular work week of the establishment where he is employed.

f) *Temporary employee*: The term "temporary employee" means any person working in a commercial establishment subject to the present agreement in addition to the regular personnel, for certain periodic rush periods (weekly or others) during which an exceptional and temporary increase of business necessitates the presence of additional personnel.

Except with regard to the selling hours, a temporary employee shall not be governed by the present agreement.

g) *Office employee*: The term "office employee" means any person whose work usually concerns office work, correspondence, book-keeping, etc., and who is not otherwise designated in the present agreement.

h) *Chief cashier (female)*: The term "chief cashier (female)" means any cashier (female) responsible for the supervision of more than one cash.

i) *Cashier (male or female)*: The term "cashier" means any employee who collects the payments of the sales or performs any other work ordinarily done by a cashier.

j) *Aide-caissier*: Le terme « aide-caissier » désigne tout employé dont la fonction consiste à assister la caissière ou le caissier à emballer les commandes des clients. Dans certains établissements il est désigné par le mot « emballer » (wrapper).

k) *Messageur*: Le terme « messageur » désigne le salarié dont la principale fonction consiste à faire la livraison des marchandises à pied ou à bicyclette.

l) *Livreur*: Le terme « livreur » désigne le salarié dont la principale fonction consiste à faire la livraison et le transport, des marchandises à tout endroit déterminé par l'employeur, au moyen d'un véhicule à traction animale ou motorisée.

m) *Commis*: Le terme « commis » désigne tout employé préposé à la réception, à l'étalage, à l'étiquetage, au déballage ou à l'emballage, à l'entreposage, à la vente ou à l'expédition de marchandise, mise en vente dans un établissement commercial régi par la présente convention.

n) *Commis aux fruits et légumes*: Le terme « commis aux fruits et légumes » désigne tout employé régulier dont la principale fonction consiste à la préparation, l'étalage et la vente des fruits, des légumes ou des fruits et légumes.

o) *Commis en chef*: Le terme « commis en chef » désigne tout salarié qui administre une section distincte dans un établissement commercial régi par la présente convention, sous l'autorité du gérant ou du propriétaire de l'établissement.

p) *Préposé au pré-emballage*: Le terme « préposé au pré-emballage » désigne tout salarié-commis dont la fonction principale consiste à effectuer le pré-emballage et l'étalage de différents produits que l'établissement achète en plus grosse quantité pour subdiviser en petits emballages avant de les placer à l'étalage.

q) *Apprenti-boucher*: Le terme « apprenti-boucher » désigne tout employé régulier qui travaille depuis moins de trois ans dans un département de boucherie d'un établissement commercial régi par la présente convention, sous les ordres et la surveillance d'un boucher.

Une fois le stade d'apprentissage complété, l'apprenti-boucher est reconnu comme boucher selon le classement mérité. Un apprenti ne peut travailler sans être sous la surveillance d'un boucher ou d'un maître-boucher.

r) *Boucher*: Le terme « boucher » désigne tout salarié qui travaille depuis trois ans ou plus dans un département de boucherie d'un établissement commercial régi par la présente convention, sous la direction d'un maître-boucher ou d'un premier boucher.

s) *Premier boucher*: Le terme « premier-boucher » désigne un boucher qui a travaillé au moins cinq (5) ans dans le métier sous la surveillance d'un maître-boucher ou d'un premier boucher, qui est capable de diriger un département de boucherie et d'y faire toutes les opérations qui y sont requises, mais qui travaille encore sous la direction d'un maître-boucher ou de l'employeur agissant comme tel.

t) *Maître-boucher*: Le terme « maître-boucher » désigne tout salarié qui, ayant au moins cinq (5) ans d'expérience comme boucher, est chargé de diriger et d'administrer un département de boucherie, ayant au moins deux employés réguliers, d'y faire les achats, de déterminer le prix de vente au détail, d'établir le pourcentage brut des bénéfices, de faire les coupes et de dépecer les viandes, de faire la charcuterie nécessaire à l'établissement, etc. le cas échéant, de diriger les autres membres du personnel du département.

j) *Cashier-helper*: The term "cashier-helper" means any employee whose work consists in helping the cashier (male or female) wrap the clients' orders. In certain establishments, he is designated by the word "wrapper".

k) *Messenger*: The term "messenger" means an employee whose work mainly consists in delivering merchandise on foot or with a bicycle.

l) *Delivery-man*: The term "delivery-man" means an employee whose work mainly consists in delivering and transporting merchandise to any place designated by the employer, with a motor or horse-drawn vehicle.

m) *Clerk*: The term "clerk" means any employee whose work consists in receiving, displaying, labelling, unwrapping or wrapping, storing, selling, shipping merchandise offered for sale in a commercial establishment governed by the present agreement.

n) *Fruit and vegetable clerk*: The words "fruit and vegetable clerk" mean any regular employee whose work mainly consists in the preparation, display and sale of fruits, of vegetables, or, of fruits and vegetables.

o) *Chief clerk*: The term "chief clerk" means any employee in charge of a distinct section in a commercial establishment governed by the present agreement, under the direction of the establishment's manager or owner.

p) *Pre-packing clerk*: The term "pre-packing clerk" means any wage-earning clerk whose work consists mainly in pre-packing and displaying different products which the establishment buys in larger quantities in order to divide them up into smaller packages before displaying them for sale.

q) *Butcher's apprentice*: The term "butcher's apprentice" means any regular employee who has been working for less than three years in the meat department of a commercial establishment governed by the present agreement, under the supervision and direction of a butcher.

Once the apprenticeship period has been completed, the butcher's apprentice shall be recognized as butcher according to the classification to which he is entitled. An apprentice cannot work unless he is under the supervision of a butcher or master butcher.

r) *Butcher*: The term "butcher" means any employee who has been working for a period of three years or more in the meat department of a commercial establishment covered by the present agreement, under the direction of a master butcher or chief butcher.

s) *Chief butcher*: The term "chief butcher" means a butcher who has worked at least five (5) years in the trade under the supervision of a master butcher or of a chief butcher; who is able to direct a meat department and perform all the operations necessary in the said department but who still works under the direction of a master butcher or of the employer acting as such.

t) *Master butcher*: The term "master butcher" means any employee having at least five (5) years experience as butcher who is responsible for the direction and administration of a meat department where there are at least two regular employees and where he makes the purchases, fixes the retail sales' prices, determines the gross percentage of the profits, divides the meat into cuts and does other meat-cutting, prepares the cooked meat required for the establishment, and, in case of need, supervises the other members of the department's personnel.

u) *Gérant Général*: «Gérant général» désigne tout salarié qui est chargé d'administrer pour le propriétaire, ou sous la direction de ce dernier, un établissement commercial régi par la présente convention, qui a la charge de surveiller le personnel de l'établissement et la conduite générale des affaires en l'absence du propriétaire, si ce dernier ne se tient pas habituellement dans son établissement.

Article II. *Jurisdiction*:

2.00 *Jurisdiction professionnelle*: a) La présente convention régit tous les employeurs et les employés des établissements commerciaux situés dans les limites de la juridiction territoriale ci-après définie dont l'activité principale ou accessoire est de vendre les produits alimentaires au détail pour fin de consommation en dehors de l'établissement.

Le commerce au détail visé par la présente convention comprend le colportage et toute vente ou livraison dans la juridiction territoriale, faits par une personne qui n'y a pas d'établissement commercial. Tout établissement commercial qui fait la vente de produits alimentaires au gros et au détail est, pour les fins des présentes, réputé détaillant et est assujéti aux dispositions de la présente convention pour l'ensemble de ses activités.

b) Tout établissement commercial qui fait en même temps le commerce au détail de produits alimentaires et d'autres produits n'est pas assujéti aux présentes quant aux autres produits si la vente des produits alimentaires se fait dans une section distincte de l'établissement de telle sorte que l'employeur puisse être identifié comme un employeur assujéti à la présente convention et que les produits alimentaires qui se trouvent dans son établissement et dont la vente est réglementée par les présentes ne soient pas accessibles à la clientèle durant les heures prohibées.

c) La présente convention ne s'applique pas:

1° aux commerces régis par d'autres décrets;

2° aux hôtels, restaurants et tavernes qui vendent des produits alimentaires pour consommation sur les lieux ou qui livrent à l'extérieur des repas préparés.

3° aux restaurants et pâtisseries de bonne foi en autant que la vente de produits alimentaires qu'ils font se limite aux produits laitiers, pâtisseries, biscuits, charcuterie, bonbons et chocolats.

4° aux établissements faisant exclusivement le commerce de vente des bonbons et chocolats qu'ils fabriquent eux-mêmes.

2.01 *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale de la présente convention s'étend à tous les établissements commerciaux tombant sous la juridiction professionnelle ci-haut décrite, situés dans l'île de Montréal, dans l'île Jésus, dans l'île Perrot, l'île Bizard, l'île St-Paul et l'île Bigras; ou dans les municipalités suivantes, sises dans un rayon approximatif de dix milles à vol d'oiseau des limites de l'île de Montréal:

L'Assomption, L'Épiphanie, St-Paul l'Ermitte, Repentigny, Charlemagne, Lachenaie, Terrebonne, Terrebonne Heights, St-Maurice, Bois des Filions, Ste-Thérèse de Blainville, Rosemère, Ville Lorraine, St-Eustache, St-Eustache sur le Lac, Dorion, Vaudreuil, Pointe des Cascades, Caughnawaga, Ste-Catherine, Verchères, Varennes, Boucherville, Longueuil, Cité Jacques-Cartier, St-Lambert, Greenfield Park, Springfield Park, Ville de Brossard, Lafèche, Préville, Notre-Dame du Sacré-Coeur, St-Hubert, St-Bruno, Chambly, Fort Chambly, Ville Lemoine, Laprairie, Candiac, Châteauguay Heights, Châteauguay

u) *General manager*: "General manager" means any employee responsible for the management in the name of the owner, or under the direction of the latter, of a commercial establishment governed by the present agreement, who is in charge of supervising the personnel of the establishment and the general operation of the business in the absence of the owner, if the latter does not usually remain in his establishment.

Article II. *Jurisdiction*:

2.00. *Professional jurisdiction*: a) The present agreement shall govern all employers and employees of the commercial establishments located within the limits of the territorial jurisdiction hereinafter determined, whose main or accessory activity consists in the retail selling of food products for consumption outside the establishment.

The retail trade covered by the present agreement shall include the peddling, sale or delivery within the territorial jurisdiction made by a person not operating therein a commercial establishment. Any commercial establishment which sells food products, whether retail or wholesale, shall be deemed a retailer for the purposes of the present agreement, and shall be subject to the provisions of the said agreement with regard to its operations in general.

b) Any commercial establishment which carries out simultaneously the retail trade of food products and of other products shall not be subject to the present agreement with a regard to the other products, if the sale of the food products is carried out in a distinct section of the establishment in such a way that the employer may be identified as an employer subject to the present agreement, and that the food products which are in his establishment and the sale of which is governed by the present agreement are not accessible to the customers during the prohibited hours.

c) The present agreement shall not apply:

1. to the commercial establishments governed by other decrees;

2. to hotels, restaurants and taverns which sell food products for consumption on the premises or deliver prepared meals outside their establishment.

3. to restaurants and pastry-shops of good faith as long as the food products they sell are limited to dairy products, pastry, biscuits, cooked meat, candies and chocolates.

4. to the establishments selling only candies and chocolates which they make themselves.

2.01. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present agreement shall apply to all the commercial establishments which fall under the professional jurisdiction described above, located on the Island of Montreal, on Jesus Island, Bizard Island, St-Paul Island and Bigras Island; or in the following municipalities, situated within an approximate ten mile radius in direct line from the limits of the Island of Montreal:

L'Assomption, L'Épiphanie, St-Paul l'Ermitte, Repentigny, Charlemagne, Lachenaie, Terrebonne, Terrebonne Heights, St-Maurice, Caughnawaga, Ste-Catherine, Verchères, Varennes, Boucherville, Longueuil, City of Jacques Cartier, St-Lambert, Greenfield Park, Springfield, Ville de Brossard, Lafèche, Préville, Notre-Dame du Sacré-Coeur, St-Hubert, St-Bruno, Bois des Filions, Ste-Thérèse de Blainville, Rosemère, Ville Lorraine, St-Eustache, St-Eustache sur le Lac, Dorion, Vaudreuil, Pointe des Cascades, Chambly, Fort Chambly, Ville Lemoine, Laprairie, Candiac, Châteauguay Heights, Châteauguay

teanguay Centre, Châteauguay Village, Ste-Philomène, St-Isidore, St-Constant, Châteauguay Bassin, De Lery, Maple Grove, Beauharnois, Melocheville.

Article III. Semaine et heures régulières de travail:

3.00. *Semaine régulière:* La semaine régulière de travail de tout employé couvert par la juridiction de la présente convention est de quarante-cinq (45) heures réparties comme suit:

1^o *Employés intérieurs:*
Les mardi, mercredi, jeudi et samedi: de 8.30 a.m. à 6 heures p.m.

Le vendredi: de 8 heures a.m. à 9 heures p.m.

2^o *Messagers et livreurs:* a) Sous réserve de ce qui suit, la semaine et les heures régulières de travail des messagers et des livreurs sont celles ci-haut prévues pour les employés de l'intérieur;

b) Cependant des heures particulières peuvent être établies par entente entre l'employeur et les employés concernés pourvu que la semaine de quarante-cinq (45) heures soit maintenue et que copie de l'entente soit communiquée au Comité Paritaire et aux parties signataires du décret.

3^o *Employés de nuit:* L'employeur peut organiser une équipe de nuit et lui faire faire tout travail jugé utile, à l'exception de la vente.

Les heures de travail de l'équipe de nuit sont établies par l'employeur et communiquées par écrit au Comité Paritaire et aux parties signataires du décret. Les heures régulières des employés de nuit ne peuvent cependant pas dépasser huit (8) heures par jour ni quarante (40) heures par semaine.

L'employé travaillant de nuit a droit à la rémunération minimum qu'il gagnerait de jour dans la même classification en vertu de l'article VII des présentes, majorée de dix pour cent (10%).

3.01. *Période des fêtes:* L'avant-veille de Noël et l'avant-veille du Premier de l'An, les heures de travail peuvent être prolongées jusqu'à 9 p.m. sans rémunération supplémentaire.

3.02. *Heures de commencement et de cessation:* En dehors des heures mentionnées ci-haut et durant les jours de fêtes chômés, tout salarié assujéti au décret ne peut jamais travailler à la vente des produits alimentaires, au comptoir, à la caisse, à l'emballage ou au téléphone, ni faire la livraison, ladite énumération n'étant pas limitative, et un employeur ou un employeur professionnel ne peut jamais faire travailler tout salarié assujéti au décret à la vente des produits alimentaires au comptoir, à la caisse, à l'emballage, au téléphone ou à la livraison, ladite énumération n'étant pas limitative.

3.03. *Période de repas:* Pendant les heures régulières de travail ci-haut prévues, tout salarié a droit à une heure pour le repas du midi, et le vendredi il a droit à un minimum d'une demi-heure pour le repas du soir, à un moment convenu entre l'employeur et le salarié concerné.

3.04. *Temps supplémentaire:* a) Toute heure travaillée en plus de la journée ou de la semaine régulière de travail, ou en dehors des heures régulières de travail ci-haut prévues, est considérée comme temps supplémentaire et rémunérée sur la base de une fois et demie le taux horaire régulier.

b) Le taux horaire régulier d'un employé est établi en divisant par quarante-cinq (45) le salaire hebdomadaire de l'employé concerné.

c) Toutefois, jusqu'à concurrence de quinze (15) minutes après les heures de travail fixées à l'article 3.00, un employé peut être retenu au

Centre, Châteauguay Village, Ste-Philomène, St-Isidore, St-Constant, Châteauguay Bassin, De Lery, Maple Grove, Beauharnois, Melocheville.

Article III. Regular week and hours of work:

3.00. *Regular week:* The regular work week of any employee covered by the jurisdiction of the present agreement shall be of forty-five (45) hours, distributed as follows:

1. *Employees working inside the establishments:*
Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: from 8:30 a.m. to 6:00 p.m.

Friday: from 8:00 a.m. to 9:00 p.m.

2. *Messengers and delivery-men:* a) Subject to what follows, the regular work week and hours of work of the messengers and of the delivery-men shall be those stipulated above for employees working inside the establishments;

b) However, special hours may be arranged by agreement between the employer and the employees concerned, provided the forty-five (45) hour week be maintained and a copy of the agreement be forwarded to the Parity Committee and to the parties who signed the decree.

3. *Night Employees:* The employer may organize a night shift and have it perform any work he deems useful, with the exertion of selling.

The working hours of the night shift shall be determined by the employer and made known in writing to the Parity Committee and to the parties who signed the decree. However, the regular working hours of the night employees shall not be more than eight (8) hours per day nor more than forty (40) hours per week.

The employee working during the night shall be entitled to ten per cent (10%) more than the minimum remuneration he would earn during the day in the same classification as stipulated in article VII of the present agreement.

3.01. *Christmas and New Year period:* Two days before Christmas Day and two days before New Year's Day, the working hours may be extended until 9:00 p.m. without additional remuneration.

3.02. *Starting and finishing time.* Outside the hours above mentioned and on holidays, no employee governed by the decree shall work and no employer or professional employer shall cause an employee to work at the sale of food products, at the counter, by telephone or do any cashier's or parking or delivery work, such enumeration not being restrictive.

3.03. *Meal period:* During the regular working hours specified above, any employee shall be entitled to one hour for the noon meal and on Friday he shall be entitled to a minimum of half an hour for the evening meal, at a time agreed upon between the employer and the employee concerned.

3.04. *Overtime:* a) Any hour worked in addition to the regular work day or week, or outside the regular hours of work specified above, shall be considered as overtime and remunerated on the basis of one and one half times the regular hourly rate.

b) The regular hourly rate of an employee shall be determined by dividing the weekly wages of the employee concerned by forty-five (45).

c) However, to proceed to the closing of the store and wait on customers who entered the establishment before closing time, an employee

travail sans rémunération supplémentaire, pour procéder à la fermeture du magasin et servir la clientèle entrée avant l'heure de la fermeture. Le samedi, la même règle s'applique jusqu'à concurrence d'un délai de trente (30) minutes.

En dehors des heures de travail pour fin de vente, on ne peut ni admettre un client dans l'établissement, ni accepter une commande par téléphone.

d) Nonobstant ce qui précède, les messagers et les livreurs peuvent être rémunérés pour le travail supplémentaire fait durant le temps des fêtes ou à l'occasion d'une tempête, sous forme de congés payés additionnels pris à raison d'une demi-journée ou plus à la fois, à un moment convenu entre l'employeur et le salarié concerné.

3.05. *Le lundi*: Toute vente est prohibée durant toute la journée du lundi dans les établissements commerciaux assujettis à la présente convention.

Cependant l'employeur peut s'il le juge nécessaire requérir la présence d'un ou plusieurs employés réguliers dans l'établissement le lundi pour les seules fins de recevoir, placer ou préparer de la marchandise.

Un employé senior peut refuser de travailler le lundi à la condition d'en aviser son employeur le samedi précédent, à moins qu'il n'y ait pas d'autre employé qualifié pour le travail à effectuer.

Tout employé répondant à un tel appel sera considéré comme ayant travaillé en temps supplémentaire, pour un minimum d'une demi-journée. Il aura le choix entre une rémunération équivalente à une fois et demie son taux régulier pour chaque heure ainsi travaillée, compte tenu du minimum ci-haut prévu, ou à la reprise en congé, à un moment convenu entre lui et son employeur, du temps ainsi travaillé avec minimum d'une demi-journée, dans les quinze (15) jours qui suivent.

Article IV. *Fêtes chômées et payées*:

4.00. Les jours de fêtes suivants sont considérés comme des jours de fêtes chômées et payées: Noël, Premier de l'An, Lundi de Pâques, Fête du Travail.

4.01. Ces jours de fêtes lorsque chômés n'affectent en rien la paye hebdomadaire régulière de l'employé régulier.

Article V. *Vacances annuelles payées*:

5.00. *Régime de vacances*: Tout employé régulier régi par la présente convention a droit, selon son ancienneté, à une période de vacances annuelles payées dont la durée est déterminée comme suit:

a) Une demi-journée de vacances payée pour chaque mois de service accompli pour le même employeur, si l'employé a moins d'une année complète de service;

b) Une semaine de vacances payée si l'employé a un an ou plus de service pour le même employeur;

c) Deux semaines de vacances payées si l'employé a cinq ans ou plus de service pour le même employeur.

5.01. *Période de qualification*: La période de qualification annuelle pour les vacances s'établit du premier mai d'une année au trente avril de l'année suivante.

5.02. *Paye de vacances*: a) Un employé ayant moins d'un an de service au premier mai de l'année courante a droit à une paye de vacances équivalente à 2% du salaire total qu'il a gagné au cours de la période de qualification se terminant le trente avril de l'année courante;

b) Un employé ayant plus d'un an de service le premier mai de l'année courante a droit, pour chaque semaine de vacances à laquelle il a un droit acquis en vertu du paragraphe 5.00 ci-

may be kept at work without overtime remuneration for a maximum period of fifteen (15) minutes after the hours determined in article 3.00. On Saturday, the same rule applies but the maximum period shall be thirty (30) minutes.

Outside saleswork hours, no customer shall be admitted in the store and no order shall be accepted by telephone.

d) Notwithstanding the foregoing, the messengers and delivery-men may be remunerated for overtime worked during the Christmas and New Year period or in the event of a storm, under the form of additional days off taken half a day or more at a time, on dates agreed upon by the employer and the employee concerned.

3.05. *Monday*: Any sale shall be prohibited all day Monday in all the establishments subject to the present agreement.

The employer may, however, if he deems it necessary, require one or several regular employees to work in the establishment on Monday for the sale purpose of receiving, displaying or preparing the merchandise.

A senior employee may refuse to work on Monday provided he notifies his employer on the preceding Saturday unless there is no other employee qualified for the work to be performed.

Any employee complying with such a request shall be deemed to have worked overtime for a minimum of half a day. He shall have the choice between remuneration equal to one and one half times his regular rate for each hour worked, taking into account the minimum specified above, or, replacing by days off at a time agreed upon between himself and his employer, the hours thus worked (minimum: half a day), within the fifteen (15) days which follow.

Article IV. *Paid holidays*:

4.00. The following holidays shall be considered as paid holidays: Christmas Day, New Year's Day, Easter Day, Labour Day.

4.01. The fact that no work is performed on these holidays shall in no way effect the regular weekly pay of the regular employee.

Article V. *Paid yearly vacation*:

5.00. *Vacation system*: Any regular employee governed by the present agreement shall be entitled, according to his seniority, to a paid annual vacation period, the length of which to be determined as follows:

a) A paid vacation of half a day for each month of service completed for the same employer, if the employee has less than one complete year of service;

b) A paid vacation of one week if the employee has been in the service of the same employer for one year or more;

c) A paid vacation of two weeks if the employee has been in the service of the same employer for five years or more.

5.01. *Qualifying period*: The annual qualifying for the vacations shall extend from May the first of any year to April the thirtieth of the following year.

5.02. *Vacation pay*: a) An employee having less than one year service on the first of May of the current year, shall be entitled to a vacation pay equal to 2% of the total wages earned during the qualifying period ending on April thirtieth of the current year;

b) An employee having more than one year service on the first of May of the current year, shall be entitled, for each vacation week to which he has a right under paragraph 5.00 above,

dessus, à une paye de vacance équivalente à sa paye hebdomadaire régulière.

La paye de vacances sera remise à chaque employé avant son départ pour les vacances.

c) Sauf dans le cas d'un congédiement pour juste cause, un employé qui quitte le service de l'employeur, reçoit lors de son départ, en plus de la paye régulière de vacances qu'il avait acquise au premier mai de l'année courante si elle ne lui a pas encore été payée une allocation de vacances équivalente à 2% ou 4%, selon le cas, du salaire qu'il a gagné depuis le premier mai de l'année de qualification en cours.

d) Dans le cas du décès de l'employé, l'employeur verse aux héritiers légaux de cet employé une somme équivalente à la paye de vacances acquise par cet employé au moment de son décès, en vertu des dispositions précédentes de cet article.

5.03. *Période normale et cédule de vacances:*

a) La période normale pour prendre des vacances s'étend du premier juin au premier novembre de chaque année;

b) Des cédules de vacances sont préparées par l'employeur, après consultation des employés concernés, en accordant la préférence dans le choix des dates individuelles de vacances aux employés ayant le plus d'ancienneté. La cédule ainsi préparée est affichée à un endroit bien en vue pour les employés, au cours du mois de mai de chaque année.

Des dates individuelles de vacances figurant à la cédule ainsi affichée peuvent être changées par entente mutuelle entre l'employeur et l'employé concerné.

c) La période annuelle de vacances d'un employé doit être continue et correspondre aux semaines du calendrier. Cependant dans le cas d'un employé ayant cinq (5) ans de service ou plus, mais moins de huit (8) ans, la deuxième semaine de vacances pourra être séparée de la première et prise à une date convenue entre l'employeur et l'employé concernés.

Article VI. *Divers:*

6.00. *Expérience acquise:* L'employeur doit, pour les fins de la classification, et de l'échelle de salaire d'un employé régulier, tenir compte de l'expérience que cet employé a acquise dans la même classification au service d'autres employeurs, mais la preuve de cette expérience acquise incombe à l'employé.

6.01. *Frais de déplacement:* Les frais de déplacement encourus par un salarié dans l'exercice des fonctions qu'il est requis d'exécuter par son employeur, sont à la charge de ce dernier.

6.02. *Contrat individuel:* La présente convention a préséance sur tout contrat individuel de travail, et il est prohibé de stipuler dans un tel contrat individuel des salaires et conditions de travail inférieurs à ceux prévus à la présente convention. Le cas échéant une telle disposition inférieure dans un contrat individuel serait considérée comme amendée pour faire place à la disposition correspondante dans la présente convention.

6.03. *Uniforme:* Les uniformes de travail requis par l'employeur sont fournis et entretenus gratuitement par l'employeur.

6.04. *Limitation du nombre des employés surnuméraires:* Le nombre maximum des employés surnuméraires que peut embaucher un employeur à l'exclusion des messagers et aides-caissiers est établi en rapport avec le nombre de membres du personnel régulier de l'établissement, y compris

to a vacation pay equal to his regular weekly wages:

The vacation pay shall be given to each employee before he leaves for his vacation;

c) Except in case of discharge for just cause, an employee who leaves the service of the employer shall receive, at the time of his departure and in addition to the regular vacation pay to which he was entitled on the first of May of the current year, if such pay has not yet been remitted to him, a vacation allowance equal to 2% or 4% as the case may be, of the wages earned since the first of May of the current qualifying year;

d) In the event of the employee's death, the employer shall pay the said employee's rightful heirs an amount equal to the vacation pay to which he was entitled at the time of his death, in accordance with the preceding provisions of this article.

5.03. *Normal vacation period and vacation schedule:* a) The normal period for taking vacations shall be from the first of June to the first of November every year;

b) Vacation schedules shall be prepared by the employer after consulting the employees concerned, giving preference for the choice of individual vacation dates to the employees with the most seniority. The schedule thus prepared shall be posted in a place well within sight of the employees, during the month of May of each year.

Individual vacation dates appearing on the schedule thus posted up may be changed following mutual agreement between the employer and the employee concerned.

c) The annual vacation period of an employee must be continuous and must correspond to the calendar weeks. However, in the case of an employee having five (5) years service or more, but less than eight (8) years, the second week may be separated from the first and taken at a date agreed upon by the employer and the employee concerned.

Article VI. *Miscellaneous:*

6.00. *Past experience:* The employer must, for the purposes of the classification and of the wage scale of the regular employee, take into account the experience acquired in the same classification by this employee in the service of other employers. However, the proof of this past experience shall belong to the employee.

6.01. *Travelling expenses:* The travelling expenses met by an employee in the exercise of the duties he is required to perform by his employer, shall be borne by the latter.

6.02. *Individual contract:* The present agreement shall take precedence of any individual labour contract, and it shall be prohibited to stipulate in such individual contract wages and working conditions inferior to those provided by the present agreement. Should this be the case, such an inferior provision in an individual contract would be considered amended to be replaced by the corresponding provision in the present agreement.

6.03. *Uniforms:* The work uniforms which the employer requires his employees to wear shall be furnished and cared for without charge by the employer.

6.04. *Number of temporary employees permitted:* The maximum number of temporary employees that an employer may engage to the exclusion of messengers and cashier-helpers shall be determined in relation to the number of regular personnel members of the establishment, including the

les associés ou les directeurs qui y travaillent régulièrement; le tout conformément au tableau suivant:

Personnel régulier de l'établissement:	Nombre des employés supplémentaires possible:
De 1 à 3	= 1
" 4 à 6	= 2
" 7 à 9	= 3
" 10 à 12	= 4
" 13 à 15	= 5
" 16 à 18	= 6
" 19 à 21	= 7
" 22 à 24	= 8
" 25 à 27	= 9
" 28 à 30	= 10

Et ainsi de suite.

Article VII. Salaires:

7.00. Il est entendu que chaque employé régi par la présente convention recevra sa paye hebdomadaire, sous enveloppe comportant les détails des déductions faites, le vendredi de chaque semaine.

7.01. À moins d'entente contraire entre les parties signataires, il est entendu que les taux de salaires et autres avantages pécuniaires présentement en vigueur qui sont supérieurs aux dispositions de la présente convention, seront maintenus pendant la durée de la présente convention.

7.02. *Échelle minimum des salaires:* Chaque employé régi par la présente convention a droit, à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention, selon son occupation et ses états de service, à la rémunération minimum prévue ci-après:

Classification:	Salaire hebdomadaire minimum
1. Caissier ou caissière:	
Premier six mois d'expérience	\$35.00
Deuxième six mois d'expérience	40.00
Après un an d'expérience	45.00
Après deux ans d'expérience	50.00
2. Caissière en chef	55.00
3. Aide-caissier	33.00
4. Messager	30.00
5. Livreur:	
Premier six mois d'expérience	50.00
Deuxième six mois d'expérience	55.00
Deuxième année d'expérience	60.00
6. Commis ou employé de bureau:	
Moins de deux ans d'expérience	40.00
Deux ans d'expérience ou plus	50.00
7. Commis en chef	60.00
Commis aux fruits et légumes	65.00
8. Préposé au pré-emballage	40.00
9. Apprenti-boucher:	
Première année	40.00
Deuxième année	50.00
10. Boucher	65.00
11. Premier boucher	75.00
12. Maître boucher:	
À l'embauchage	85.00
Après trois mois de service	90.00

7.03 *Augmentation générale minimum:* a) Un employé régulier, dont le salaire effectivement reçu à la date d'entrée en vigueur des présentes est inférieur à soixante-quinze dollars (\$75.00) par semaine, a droit à une augmentation équivalente à la moins coûteuse des deux propositions suivantes:

1° Une augmentation de deux dollars et demi (\$2.50) par semaine; ou

2° Le salaire prévu par sa classification au paragraphe 7.02 ci-haut majoré de vingt pour cent (20%).

partners or directors who regularly work therein; all of which shall be in accordance with the following table:

Regular personnel of the establishment:	Number of temporary employees permitted:
From 1 to 3	= 1
" 4 to 6	= 2
" 7 to 9	= 3
" 10 to 12	= 4
" 13 to 15	= 5
" 16 to 18	= 6
" 19 to 21	= 7
" 22 to 24	= 8
" 25 to 27	= 9
" 28 to 30	= 10

And so on.

Article VII. Wages:

7.00. It is agreed that each employee governed by the present agreement will receive his weekly wages in an envelope with the details of the deductions made, on Friday of each week.

7.01. Unless agreed to the contrary by the signatory parties, it is understood that the wage rates and other pecuniary advantages presently in force which are superior to the provisions of the present agreement, will be maintained for the duration of the present agreement.

7.02. *Minimum wage scale:* Each employee governed by the present agreement shall be entitled, from the date the present agreement comes into force, in conformity with his occupation and record of service, to the minimum remuneration stipulated hereinafter:

Classification:	Minimum weekly wages
1. Cashier (male or female):	
First six months of experience	\$35.00
Second six months of experience	40.00
After one year of experience	45.00
After two years of experience	50.00
2. Chief cashier (female)	55.00
3. Cashier-helper	33.00
4. Messenger	30.00
5. Delivery-man:	
First six months of experience	50.00
Second six months of experience	55.00
Second year of experience	60.00
6. Clerk or office employee:	
Less than two years of experience	40.00
Two years of experience or more	50.00
7. Chief clerk	60.00
Fruit and vegetable clerk	65.00
8. Pre-packing clerk	40.00
9. Butcher's apprentice:	
First year	40.00
Second year	50.00
10. Butcher	65.00
11. Chief butcher	75.00
12. Master butcher:	
At time of hiring	85.00
After three months of service	90.00

7.03. *Minimum general increases:* a) A regular employee whose wages actually received on the date the present agreement comes into force are below seventy-five dollars (\$75.00) a week, shall be entitled to an increase equal to the less costly of the two following propositions:

1. A wage increase of two dollars and a half (\$2.50) per week; or

2. The wages stipulated for his classification under paragraph 7.02 above increased by twenty per cent (20%).

b) Un employé dont le salaire dépasse soixante-quinze dollars (\$75.00) a droit à la même alternative sauf que dans la deuxième proposition son salaire est majoré de dix pour cent (10%) au lieu de vingt pour cent (20%);

c) À compter du premier janvier mil neuf cent soixante-cinq, tout employé régi par la présente a droit à une augmentation de salaire de deux dollars et demi (\$2.50) par semaine.

Article VIII. Entrée en vigueur et durée de la convention:

8.00. La présente convention prendra effet à compter du jour de l'entrée en vigueur du décret relatif au commerce de l'alimentation au détail dans la région métropolitaine de Montréal et demeurera en vigueur jusqu'au trente et un mars mil neuf cent soixante-six inclusivement.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mai 1964.

6434-0

Avis de modification

Construction — Sherbrooke

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que l'Association des Constructeurs des Cantons de l'Est et le Conseil National des Métiers de la Construction de Sherbrooke lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes au décret numéro 122 du 29 février 1956 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les districts électoraux de Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brôme, Missisquoi, Richmond et Wolfe;

1° Les mots « lire les plans » apparaissant au paragraphe « cc » de l'article 1 seront biffés.

2° Le paragraphe « q » de l'article 1 sera remplacé par le suivant:

« q) Le terme « finisseur de ciment » désigne tout salarié qui pose et finit le ciment pour parquet, fait les trottoirs et pavage en ciment, répare les fondations intérieures et extérieures lorsque le ciment est coulé et non posé comme enduit. »

3° Les mots « (mais excluant les travaux de construction ou de réfection) » seront ajoutés après les mots « qu'elles possèdent » apparaissant au paragraphe intitulé « Disposition spéciale » à la fin de l'article 3.

4° Les items:

	Zones		
	I	II	III
« Couvreur	\$2.30	\$2.25	\$2.05
Compagnon junior	2.00	1.95	1.75»

seront ajoutés après l'item « Charpentier-menuisier — Compagnon junior » apparaissant au paragraphe « a » de l'article 7.

b) An employee whose wages are above seventy-five dollars (\$75.00) shall be entitled to the same alternative, except that regarding the second proposition, his salary shall be increased by ten per cent (10%) instead of twenty per cent (20%);

c) To take effect on the first of January nineteen hundred and sixty-five, any employee governed by the present agreement shall be entitled to a wage increase of two dollars and a half (\$2.50) per week.

Article VIII. Coming into force and duration of the agreement:

8.00. The present agreement shall take effect on the day the decree relating to the retail trade of food products in the metropolitan district of Montreal comes into force and shall remain in force until the thirty-first day of March nineteen hundred and sixty-six, inclusively.

The publication of the present notice does not therein. Such provision, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1964.

6434-0

Notice of amendment

Construction Industry — Sherbrooke

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of article 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that "L'Association des Constructeurs des Cantons de l'Est" and "Le Conseil National des Métiers de la Construction de Sherbrooke" have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the decree number 122 of February 29, 1956, and amendments, relating to the construction industry and trades in the electoral districts of Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Shefford, Brôme, Missisquoi, Richmond and Wolfe.

1. The words "read plans" mentioned in paragraph "cc" of article 1 will be deleted.

2. Paragraph "q" of article 1 will be replaced by the following:

"q) The term "cement finisher" designates any employee who lays and finishes cement for floors, makes cement sidewalks and paving, repairs inside and outside foundations when cement is cast and not laid as a coating."

3. The words "(but excluding construction or rebuilding work)" will be added after the words "on their own buildings are concerned" mentioned in paragraph entitled "Special provision" at the end of article 3.

4. The items:

	Zones		
	I	II	III
"Roofer	\$2.30	\$2.25	\$2.05
Junior journeyman	2.00	1.95	1.75"»

will be added after item "Carpenter Joiner-Junior Journeyman" mentioned in paragraph "a" of article 7.

5° Le paragraphe « b » de l'article 7 sera remplacé par le suivant:

« b) Salaires minima des apprentis: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux apprentis des métiers ci-après mentionnés. Les taux minima de salaires payable aux apprentis sont établis selon les pourcentages suivants, calculés à \$0.05 près, des salaires minima payables aux ouvriers qualifiés dans leur métier respectif.

5. Paragraph "b" of article 7 will be replaced by the following:

"b) Minimum rates of wages for apprentices: The following minimum rates of wages shall be paid to apprentices of the trades mentioned hereinbelow. The minimum rates of wages payable to apprentices shall be calculated to the nearest \$0.05 as per the following percentages of the minimum wage rates payable to qualified workers in their respective trades:

Métiers:	Salaires horaires	Trades:	Hourly rates
Briqueleur et maçon:		Bricklayer and mason:	
1ère année	60%	1st year	60%
2ème année	70%	2nd year	70%
3ème année	75%	3rd year	75%
4ème année	85%	4th year	85%
Charpentier-menuisier:		Carpenter-joiner:	
1ère année	70%	1st year	70%
2ème année	75%	2nd year	75%
3ème année	80%	3rd year	80%
4ème année	85%	4th year	85%
Couvreur:		Roofer:	
1ère année	70%	1st year	70%
2ème année	80%	2nd year	80%
Latteur:		Lather:	
1ère année	80%	1st year	80%
2ème année	90%	2nd year	90%
Électricien:		Electrician:	
1ère année	65%	1st year	65%
2ème année	70%	2nd year	70%
3ème année	75%	3rd year	75%
4ème année	80%	4th year	80%
Fer ornemental:		Ornamental iron:	
1ère année	60%	1st year	60%
2ème année	70%	2nd year	70%
3ème année	75%	3rd year	75%
4ème année	85%	4th year	85%
Peintre, vitrier:		Painter, glazier:	
1ère année	60%	1st year	60%
2ème année	70%	2nd year	70%
3ème année	75%	3rd year	75%
4ème année	85%	4th year	85%
Plâtrier:		Plasterer:	
1ère année	60%	1st year	60%
2ème année	70%	2nd year	70%
3ème année	75%	3rd year	75%
4ème année	85%	4th year	85%
Poseur d'acier d'armature:		Reinforcing steel erector:	
1ère année	85%	1st year	85%
2ème année	95%	2nd year	95%
Polisseur de terrazzo à sec:		Terrazzo polisher, dry process:	
1ère année	80%	1st year	80%
2ème année	90%	2nd year	90%
Polisseur de terrazzo à l'eau:		Terrazzo polisher, wet process:	
1er semestre	70%	1st six months	70%
2ème semestre	75%	2nd six months	75%
3ème semestre	80%	3rd six months	80%
4ème semestre	90%	4th six months	90%
Finisseur de ciment:		Cement finisher:	
1ère année	80%	1st year	80%
2ème année	90%	2nd year	90%
Poseur de linoléum:		Linoleum layer:	
1er semestre	70%	1st six months	70%
2ème semestre	75%	2nd six months	75%
3ème semestre	80%	3rd six months	80%
4ème semestre	90%	4th six months	90%
Poseur de marbre et terrazzo:		Marble and terrazzo layer:	
1ère année	70%	1st year	70%
2ème année	75%	2nd year	75%
3ème année	80%	3rd year	80%
4ème année	90%	4th year	90%
Poseur de tuile:		Tile layer:	
1ère année	70%	1st year	70%
2ème année	75%	2nd year	75%
3ème année	80%	3rd year	80%
4ème année	90%	4th year	90%

Métiers:	Salaires horaires	Trades:	Hourly rates
Sableur de plancher:		Floor polisher:	
1ère année.....	80%	1st year.....	80%
2ème année.....	90%	2nd year.....	90%
Tireur de joints (de gyproc):		Joint pointer (gyproc):	
1ère année.....	80%	1st year.....	80%
2ème année.....	90%	2nd year.....	90%

Note: Toutefois, les taux de salaires actuellement payés aux apprentis, ne peuvent être diminués, pour leur année d'apprentissage en cours. »

6° Les mots « fer ornemental; » apparaissant à la troisième ligne du paragraphe « i » de l'article 17 seront remplacés par les mots « fer ornemental, poseur de linoléum, tireur de joints de gyproc, sableur de plancher, polisseur de terrazzo à sec, latteur; ».

7° Le paragraphe « m » de l'article 17 sera remplacé par le suivant:

« m) Dans le cas de poseur de linoléum, polisseur de terrazzo à sec et à l'eau, sableur de plancher, latteur, couvreur, finisseur de ciment, tireur de joints de gyproc et poseur d'acier d'armature, l'apprentissage comporte 4,000 heures de travail du métier. »

8° L'item « Ferblantier, travailleur de métal en feuilles et couvreur » apparaissant à l'article 38 sera remplacé par le suivant: « Ferblantier et travailleur de métal en feuilles ».

9° L'article 63 sera remplacé par le suivant:

« 63° La durée de travail des apprentis est la même que celle des compagnons. Une année d'apprentissage comprend 2,000 heures de travail. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mai 1964. 6434-0

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des Coiffeurs de Québec, établi en exécution du décret numéro 44, du 14 janvier 1954, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 824 du 22 avril 1964, section « A », le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever les cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1964 au 1er mai 1965; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 44 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

Note: However, the rates of wages actually paid to apprentices may not be decreased, for their current year of apprenticeship."

6. The words "ornamental iron erector" mentioned in the third line of paragraph "i" of article 17 will be replaced by the words "ornamental iron erector, linoleum layer, joint pointer (gyproc), floor polisher, terrazzo polisher (dry process), lather".

7. Paragraph "m" of article 17 will be replaced by the following:

"m) In the case of the linoleum layer, terrazzo polisher (dry process), terrazzo polisher (wet process), floor polisher, lather, roofer, cement finisher, joint pointer (gyproc) and reinforcing steel erector, apprenticeship consists of 4,000 hours of work in the trade."

8. The item "Tinsmith, sheet metal worker and roofer" mentioned in article 38 will be replaced by the following: "Tinsmith and sheet metal worker".

9. Article 63 will be replaced by the following:

"63. The duration of work of apprentices shall be the same as that of journeymen. One year of apprenticeship consists of 2,000 hours of work."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objection, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1964. 6434-0

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Hairdressers of Québec, formed under decree number 44 of January 14, 1954, has been authorized by a regulation approved by Order in Council number 824 of April 22, 1964, section "A", in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from May 1, 1964, to May 1, 1965; it shall be applied as follows:

a) Professional employers governed by the decree number 44, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the regular payroll, and of the commissions, bonuses and allowances paid to their employees governed by the said decree.

b) Les artisans assujettis audit décret numéro 44 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de \$80.00. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret numéro 44, est de plus considéré, aux fins du présent règlement, comme un artisan.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 44 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dixième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assèmentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Les artisans doivent également transmettre mensuellement au Comité paritaire, le ou avant le dixième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle elles sont exigibles, les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit Comité.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint des Coiffeurs de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1964 et le 1er mai 1965.

COMITÉ CONJOINT DES COIFFEURS DE QUÉBEC

Siège social: 108, 13^{ième} Rue, Québec

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1964 et le 1er mai 1965.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels	\$11,000.00
Artisans	21,600.00

b) The artisans governed by the said decree, number 44, and amendments, shall pay to the Parity Committee an assessment of $\frac{1}{2}$ of 1% based on an average weekly remuneration of \$80.00. Every employer or professional employer who plies one of the trades governed by the decree number 44 is also considered, for the purposes of this regulation, as an artisan.

c) Employees governed by the said decree, number 44 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their commissions, bonuses and allowances.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. Professional employers shall complete and sign their report and forward it to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of their employees by means of a deduction from their pay.

Professional employers shall submit their monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required. The report shall be forwarded with the assessments of professional employers and of employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Artisans shall also forward every month to the Parity Committee, on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required, the levies owed to the Parity Committee.

The levy enacted by the present by-law is payable every month, within the period above mentioned, by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the information required, he will be given five (5) days notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Hairdressers of Québec, for the period between May 1, 1964, and May 1, 1965.

THE JOINT COMMITTEE OF HAIRDRESSERS OF QUÉBEC

Head Office: 108, 13th Street, Québec

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1, 1964 and May 1, 1965.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers	\$14,000.00
Artisans	21,600.00

Salariés	\$14,000.00
Carnets d'apprentissage	200.00
Pénalités et divers, intérêt-boni.....	200.00
	<hr/>
	\$50,000.00

Employees	\$14,000.00
Apprentice booklets	200.00
Penalties, interest and miscellaneous	200.00
	<hr/>
	\$50,000.00

Déboursés:

Salaires:	
Employés de bureau	\$17,100.00
Inspecteurs	14,000.00
Frais de déplacements:	
Inspecteurs	4,028.00
Administration	1,800.00
Loyer de bureau	972.00
Frais judiciaires et professionnels	2,000.00
Papeterie, impression et publicité	2,000.00
Timbres, téléphone et assurance-chômage	2,200.00
Ameublement et accessoires de bureau	1,500.00
Assurance et frais de cautionnement	700.00
Frais de déplacement des membres et du président	1,100.00
Jetons de présence aux membres du Comité	800.00
Souscriptions et abonnements	700.00
Bureau d'examineurs	600.00
Dépréciation	200.00
Divers et imprévus	300.00
	<hr/>
	\$50,000.00

Disbursements:

Salaries:	
Office employees	\$17,100.00
Inspectors	14,000.00
Travelling expenses:	
Inspectors	4,028.00
Administration	1,800.00
Office rent	972.00
Legal and professional fees	2,000.00
Stationery, printing and publicity	2,000.00
Postage, telephone and unemployment insurance	2,200.00
Furniture and office equipment	1,500.00
Insurance and fidelity bond	700.00
Travelling expenses of chairman and members	1,100.00
Meeting expenses of committee members	800.00
Subscriptions	700.00
Board of examiners	600.00
Depreciation	200.00
Various and unforeseen expenses	300.00
	<hr/>
	\$50,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mai 1964. 6434-o

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1964. 6434-o

Avis de prélèvement

Notice of levy

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation en gros de Québec, établi en exécution du décret numéro 2347, du 27 juin 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 824 du 22 avril 1964, Section « B », le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans régis par ledit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the Quebec Wholesale Food Trade Parity Committee, formed under decree number 2347, of June 27, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 824 of April 22, 1964, section "B", to levy assessments upon the professional employers, the employees and the artisans governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1964 au 1er mai 1965; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from May 1, 1964 to May 1, 1965; such levy is applied as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 2347 et amendements doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by the decree number 2347, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the wages, bonuses or allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) Les salariés assujettis audit décret numéro 2347 et amendements doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

b) The employees governed by the said decree, number 2347 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of their wages, bonuses or allocations.

c) Les artisans régis par ledit décret numéro 2347 et amendements doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% du salaire établi pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi, tel que stipulé dans le décret numéro 2347.

c) The artisans governed by the said decree, number 2347 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the lowest wage rate established for the employees of their trade or occupation, as stipulated in the decree number 2347.

2. Mode de perception

Les cotisations sont payables mensuellement, entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes dues au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

À chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par ledit Comité paritaire, les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures régulières et supplémentaires de travail effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par ledit employeur professionnel et ses salariés; toutes ces sommes sont payables en deniers ayant cours légal dans la province.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation en gros de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1964, et le 1er mai 1965.

COMITÉ PARITAIRE DE COMMERCE DE
L'ALIMENTATION EN GROS DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1964 et le 1er mai 1965.

Recettes:

Cotisations (¼ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$21,000.00
Salariés	21,000.00
	<hr/>
	\$42,000.00

Déboursés:

Salaires:	
Secrétariat	\$14,550.00
Inspection	9,752.00
Surnuméraire	300.00
Ameublement	200.00
Papeteries et accessoires	750.00
Loyer et location d'espace pour auto	2,508.00
Frais judiciaires et professionnels	3,350.00
Poste, téléphone	1,200.00
Frais bancaires	120.00
Abonnement, souscriptions	200.00
Jetons de présence et déplacements	3,800.00
Déplacement des inspecteurs	3,300.00
Dépréciation	200.00
Assurance santé et chômage	415.00
Divers	300.00
	<hr/>
	\$40,945.00
Surplus prévu	1,055.00
	<hr/>
	\$42,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mai 1964.

6434-o

2. Mode of collection

The assessments are payable, every month, between the 1st and the 10th day of the month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the assessments, owed to the Parity Committee.

Every month, the professional employer shall forward to the Parity Committee a complete report indicating, in forms supplied by the said Committee, the name in full and address of all his employees, their qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid.

Such report, duly signed by the professional employer, shall be accompanied by the assessments payable to the Parity Committee by the said professional employer and by his employees.

All such sums shall be paid with money that is current in this Province.

3. Financial report

Under the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Quebec Wholesale Food Trade Parity Committee for the period between May 1, 1964 and May 1, 1965.

THE QUEBEC WHOLESALE FOOD TRADE
PARITY COMMITTEE

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1, 1964 to May 1, 1965.

Receipts:

Assessments (¼ of 1%):	
Professional employers	\$21,000.00
Employees	21,000.00
	<hr/>
	\$42,000.00

Disbursements:

Salaries:	
Secretary's	\$14,550.00
Inspection	9,752.00
Supermunerary	300.00
Furniture	200.00
Stationery	750.00
Rent and parking	2,508.00
Legal and professional fees	3,350.00
Postage, telephone	1,200.00
Interest, bank charges	120.00
Subscriptions and publicity	200.00
Attendance fees and travelling expenses	3,800.00
Inspectors' travelling expenses	3,300.00
Depreciation	200.00
Health and unemployment insurance	415.00
Miscellaneous	300.00
	<hr/>
	\$40,945.00
Probable surplus	1,055.00
	<hr/>
	\$42,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec May 2, 1964.

6434-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières, établi en exécution du décret 520 (C), du 27 mai 1959, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 824 du 22 avril 1964, section « C », le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1964 au 1er mai 1965; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 520 (C) et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 520 (C) et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de \$80.00. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret numéro 520 (C), est de plus considéré, aux fins du présent règlement, comme un artisan.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 520 (C) et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ses derniers.

Les artisans doivent également transmettre mensuellement au Comité paritaire les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit Comité.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dixième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that "Le Comité Paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières", formed under decree number 520 (C), of May 27, 1959 has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 824 of April 22, 1964, section "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163) to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from May 1, 1964, to May 1, 1965; such levy is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 520 (C) and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the payroll (commissions, bonuses, allowances paid to their employees governed by the decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 520 (C) and amendments, shall also pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of an average weekly wage rate of \$80.00. Every employer or professional employer plying himself any one of the trades governed by the decree number 520 (C), is also considered, for the purposes of the present by-law, as an artisan.

c) All employees governed by the said decree, number 520 (C) and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, commissions, bonuses or allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all particulars required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

Artisans shall also forward their assessments to the Parity Committee, every month.

The professional employer shall submit his monthly report of the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is exigible. The report shall be sent together with the assessments if the professional employer and of the employees. The committee has the right to have the reports signed under oath when deemed advisable.

The assessments owned under the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisans and the employee, without notice.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial

financières du Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières, pour la période comprise entre le 1er mai 1964 et le 1er mai 1965.

COMITÉ PARITAIRE DE LA COIFFURE DE
TROIS-RIVIÈRES

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1964 et le 1er mai 1965.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels	\$ 775.00
Salariés	775.00
Artisans	1,250.00
Honoraires d'examens	200.00
	<hr/>
	\$3,000.00

Déboursés:

Salaires:

Secrétaire	\$1,000.00
Inspecteur	400.00
Employés de bureau	150.00
Frais de déplacement	663.00
Bureau des examinateurs	100.00
Loyer et éclairage	135.00
Frais judiciaires et professionnels	148.00
Impression et papeterie	160.00
Poste, téléphone et télégrammes	75.00
Dépréciation ameublement et agencement	24.00
Frais des délégués	70.00
Vérification des livres	70.00
Assurance fidéjussion	5.00
	<hr/>
	\$3,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 2 mai 1964.

6434-0

operations on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts, and disbursements of "Le Comité Paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières", for the period between May 1, 1964 and May 1, 1965.

COMITÉ PARITAIRE DE LA COIFFURE DE
TROIS-RIVIÈRES

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1, 1964 and May 1, 1965.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):

Professional employers	\$ 775.00
Employees	775.00
Artisans	1,250.00
Examination fees	200.00
	<hr/>
	\$3,000.00

Disbursements:

Salaries:

Secretary	\$1,000.00
Inspector	400.00
Office employees	150.00
Travelling expenses	663.00
Board of examiners	100.00
Rent and lighting	135.00
Judicial and professional fees	148.00
Printing and stationery	160.00
Postage, telephone and telegrams	75.00
Depreciation, furniture and fixtures	24.00
Expenses of delegates	70.00
Auditing	70.00
Guarantee bond	5.00
	<hr/>
	\$3,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, May 2, 1964.

6434-0

**Action en séparation
de biens**

Sobel vs Skronsky

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure numéro 634892 Dame Jeannine Sobel, épouse commune en biens de Mieczyslaw Skronsky, demeurant au 10487 Tanguay, Montréal, demanderesse, vs Mieczyslaw Skronsky, domicilié au 10487 Tanguay, Ville St. Laurent, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le deuxième jour de mars mil neuf cent soixante-quatre.

Montréal, le 24 avril 1964.

Les Procureurs de la demanderesse,
ROBICHAUD, BELANGER,
TREMBLAY & THOUIN.

6451-0

**Action for separation
as to property**

Sobel vs Skronsky

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, number 634892 Dame Jeannine Sobel, wife common as to property of Mieczyslaw Skronsky, residing at 10487 Tanguay, Montreal, plaintiff vs Mieczyslaw Skronsky, domiciled at 10487 Tanguay, Town of St. Laurent, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the second day of March, 1964.

Montreal, April 24 1964.

ROBICHAUD, BELANGER,
TREMBLAY & THOUIN,
Attorneys for plaintiff.

6451-0

Arrêtés en Conseil

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 758

Québec, 15 avril 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification à l'arrêté en conseil numéro 2069, du 21 novembre 1963, relatif à l'entente entre l'Office du développement municipal et ces prêts aux municipalités et le gouvernement de la Province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre des affaires municipales:

QUE, l'arrêté en conseil numéro 2069, du 21 novembre 1963 est modifié en remplaçant le sous-paragraphe 4 du paragraphe B par le suivant:

4° Dans les municipalités de cités et villes, seules seront admises les entreprises dont le coût sera réparti sur tous les biens-fonds imposables dans la municipalité.

JACQUES PRÉMONT,

6444-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 824

Section « E »

Québec, le 22 avril 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des corrections au décret relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE la section « A » de l'arrêté en conseil numéro 618 du 24 mars 1964, ayant approuvé des modifications au décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et amendements, soit modifiée comme suit:

1° Dans l'amendement 1°, concernant le deuxième alinéa du paragraphe « A » de l'article I, les mots « cagoules pour le ski » apparaissant à la troisième ligne, sont remplacés par « couvre-tout de ski ».

2° Dans l'amendement 2°, concernant le paragraphe « c » de l'article I, les mots « costumes de ski » sont remplacés par « jaquettes de ski ».

3° Dans l'amendement 6°, le paragraphe « f » de l'article VI devient le paragraphe « c » du même article.

4° Dans l'amendement 10°, concernant l'article X, le sous-titre « Opérateur de machines spéciales », y apparaissant à deux reprises, doit se lire « Apprenti-Opérateur de machines spéciales ».

JACQUES PRÉMONT,

6434-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 824

Section « F »

Québec, le 22 avril 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec.

Orders in Council

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 758

Quebec, April 15, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to Order in Council number 2069, dated November 21, 1963, relative to the agreement between the Municipal Development and Loan Board and the Government of the Province of Québec.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Municipal Affairs:

THAT Order in Council number 2069, dated November 21, 1963, be amended by replacing sub-paragraph 4 of paragraph B by the following:

4. In City and Town municipalities, only the projects the cost of which will be divided among all the assessable real estate in the municipality will be admitted.

JACQUES PRÉMONT,

6444 *Associate Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 824

Section « E »

Quebec, April 22, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING some corrections to the decree relating to the dress industry in the province of Québec.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT section "A" of Order in Council number 618 of March 24, 1964, approving amendments to the decree number 3519 of September 24, 1940 and amendments, be amended as follows:

1. In amendment 1., concerning the second sub-paragraph of paragraph "A" of article I, the words "cagoules pour le ski" mentioned in the French version, are replaced by "couvre-tout de ski."

2. In amendment 2., concerning paragraph "c" of article I, the words "costumes de ski," mentioned in the French version are replaced by "jaquettes de ski".

3. In amendment 6., paragraph "f" of article VI becomes paragraph "c" of the same article.

4. In amendment 10., concerning article X, the sub-title "Apprentice special machine", shall read "Apprentices special machine operator".

JACQUES PRÉMONT,

6434-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 824

Section « F »

Quebec, April 22, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the paper box industry in the region of Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 758 du 19 juillet 1951 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 mars 1964;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE, ledit décret numéro 758, soit modifié comme suit:

1° L'article III est remplacé comme suit:

« III. *Salaires minima*: Le salaire minimum des salariés affectés à la fabrication des boîtes, des chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machines fixes et des salariés préposés à l'expédition, à la livraison, à l'entretien ou à la réparation des immeubles et machines est le suivant pour les catégories ci-après:

a) *Salariés*:

DÉPARTEMENT DES BOÎTES RIGIDES — SET-UP DEPARTMENT

	Taux horaires minima		
	Minimum hourly rates		
	Du From 1/2/65	Du From 1/7/65	
Contremaîtresse — Forelady	\$ 1.24	\$ 1.26	\$ 1.29
Travailleuse à la main, classe « A » — Hand worker, class "A"	1.18	1.20	1.23
Travailleuse à la main, classe « B » — Hand worker, class "B"	1.10	1.12	1.15
Travailleuse posant étiquette à la main — Hand labeller	1.08	1.10	1.13
Mécanicienne de machine à couvrir — Covering machine operator	1.10	1.12	1.15
Mécanicienne de machine à renfort — Staying machine operator	1.10	1.12	1.15
Mécanicienne de machine Stoke & Smith — Stoke & Smith machine operator	1.10	1.12	1.15
Mécanicienne de machine à poser les dessus — Top-piece machine operator	1.10	1.12	1.15
Mécanicienne de machine à poser les étiquettes — Labelling machine operator	1.10	1.12	1.15
Mécanicienne de gommeuse fixée à la main — Hand-fed table machine gummer operator	1.08	1.10	1.13
Préposé à l'emballage et ficelage — Packer and tier	1.08	1.10	1.13
Fileuse de machine à coller à 4 coins — Four-corner machine feeder	1.08	1.10	1.13
Mécanicienne de machine non classifiée plus haut — Operator on machines not classified above	1.08	1.10	1.13
Fileuse sur machine non classifiée plus haut — Feeder on machine not classified above	1.05	1.07	1.10
Mécanicienne de machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator	1.09	1.11	1.14
Fileuse de machine auto. à assembler ou former les boîtes — Feeder, auto. box assembling or forming machine	1.05	1.07	1.10

DÉPARTEMENT DES BOÎTES PLIANTES — FOLDING DEPARTMENT

Contremaîtresse — Forelady	\$ 1.24	\$ 1.26	\$ 1.29
Mécanicienne de machine à piquer — Stitcher operator	1.10	1.12	1.15
Éplucheuse — Stitcher	1.08	1.10	1.13
Plieuse — Folder	1.08	1.10	1.13
Préposée à l'emballage et ficelage — Packer and tier	1.08	1.10	1.13
Fileuse de machine Brightwood — Brightwood machine feeder	1.08	1.10	1.13
Fileuse de machine automatique à coller — Auto. glueing machine feeder	1.08	1.10	1.13
Mécanicienne sur machine non classifiée plus haut — Operator on machines not classified above	1.08	1.10	1.13

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the paper box industry in the region of Quebec, rendered obligatory by decree number 758 of July 19, 1951, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 14, 1964;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 758, be amended as follows:

1. Article III is replaced by the following:

“III. *Minimum wage rates*: The minimum wages of employees engaged in the manufacturing of boxes, of boiler firemen, of stationary engine-men, of employees working in the shipping and delivery departments, and of building and machinery repair and maintenance men shall be as follows for the respective categories of employees hereinafter mentioned:

a) *Female employees*:

	Taux horaires minima		
	Minimum hourly rates		
	Du From 1/2/65	Du From 1/2/65	Du From 1/2/65
Mécanicienne de machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator	\$ 1.09	\$ 1.11	\$ 1.14
Fileuse de machine auto. à assembler ou former les boîtes — Feeder, auto. box assembling or forming machine	1.05	1.07	1.10
Colleuse à la main — Hand gluer	1.05	1.07	1.10
Fileuse sur machine cellophane — Cellophane machine feeder	1.05	1.07	1.10
Fileuse sur machine non classifiée — Feeder on machines not classified	1.05	1.07	1.10

b) Ouvrières de production:

L'échelle de base des salariées est la suivante:

Premier trimestre — First three months	\$ 0.80	\$ 0.80	\$ 0.80
Deuxième trimestre — Second three months	0.82	0.82	0.82
Troisième trimestre — Third three months	0.85	0.85	0.85

b) Production workers:

The basic wage scale of female employees shall be as follows:

La période de service acquise par chacune des salariées au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doit être prise en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

The period of service of an employee at the time of the coming into force of the present decree shall be taken into consideration when determining her wage rate in accordance with the above wage scale.

c) Apprentis du sexe féminin:

Premier trimestre: 20% de moins que le minimum.

c) Apprentices: Female:

First three months: 20% less than minimum rate.

Deuxième trimestre: 10% de moins que le minimum.

Second three months: 10% less than minimum rate.

Le nombre des apprenties ne doit pas dépasser 20% du nombre total des salariées au travail pour les opérations classifiées ci-haut mentionnées.

The number of female apprentices shall not exceed 20% of the total number of female employees engaged on the above classified operations.

Nonobstant les dispositions de cet article, aucune apprentie ne doit recevoir une rémunération inférieure au taux établi par l'échelle de base auquel elle a normalement droit. Le taux établi par l'échelle de base a préséance en tout temps.

Notwithstanding the provisions of the present article, no female apprentice shall receive a remuneration less than the basic wage rate to which she is normally entitled. The basic wage rate shall prevail at all times.

d) Salariés:

d) Male employee:

DÉPARTEMENT DES BOÎTES RIGIDES — SET-UP DEPARTMENT

Contremaitre — Foreman	\$ 2.02	\$ 2.06	\$ 2.10
Assistant-contremaitre — Assistant foreman	1.85	1.89	1.93
Mécanicien « creaser » — Creasing operator	1.71	1.75	1.79
Mécanicien de marqueuse mitrailleuse — Scorer	1.71	1.75	1.79
Mécanicien de guillotine, 1ère classe — Cutter on knife, 1st class	1.75	1.79	1.83
Mécanicien de guillotine, 2ème classe — Cutter on knife, 2nd class	1.60	1.64	1.68
Mécanicien de monteuse simple — End-piece operator, single	1.59	1.63	1.67
Mécanicien de monteuse double — End-piece operator, double	1.62	1.66	1.70
Mécanicien de machine à renforts à 4 coins — Four-corner stay operator	1.66	1.70	1.74
Fileur de machine à coller à 4 coins — Freeder, four-corner stay operator	1.50	1.54	1.58
Mécanicien de machine emporte-pièces — Puch operator	1.50	1.54	1.58
Préposé à la mise en train Stoke & Smith — Wrapper make-ready man	1.65	1.69	1.73
Préposé à la scie circulaire — Circular saw operator	1.51	1.55	1.59
Bobineur — Slitter operator	1.53	1.57	1.61
Presseur de rebuts — Bale press operator	1.49	1.53	1.57
Mécanicien de machine non classifiée plus haut — Operator on machines not classified above	1.48	1.52	1.56
Mécanicien de machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator	1.58	1.62	1.66
Préposé à la mise en train, machine auto. à assembler ou former les boîtes — Auto. box assembling or forming machine make-readyman	1.75	1.79	1.83
Fileur, machine auto. à assembler ou former les boîtes — Feeder, auto. box assembling or forming machine	1.47	1.51	1.55
Fileur sur machine non classifiée — Feeder on machines not classified	1.47	1.51	1.55

DÉPARTEMENT DES BOÎTES PLIANTES — FOLDING DEPARTMENT

Contremaitre — Foreman	\$ 2.02	\$ 2.06	\$ 2.10
Assistant-contremaitre — Assistant foreman	1.85	1.89	1.93
Faiseur de matrice — Die maker	1.89	1.93	1.97
Assistant faiseur de matrice — Assistant Die maker	1.51	1.55	1.59

Taux horaires
minima
Minimum hourly
rates
Du
From
1/2/65

		1/2/65	1/7/65
Préposé à la mise en train, machine auto. à coller — Auto. glueing machine make-ready man	\$ 1.76	\$ 1.80	\$ 1.84
Préposé à la mise en train, machine Brightwood — Brightwood machine make-ready man	1.66	1.70	1.74
Préposé à la mise en train, machine Indman — Indman machine, make-ready man	1.66	1.70	1.74
Fileur, machine Brightwood — Feeder, Brightwood machine	1.50	1.54	1.58
Préposé à la mise en train, machine à cirer — Waxing machine make-ready man	1.48	1.52	1.56
Préposé à la mise en train, machine automatique, cellophane — Auto. cellophane machine make-ready man	1.76	1.80	1.84
Fileur, machine automatique, cellophane — Feeder, auto. cellophane machine	1.50	1.54	1.58
Mécanicien de guillotine, 1ère classe — Cutter on knife, 1st class	1.75	1.79	1.83
Mécanicien de guillotine, 2ème classe — Cutter on knife, 2nd class	1.60	1.64	1.68
Mécanicien de machine à transporter et empiler motorisée — Power stacker-lift truck operator	1.53	1.57	1.61
Pressier, presse cylindre à découper — Cylinder box pressman	1.75	1.79	1.83
Fileur, presse cylindre à découper — Cylinder box press	1.50	1.54	1.58
Pressier, presse plateau à découper — Platen die cutting pressman	1.67	1.71	1.75
Fileur, presse plateau à découper — Feeder, platen die cutting press	1.50	1.54	1.58
Éplucheur — Stripper	1.45	1.49	1.53
Pressur de rebuts — Bale press operator	1.49	1.53	1.57
Préposé à l'emballage et ficelage — Packer and tier	1.41	1.45	1.49
Mécanicien de machine non classifiée plus haut — Operator on machines not classified above	1.48	1.52	1.56
Mécanicien sur machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator	1.58	1.62	1.66
Préposé à la mise en train, machine auto. à assembler ou former les boîtes — Auto. box assembling or forming machine make-ready man	1.75	1.79	1.83
Fileur, machine à assembler ou former les boîtes — Feeder, auto. box assembling or forming machine	1.47	1.51	1.55
Fileur sur machine non classifiée — Feeder on machines not classified	1.47	1.51	1.55

GÉNÉRAL — GENERAL

Électricien — Electrician	\$ 1.71	\$ 1.75	\$ 1.79
Machiniste, 1ère classe — Machinist, 1st class	1.71	1.75	1.79
Préposé à l'entretien et à la réparation — Maintenance and repair man	1.55	1.59	1.63
Expéditeur — Shipper	1.65	1.69	1.73
Aide de manufacture — General hand	1.52	1.56	1.60
Assistant-expéditeur — Assistant shipper	1.48	1.52	1.56
Chauffeur de camion — Truck driver	1.55	1.59	1.63
Gardien de nuit — Night watchman	1.41	1.45	1.49

CHEF MÉCANICIEN DE MACHINES FIXES — CHIEF ENGINEMAN

Par semaine — Per week

Deuxième classe, catégorie A — 2nd class, category A	\$83.81	\$85.93	\$88.05
Troisième classe, catégorie A — 3rd class, category A	76.30	78.42	80.54

MÉCANICIEN DE MACHINES FIXES — STATIONARY ENGINEMAN

Par heure — Per hour

Troisième classe, catégorie A — 3rd class, category A	\$ 1.57	\$ 1.61	\$ 1.65
Quatrième classe, catégorie A — 4th class, category A	1.51	1.55	1.59

e) Ouvriers de production et aides camionneurs:
1° L'échelle de base des salariés de 18 ans et plus est la suivante:

Premier trimestre — First three months	\$ 1.04	\$ 1.08	\$ 1.12
Deuxième trimestre — Second three months	1.08	1.12	1.16
Troisième trimestre — Third three months	1.15	1.19	1.23

2° L'échelle de base des salariés de moins de 18 ans est la suivante:

Premier trimestre — First three months	\$ 0.80	\$ 0.84	\$ 0.88
Deuxième trimestre — Second three months	0.82	0.86	0.90
Troisième trimestre — Third three months	0.85	0.89	0.93

e) Production workers and truck drivers' helpers:
1. The basic wage scale of male employees of 18 years of age and over shall be as follows:

2. The basic wage scale of male employees under 18 years of age shall be as follows:

Le nombre de salariés masculins n'ayant pas 18 ans et rémunérés sous cet article ne doit pas dépasser 10% du nombre des salariés au travail.

Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, tout salarié n'ayant pas 18 ans et travaillant à une opération classifiée ne doit pas recevoir moins que le taux de salaire minimum de cette opération, sujet à la clause d'apprentissage.

3° La période de service acquise par chacun des salariés au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doit être prise en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

f) Apprentis du sexe masculin:

Premier (1er) semestre: 20% de moins que le minimum. Deuxième (2e) semestre: 10% de moins que le minimum.

Le nombre des apprentis ne doit pas dépasser 20% du nombre total des salariés au travail pour les opérations classifiées ci-haut mentionnées.

Nonobstant les dispositions de cet article, aucun apprenti ne doit recevoir une rémunération inférieure au taux établi par l'échelle de base auquel il a normalement droit. Le taux établi par l'échelle de base a préséance en tout temps.

2° L'article VIII paragraphe « a », sous-paragraphe 1 est amendé comme suit:

« VIII. a) *Congés payés:* 1. Lorsque chômees, les fêtes suivantes sont payées au taux de salaire régulier: le Premier jour de l'An 1965, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint de 1964 et 1965, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, La Toussaint de 1965, l'Immaculée-Conception, la Fête de Noël de 1964, le 7 janvier de 1966; l'Ascension et l'Immaculée-Conception étant sujets aux dispositions du sous-paragraphe « 5 » du paragraphe « a » du présent article. »

3° Le paragraphe « h » de l'article IX est remplacé comme suit:

« h) Un employé qui, au 1er janvier de chaque année, a dix ans et plus de service continu pour le même employeur a droit à une rémunération équivalente au nombre de journées additionnelles de travail d'après le tableau ci-dessous en plus de 4% du salaire gagné en incluant l'indemnité pour vacances:

10 ans de service — 10 years of service	1
11 ans de service — 11 years of service	2
12 ans de service — 12 years of service	3
13 ans de service — 13 years of service	4
14 ans de service — 14 years of service	5
(1er jan. — Jan. 1, 1965)	

4° L'article XV est modifié en remplaçant les mots « 22 septembre 1963 » par « 1er février 1966. »

JACQUES PRÉMONT,
6434-o Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.

The number of male employees under 18 years of age and remunerated under this section shall not exceed 10% of the number of employees at work.

Notwithstanding the provisions of the above paragraphs, any male employee under 18 years of age working at a classified operation shall receive not less than the minimum wage rate of the said operations, subject to the apprenticeship clause.

3. The period of service of employees at the date of the coming into force of the present decree shall be taken in consideration when determining their wages in relation to the above basic scale.

f) Apprentices: Male employees:

First six (6) months: 20% less than minimum rate. Second six (6) months: 10% less than minimum rate.

The number of male apprentices shall not exceed 20% of the total number of male employees engaged on the above classified operations.

Notwithstanding the provisions of the present article, no male apprentice shall receive a remuneration less than the basic wage rate to which he is normally entitled. The basic wage rate shall prevail at all times."

2. Article VIII, paragraph "a", sub-paragraph 1 is amended as follows:

"VIII. a) *Holidays with pay:* 1. When the following holidays are not worked, they shall be paid at the regular rate of pay: January 1, 1965, Epiphany Day, Good Friday of the years 1964 and 1965, Ascension Day, St-Jean-Jean-Baptiste Day, Labour Day, All Saints Day of the year 1965, Immaculate-Conception Day, Christmas Day of the year 1964, January 7, 1966; Ascension Day and Immaculate Conception Day being subject to the provisions of sub-paragraph "5" of paragraph "a" of the present article."

3. Paragraph "h" of article IX is replaced by the following:

"h) Employees who, on January 1 of each year, have ten years and more of continuous service for the same employer, are entitled to a remuneration equivalent to the number of work days as indicated in the following table in excess of 4% the wages earned, including vacation pay:

<i>Journées additionnelles</i>	
<i>Additional days</i>	
	1
	2
	3
	4
	5

4. Article XV is amended by replacing the words "September 22, 1963" by "February 1, 1966".

JACQUES PRÉMONT,
6434-o Associate Clerk of the Executive Council.

Association coopérative

Cooperative Association

L'Association Coopérative des Loisirs
de la Plage St-Joseph

L'Association Coopérative des Loisirs
de la Plage St-Joseph

(Approbation du règlement
de régie interne)

(Approval of the by-law of the
internal administration)

Avis est donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé le règlement de régie interne de « L'Association Coopérative des

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the by-law of the internal administration of "L'Association

Loisirs de la Plage St-Joseph», avec effet rétroactif à compter du 6 avril 1964.

Québec, le 21 avril 1964.

6435-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

**Association coopérative de spectacles
récréatifs pour malades**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative de spectacles récréatifs pour malades ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à 1267, rue Front, cité de Jacques-Cartier, Québec, dans le district électoral de Chambly.

Québec, le 27 avril 1964.

6491-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

**Association coopérative forestière
de St-Didace**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative forestière de St-Didace ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à St-Didace, Québec, dans le district électoral de Maskinongé.

Québec, le 27 avril 1964.

6492-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

**Association coopérative forestière
de Nouvelle, Cté Bonaventure**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative forestière de Nouvelle, Cté Bonaventure ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Nouvelle, Québec, dans le district électoral de Bonaventure.

Québec, le 27 avril 1964.

6493-o *Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

Coopérative des Loisirs de la Plage St-Joseph», with retroactive effect from April 6, 1964.

Quebec, April 21, 1964.

6435 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

**Association coopérative de spectacles
récréatifs pour malades**

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative de spectacles récréatifs pour malades".

The head office of this cooperative association is situated at 1267 Front St., city of Jacques-Cartier, Quebec, in the electoral district of Chambly.

Quebec, April 27, 1964.

6491 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

**Association coopérative forestière
de St-Didace**

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative forestière de St-Didace".

The head office of this cooperative association is situated at St-Didace, Quebec, in the electoral district of Maskinongé.

Quebec, April 27, 1964.

6492 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

**Association coopérative forestière
de Nouvelle, Cté Bonaventure**

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative forestière de Nouvelle, Cté Bonaventure".

The head office of this cooperative association is situated at Nouvelle, Quebec, in the electoral district of Bonaventure.

Quebec, April 27, 1964.

6493 *RAYMOND DOUVILLE,*
Assistant Secretary of the Province.

Avis divers

P paroisse de L'Ange-Gardien

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné que la corporation municipale de la paroisse de L'Ange-Gardien, comté de Montmorency, division No 1, à l'expiration des délais légaux suivant la publication du présent avis, elle s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander l'érection de son territoire en municipalité de ville et pour obtenir des lettres patentes à cette fin, sous l'empire des articles 12 et suivants de la Loi des cités et villes, (ch. 233 S.R.Q. 1941);

Miscellaneous notices

Parish of L'Ange-Gardien

Public notice is hereby given by the undersigned that the Municipal Corporation of the parish of L'Ange-Gardien, county of Montmorency, Division No. 1, upon the termination of the time-limit required by the law following the publication of the present notice, the said Corporation will apply to the Lieutenant-Governor in Council to request the erection of its territory as a town municipality, and to obtain letters patent for such a purpose, under the authority of sections 12 and those following of the Cities and Towns Act (Chap. 233 R.S.Q. 1941);

La municipalité de ville projetée portera le nom de « Ville de L'Ange-Gardien »;

Les limites de la municipalité de ville projetée seront les mêmes que celles de la municipalité de la paroisse de L'Ange-Gardien;

Le recensement ordonné par le conseil de la municipalité de la paroisse de L'Ange-Gardien établi à 2308 âmes la population de ladite municipalité.

Donné à Québec, ce 11 avril 1964.

L'Aviseur légal de la corporation,
6341-17-2-0 GUY PINSONNAULT, avocat.

The municipality of the planned town will bear the name of "Town of L'Ange-Gardien";

The boundaries of the municipality of the planned town will be the same as those of the municipality of the parish of L'Ange-Gardien;

The census ordered by the Council of the municipality of the parish of L'Ange-Gardien has established the population of said municipality at 2308.

Given at Quebec, April 11, 1964.

GUY PINSONNAULT, advocate,
6341-17-2-0 Legal Adviser of the Corporation.

Caisses d'épargne et de crédit

La Caisse d'Économie des Employés de Coca-Cola Employees Credit Union

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse d'Économie des Employés de Coca-Cola Employees Credit Union ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera tous les employés de la compagnie Coca-Cola.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de Westmount.

Québec, le 21 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
6436-0 RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire de Ripon

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse Populaire de Ripon ».

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Ripon, Québec, dans le district électoral de Papineau.

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres sera la paroisse de St-Casimir de Ripon.

Québec, le 24 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
6464-0 RAYMOND DOUVILLE.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Freeport Sulphur Company

Avis est donné que « Freeport Sulphur Company », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois de l'état du Delaware, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refundus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. W. H. Laidley, chambre 1100, 231, rue St-Jacques, ouest, Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 1100, 231, rue

Savings and Credit Unions

La Caisse d'Économie des Employés de Coca-Cola Employees Credit Union

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse d'Économie des Employés de Coca-Cola Employees Credit Union".

The group from which the union will recruit its members will be all the employees of the Coca-Cola Company.

The head office of this savings and credit union is situated in Montreal, Quebec, in the electoral district of Westmount.

Québec, April 21, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
6436 Assistant Secretary of the Province.

La Caisse Populaire de Ripon

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse Populaire de Ripon".

The head office of this savings and credit union is situated at Ripon, Quebec, in the electoral district of Papineau.

The territory in which the union will recruit its members will be the parish of St-Casimir de Ripon.

Québec, April 24, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
6464 Assistant Secretary of the Province.

Company Licensed to do Business

Freeport Sulphur Company

Notice is hereby given that "Freeport Sulphur Company", an extra-provincial company incorporated in virtue of the laws of the State of Delaware, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. W. H. Laidley, of room 1100, 231 St. James Street West, Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at room 1100,

St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

6426

16-64 — 1214/119

231 St. James Street West, Montreal, in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6426-o

16-64 — 1214/119

Chartes — Abandon de

Fort Street Realty Company Limited

Avis est par les présentes donné que « Fort Street Realty Company Limited », une corporation constituée sous la Loi des compagnies de Québec et ayant son bureau principal en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte sous les provisions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 22e jour d'avril 1964.

Les Procureurs de la Compagnie,

BUCHANAN, MACGREGOR,

6429-o

MCALLISTER & EWASEW.

Morton Realties Inc.

Avis est donné que « Morton Realties Inc. », une compagnie dûment incorporée en vertu de la Loi des compagnies du Québec et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la Province de Québec pour demander la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 8e jour d'avril 1964.

Les Procureurs de la Compagnie,

LETTE COUSINEAU GELINAS BIRON,

6431-o

& CLERMONT.

Trans-Canada Chemicals Corp.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Trans-Canada Chemicals Corp. », s'adressera au Secrétaire de la Province de Québec, en vertu de la Loi des compagnies du Québec, pour lui demander la permission s'abandonner sa charte, à partir d'une date à être fixée par l'autorité compétente.

Daté à Granby, ce 23e jour d'avril 1964.

Le Procureur de la Compagnie,

GEO.-H. DUREAULT, C.R.

6437-o

A. Faustin Limitée

Avis est par les présentes donné que « A. Faustin Limitée », compagnie constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, et ayant sa principale place d'affaires au numéro 3280 Avenue Barclay, suite 6, à Montréal, Province de Québec, demandera au Secrétaire de la province, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Signé à Montréal, ce 19e jour d'avril 1964.

(Seeau)

6446-o

La Secrétaire,
LOUISE ARLAUD.

Charters — Surrender of

Fort Street Realty Company Limited

Notice is hereby given that "Fort Street Realty Company Limited", a company incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 22nd day of April, 1964.

BUCHANAN, MACGREGOR,

MCALLISTER & EWASEW,

6429-o

Attorneys for the Company.

Morton Realties Inc.

Notice is hereby given that "Morton Realties Inc.", a company duly incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 8th day of April, 1964.

LETTE COUSINEAU GELINAS BIRON,

& CLERMONT,

6431

Attorneys for the company.

Trans-Canada Chemicals Corp.

Notice is hereby given that "Trans-Canada Chemicals Corp.", will make application to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, under the provisions of the Quebec Companies Act, for the acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by the proper authority.

Dated at Granby, this 23rd day of April 1964.

GEO.-H. DUREAULT, Q.C.,

Solicitor for the Company.

6437-o

A. Faustin Limited

Notice is hereby given that "A. Faustin Limited", a corporation incorporated under the Part I of the Quebec Companies Act, and having its head office at 3280 Barclay Avenue, apartment 6, in Montreal, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Signed in Montreal, this 19th day of April 1964.

(Seal)

6446-o

LOUISE ARLAUD,
Secretary.

Kress and Owen Company of Canada Limited

Prenez avis que la compagnie « Kress and Owen Company of Canada Limited », demandera au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, avril 24, 1964.

Les Procureurs de la Compagnie,
O'BRIEN, HOME, HALL,
NOLAN & SAUNDERS.

6447-o

Kress and Owen Company of Canada Limited

Take notice that "Kress and Owen Company of Canada Limited", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Montreal, April 24, 1964.

O'BRIEN, HOME, HALL,
NOLAN & SAUNDERS,
Attorneys for the Company.

6447-o

La Cie de Téléphone de l'Avenir Inc. The L'Avenir Telephone Company Inc.

Prenez avis que la compagnie « La Cie de Téléphone de l'Avenir Inc.— The L'Avenir Telephone Company Inc. », demandera au Secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Drummondville, 24 avril 1964.

Le Procureur de la compagnie,
ME ANDRÉ BIRON.

6452-o

La Cie de Téléphone de l'Avenir Inc. The L'Avenir Telephone Company Inc.

Take notice that "La Cie de Téléphone de l'Avenir Inc.— The L'Avenir Telephone Company Inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Drummondville, April 24, 1964.

ME. ANDRÉ BIRON,
Attorney for the company.

6452

Circuits Mondiaux Inc.

Prenez avis que la compagnie « Circuits Mondiaux Inc. », corporation incorporée sous la Loi des compagnies du Québec, et ayant son principal siège d'affaires dans la cité et le district de Montréal, demandera au Secrétaire Provincial de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce vingt-quatrième jour d'avril, 1964.

Le Secrétaire,
GIULIANO SUPERINA.

6453-o

Circuits Mondiaux Inc.

Take notice that "Circuits Mondiaux Inc.", incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec, for leave to surrender its charter.

Montreal, this twenty-fourth day of April, 1964.

GIULIANO SUPERINA,
Secretary.

6453

North Shore Propane Côte Nord Inc.

Prenez avis que la compagnie « North Shore Propane Côte Nord Inc. », demandera au Secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Baie Comeau, le 27e jour d'avril 1964.

Les Procureurs de la compagnie,
ROULEAU, ROULEAU & FLYNN.

6473-o

North Shore Propane Côte Nord Inc.

Take notice that "North Shore Propane Côte Nord Inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Baie Comeau, this 27th day of April, 1964.

ROULEAU, ROULEAU & FLYNN,
Attorneys for the company.

6473

Le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (R.I.N.) inc.

Prenez avis que « Le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (R.I.N.) Inc. », corps politique dûment constitué en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec et ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district de Montréal, demandera au Secrétaire de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 24e jour d'avril 1964.

L'Avocat de la requérante,
PIERRE M. VERDY.

6474-o

Le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (R.I.N.) inc.

Notice is hereby given that "Le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (R.I.N.) Inc.", a company incorporated under part three of the Quebec Companies Act and having its principal place of business in the city of Montreal will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 24th day of April 1964.

PIERRE M. VERDY,
Attorney for the Petitioner.

6474-o

Divers Compagnies

L'Association des propriétaires de salles de quilles du Québec inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 17 avril 1964, approuvé les règlements

Miscellaneous Companies

L'Association des propriétaires de salles de quilles du Québec inc.

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on April 17, 1964,

généraux de « L'Association des propriétaires de salles de quilles du Québec inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6433-o 10563-62

L'Association des propriétaires de salles de quilles du Québec inc.

Avis est donné que la corporation « L'Association des propriétaires de salles de quilles du Québec inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 15.

Le Secrétaire,
OMER PLAMONDON.

6433-o 10563-62

**Donaldson Crevier and Associates Incorporated
Donaldson Crevier et associés incorporée**

Avis est donné que la compagnie « Donaldson Crevier and Associates Incorporated — Donaldson Crevier et associés incorporée », a diminué de 8 à 3 le nombre de ses directeurs.

Le Secrétaire-trésorier,
ROGER CREVIER.

6438 101-64

J. G. Ferland Itée

Avis est donné que la compagnie « J. G. Ferland Itée », a diminué de 5 à 3, le nombre de ses directeurs.

Le Secrétaire,
LUCIEN LÉTOURNEAU.

6448 3713-51

African Business Corporation for Development (Quebec) Ltd.

Avis est donné que « African Business Corporation for Development (Quebec) Ltd. », a changé le nombre de ses directeurs de 5 à 6.

Le Secrétaire,
HIRAM LEVITT.

6459 911-64

**Société canadienne d'études techniques et d'investissements Itée
Canadian Technical and Investment Services Ltd.**

Avis est donné que « Société canadienne d'études techniques et d'investissements Itée — Canadian Technical and Investment Services Ltd. », a augmenté de 3 à 5 le nombre de ses directeurs.

Le Secrétaire-trésorier,
RAYMOND CASGRAIN.

6460 11108-62

The English-Speaking Union of the Commonwealth (Montreal Branch)

Avis est donné que « The English-Speaking Union of the Commonwealth (Montreal Branch) », a augmenté de 6 à 19, le nombre de ses directeurs.

Le Secrétaire,
J. W. MAYNARD.

6465 798-64

approved the general by-laws of "L'Association des propriétaires de salles de quilles du Québec inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 21, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6433 10563-62

L'Association des propriétaires de salles de quilles du Québec inc.

Notice is given that the corporation "L'Association des propriétaires de salles de quilles du Québec inc.", has changed the number of its administrators from 3 to 15.

OMER PLAMONDON,
Secretary.

6433 10563-62

**Donaldson Crevier and Associates Incorporated
Donaldson Crevier et associés incorporée**

Notice is hereby given that "Donaldson Crevier and Associates Incorporated — Donaldson Crevier et associés incorporée", has changed the number of its directors from 8 to 3.

ROGER CREVIER,
Secretary-Treasurer.

6438-o 101-64

J. G. Ferland Itée

Notice is hereby given that "J. G. Ferland Itée", has changed the number of its directors from 5 to 3.

LUCIEN LÉTOURNEAU,
Secretary.

6448-o 3713-51

African Business Corporation for Development (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that "African Business Corporation for Development (Quebec) Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 6.

HIRAM LEVITT,
Secretary.

6459-o 911-64

**Société canadienne d'études techniques et d'investissements Itée
Canadian Technical and Investment Services Ltd.**

Notice is hereby given that "Société canadienne d'études techniques et d'investissements Itée — Canadian Technical and Investment Services Ltd.", has changed the number of the directors from 3 to 5.

RAYMOND CASGRAIN,
Secretary-Treasurer.

6460-o 11108-62

The English-Speaking Union of the Commonwealth (Montreal Branch)

Notice is hereby given that "The English-Speaking Union of the Commonwealth (Montreal Branch)", has changed the number of the directors from 6 to 19.

J. W. MAYNARD,
Secretary.

6465-o 798-64

The English-Speaking Union of the Commonwealth (Montreal Branch)

Avis est donné que les règlements généraux de « The English-Speaking Union of the Commonwealth (Montreal Branch) », ont été approuvés par le Secrétaire de la province, le 27 avril 1964, conformément aux dispositions de l'article 225A de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour d'avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6465 798-64

Hôpital Marie Clarac des Soeurs de Charité de Sainte-Marie

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 21 avril 1964, approuvé le règlement général numéro 1 et les règlements numéros 2, 4 et 5 de l'« Hôpital Marie Clarac des Soeurs de Charité de Sainte-Marie », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6466-o 13963-62

Polaris Shipping Ltd.

Avis est donné que « Polaris Shipping Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
ARTHUR BUSSIÈRES,
10396-62

6467-o 10396-62

Roger Viau & fils inc.

Avis est donné que « Roger Viau & fils inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
JACQUES DESROCHES,
12084-60

6468-o 12084-60

The English-Speaking Union of the Commonwealth (Montreal Branch)

Notice is hereby given that the general by-laws of "The English-Speaking Union of the Commonwealth (Montreal Branch)", were approved by the Provincial Secretary, on April 27, 1964, pursuant to the provisions of Section 225A of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of April, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6465-o 798-64

Hôpital Marie Clarac des Soeurs de Charité de Sainte-Marie

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on April 21, 1964, approved general by-law number 1 and by-laws numbers 2, 4 and 5 of "Hôpital Marie Clarac des Soeurs de Charité de Sainte-Marie", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 24, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6466 13963-62

Polaris Shipping Ltd.

Notice is hereby given that "Polaris Shipping Ltd.", has changed the number of its Directors from 3 to 5.

ARTHUR BUSSIÈRES,
Secretary.
10396-62

6467 10396-62

Roger Viau & fils inc.

Notice is hereby given that "Roger Viau & fils inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

JACQUES DESROCHES,
Secretary.
12084-60

6468 12084-60

Lettres patentes

Institut Familial Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains, 14 George VI, chapitre 76, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1964, constituant en corporation l'« Institut Familial Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Saint-Hyacinthe, Qué.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6439-o 9-64

Hôpital St-Joseph de La Malbaie (1964)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 9 de la Loi concernant les Soeurs de

Letters Patent

Institut Familial Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops' Act, 14 George VI, chapter 76, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating "Institut Familial Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in Saint-Hyacinthe, Que.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 21, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6439 9-64

Hôpital St-Joseph de La Malbaie (1964)

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of section 9 of the Act respecting the

la Charité de Québec, 11-12 Elizabeth II, chapitre 123, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11^e jour de mars 1964, constituant en corporation l'« Hôpital St-Joseph de La Malbaie (1964) ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de La Malbaie, comté de Charlevoix.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6469-o

3723-63 — 1215/59

Sisters of Charity of Quebec, 11-12 Elizabeth II, chapter 123, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating "Hôpital St-Joseph de La Malbaie (1964)".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the town of La Malbaie, county of Charlevoix.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 24, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6469

3723-63 — 1215/59

Sièges sociaux

Mercantile Realty Company

Avis est donné que la compagnie « Mercantile Realty Company », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 12^e jour de mai 1953 avec lettres patentes supplémentaires datées du 25^e jour de juillet 1961, a transporté son siège social de 760, carré Victoria en la cité de Montréal à 1015, côte du Beaver Hall en la cité de Montréal.

Montréal, 25 mars 1964.

Le Secrétaire,

P. DESSAULLES.

6427

Stan Nicoll & Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Stan Nicoll & Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 10^e jour d'avril 1964, a établi son siège social à 7192, rue Marconi, Montréal, Québec.

Montréal, ce 21^e jour d'avril 1964.

Le Président,

A. S. NICOLL.

6428

Cash Register Agencies Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Cash Register Agencies Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec en date du 22 août 1957 et ayant son bureau principal dans la cité et district de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 923 Blvd. St. Laurent l'a transporté au numéro 7707 rue St. Denis.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 15^e jour d'avril 1964.

Le Président de la Compagnie,

JEAN G. FALARDEAU.

6430-o

Henri Parent Inc.

Avis est donné que « Henri Parent Inc. », constitué en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 31 mars 1964 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établie son bureau au numéro 5050 de la rue Sorel, dans la dite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 31^e jour de mars 1964.

Le Secrétaire,

HÉLÈNE PERRON PARENT.

6440-o

Head Offices

Mercantile Realty Company

Notice is hereby given that "Mercantile Realty Company", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 12th day of May, 1953 with supplementary letters patent dated the 25th day of July, 1961, has moved its head office from 760 Victoria Square in the city of Montreal to 1015 Beaver Hall Hill in the city of Montreal.

Montreal, March 25, 1964.

P. DESSAULLES,

Secretary.

6427-o

Stan Nicoll & Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Stan Nicoll & Co. Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 10th day of April, 1964, has established its head office at 7192 Marconi Street, Montreal, Quebec.

Montreal, this 21st day of April, 1964.

A. S. NICOLL,

President.

6428-o

Cash Register Agencies Ltd.

Notice is hereby given that "Cash Register Agencies Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on August 22, 1957, and having its head office in the city and district of Montreal, where its office was situated until today at number 923 St. Lawrence Blvd., has moved it to number 7707 St. Denis St.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montréal, this 15th day of April, 1964.

JEAN G. FALARDEAU,

President of the Company.

6430-o

Henri Parent Inc.

Notice is hereby given that "Henri Parent Inc.", incorporated by letters patents under the provisions of the Quebec Companies Act on the 31st day of March, 1964, and having its head office in the city of Montreal, has established his office at 5050 Sorel street in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 31st day of March, 1964.

HÉLÈNE PERRON PARENT,

Secretary.

6440-o

Renaud Galipeau Transport Inc.

Avis est donné que la compagnie « Renaud Galipeau Transport Inc. », a changé son siège social de Disraëli, comté de Wolfe à 818, rue Poirier en la ville de Thetford-Mines.

Le Secrétaire,
JEAN DENYS LANDRY.
6441-o 13803-62

Renaud Galipeau Transport Inc.

Notice is hereby given that "Renaud Galipeau Transport Inc.", has changed its head office from Disraëli, county of Wolfe, to 818 Poirier St., in the town of Thetford-Mines.

JEAN DENYS LANDRY,
Secretary.
6441 13803-62

J. Brault Inc.

Avis est donné que la compagnie « J. Brault Inc. », constituée en corporation avec capital-action date du 1er mai 1963 et ayant son bureau principal dans St-Jean, a établi son bureau au numéro 299 de la rue St-Jacques.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Jean, ce 29e jour de septembre 1963.

Le Président,
JACQUES BRAULT.
6449-o

J. Brault Inc.

Notice is given that the company "J. Brault Inc.", incorporated with share capital stock dated May 1, 1963 and having its head office at St-John's, has established its office at number 299 St-James Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at St-John's, this 29th day of September, 1963.

JACQUES BRAULT,
President.
6449

**Les Développements Gilles Archambault Ltée
Gilles Archambault Developments Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Les Développements Gilles Archambault Ltée — Gilles Archambault Developments Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 3e jour d'avril 1964, ayant son bureau principal à Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 10759 rue Clark, à Montréal, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 23e jour d'avril 1964.

Le Président,
GILLES ARCHAMBAULT.
6454-o

**Les Développements Gilles Archambault Ltée
Gilles Archambault Developments Ltd.**

Notice is hereby given that "Les Développements Gilles Archambault Ltée — Gilles Archambault Developments Ltd.", incorporated by letters patent dated the 3rd day of April, 1964, having its principal office at Montreal, district of Montreal, has established its office at number 10759 Clark Street, at Montreal, district of Montreal.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Dated at Montreal, this 23rd day of April, 1964.

GILLES ARCHAMBAULT,
President.
6454

Dante Shirt Corp.

Avis est donné que « Dante Shirt Corp. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 22e jour d'avril 1964, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à chambre 905, 132, rue Saint-Jacques ouest, Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Québec, ce 24e jour d'avril 1964.

(Sceau)
Le Président,
JACK BLUMENTHAL.
6475

Dante Shirt Corp.

Notice is hereby given that "Dante Shirt Corp.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 22nd day of April, 1964, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at Suite 905, 132 St. James Street West, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 24th day of April, 1964.

(Seal)
JACK BLUMENTHAL,
President.
6475-o

L. J. A. Holdings Ltd.

Avis est donné que « L. J. A. Holdings Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 5e jour de décembre 1963, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 3600, avenue Van Horne, chambre 201.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 20e jour de décembre 1963.

Le Secrétaire,
ALAN Z. GOLDEN.
6476

L. J. A. Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "L. J. A. Holdings Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 5th day of December, 1963, and having its head office in the city of Montreal, in the said province, has established its office at 3600 Van Horne Avenue, Suite 201.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 20th day of December, 1963.

ALAN Z. GOLDEN,
Secretary.
6476-o

Lacombe & Robidoux Ltée

Avis est donné que la compagnie « Lacombe & Robidoux Ltée », constituée en corporation par lettres patentes supplémentaires le 30 novembre 1959, libro 1030, folio 85, autrefois ayant son siège social au numéro 330 est, rue St-Paul, étal 41, Montréal, a maintenant établi son siège social au numéro 3845 est, rue Rachel, à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 20 mars 1964.

(Seau)
6483-o

Le Président,
RENÉ LACOMBE.

Lacombe & Robidoux Ltée

Notice is hereby given that "Lacombe & Robidoux Ltée", incorporated by supplementary letters patent on November 30, 1959, libro 1030, folio 85, formerly having its head office at number 330 east, St. Paul St., local 41, Montreal, has now established its head office at number 3845 east, Rachel St., Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, March 20, 1964.

(Seal)
6483

RENÉ LACOMBE,
President.

Les Placements D.B.F. Ltée

Avis est donné que la compagnie « Les Placements D.B.F. Ltée », constituée en corporation le 11^e jour du mois de mars 1964 a établi son bureau chef au numéro 187 de la 3^e avenue à Ville St-Pierre, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau chef.

Donné à Montréal, ce 22 avril 1964.

6484-o

Le Président,
GABRIEL DESMARAIS.

Les Placements D.B.F. Ltée

Notice is hereby given that "Les Placements D.B.F. Ltée", incorporated on the 11th day of the month of March, 1964, has established its head office at number 187, 3rd Avenue, town of St. Peter, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, April 22, 1964.

6484

GABRIEL DESMARAIS,
President.

Fitzjohn Investments Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Fitzjohn Investments Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes, en date du 22^e jour de février 1961, a transporté son siège social de chambre 402, 901, Carré Victoria, à chambre 3305, 1155, boul. Dorchester, ouest, en la cité de Montréal.

Montréal, P.Q., 27 avril 1964.

6494

Le Secrétaire,
ELSPETH SMART.

Fitzjohn Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Fitzjohn Investments Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 22nd day of February, 1961, has moved its head office from Room 402, 901 Victoria Square, to Suite 3305, 1155 Dorchester Blvd. West, in the city of Montreal.

Montreal, P.Q., April 27, 1964.

6494-o

ELSPETH SMART,
Secretary.

Examen des Agronomes**Agronomists Examination****La Corporation des Agronomes de la province de Québec**

Tableau des inscriptions pour l'admission à la pratique de la profession d'agronome
Table of entries for admission to the practice of the profession of agronomist

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile Residence	Institutions
Beaudry, Lucien	28	900, ave Toronto, Ste-Foy, Québec 10.	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Belzile, Bertaud	21	R. R. no 1, Amqui, comté de-county of Matapédia.	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Belzile, René	34	1141, ave Lombard, Ste-Foy, Québec 10.	Université de Saskatchewan.
Bernier, Conrad	22	R.R. no 1, Bromptonville, comté de-county of Richmond.	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Bertrand, Jean	22	6830, rue Boyer St., Montréal 10.	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Boisvert, Robert	24	141, rue Notre-Dame St., Champlain.	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Bolduc, Réginald	24	St-Samuel, comté de-county of Frontenac.	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Boucher, Jean-Marie	30	Rue St-Pierre St., St-Pacôme, comté de-county of Kamouraska.	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Boulé, Alain	28	235, rue St-Pierre St., St-Constant, comté de-county of Laprairie.	Institut Agricole d'Oka.

Tableau des inscriptions pour l'admission à la pratique de la profession d'agronome — (Suite)
 Table of entries for admission to the practice of the profession of agronomist — (Continued)

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile Residence	Institutions
Boutin, Gérard	27	107, rue St-Paul St., St-Jean	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Cazos, Hélène	21	895, rue Liénard St., Ste-Foy, Québec 10	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Chicoine, Robert	20	2265, rue Lamothe St., St-Hyacinthe	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Choinière, Lise	21	104, 2e Avenue, La Pocatière, comté de-county of Kamouraska	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Choquette, Kenneth	27	2900, ave Dumas, Québec 3	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Côté, Jacques	25	842, rue Commerciale St., St-David, comté de-county of Lévis	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Côté, Roch	23	Isle-Verte, comté de-county of Rivière-du-Loup	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Dufour, Jacques	24	Baie St-Paul, comté de-county of Charlevoix	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Dussault, Robert	20	2971, rue St-Emile St., Montréal 5	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Filpot, Paul	22	8105, Chemin Chambly Road, St-Hubert, comté de-county of Chambly	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Gadbois, Paul	24	794, rue Père Ernest-Carrier St., Québec 6	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Genest, Jean	21	4765, Villa St-Vincent, Charlesbourg, Québec 7	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Jobin, Gratien	21	St-Raymond, comté de-county of Portneuf	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Laganière, Jacques	24	751, avenue Myrand, app. 10, Ste-Foy, Québec 10	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Laguë, Paul	25	Stanbridge Est-East, comté de-county of Missisquoi	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Larrivée, Jean-Marc	23	582, rue St-Cyrille est. St. east, Québec 4	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
LeBlanc, Hugues	24	6691, 25e Avenue, Rosemont, Montréal 36	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Malenfant, Gilles	26	St-Benoit de Packington, comté de-county of Témiscouata	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Marsot, Pierre	22	6358, 12e Avenue, Rosemont, Montréal 36	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Massé, Marcel	23	St-Pascal, comté de-county of Kamouraska	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Melançon, André	25	90, rue St-Paul St., Crabtree Mills, comté de-county of Joliette	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Mondou, Marcel	23	Rue Chambly St., Marieville, comté de-county of Rouville	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Morin, Claude	24	St-Émile d'Auclair, comté de-county of Témiscouata	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Morin, Jean-Marie	27	St-Pascal, comté de-county of Kamouraska	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Pesant, Alain	25	158, rue St-Eustache St., St-Eustache, comté de-county of Deux-Montagnes	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Poiré, Raymond	25	Ville-Guay, Lauzon, comté de-county of Lévis	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Rosciszewski, Jan dit Jean	44	C.P. 181, Macamic, comté-county d'Abitibi-ouest-west	École Principale d'Agronomie de Varsovie.
Saint-Pierre, Claude	22	6525, 14e Avenue, Rosemont, Montréal 36	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Saint-Pierre, Jacques	30	10332, rue J.J. Gagnier St., Montréal 12	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Saint-Pierre, Jean-Claude	21	9161½, avenue Paradis, app. "A", Ste-Foy, Québec 10	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.

Tableau des inscriptions pour l'admission à la pratique de la profession d'agronome — (Suite)
Table of entries for admission to the practice of the profession of agronomist — (Continued)

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile Residence	Institutions
Saint-Pierre, L.-Yves	22	6677, ave Camille-Paquet, app. 1, Montréal 12	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Soucy, Roland	27	689, rue Couves St., Greenfield Park	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Taillon, Gilles	21	St-Guillaume d'Upton, comté de county of Yamaska	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Thibodeau, Oliva	24	791, rue Père Ernest-Carrier St., Québec 6	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Vinet, Thaddée	23	903, avenue Toronto, Ste-Foy, Québec 10	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Willemot, Claude	30	3415, avenue Ontario, Montréal 25	Institut Agricole d'Oka.

Montréal 11, le 17 avril 1964 — Montréal 11, April 17, 1964.

*Le Secrétaire-trésorier de La Corporation des Agronomes
de la province de Québec.*

THÉODORE MONGEON, agronome,
*Secretary-treasurer of La Corporation des Agronomes
de la province de Québec.*

6383-17-2-o

Liquidation — Avis de

Appartements Morin Itée

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Appartements Morin Itée », tenue le 12 novembre 1963, à Québec, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 278), et que M. Jacques Thibaudeau de la firme LaRue, Gourdeau, Laliberté & Cie, c.a. a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6442-o

5367-50

Winding up Notices

Appartements Morin Itée

Notice is hereby given that at a special general meeting of the shareholders of the company "Appartements Morin Itée", held on November 12, 1963, at Quebec, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said company be wound up voluntarily, and that it be dissolved, in accordance with the provisions of the Winding-up Act, (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 278) and for such purposes, that Mr. Jacques Thibaudeau, of the firm LaRue, Gourdeau, Laliberté & Cie, c.a., has been appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 23, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6442

5367-50

Ministère des Finances Assurances

The Continental Life Insurance Company La Continentale, Compagnie d'Assurance-Vie

Avis de changement de nom

Avis est donné, par les présentes, que « The Continental Life Insurance Company », constituée en corporation le 15 avril 1901, par une Loi Spéciale, chapitre 94 des Statuts de la province d'Ontario (1901), et enregistrée dans la province de Québec sous le numéro 95, a changé son nom, par lettres patentes supplémentaires, en celui de « The Continental Life Insurance Company — La Continentale, Compagnie d'Assurance-Vie », le 18 février 1964.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 24 avril 1964.

*Pour le Ministre des finances
de la province,*
Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

6477-o

Department of Finance Insurance

The Continental Life Insurance Company La Continentale, Compagnie d'Assurance-Vie

Notice of Change of Name

Notice is hereby given that "The Continental Life Insurance Company", incorporated on the 15th of April 1901, by Special Act being chapter 94 of the Statutes of the Province of Ontario (1901), and registered in the Province of Quebec under number 95, has changed its name, by supplementary letters patent, to "The Continental Life Insurance Company — La Continentale, Compagnie d'Assurance-Vie", on February 18th, 1964.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 24th day of April, 1964.

*For the Minister of Finance
of the Province,*
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

6477-o

**Département de
l'Instruction publique**

**Department of
Education**

Giffard

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Giffard, dans le comté de Québec, les lots 694, 695, 727, 728, 728a, 729 à 740 inclusivement, 740a, 741, 742, 742a, 745 et 746 du cadastre officiel de Charlesbourg, pour les annexer à la municipalité scolaire de la ville de Charlesbourg, dans le même comté.

Québec, le 21 avril 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

6399-17-2-o

735-63

Giffard

Application is made to detach from the school municipality of Giffard, in the county of Quebec, lots 694, 695, 727, 728, 728a, 729 to 740 inclusive, 740a, 741, 742, 742a, 745 and 746 in the official cadaster of Charlesbourg, in order to annex them to the school municipality of the town of Charlesbourg, in the same county.

Quebec, April 21, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

6399-17-2

735-63

Potton

Demande est faite d'annexer, à des fins d'école protestante seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Potton, dans le comté de Brôme, à la municipalité scolaire protestante de Knowlton, même comté.

Québec, 21 avril 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

6400-17-2

Potton

Application is made to annex, for protestant school purposes only, the present territory of the school municipality of Potton, in the county of Brôme, to the protestant school municipality of Knowlton, in the same county.

Quebec, April 21, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

6400-17-2-o

Village de St-Alphonse-de-Granby

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du village de St-Alphonse-de-Granby, dans le comté de Shefford, en celui de St-Alphonse-de-Granby, dans le même comté.

Québec, le 14 avril 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

6401-17-2-o

417-64

Village of St-Alphonse-de-Granby

Application is made to change the name of the school municipality of the Village of St-Alphonse-de-Granby, in the county of Shefford, to St-Alphonse-de-Granby, in the same county.

Quebec, April 14, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

6401-17-2

417-64

Shigawake-Port Daniel Prot.

Demande est faite d'annexer à la nouvelle commission scolaire protestante de la Baie des Chaleurs, dans le comté de Bonaventure, instituée par arrêté en conseil No 1673, en date du 2 octobre 1963, le territoire décrit ci-après lequel contient le présent territoire de la municipalité des écoles protestantes de Shigawake-Port Daniel, dans le même comté.

Le territoire à être inclus dans cette annexion est décrit comme suit:

La municipalité du canton de Saint-Godfroi, la municipalité de Shigawake, la partie ouest du canton de Port Daniel, la partie est du canton de Port Daniel, les rangs I-IV inclusivement de la municipalité de la paroisse de Sainte-Germaine d'Anse-aux-Gascons tel qu'indiqué sur la carte cadastrale 1940 du comté de Bonaventure.

Québec, 21 avril 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

6402-17-2

Shigawake-Port Daniel Prot.

Application is made to annex to the new protestant school board of Chaleur Bay, in the county of Bonaventure, erected by order in council No. 1673, dated October 2, 1963, the territory described below which contains the present territory of the protestant school municipality of Shigawake-Port Daniel, in the same county.

The territory to be included in this annexion is described as follows:

The municipality of St. Godfroi township, the municipality of Shigawake, the west part of Port Daniel township, the east part of Port Daniel township, ranges I-IV inclusive of the municipality of the parish of Ste. Germaine d'Anse-aux-Gascons as indicated on the 1940 cadastral map of the county of Bonaventure.

Quebec, April 21, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

6402-17-2-o

Delâge

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Delâge, dans le comté d'Abitibi-Est, à la municipalité scolaire d'Amos, dans le même comté.

Québec, le 23 avril 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

6461-18-2-o

359-64

Delâge

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Delâge, in the county of Abitibi-East, to the school municipality of Amos, in the same county.

Quebec, April 23, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

6461-18-2

359-64

St-Ferdinand

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Ferdinand, dans le comté de Mégantic, les lots 101 à 104 inclusivement du cadastre officiel d'Irlande-Sud, pour les annexer à la municipalité scolaire de la ville de Black-Lake, dans le même comté.

Québec, le 23 avril 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

6462-18-2-o

583-60

Village de St-Joseph

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du village de St-Joseph, dans le comté de Beauce, en celui de St-Joseph, dans le même comté.

Québec, le 28 avril 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

6485-18-2-o

421-61

P paroisse de Ste-Victoire

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la commission scolaire de la paroisse de Ste-Victoire, dans le comté d'Arthabaska, à la municipalité scolaire de la ville de Victoriaville, dans le même comté.

Québec, le 28 avril 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

6486-18-2-o

84-63

Aylmer Prot.

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 675, en date du 8 avril 1964, de porter à sept (7) le nombre des commissaires protestants pour la municipalité d'« Aylmer, dans le comté de Gatineau. »

Ce changement prendra effet pour l'élection de juin 1964.

Québec, le 27 avril 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

O.-J. DESAULNIERS.

16495-o

2059-E.

St-Ferdinand

Application is made to detach from the school municipality of St-Ferdinand, in the county of Mégantic, lots 101 to 104 inclusively in the official cadaster of Irlande-South, in order to annex them to the school municipality of the town of Black-Lake in the same county.

Quebec, April 23, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

6462-18-2

583-60

Village of St-Joseph

Application is made to change the name of the school municipality of the village of St-Joseph, in the county of Beauce, to St-Joseph, same county.

Quebec, April 28, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

6485-18-2

421-61

Parish of Ste-Victoire

Application is made to annex the actual territory of the school commission of the parish of Ste-Victoire, in the county of Arthabaska, to the school municipality of the town of Victoriaville, same county.

Quebec, April 28, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

6486-18-2

84-63

Aylmer Prot.

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 675, dated April 8, 1964, to bring up to seven (7) the number of the protestant commissioners for the municipality of "Aylmer, in the county of Gatineau".

This change will take effect for the election of June, 1964.

Quebec, April 27, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,

Superintendent of Education.

16495

2059-E.

Ministère des Terres et Forêts Cadastre

Paroisse de St-Colomb de Sillery

Cadastre officiel de la paroisse de St-Colomb de Sillery, municipalité de la cité de Sillery, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 206-51-38 est annulée et le lot 206-51-37 est corrigé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 avril 1964.

Le Sous-ministre,

FERNAND BOUTIN.

6432-o

Paroisse de Ste-Jeanne de l'Île Perrot

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Île Perrot, municipalité de la ville de Pin-court, division d'enregistrement de Vaudreuil.

Avis est par la présente donné que le lot 180-13-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 avril 1964.

Le Sous-ministre,

FERNAND BOUTIN.

6432-o

Department of Lands and Forests Cadastre

Parish of St-Colomb de Sillery

Official cadastre of the parish of St-Colomb de Sillery, municipality of the city of Sillery, registration division of Québec.

Notice is hereby given that a part of lot 206-51-38 is cancelled and lot 206-51-37 is corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 14, 1964.

FERNAND BOUTIN,

Deputy Minister.

6432-o

Parish of Ste-Jeanne de l'Île Perrot

Official cadastre of the parish of Ste-Jeanne de l'Île Perrot, municipality of the town of Pin-court, registration division of Vaudreuil.

Notice is hereby given that lot 180-13-1 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 13, 1964.

FERNAND BOUTIN,

Deputy Minister.

6432-o

**Régie des Marchés
Agricoles du Québec**

**Quebec Agricultural
Marketing Board**

**Le plan conjoint des producteurs de lait
sur le marché de Québec**

**Joint plan of the Quebec City
Milk Producer's Board**

Modification

Amendment

Après avoir procédé au référendum prévu aux articles 25 et 26 de la Loi des Marchés Agricoles du Québec auprès des producteurs liés par le plan conjoint des producteurs de lait sur le marché de Québec, la Régie des Marchés Agricoles du Québec a modifié le texte de ce plan conjoint qui a été publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 24 août 1957 et amendé le 13 décembre 1958.

After proceeding to the referendum provided for in sections 25 and 26 of the Quebec Agricultural Marketing Act, pertaining to producers joined by the joint plan of the Quebec City Milk Producers' Board, the Quebec Agricultural Marketing Board has amended the text of this joint plan which was published in the *Quebec Official Gazette* on August 24, 1957, and amended on December 13, 1958.

En conséquence, le sous-paragraph *h)* de la section V du plan conjoint précité, qui se lisait comme suit:

Therefore, sub-paragraph *h)* of section V of the aforementioned joint plan, which read as follows:

h) « Autorisation d'un prélevé par les acheteurs, à même les montants payables aux producteurs pour l'achat de leur produit, pour le remettre à l'office des producteurs aux fins exclusives de défrayer les dépenses normales d'administration du plan conjoint. Ce prélevé sera de un cent et demi (0.1½) le cent livres de lait maximum et dans nul cas il ne devra excéder les frais probables et prévisibles d'une administration efficace, y compris les dépenses utiles ou nécessaires à la préparation, la présentation, l'approbation et la mise en marché initiale du plan: dépassé ce niveau, les trop-perçus seront sujets à ristourne;

h) "Authorization of a levy to be deducted by the buyers of the selling agents from the sums payable to the producers for the sale of their products, such levy to be remitted to the producers' board in order to defray the normal administration expenditures of the joint plan. The maximum levy shall be one and one-half cents (0.1½) per hundred pounds and in no case shall it exceed the probably and foreseeable costs of an efficient administration, including the necessary or useful expenditures incurred in the preparation, presentation, approval and initial application of the plan.

Le prélevé sera payable par tous les producteurs soumis au plan conjoint et de la manière prescrite par l'office des producteurs, sauf toute exemption ou exception consentie par l'office des Marchés Agricoles du Québec »;

The levies remaining with the producers' board after the above-designated expenditures have been paid, shall be subject to reimbursement to the producers. The levy shall be payable by all the producers bound by the plan in the manner prescribed by the producers' board, subject, however, to any exemption or exception granted by the Quebec Agricultural Marketing Board"; is replaced by the following text:

h) « L'administration du plan conjoint est financée par une contribution maximum de trois cents (0.03) le cent livres de lait. Cette contribution doit être payée par tous les producteurs régis par le plan conjoint, et est prélevée par l'acheteur sur la somme qu'il doit au producteur intéressé pour l'achat du produit agricole visé par le plan conjoint. Les producteurs autorisent l'office des producteurs à recevoir ce montant, qui doit servir exclusivement à défrayer les dépenses de l'administration efficace et prévoyante du plan conjoint ».

h) "The administration of the joint plan is financed by a maximum contribution of three cents (0.03) per hundred pounds of milk. This contribution must be paid by all the producers governed by this joint plan, and is levied by the purchaser on the sum which he owes to the interested producer for the purchase of the agricultural product certified by this joint plan. The producers authorize the producers' board to receive this amount which must serve exclusively to defray the expenses of an efficient and provident administration of this joint plan".

Ce 23 avril 1964.

April 23, 1964.

Régie des Marchés Agricoles du Québec.

Quebec Agricultural Marketing Board.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.

NOLASQUE APRIL,
President.

Le Secrétaire-exécutif et,
conseiller juridique,
GILLES PRÉSENT.

GILLES PRÉSENT,
Executive-secretary and,
Judicial Adviser.

6496-0

6496

Soumissions

Tenders

**Ville de Beauceville-Est
Comté de Beauce**

**Town of Beauceville-East
County of Beauce**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Josaphat Genest, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, Beauceville-Est, comté de Beauce, jusqu'à

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Josaphat Genest, secretary-treasurer, Town Hall, Beauceville-East, county of Beauce, until 8:00 o'clock p.m.,

8 heures p.m., mardi, le 19 mai 1964, pour l'achat de \$166,000 d'obligations de la ville de Beauceville-Est, comté de Beauce datées du 1er juin 1964 et remboursables par séries du 1er juin 1965 au 1er juin 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er décembre et 1er juin de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 91 — \$166,000 — renouvellement d'emprunt.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1964.

Tableau d'amortissement — \$166,000 — 15 ans

Année	Capital
1er juin 1965	\$ 9,000
1er juin 1966	9,000
1er juin 1967	9,500
1er juin 1968	9,500
1er juin 1969	10,000
1er juin 1970	10,500
1er juin 1971	10,500
1er juin 1972	11,000
1er juin 1973	11,500
1er juin 1974	11,500
1er juin 1975	12,000
1er juin 1976	12,500
1er juin 1977	13,000
1er juin 1978	13,000
1er juin 1979	13,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauceville-Est.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 19 mai 1964, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, Beauceville-Est, comté de Beauce.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beauceville-Est, (Comté de Beauce), ce 27 avril 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
JOSAPHAT GENEST.

Hôtel de ville, C.P. 516,
Beauceville-Est, (Beauce), P.Q.,
Téléphone: 137.

6470-o

Cité de Rimouski
Comté de Rimouski

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Armand Gagnon, greffier, Hôtel de Ville, 55, rue de la Cathédrale, Rimouski,

Tuesday, May 19, 1964, for the purchase of an issue of \$166,000 of bonds for the town of Beauceville-East, county of Beauce, dated June 1, 1964, and redeemable serially from June 1, 1965 to June 1, 1979 inclusively with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on December 1 and June 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 91 — \$166,000 — loan renewal.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1964.

Table of redemption — \$166,000 — 15 years

Year	Capital
June 1, 1965	\$ 9,000
June 1, 1966	9,000
June 1, 1967	9,500
June 1, 1968	9,500
June 1, 1969	10,000
June 1, 1970	10,500
June 1, 1971	10,500
June 1, 1972	11,000
June 1, 1973	11,500
June 1, 1974	11,500
June 1, 1975	12,000
June 1, 1976	12,500
June 1, 1977	13,000
June 1, 1978	13,000
June 1, 1979	13,500

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauceville-Est.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Tuesday, May 19, 1964, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, Beauceville-Est, county of Beauce.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Beauceville-Est, (County of Beauce), April 27, 1964.

JOSAPHAT GENEST,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, P.O. Box 516,
Beauceville-Est, (Beauce), P.Q.,
Telephone: 137.

6470

City of Rimouski
County of Rimouski

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Armand Gagnon, city clerk, City Hall, 55 de la Cathédrale Street, Rimouski, county of Rimouski, until 8:00 o'clock

comté de Rimouski, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 19 mai 1964, pour l'achat de \$425,000 d'obligations de la cité de Rimouski, comté de Rimouski, datées du 1er juin 1964 et remboursables par séries du 1er juin 1965 au 1er juin 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er décembre et 1er juin de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 651 — \$425,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1964.

Tableau d'amortissement — \$425,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1965.....	\$11,500
1er juin 1966.....	12,000
1er juin 1967.....	13,000
1er juin 1968.....	14,000
1er juin 1969.....	14,500
1er juin 1970.....	15,500
1er juin 1971.....	16,500
1er juin 1972.....	17,500
1er juin 1973.....	18,500
1er juin 1974.....	19,500
1er juin 1975.....	20,500
1er juin 1976.....	22,000
1er juin 1977.....	23,500
1er juin 1978.....	24,500
1er juin 1979.....	26,000
1er juin 1980.....	27,500
1er juin 1981.....	29,500
1er juin 1982.....	31,000
1er juin 1983.....	33,000
1er juin 1984.....	35,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'Adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rimouski.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 19 mai 1964, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 55, rue de la Cathédrale, Rimouski, comté de Rimouski.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rimouski, (Comté de Rimouski), ce 27 avril 1964.

Le Greffier,
ARMAND GAGNON.

Hôtel de Ville, 55, rue de la Cathédrale, C.P. 338, Rimouski, (Rimouski), P.Q.
Téléphone: 723-3313, code 418. 6482-0

p.m., Tuesday, May 19, 1964, for the purchase of an issue of \$425,000 of bonds for the city of Rimouski, county of Rimouski, dated June 1, 1964, and redeemable serially from June 1, 1965 to June 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on December 1 and June 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 651 — \$425,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1964.

Table of redemption — \$425,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1965.....	\$11,500
June 1, 1966.....	12,000
June 1, 1967.....	13,000
June 1, 1968.....	14,000
June 1, 1969.....	14,500
June 1, 1970.....	15,500
June 1, 1971.....	16,500
June 1, 1972.....	17,500
June 1, 1973.....	18,500
June 1, 1974.....	19,500
June 1, 1975.....	20,500
June 1, 1976.....	22,000
June 1, 1977.....	23,500
June 1, 1978.....	24,500
June 1, 1979.....	26,000
June 1, 1980.....	27,500
June 1, 1981.....	29,500
June 1, 1982.....	31,000
June 1, 1983.....	33,000
June 1, 1984.....	35,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rimouski.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, May 19, 1964, at 8:00 o'clock p.m., in the City Hall, 55 de la Cathédrale St., Rimouski, county of Rimouski.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Rimouski, (County of Rimouski), April 27, 1964.

ARMAND GAGNON,
City Clerk.

City Hall, 55 de la Cathédrale St., P.O. Box 338, Rimouski, (Rimouski), P.Q.
Telephone: 723-3313, code 418. 6482

**Les commissaires d'écoles
pour la municipalité de St-Luc
Comté de St-Jean**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Ernest Dolbec, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, St-Luc, comté de St-Jean, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 18 mai 1964, pour l'achat de \$300,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Luc, comté de St-Jean, datées du 1er juin 1964 et remboursables par séries du 1er juin 1965 au 1er juin 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er décembre et 1er juin de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution du 3 mars 1964 — \$300,000 — agrandissement de l'École élémentaire Sacré-Coeur et dépenses accessoires.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1964.

Tableau d'amortissement — \$300,000 — 20 ans

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er juin 1965.....x	\$26,000
1er juin 1966.....x	27,500
1er juin 1967.....x	29,000
1er juin 1968.....x	30,500
1er juin 1969.....x	32,500
1er juin 1970.....	6,500
1er juin 1971.....	7,000
1er juin 1972.....	7,500
1er juin 1973.....	8,000
1er juin 1974.....	8,500
1er juin 1975.....	9,000
1er juin 1976.....	9,500
1er juin 1977.....	10,000
1er juin 1978.....	10,500
1er juin 1979.....	11,000
1er juin 1980.....	12,000
1er juin 1981.....	12,500
1er juin 1982.....	13,500
1er juin 1983.....	14,000
1er juin 1984.....	15,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$140,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de \$28,000 chacun, de 1965 à 1969 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au par à St-Jean, comté de St-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

**The school commissioners
for the municipality of St-Luc
County of St. John**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Ernest Dolbec, secretary-treasurer, Town Hall, St-Luc, county of St. John, until 8:00 o'clock p.m., Monday, May 18, 1964, for the purchase of an issue of \$300,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of St-Luc, county of St. John, dated June 1, 1964, and redeemable serially from June 1, 1965 to June 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on December 1 and June 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated March 3, 1964 — \$300,000 — enlarging of Sacré-Coeur elementary school, and minor expenses.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1964.

Table of redemption — \$300,000 — 20 years

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
June 1, 1965.....x	\$26,000
June 1, 1966.....x	\$27,500
June 1, 1967.....x	29,000
June 1, 1968.....x	30,500
June 1, 1969.....x	32,500
June 1, 1970.....	6,500
June 1, 1971.....	7,000
June 1, 1972.....	7,500
June 1, 1973.....	8,000
June 1, 1974.....	8,500
June 1, 1975.....	9,000
June 1, 1976.....	9,500
June 1, 1977.....	10,000
June 1, 1978.....	10,500
June 1, 1979.....	11,000
June 1, 1980.....	12,000
June 1, 1981.....	12,500
June 1, 1982.....	13,500
June 1, 1983.....	14,000
June 1, 1984.....	15,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$140,000 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of \$28,000 each, from 1965 to 1969 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. John, county of St. John.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 18 mai 1964, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, St-Luc, comté de St-Jean.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Luc, (Comté de St-Jean), ce 28 avril 1964.
Le Secrétaire-trésorier,

ERNEST DOLBEC.

Hôtel de ville, St-Luc, (St-Jean), P.Q.
Téléphone: 348-3045, code 514. 6497-0

**Les commissaires d'écoles
pour la municipalité de Neuville
Comté de Portneuf**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Ferdinand Turgeon, secrétaire-trésorier, 601 rue des Érables, Neuville, comté de Portneuf, jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 18 mai 1964, pour l'achat de \$176,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Neuville, comté de Portneuf, datées du 1er juin 1964 et remboursables par séries du 1er juin 1965 et 1er juin 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er décembre et 1er juin de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution du 16 septembre 1963 — \$176,000 construction d'une école élémentaire de huit classes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1964.

Tableau d'amortissement — \$176,000 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1965	x \$28,000
1er juin 1966	x 29,500
1er juin 1967	x 31,000
1er juin 1968	3,000
1er juin 1969	3,500
1er juin 1970	3,500
1er juin 1971	3,500
1er juin 1972	4,000
1er juin 1973	4,000
1er juin 1974	4,500
1er juin 1975	4,500
1er juin 1976	5,000
1er juin 1977	5,500
1er juin 1978	5,500
1er juin 1979	6,000
1er juin 1980	6,000
1er juin 1981	6,500
1er juin 1982	7,000
1er juin 1983	7,500
1er juin 1984	8,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$90,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en 3 versements de \$30,000 chacun, de 1965 à 1967 inclusivement, seront reçus et appliqués au service emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera fait conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Donnacona.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Monday, May 18, 1964, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, St-Luc, county of St. John.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Luc, (County of St. John), April 28, 1964.

ERNEST DOLBEC,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, St-Luc, (St. John), P.Q.
Telephone: 348-3045, code 514. 6497

**The school commissioners
for the municipality of Neuville
County of Portneuf**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Ferdinand Turgeon, secretary-treasurer, 601 des Érables St., Neuville, county of Portneuf, until 8:00 o'clock p.m., Monday, May 18, 1964, for the purchase of an issue of \$176,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Neuville, county of Portneuf, dated June 1, 1964, and redeemable serially from June 1, 1965 to June 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on December 1 and June 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated September 16, 1963 — \$176,000 — construction of an eight-class elementary school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1, 1964.

Table of redemption — \$176,000 — 20 years

Year	Capital
June 1, 1965	x \$28,000
June 1, 1966	x 29,500
June 1, 1967	x 31,000
June 1, 1968	3,000
June 1, 1969	3,500
June 1, 1970	3,500
June 1, 1971	3,500
June 1, 1972	4,000
June 1, 1973	4,000
June 1, 1974	4,500
June 1, 1975	4,500
June 1, 1976	5,000
June 1, 1977	5,500
June 1, 1978	5,500
June 1, 1979	6,000
June 1, 1980	6,000
June 1, 1981	6,500
June 1, 1982	7,000
June 1, 1983	7,500
June 1, 1984	8,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$90,000 granted by the Provincial Government and payable in 3 instalments of \$30,000 each, from 1965 to 1967 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Donnacona.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 18 mai 1964, à 8 heures du soir, en la salle du collège, Neuville, comté de Portneuf.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Neuville, (Comté de Portneuf), ce 27 avril 1964.

Le Secrétaire-Trésorier,
FERDINAND TURGEON.

601 rue des Érables,
Neuville, (Portneuf), P.Q.
Téléphone: 156.

6498-0

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Monday, May 18, 1964, at 8:00 o'clock p.m., in the college auditorium, Neuville, county of Portneuf.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Neuville, (County of Portneuf), April 27, 1964.

FERDINAND TURGEON,
Secretary-Treasurer.

601 des Érables St.,
Neuville, (Portneuf), P.Q.
Telephone: 156.

6498

Syndicats professionnels

L'Association des travailleurs de la cravate de Montréal The Montreal Neckwear Workers' Association

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des travailleurs de la cravate de Montréal — The Montreal Neckwear Workers' Association », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 21 avril 1964.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 22 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6443-0

Le Syndicat des producteurs de betteraves à sucre de la région de Saint-Hyacinthe

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des producteurs de betteraves à sucre de la région de Saint-Hyacinthe », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 13 avril 1964.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 630, rue Concorde, St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Québec, le 14 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6450-0

Le Syndicat des producteurs de bleuets de Cadillac

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des producteurs de bleuets de Cadillac », a été autorisée par le secrétaire de la province le 16 janvier 1964.

Professional Syndicates

L'Association des travailleurs de la cravate de Montréal The Montreal Neckwear Workers' Association

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des travailleurs de la cravate de Montréal — The Montreal Neckwear Workers' Association", has been authorized by the Provincial Secretary on April 21, 1964.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, April 22, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6443

Le Syndicat des producteurs de betteraves à sucre de la région de Saint-Hyacinthe

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des producteurs de betteraves à sucre de la région de Saint-Hyacinthe", has been authorized by the Provincial Secretary on April 13, 1964.

The head office of the said professional syndicate is situated 630 Concorde Street, at St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

Québec, April 14, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6450

Le Syndicat des producteurs de bleuets de Cadillac

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des producteurs de bleuets de Cadillac", has been authorized by the Provincial Secretary on January 16, 1964.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Cadillac, district judiciaire d'Abitibi.

Québec, le 16 janvier 1964.
Le Sous-secrétaire de la province,
 6463-o RAYMOND DOUVILLE.

Le Syndicat des employés de Preissac Molybdenite Mines

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des employés de Preissac Molybdenite Mines », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 23 avril 1964.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Cadillac, district judiciaire d'Abitibi.

Québec, le 24 avril 1964.
Le Sous-secrétaire de la province,
 6471-o RAYMOND DOUVILLE.

Syndicat des producteurs de lait de la région de St-Jovite

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des producteurs de lait de la région de St-Jovite », a été autorisée par le Secrétaire de la province, le 22 avril 1964.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, district judiciaire de Terrebonne.

Québec, le 24 avril 1964.
Le Sous-secrétaire de la province,
 6472-o RAYMOND DOUVILLE.

Syndicat des fonctionnaires municipaux de la cité de Sainte-Foy

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des fonctionnaires municipaux de la cité de Sainte-Foy », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 13 avril 1964.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Québec, le 15 avril 1964.
Le Sous-secrétaire de la province,
 6487-o RAYMOND DOUVILLE.

The head office of the said professional syndicate is situated at Cadillac, judicial district of Abitibi.

Québec, January 16, 1964.
 RAYMOND DOUVILLE,
 6463 Assistant Secretary of the Province.

Le Syndicat des employés de Preissac Molybdenite Mines

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des employés de Preissac Molybdenite Mines", has been authorized by the Provincial Secretary, on April 23, 1964.

The head office of the said professional syndicate is situated at Cadillac, judicial district of Abitibi.

Québec, April 24, 1964.
 RAYMOND DOUVILLE,
 6471 Assistant Secretary of the Province.

Syndicat des producteurs de lait de la région de St-Jovite

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des producteurs de lait de la région de St-Jovite", has been authorized by the Provincial Secretary, on April 22, 1964.

The head office of the said professional syndicate is situated at St-Eustache, county of Two-Mountains, judicial district of Terrebonne.

Québec, April 24, 1964.
 RAYMOND DOUVILLE,
 6472 Assistant Secretary of the Province.

Syndicat des fonctionnaires municipaux de la cité de Sainte-Foy

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des fonctionnaires municipaux de la cité de Sainte-Foy", has been authorized by the Provincial Secretary, on April 13, 1964.

The head office of the said professional syndicate is situated at Ste-Foy, judicial district of Québec.

Québec, April 15, 1964.
 RAYMOND DOUVILLE,
 6487 Assistant Secretary of the Province.

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Express Company

Avis est par les présents donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mai 1963, et non réclamés aux bureaux de la « Canadian Pacific Express Company », a divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 128 rue King est, Toronto, Ontario, à onze heures du matin, le septième jour de mai 1964, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Québec, Que., le 23 mars 1964.
 Canadian Pacific Express Company,
Le Surintendant général,
 6064-13-6-o E. M. THRASHER.

Sale of Unclaimed Baggage

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May 1963, and still remaining unclaimed in the offices of the "Canadian Express Company" at different points in the province of Québec, will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ontario, at eleven o'clock in the forenoon, on the seventh day of May 1964, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Québec, Que., March 23, 1964.
 Canadian Pacific Express Company,
 E. M. THRASHER,
 6064-13-6-o General Superintendent

Vente — Loi de faillite**Mme Louise-Pelletier Beaupré**

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure No F-240 (Siégeant en matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de Mme Louise-Pelletier-Beaupré, hôtelière de Sayabec, comté de Matapédia, Québec.

Avis est par les présentes donné que **MER-CREDI**, le VINGT-SEPTIÈME jour de MAI 1964, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de St-Anaclet, comté de Rimouski, l'immeuble de cette faillite comme suit:

« L'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro sept cent sept (707) du cadastre officiel pour le village de Saindon, en la paroisse de Ste-Marie de Sayabec, au rang « B » de la Seigneurie du Lac Matapédia, de la contenance de quatre-vingt-neuf pieds de front sur la rue de la gare et soixante-sept pieds au bout de la profondeur par cent quarante pieds de profondeur, le tout plus ou moins mesure anglaise, borné au nord au terrain appartenant à A. Lacroix, à l'est à celui de Madame Deschênes, au sud à la rue de la gare et à l'ouest au terrain de M. Paul Boucher, avec l'Hôtel dessus construit, circonstances et dépendances ». « Sujet à la rente annuelle de terrain au montant de \$34.80 ».

Cet immeuble sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats de recherche peuvent être examinés en tout temps, et s'adressant au bureau du Syndic, soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 710, 717 et 719A du code de procédure civil et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif avec l'effet du décret, et faite conformément au jugement rendu par Monsieur J.-Bte Desjardins, registraire des faillites le 18e jour de mars 1964.

Condition de Paiement: Comptant.

Rimouski, Québec, ce 17e jour d'avril 1964.

Le Syndic Licencié,
HENRI-A. MARTIN.

6396-17-2-o

Sale — Bankruptcy Act**Mme Louise-Pelletier Beaupré**

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court No. F-240 (Sitting in a matter of bankruptcy). In the bankruptcy of Mrs. Louise-Pelletier-Beaupré, hotel-keeper of Sayabec, county of Matapédia, Quebec.

Notice is hereby given that on **WEDNESDAY**, the **TWENTY-SEVENTH** day of **MAY**, 1964, at **TWO** o'clock in the afternoon, will be sold by public auction, at the parochial church door of St-Anaclet, county of Rimouski, the immovable in this bankruptcy as follows:

"The immovable known and designated as being lot number seven hundred and seven (707) in the official cadaster of the Village of Saindon, in the Parish of Ste-Marie de Sayabec, on range "B" in the Seigniorie of Lake Matapédia, measuring eighty-nine feet in front on de la Gare St. and sixty-seven feet at the end of the depth by one hundred and forty feet in depth, the whole more or less, English measure, bounded on the north by the land belonging to A. Lacroix, on the east by that belonging to Mrs. Deschênes, on the south by de la Gare St., and on the west by the land of Mr. Paul Boucher, with a hotel thereon constructed, circumstances and dependencies." "Subject to an annual ground rent of \$34.80."

This immovable will be offered in sale to the highest and last bidder.

All research deeds and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to sections 710, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure, and also to section 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a sheriff's sale, and is made pursuant to a judgment rendered by Mr. J.-Bte Desjardins, registrar of bankruptcies on the 18th day of March, 1964.

Concition of payment: Cash.

Rimouski, Quebec, this 17th day of April, 1964.

HENRI-A. MARTIN,
Licensed Trustee.

6396-17-2

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, { **DAME GRACIA BÉGIN**,
No 12,558. { ménagère, domicilié à
St-Janvier, épouse contractuellement séparée de biens de Dorilla Lavaliers cultivateur également de St-Janvier, ce dernier pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes, demandeur saisissant, *vs* Dame **ANNA LANGEVIN**, ménagère, de La Sarre district d'Abitibi ouest P.Q., épouse contractuellement séparée de biens de Lévi Gagnon, avocat de La Sarre P.Q. également, ce dernier pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes, défendeur saisi.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, { **DAME GRACIA BÉGIN**,
No. 12,558. { housewife, domiciled at
St-Janvier, wife contractually separate as to property of Dorilla Lavaliers, farmer, also of St-Janvier, the latter to authorize and assist his wife for these presents, plaintiff-seizing creditor, *vs* Dame **ANNA LANGEVIN**, housewife, of La Sarre, district of Abitibi-West, P.Q., wife contractually separate as to property of Lévi Gagnon, advocate, of La Sarre, P.Q., also the latter to authorize and assist his wife for these presents; defendant seized.

Les droits acquis sur le lot dix-sept (17), Bloc deux (2) Village de La Sarre, P.Q., avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ainsi qu'il appert aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de La Sarre, P.Q.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de La Sarre, district d'Abitibi ouest, P.Q., le DOUZIÈME jour de MAI 1964 à TROIS heures de l'après-midi.

Amos, ce 6e jour d'avril 1964.

Le Shérif,
R. COSSETTE.

6241-15-2-o

The rights acquired on lot seventeen (17), block two (2), village of La Sarre, P.Q., with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, as it appears on the official plan and in the book of reference of the town of La Sarre, P.Q.

To be sold at the parochial church door of La Sarre, district of Abitibi-West, P.Q., on the TWELFTH day of MAY, 1964, at THREE o'clock in the afternoon.

Amos, this 6th day of April, 1964.

R. COSSETTE,
Sheriff.

6241-15-2

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { JULIEN LECLAIR, cultivateur de St-Théodore d'Acton comté de Bagot, égalité d'exécuteur testamentaire de feu Thomas Leclair et égalité de procureur de Dame Ursule Duff, demandeur vs LA CIE DE DÉVELOPPEMENT JO LAV INC., corps légalement constitué, défenderesse.

« Une lisière de terrain situé à St-Nicéphore, côté nord-est du Chemin du troisième rang, mesurant cent quatre-vingts pieds de largeur par la profondeur du lot, ladite dimension; à prendre en mesure anglaise, borné comme suit; en front, au sud-ouest par le chemin du troisième rang, d'un côté au sud-est par Mme Henri Lacroix, au nord-est par les lots 91 et 92, et au nord-ouest par M. Germain Caya, ladite lisière de terrain connue comme partie non subdivisée du lot numéro cent dix-neuf (Ptie 119) du cadastre du canton de Wickham, comté de Drummond, avec toutes les bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Nicéphore, comté de Drummond, SAMEDI le SEIZIÈME jour de MAI 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.
Arthabaska, le 2 avril 1964. 6200-15-2-o

Bureau du Shérif,
Arthabaska, le 2 avril 1964.

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { YVES GAUTHIER, agent d'assurance de Warwick, demandeur, vs JEAN-PAUL MORIN, 988 Ave Manrèse, Québec, défendeur.

« Un emplacement situé à Arthabaska, sur le côté sud-ouest de la rue Girouard, mesurant soixante-quinze pieds (75') de largeur sur une profondeur de cent pieds (100'), mesure anglaise, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre amendé du canton d'Arthabaska, pour une partie de la paroisse de Ste-Victoire, comme étant le lot cinq de la subdivision du lot originaire numéro cinq cent (500-5) et le lot cent vingt-sept de la subdivision du lot originaire numéro cinq cent un (501-127); avec les bâtisses y érigées et à la charge des servitudes actives et passives, apparentes ou occultes pouvant l'affecter ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale d'Arthabaska, comté d'Arthabaska, SAMEDI le SEIZIÈME jour de MAI 1964 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.
Arthabaska, 6 avril 1964. 6216-15-2-o

Bureau du Shérif,
Arthabaska, 6 avril 1964.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, { JULIEN LECLAIR, farmer, of St-Théodore d'Acton, county of Bagot, in his capacity as testamentary executor of the late Thomas Leclair and in his capacity as attorney for Dame Ursule Duff, plaintiff, vs LA CIE DE DÉVELOPPEMENT JO LAV INC., legally incorporated body, defendant.

« A strip of land situated at St-Nicéphore, northeast side of the road of the third range, measuring one hundred and eighty feet in width by the depth of the lot, the said dimension; to take in English measure, bounded as follows: in front, on the southwest by the road of the third range, on one side, on the southeast by Mrs. Henri Lacroix, on the northeast, by lots 91 and 92 and on the northwest, by Mr. Germain Caya, the said strip of land known as the non-subdivided part of lot No. one hundred and nineteen (Pt. 119) of the cadaster of the township of Wickham, county of Drummond, with all the buildings thereon erected. »

To be sold at the parochial church door of St-Nicéphore, county of Drummond, SATURDAY, the SIXTEENTH day of MAY, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LÉO FAUCHER,
Sheriff's Office,
Arthabaska, April 2, 1964. 6200-15-2

Sheriff's Office,
Arthabaska, April 2, 1964.

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, { YVES GAUTHIER, insurance agent of Warwick, plaintiff, vs JEAN-PAUL MORIN, 988 Manrèse Avenue, Québec, defendant.

« An emplacement situated at Arthabaska, on the southwest side of Girouard Street, measuring seventy-five feet (75') in width by a depth of one hundred feet (100'), English measure, known and designated on the official plan and in the book of reference of the amended cadaster of the township of Arthabaska, for part of the parish of Ste-Victoire, as being lot five of the subdivision of the original lot number five hundred (500-5) and lot one hundred and twenty-seven of the subdivision of the original lot number five hundred and one (501-127); with the buildings thereon erected and charged to the active and passive servitudes, apparent or unapparent which could affect it. »

To be sold at the parochial church door of Arthabaska, county of Arthabaska, SATURDAY, the SIXTEENTH day of MAY, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉO FAUCHER,
Sheriff's office,
Arthabaska, April 6, 1964. 6216-15-2

Sheriff's office,
Arthabaska, April 6, 1964.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Beauce

Cour Supérieure,
St-Joseph de Beauce, No 30,709. { **ARMAND TURMEL**,
forgeron, St-Odilon,
comté de Dorchester, de-
mandeur, contre **LIBOIRE**
LABRIE et **GÉRARD LABRIE**, de Ste-
Germaine, comté de Dorchester, défendeurs, à
savoir:

« Un morceau de terrain de forme irrégulière, pris et détaché du lot numéro cinq cent quatre-vingt-treize (P. 593) du cadastre pour le canton Cranbourne, mesurant environ deux cent soixante pieds dans sa ligne est, et cent dix pieds, environ, dans sa ligne nord-est, borné d'un côté au Lac Etchemin, à l'est et au nord-est au vendeur et de ses autres côtés aux acquéreurs; tel que le tout se trouve actuellement, tel que renclos. »

« Le lot numéro cinq cent quatre-vingt-treize (593-1) étant une subdivision du lot No 593 du cadastre pour le canton Cranbourne, avec toutes bâtisses et moulin à scie s'y trouvant, machineries outils et accessoires; tel que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et passives. »

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Ste-Germaine, comté de Dorchester, le DIX-SEPTIÈME jour de JUN 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Député Shérif*,
St-Joseph de Beauce, ADALBERT LESSARD.
20 avril 1964. 6445-18-2-o

[Première insertion: 2 mai 1964]
[Deuxième insertion: 23 mai 1964]

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Beauce

Superior Court,
St-Joseph de Beauce, No. 30,709. { **ARMAND TURMEL**,
iron-smith, St-Odi-
lon, county of Dorchester,
plaintiff, vs **LIBOIRE**

LABRIE and **GÉRARD LABRIE**, of Ste-Germaine, county of Dorchester, defendants, to wit:

"A piece of land irregular in shape, taken and detached from lot number five hundred and ninety-three (P. 593) in the cadaster of the township of Cranbourne, measuring approximately two hundred and sixty feet on the lake, approximately two hundred and sixty feet on its east line, and one hundred and ten feet, approximately, on its northeast line, bounded on one side, by Lac Etchemin, on the east and on the northeast by the vendor, and on the other sides by the purchasers; the whole as it is presently to be found, as fenced in."

"Lot number five hundred and ninety-three-one (593-1), being a subdivision of lot No. 593 in the cadaster of the township of Cranbourne, with all the buildings and a saw mill erected thereon, machinery, tools and accessories; the whole as it is presently to be found, with the active and passive servitudes."

To be sold at the parochial church door of Ste-Germaine, county of Dorchester, on the SEVENTEENTH day of JUNE, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ADALBERT LESSARD,
St-Joseph de Beauce, Deputy Sheriff.
April 20, 1964. 6445-18-2

[First insertion: May 2, 1964]
[Second insertion: May 23, 1964]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 13,448. { **LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE**
DU QUÉBEC LTÉE,
corps politique et incorporé,

ayant sa place d'affaires à L'Assomption, district de Joliette, demanderesse; vs **ROGER DAIGNEAULT**, cultivateur, domicilié à Noyan, district de Bedford, et Dame **CLARA LACROIX**, veuve d'Émile Daigneault, domiciliée à La Baie Missisquoi, district de Bedford, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs:

« Une terre connue et désignée comme étant le lot numéro cent vingt et un (121) du cadastre officiel de la paroisse de St-Thomas, district de Bedford, supposé mesurer cent douze arpents en superficie, sans garantie de mesure précise, et bornée comme suit: à l'ouest par le chemin public, à l'est par Marshall Young et les représentants de feu Molson Derick, au nord par Alexander F. Derick, et au sud par William F. Mosher; avec toutes les bâtisses y érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Jacques, de Clarenceville, district de Bedford, LUNDI, le PREMIER jour de JUN 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif*,
Palais de Justice, P. ST-MARTIN.
Sweetsburg, Qué. 6501-18-2-o

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 13,448. { **LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE**
DU QUÉBEC LTÉE,
body politic and corporate

having its place of business at L'Assomption, district of Joliette, plaintiff; vs **ROGER DAIGNEAULT**, farmer, domiciled at Noyan, district of Bedford, and Dame **CLARA LACROIX**, widow of Émile Daigneault, domiciled at La Baie Missisquoi, district of Bedford, defendants.

As belonging to the defendants:

"A piece of land known and designated as being lot number one hundred and twenty-one (121) of the official cadaster of the parish of St-Thomas, district of Bedford, supposed to measure one hundred and twelve arpents in area, without guarantee of exact measure, and bounded as follows: on the west by the public road, on the east by Marshall Young and the representatives of the late Molson Derick, on the north by Alexander F. Derick, and on the south by William F. Mosher; with all the buildings thereon erected."

To be sold at the door of the catholic church of St-Jacques, of Clarenceville, district of Bedford, MONDAY, the FIRST day of JUNE 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, P. ST-MARTIN,
Court House, Sheriff.
Sweetsburg, Que. 6501-18-2

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No 34,861. **L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC**, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur, *vs* **PAUL-ÉMILE MAILHOT**, fils Rémi, cultivateur, demeurant en la paroisse de St-Léon, comté de Jonquière-Kénogami, P.Q., défendeur.

« Les lots de terre connus et désignés au cadastre officiel du canton Labrecque, comté de Jonquière-Kénogami, division d'enregistrement de Chicoutimi, sous les numéros douze du rang cinq (12 rg V) et neuf du rang quatre, à distraire cependant l'emplacement appartenant à la Commission Scolaire de St-Léon et mesurant cent pieds (100') sur cent vingt-cinq pieds (125').

Le tout avec les bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances, et avec toutes les servitudes actives et sujet aux servitudes passives, le cas échéant; lesdits lots contenant une superficie d'environ deux cent onze (211) acres, et ledit lot douze, rang V, notamment sujet à un acte de servitude en faveur de la Cie Électrique du Saguenay, passé devant J. J. Turcotte, notaire, le 3 juillet 1951, enregistré le 9 juillet 1951, sous le numéro 104,726. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Léon, le QUATORZIÈME jour du mois de MAI 1964, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Chicoutimi, le 3 avril 1964. *Le Shérif,* RENÉ DELISLE. 6201-15-2-0

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

District de Joliette

Cour Supérieure, Joliette, à savoir, No 19154. **L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC**, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur, *contre* **HENRY BROUILLETTE**, cultivateur, de la paroisse de St-Michel des Saints, Co. Berthier, défendeur.

« 1° Un lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante-neuf B (49B) dans le rang sept sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Provost, en la paroisse de St-Michel des Saints, comté de Berthier, de la contenance de quarante-neuf acres et vingt-cinq centièmes, avec toutes les constructions y érigées;

2° Un autre lot de terre connu et désigné sous le numéro cinquante (50) dans ledit rang sept sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre susdit, de la contenance de cent vingt-quatre acres et cinquante centièmes, avec toutes les bâtisses dessus construites;

À distraire dudit lot numéro cinquante (50) la partie appartenant à Omer Ouellette en vertu de l'acte enregistré à Berthier sous le numéro 93-740 et la partie réservée et appartenant à René Roy dans l'acte de vente enregistré à Berthier susdit sous le numéro 94-553.

Les immeubles ci-dessus décrits sont affectés d'une servitude consentie par Ronald Gouin en

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District de Chicoutimi

Superior Court, No. 34,861. **QUEBEC FARM CREDIT BUREAU**, body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff, *vs* **PAUL-ÉMILE MAILHOT**, Rémi's son, farmer, domiciled in the parish of St-Léon, county of Jonquière-Kénogami, P.Q., defendant.

“Lots of land known and designated on the official cadaster of the township of Labrecque, county of Jonquière-Kénogami, registry division of Chicoutimi, under numbers twelve of range five (12 rg V) and nine of range four, to withdraw however the emplacement belonging to the school commission of St-Léon and measuring one hundred feet (100') by one hundred and twenty-five feet (125').

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and with all the servitudes active and subject to passive servitudes, if any; the said lots containing an area of about two hundred and eleven (211) acres, and the lot twelve, range V, notably subject to an act of servitude in favour of the Electric Company of Saguenay, passed before J. J. Turcotte, notary, July 3, 1951, registered July 9, 1951, under number 104,726.”

To be sold “en bloc” at the parochial church door of St-Léon, the FOURTEENTH day of the month of MAY, 1964, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Chicoutimi, April 3, 1964. *RENÉ DELISLE,* Sheriff. 6201-15-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Joliette

Superior Court, Joliette, to wit: No. 19154. **THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU**, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* **HENRY BROUILLETTE**, farmer, of the parish of St-Michel des Saints, Co. of Berthier, defendant.

“1. A lot of land known and designated under number forty-nine B (49B) on range seven, in the official plan and book of reference of the cadaster of the township of Provost, in the parish of St-Michel des Saints, county of Berthier, having an area of forty-nine and twenty-five-hundredths acres, with all the buildings thereon erected;

2. Another lot of land known and designated under number fifty (50) on said range seven in the official plan and book of reference of the above-mentioned cadaster, having an area of one hundred and twenty-four and fifty-hundredths acres, with all the buildings thereon constructed;

To be withdrawn from said lot number fifty (50) is the part belonging to Omer Ouellette, in virtue of a deed registered in Berthier under number 93-740 and the part reserved and belonging to René Roy pursuant to a deed of sale registered in Berthier under number 94-553.

The immoveables described above are also affected by a servitude consented to by the

faveur de The Shawinigan Water & Power Company, devant Me J.R.A. Ménard, notaire, le 17 février 1949, enregistrée au bureau d'enregistrement du comté de Berthier sous le numéro 79-666.

Les immeubles ci-dessus décrits sont aussi affectés d'une servitude consentie par ledit Ronald Gouin en faveur de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada, par acte sous seing privé en date du 13 mai 1952, enregistré à Berthier susdit sous le numéro 85-045.»

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Michel des Saints, comté de Berthier, district de Joliette, le JEUDI, QUATRIÈME jour du mois de JUIN de l'an 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CHARLES ÉLÉMENT.
Joliette, ce 27 avril 1964. 6478-18-2-0

Ronald Gouin in favour of The Shawinigan Water & Power Company, before Me J.R.A. Ménard, notary, on February 17, 1949, registered in the registry office in the county of Berthier under number 79-666.

The above-described immovables are also affected by a servitude agreed to by the said Ronald Gouin in favour of The Bell Telephone Company of Canada, by a deed under a private seal, dated May 13, 1952, registered in the above-mentioned office in Berthier under number 85-045."

To be sold "en bloc" at the parochial church door in the parish of St-Michel des Saints, county of Berthier, district of Joliette, on THURSDAY, the FOURTH day of the month of JUNE, in the year 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLÉMENT,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Joliette, April 27, 1964. 6478-18-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 22-586-A. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré, ayant siège social à Québec, demandeur;
vs ADRIEN LEBEL, cultivateur, St-Pierre
Lamy, comté de Rivière-du-Loup, P. Q., défendeur.

Pour être vendus (en bloc) les immeubles suivants:

« Une terre contenant environ deux cents acres en superficie, connue sous les numéros quarante-deux et quarante-trois (42 et 43), rang 6, canton Demers, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Pierre Lamy, comté de Rivière-du-Loup, le VINGTIÈME jour de MAI 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, MAURICE MORIN.
Rivière-du-Loup, ce 2 avril 1964. 6186-15-2-0
[Première insertion le 11 avril 1964]

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 23-995. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré, ayant siège social à Québec, demandeur,
vs EMMANUEL BERNIER, autrefois cultiva-
teur de St-Michel de Squatteck, comté de Témis-
couata, maintenant domicilié à Ste-Rose du Dé-
gélé, comté de Témiscouata, défendeur.

Pour être vendus (en bloc) les immeubles suivants:

« Un lot situé dans la paroisse de St-Michel de Squatteck, mesurant environ cent acres en superficie, connu et désigné sous les numéros un a et un b (1a & 1b) au cadastre fait pour le cinquième rang du canton Robitaille, comté de Témiscouata, avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, sauf et à distraire dudit lot un b, toute la partie appartenant à Alfred et Émile Bernier, et comprise entre les bornes suivantes: bornée au sud-ouest partie par un ruisseau passant à cet endroit et partie à un chemin de douze pieds de largeur réservé par François Viel et servant à communiquer de chemin du rang cinq

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT
No. 22-586-A. { BUREAU, body politic
and corporate, having its head
office at Quebec, plaintiff; vs ADRIEN LEBEL,
farmer, St-Pierre Lamy, county of Rivière-du-
Loup, P.Q., defendant.

To be sold (en bloc) the following immovables:

«A piece of land containing about two hundred acres in area, known under numbers forty-two and forty-three (42 and 43), range 6, township of Demers, with all buildings thereon erected, circumstances and dependencies.»

To be sold at the church door of St-Pierre Lamy, county of Rivière-du-Loup, the TWENTIETH day of MAY, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,

Sheriff's office, *Sheriff.*
Rivières-du-Loup, April 2, 1964. 6186-15-2
[First insertion, April 11, 1964]

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, { QUEBEC FARM CRE-
No. 23-995. { DIT BUREAU, body
politic and corporate, having
its head office in Quebec, plaintiff, vs EMMANUEL
BERNIER, formerly farmer of St-Mi-
chel de Squatteck, county of Témiscouata, now
residing at St-Rose du Dégélé, county of Témis-
couata, defendant.

To be sold (en bloc) the following immovables:

«A lot situated in the parish of St-Michel de Squatteck, measuring about one hundred acres in superficial area, known and designated under numbers one a and one b (1 a & 1 b) on cadaster executed for the fifth range of the township of Robitaille, county of Témiscouata, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, save and withdraw of said lot one b, all the part belonging to Alfred and Émile Bernier, and included between the following boundaries: bounded to southwest, partly by a brook passing by that place and partly by a road of twelve feet side reserved by François Viel and

à la Rivière Touladie, au nord-est par le lot cinquante-sept du rang cinq du canton Biencourt, au sud-est par un chemin public au rang six du canton Robitaille, et au nord-ouest par la Rivière Touladie, la partie distraite contenant environ vingt acres en superficie.

Tous les droits réels et de location ou préemption que l'emprunteur a et peut avoir dans et sur un autre lot situé au même lieu et voisin de celui ci-dessus décrit, mesurant environ vingt-deux acres en superficie, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cinquante-sept A au cadastre fait pour le rang trois nord-ouest du canton Biencourt, comté de Rimouski (p. 57 a rang III n.o. Biencourt); ledit terrain borné au nord-ouest par le résidu dudit lot 57a, au sud-ouest au canton Robitaille ou l'immeuble en premier lieu décrit, au sud-est à la Rivière Touladie et au nord-est par le lot cinquante-six dudit rang III nord-ouest.

Tel que le tout est présentement. »

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Michel de Squatteck, comté de Témiscouata, le VINGT-UNIÈME jour de MAI 1964, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Rivière-du-Loup, MAURICE MORIN.
ce 2 avril 1964. 6185-15-2-o
[Première insertion: le 11 avril 1964]

used to communicate from road of range five to River Touladie, northeast by lot fifty-seven of fifth range to township of Biencourt, southeast by a public road to sixth range of the township of Robitaille, and to northwest by River Touladie, the deducted part containing about twenty acres in superficial area.

All the real rights and of location or pre-emptional that the borrower has or may have in and upon another lot situated at the same place and adjoining the one hereinabove described, measuring about twenty-two acres in superficial area, known and designated as being part of lot number fifty-seven A on the cadaster executed for range three northwest of the township of Biencourt, county of Rimouski (P. 57a range III n.w. Biencourt); the said land bounded to northwest by the residue of said lot 57a, southwest by township of Robitaille or the immoveable firstly described, to southeast by River Touladie and to northeast by lot fifty-six of said range III northwest.

As the whole now subsists. »

To be sold at the church door of St-Michel de Squatteck, county of Témiscouata, on the TWENTY-FIRST day of MAY, 1964, at THREE in the afternoon.

Sheriff's Office, MAURICE MORIN,
Rivière-du-Loup, Sheriff.
April 2, 1964. 6185-15-2
[First insertion: April 11, 1964]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 23-987. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et in-
corporé, ayant siège social à Québec, demandeur,
vs CYRICE PELLETIER, autrefois cultivateur
de Rivière-du-Loup, maintenant domicilié à
249 Ave du Parc, Granby, P.Q., défendeur.

Pour être vendus (en bloc) les immeubles suivants:

« Une terre contenant environ cent cinquante acres en superficie, connue sous les numéros vingt-six-A, vingt-six-B, vingt-sept-A et vingt-sept-B (26-A, 26-B, 27-A et 27-B), rang 4, canton Demers, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Hubert, comté de Rivière-du-Loup, le VINGTIÈME jour de MAI 1964, à QUATRE heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Rivière-du-Loup, MAURICE MORIN.
ce 2 avril 1964. 6187-15-2-o
[Première insertion: le 11 avril 1964]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT
No. 23-987. { BUREAU, body politic
and corporate, having its head
office at Quebec, plaintiff, vs CYRICE PELLETIER, heretofore farmer of Rivière-du-Loup, now domiciled at 249, Park Avenue, Granby, P.Q., defendant.

To be sold ("en bloc") the following immoveables:

"A piece of land containing about one hundred and fifty acres in area, known under numbers twenty-six-A, twenty-six-B, twenty-seven-A and twenty-seven-B (26-A, 26-B, 27-A and 27-B), range 4, township of Demers, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of St-Hubert, county of Rivière-du-Loup, the TWENTIETH day of MAY, 1964, at FOUR o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, MAURICE MORIN,
Rivière-du-Loup, this April 2, 1964. 6187-15-2
[First insertion: April 11, 1964]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal
Montréal, à savoir: { DAME IRÈNE SPEER
No 622 026. { et vir, demande-
resse, vs Les HÉRITIERS
DE FEU FRED PRIEST, défendeurs.

Le lot No 268 de la subdivision officielle du lot No 219 (219-268) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Jeanne de l'île Perrot, comté de Vaudreuil.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Jeanne de Chantal de l'île Perrot,

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal
Montreal, to wit: { DAME IRÈNE SPEER
No. 622 026. { et vir, plaintiff, vs
The HEIRS OF THE LA-
TE FRED PRIEST, defendant's.

Lot No. 268 of the official sub-division of the lot No. 219 (219-268) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Jeanne de l'île Perrot, county of Vaudreuil.

To be sold at the parochial church door of the parish of Ste-Jeanne de Chantal in the Isle Perrot,

comté de Vaudreuil, le QUINZIÈME jour de MAI 1964, à ONZE heures, de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Montréal, 6 avril 1964. *Le Shérif,* L.-P. CAISSE, C.R. 6218-15-2

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat — District de Montréal
Montréal, à savoir: { CITE DE CHOMEY, No. 750 520. { DEY, demanderesse, vs JEAN MAURICE LA-VOIE, défendeur.

« Un emplacement situé dans la cité de Chomey (quartier St-Martin) comté de Laval, ayant front sur le boulevard St-Martin, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro quatre cent trente-trois (P. de 433) au cadastre officiel de la paroisse de St-Martin, de la contenance de soixante-trois pieds de largeur (63') par cent dix pieds de profondeur (110'), bornée cette dite partie: en front au nord par le chemin public; d'un côté au nord-est par l'emplacement de Sieur Armand Chabot ou représentants, au sud et au sud-ouest, par le terrain de L. J. Jasmin ou représentants; ledit emplacement avec toutes les constructions dessus érigées, notamment une maison portant le numéro civique 3958 dudit Boulevard St-Martin ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Martin, en la cité de Chomey, (quartier St-Martin) le CINQUIÈME jour du mois de JUIN 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Montréal, le 27 avril 1964. *Le Shérif,* L.-P. CAISSE, C.R. 6479-18-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal
Montréal, à savoir: { E. A. LAURENT, No. 623 341. { demandeur, vs T. H. N. BRAMOS, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur l'avenue Bloomfield dans la cité d'Outremont, district de Montréal, connu et désigné comme étant la partie nord-ouest du lot numéro cent cinquante-et-un de la subdivision du lot originaire numéro trente-quatre A (34-A-P. N.-O. 151) au cadastre officiel de la paroisse de Montréal, mesurant 20' de largeur sur 100' de profondeur, et borné comme suit: en front vers le nord-est par la rue Bloomfield, à l'arrière vers le sud-ouest par la ruelle, sur le côté nord-ouest, par le lot 34-A-152, sur le côté sud-est par le reste du lot 34-A-151. Avec les bâtisses y construites portant les numéros 736, 736A et 736B de l'avenue Bloomfield dans la cité d'Outremont, dépendances et circonstances. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIÈME jour du mois de JUIN, 1964, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Montréal, le 27 avril 1964. *Le Shérif,* L.-P. CAISSE, C.R. 6480-18-2-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal
Montréal, à savoir: { DAME YVETTE POIS, No 610 993. { SANT, demanderesse, vs DENIS SAVARIA, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Gérard en la ville de Fabreville et composé comme suit:

county of Vaudreuil, on the FIFTEENTH day of MAY 1964, at ELEVEN o'clock, in the morning.

Sheriff's Office, Montreal, April 6, 1964. *L.-P. CAISSE, Q.C., Sheriff.* 6218-15-2-0

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court — District of Montreal
Montreal, to wit: { CITY OF CHOMEY, No. 750 520. { plaintiff, vs JEAN MAURICE LAVOIE, de-

fendant.

«An emplacement situated in the city of Chomey (St-Martin Ward), county of Laval, having frontage on St-Martin Blvd., known and designated as forming part of lot number four hundred and thirty-three (P. of 433) in the official cadaster of the parish of St-Martin, measuring sixty-three feet (63') in width by one hundred and ten feet in depth (110'), this said part bounded as follows: in front, on the north, by the public road, on one side, on the north-east, by the emplacement belonging to Mr. Armand Chabot, or representatives, on the south and on the south-west by the land belonging to L. J. Jasmin or representatives; the said emplacement with all the buildings thereon erected, notably a house bearing civic number 3958 on said St-Martin Blvd.»

To be sold at the parochial church door in the parish of St-Martin, in the city of Chomey (St-Martin Ward) on the FIFTH day of the month of JUNE, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Montreal, April 27, 1964. *L.-P. CAISSE, Q.C., Sheriff.* 6479-18-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal
Montreal, to wit: { E. A. LAURENT, No. 623 341. { plaintiff, vs T. H. N. BRAMOS, defendant.

«An emplacement having frontage on Bloomfield Ave., in the city of Outremont, district of Montreal, and designated as being the northwest part of lot number one hundred and fifty-one of the subdivision of original lot number thirty-four A (34-A, N.-W. P. 151) in the official cadaster of the parish of Montreal, measuring 20' in width by 100' in depth, and bounded as follows: in front, on the northeast, by Bloomfield St., in the rear, on the southwest, by a lane, on the northwest side by lot 34-A-152, on the southeast side by the remainder of lot 34-A-151. With the buildings thereon constructed, bearing numbers 736, 736A and 736B Bloomfield Ave., in the city of Outremont, dependencies and circumstances.»

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of the month of JUNE, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Montreal, April 27, 1964. *L.-P. CAISSE, Q.C., Sheriff.* 6480-18-2

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal
Montreal, to wit: { DAME YVETTE POIS, No. 610 993. { SANT, plaintiff, vs DENIS SAVARIA, defen-

dant.
An emplacement having frontage on Gérard St., in the town of Fabreville, composed as follows:

a) De la subdivision numéro cent soixante-deux du lot originaire numéro deux cent trente (230-162) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, mesurant quatre-vingt-quatorze pieds et huit dixièmes de pied (94.8') dans la ligne sud-est, en front, quatre-vingt-treize pieds et quatre dixièmes de pied (93.4') dans la ligne nord-ouest, en arrière sur une profondeur de soixante-cinq pieds (65') et contenant une superficie de six mille cent seize pieds carrés (6,116') et

b) De la subdivision numéro onze du lot originaire numéro deux cent vingt-neuf (229-11) aux dits plan et livre de renvoi, mesurant cinq pieds et deux dixièmes de pied (5.2') dans la ligne sud-est en front, six pieds et six dixièmes de pied (6.6') dans la ligne nord-ouest, en arrière sur une profondeur de soixante-cinq pieds (65') et contenant une superficie de trois cent quatre-vingt-quatre pieds carrés (384').

Les mesures ci-dessus sont anglaises et plus ou moins.

Avec la maison détachée dessus érigée portant le no civique 3077 de ladite rue Gérard.

Sujet à une servitude en faveur de The Bell Telephone Company of Canada suivant acte de servitude enregistré à Laval sous le no 149670.

Ainsi que le tout se trouve présentement sans aucune exception ni réserve.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Rose, comté de Laval, le CINQUIÈME jour du mois de JUN 1964, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE, C.R.
Montréal, le 27 avril 1964. 6481-18-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour de l'Échiquier du Canada

Montréal, à savoir: { SA MAJESTÉ LA REINE, aux droits du Dominion du Canada, demanderesse, vs J. LORENZO LANGLOIS, défendeur.

Deux lots vacants, ayant front sur l'avenue Mortlake en la cité de St-Lambert, connus et désignés sous les lots numéros mille quatre cent cinquante et un et mille quatre cent cinquante-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante et un (161-1451 et 1454) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, division d'enregistrement du comté de Chambly.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le QUATRIÈME jour du mois de JUN 1964, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE, C.R.
Montréal, le 28 avril 1964. 6502-18-2-0

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { BEL ENSEIGNES INC., Cour Supérieure, corps politique incorporé ayant son siège social dans les cité et district de Québec, contre LES IMMEUBLES RIVIERA INC., corps politique incorporé ayant une place d'affaires à Lac-St-Augustin Sud, district de Québec.

a) Of subdivision number one hundred and sixty-two of original lot number two hundred and thirty (230-162) in the official plan and book of reference of the parish of Ste-Rose, measuring ninety-four and eight-tenths feet (94.8') on its south-east line, in front, ninety-three and four-tenths feet (93.4') on its north-west line, in the rear, by a depth of sixty-five feet (65') and having an area of six thousand one hundred and sixteen square feet (6,116') and

b) Of subdivision number eleven of original lot number two hundred and twenty-nine (229-11) in the said plan and book of reference, measuring five and two-tenths feet (5.2') on its south-east line, in front, six and six-tenths feet (6.6') on its north-west line, in the rear, by a depth of sixty-five feet (65') and having an area of three hundred and eighty-four square feet (384').

The above measures are English and more or less.

With a self-contained house thereon erected, bearing civic number 3077 of the said Gérard St.

Subject to a servitude in favour of The Bell Telephone of Canada according to a deed of servitude registered at Laval under No. 149670.

The whole as it is presently to be found without any exception nor reservation.

To be sold at the parochial church door in the parish of Ste-Rose, county of Laval, on the FIFTH day of the month of JUNE, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,

Sheriff's Office, Montreal, April 27, 1964. 6481-18-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
The Exchequer Court of Canada

Montreal, to wit: { HER MAJESTY THE QUEEN, by rights of the Dominion of Canada, plaintiff, vs J. LORENZO LANGLOIS, defendant.

Two vacant lots, having frontage on Mortlake Avenue in the city of St-Lambert, known and designated under lots numbers one thousand four hundred and fifty-one and one thousand four hundred and fifty-four of the official subdivision of the original lot number one hundred and sixty-one (161-1451 and 1454) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Antoine de Longueuil, registration division of the county of Chambly.

To be sold at the registration office of the county of Chambly, at Longueuil, on the FOURTH day of the month of JUNE 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,

Sheriff's Office, Montreal, April 28, 1964. 6502-18-2-0

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { BEL ENSEIGNES INC., Superior Court, body politic and corporate, having its head office in the city and district of Quebec against LES IMMEUBLES RIVIERA INC., body politic and corporate, having its place of business at Lac-St-Augustin South, district of Quebec.

« Partie du lot cinq cent seize (516) du cadastre St-Augustin, borné au nord-est par partie des lots cinq cent quatorze (514) et cinq cent seize (516) au sud-est par partie cinq cent seize (516) et le chemin public, sud-ouest par cinq cent seize - soixante-neuf (516-69) à quatre-vingt-dix (90), le lot cinq cent seize - quarante-sept (516-47) et une partie du lot cinq cent seize (516), au nord-ouest par partie du lot cinq cent seize - soixante-neuf (516-69) et une partie du lot cinq cent soixante-quatre (564) du cadastre de l'Ancienne-Lorette. Mesurant mille cent quinze pieds (1115) et cent quatre-vingt-onze - quatre-vingt-trois pieds (191.83) dans ses lignes nord-est, cent quatre-vingt-onze - quatre-vingt-trois pieds (191.83) et cent trois - dix-sept pieds (103.17) dans ses lignes sud-est, contenant en superficie trois cent dix-sept mille trois cent quatre-vingt-neuf pieds (317,389).

Partie cinq cent seize (516) bornée au nord-est par cinq cent seize - soixante et dix (516-70) à quatre-vingt-dix (90), au sud-est au chemin public, au sud-ouest par cinq cent seize - quarante-huit (516-48) à soixante et huit (68) et au nord-ouest par partie du lot cinq cent seize (516) (rue). Mesurant quarante-cinq pieds (45) de largeur par une longueur moyenne de mille cent soixante et trois - cinq pieds (1,163.5) contenant en superficie cinquante-deux mille trois cent cinquante-sept - cinq pieds (52,357.5).

Partie cinq cent seize (516) bornée au nord-est par cinq cent seize - vingt-sept (516-27) à quarante-six (46), au sud-est par le chemin public, au sud-ouest par cinq cent seize - sept (516-7) à vingt-six (26) et au nord-ouest par partie cinq cent seize (516) (rue). Mesurant quarante pieds (40) de largeur par une longueur moyenne de mille cent quarante-huit pieds (1,148) superficie quarante-cinq mille neuf cent vingt pieds (45,920).

Partie cinq cent seize (516) bornée au nord-est par partie du lot cinq cent seize (516), au sud-est par des parties du lot cinq cent seize (516) et par les lots cinq cent seize - sept (516-7), cinq cent seize - quarante-six (516-46), cinq cent seize - quarante-huit (516-48), cinq cent seize - soixante-neuf (516-69), au sud-ouest par partie cinq cent dix-sept (517), au nord-ouest par cinq cent seize - un (516-1) à six (6), cinq cent seize A (516A), cinq cent seize - quarante-sept (516-47), et cinq cent seize - quatre-vingt-onze (516-91), superficie vingt-quatre mille neuf cents pieds (24,900).

Et le lot cinq cent seize - soixante et onze (516-71);

De même que les circonstances et dépendances; »
appartenant à la défenderesse;

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Augustin, comté de Portneuf, le QUINZIÈME jour de MAI prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

ME ANTOINE BOURGET, C.R.

Bureau du Shérif,

Québec, le 6 avril 1964.

6243-15-2-o

[Première insertion: 11 avril 1964]

[Deuxième insertion: 2 mai 1964]

“Part of lot five hundred and sixteen (516) on the cadaster of St-Augustin, bounded on the northeast by part of lots five hundred and fourteen (514) and five hundred and sixteen (516) on the southeast by part five hundred and sixteen (516) and the public road, southwest, by five hundred and sixteen - sixty-nine (516-69) at ninety (90) lot five hundred and sixteen - forty-seven (516-47) and a part of lot five hundred and sixteen (516), on the northwest by part of lot five hundred and sixteen - sixty-nine (516-69) and a part of lot five hundred and sixty-four (564) on the cadaster of L'Ancienne-Lorette. Measuring one thousand one hundred and fifteen feet (1115) and one hundred and ninety-one - eighty-three feet (191.83) in its northeast lines, one hundred and ninety-one - eighty-three feet (191.83) and one hundred and three - seventeen feet (103.17) in its southeast lines, containing in area three hundred and seventeen thousand three hundred and eighty-nine feet (317,389).

Part five hundred and sixteen (516) bounded on the northeast by five hundred and sixteen - seventy (516-70) to ninety (90), on the southeast of the public road, on the southwest by five hundred and sixteen - forty-eight (516-48) to sixty-eight (68) and on the northwest by part of lot five hundred and sixteen (516) (street). Measuring forty-five feet (45) in width by an average length of one thousand one hundred and sixty-three - five feet (1,163.5) containing in area fifty-two thousand three hundred and fifty-seven - five feet (52,357.5).

Part five hundred and sixteen (516) bounded on the northeast by five hundred and sixteen - twenty-seven (516-27) at forty-six (46), on the southeast by the public road, on the southwest by five hundred and sixteen - seven (516-7) at twenty-six (26) and on the northwest by part five hundred and sixteen (516) (street). Measuring forty feet (40) in width by an average length of one thousand one hundred and forty-eight feet (1,148) area forty-five thousand nine hundred and twenty feet (45,920).

Part five hundred and sixteen (516) bounded on the northeast by part of lot five hundred and sixteen (516), on the southeast, by parts of lot five hundred and sixteen (516) and by lots five hundred and sixteen - seven (516-7), five hundred and sixteen - forty-six (516-46) five hundred and sixteen - forty-eight (516-48), five hundred and sixteen - sixty-nine (516-69), on the southwest by part five hundred and seventeen (517), on the northwest by five hundred and sixteen - one (516-1) at six (6), five hundred and sixteen A (516A), five hundred and sixteen - forty-seven (516-47), and five hundred and sixteen - ninety-one (516-91), area twenty-four thousand nine hundred feet (24,900).

And lot five hundred and sixteen - seventy-one (516-71);

As well as the circumstances and dependencies;”
belonging to the defendant;

To be sold at the church door of St-Augustin, county of Portneuf, on the FIFTEENTH day of MAY next at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Quebec, April 6, 1964.

6243-15-2

[First insertion: April 11, 1964]

[Second insertion: May 2, 1964]

Fieri Facias

Québec, à savoir: **COMMERCIAL CREDIT CORPORATION LIMITED**, corporation légalement constituée ayant son siège social à 35 Blvd Charest Est, mis en cause, contre **ALPHONSE CHASSÉ**, cultivateur, domicilié à Villeroi, district de Québec, était demandeur et **MACHINERIE AGRICOLE ET INDUSTRIELLE LIMITÉE**, corporation légalement constituée ayant son siège social à St-Nicolas Station, district de Québec.

1° Une terre située à Villeroi, dans le mille carré contenant respectivement vingt arpents et vingt-six perches et le second quarante-six perches, connue et désignée comme étant les lots numérisés sept cent vingt-trois-sept cent dix-neuf-vingt-sept-B et sept cent vingt-trois-sept cent dix-neuf-soixante-treize (723-719-27B et 723-719-73) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean Deschailions, dans le Rang A, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une autre terre située en ladite paroisse étant la partie nord-ouest du lot primitif numéro vingt-six, la partie nord-ouest du lot primitif numéro vingt-sept et le coin nord du lot primitif numéro vingt-huit du seizième Rang de la Seigneurie de Deschailions, contenant respectivement vingt-huit, vingt-cinq et un demi arpent en superficie, et étant maintenant connu et désigné comme étant les lots numérisés sept cent vingt-trois-cinq cent dix-huit, sept cent vingt-trois-cinq cent dix-sept et partie de sept cent vingt-trois-cinq cent seize (723-518, 723-517 et ptie 723-516) du cadastre officiel susdit avec bâtisses dessus construites.

3° Une autre terre située au village de Villeroi dans ledit mille carré, de la contenance de douze arpents et cinq-dixième environ, laquelle terre est connue et désignée comme étant le lot sept cent vingt-trois-sept cent dix-neuf-vingt-sept-C (723-719-27C) et sept cent vingt-trois-sept cent dix-neuf-soixante-quinze (723-719-75) dudit Rang A aux plan et livre de renvoi officiels susdits, à distraire les emplacements vendus à Zélida Allie suivant titres dûment enregistrés et convenant un arpent en superficie.

4° Une autre terre située en ladite paroisse de Villeroi, contenant environ neuf arpents de largeur sur dix-huit arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée comme étant partie sud-est des lots numérisés sept cent vingt-trois-cinq cent soixante et onze, sept cent vingt-trois-cinq cent soixante-douze et sept cent vingt-trois-cinq cent soixante-treize (P.S.E. de 723-571, 723-572 et 723-573) du cadastre officiel susdit, borné à un bout au sud-est à la route Trans-Canadienne, à l'autre bout au nord-ouest à Robert Jacques et Dame O. Lamoureux, d'un côté au sud-ouest à Hector Côté et de l'autre côté au nord-est à la route, à distraire un emplacement de trois arpents de longueur sur un arpent et quart de largeur le long de la route appartenant à Dame Loyola Delorme ainsi que les emplacements de Rosaire Demers et Roger Fontaine le long de la route Trans-Canadienne formant une superficie d'environ seize arpents et la partie cédée pour l'élargissement de la route Trans-Canadienne le tout suivant titres dûment enregistrés.

Fieri Facias

Quebec, to wit: **COMMERCIAL CREDIT CORPORATION LIMITED**, body legally incorporated, having its head office at 35 Charest Blvd. East, mis-en-cause, versus **ALPHONSE CHASSÉ**, farmer, domiciled at Villeroi, district of Quebec, was plaintiff and **MACHINERIE AGRICOLE ET INDUSTRIELLE LIMITÉE**, body legally incorporated, having its head office in St-Nicolas Station, district of Quebec.

1. A farm situated in Villeroi, in the square mile containing, respectively, twenty arpents and twenty-six rods and the second, forty-six rods, known and designated as being lots numbers seven hundred and twenty-three-seven hundred and nineteen-twenty-seven-B and seven hundred and twenty-three-seven hundred and nineteen-seventy-three (723-719-27B and 723-719-73) in the official cadaster of the parish of St-Jean-Deschailions, in Range A, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

2. Another farm situated in the said parish being the northwest part of original lot number twenty-six, the northwest part of original lot number twenty-seven, and the north corner of original lot number twenty-eight on the sixteenth Range in the Seigneurie of Deschailions, having areas respectively of twenty-eight, twenty-five and one-half arpents in area, and now being known and designated as being lots numbers seven hundred and twenty-three-five hundred and eighteen, seven hundred and twenty-three-five hundred and seventeen and part of seven hundred and twenty-three-five hundred and sixteen (723-518, 723-517 and pt 723-516) in the above-mentioned official cadaster, with buildings thereon constructed.

3. Another farm situated in the village of Villeroi, within the said square mile, having an area of twelve and five-tenths arpents, approximately, which farm is known and designated as being lot seven hundred and twenty-three-seven hundred and nineteen-twenty-seven-C (723-719-27C) and seven hundred and twenty-three-seven hundred and nineteen-seventy-five (723-719-75) on said Range A in the above-mentioned official plan and book of reference; to be withdrawn are the emplacements sold to Zélida Allie according to the deeds duly registered, and measuring one arpent in area.

4. Another farm situated in the said parish of Villeroi, measuring approximately nine arpents in width by eighteen arpents in depth, more or less, known and designated as being the southeast part of lots numbers seven hundred and twenty-three-five hundred and seventy-one, seven hundred and twenty-three-five hundred and seventy-two and seven hundred and twenty-three-five hundred and seventy-three (S.E.P. of 723-571, 723-572 and 723-573) in the above-mentioned official cadaster, bounded on one end, on the southeast, by the Trans-Canada Highway, on the other end, on the northwest, by Robert Jacques and Dame O. Lamoureux, on one side, on the southwest, by Hector Côté, and on the other side, on the northeast, by the highway; to be withdrawn is an emplacement measuring three arpents in length by one and one-quarter arpent in width along the road belonging to Dame Loyola Delorme, as well as the emplacements belonging to Rosaire Demers and Roger Fontaine along the Trans-Canada Highway, having an area of approximately sixteen arpents, and the part ceded for the widening of the

La Couronne, 723-453 Deschaillons, étant le numéro 24 de l'arpentage primitif, borné vers le nord-ouest par le 14^{ième} Rang, vers le sud-est par le numéro 723-452 et vers le sud-ouest par le numéro 723-454; mesurant en front trois arpents de largeur sur trente arpents de profondeur, contenant en superficie quatre-vingt-dix arpents (90).

Sujets lesdits lots à une servitude de non-accès à ladite route Trans-Canadienne tel que mentionné dans un avis sous scing privé en date du 24 novembre 1961, enregistré à Ste-Croix, sous le numéro 89451 et également dans une quittance, en date du 7 juillet 1962, devant Me J.-O. Parent, notaire, enregistrée audit bureau sous le numéro 90318.

Extrait du prêt par l'office du Crédit Agricole à Alphonse Chassé en date du quatorze septembre mil neuf cent soixante-deux.

Le tout avec circonstances et dépendances.

Pour être fendu à la porte de l'église de Villeroy, comté de Lotbinière, le QUINZIÈME jour de MAI prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

ME ANTOINE BOURGET, C.R.

Bureau du Shérif,

Québec, le 6 avril 1964. 6244-15-2-0
[Première insertion: 11 avril 1964.]
[Deuxième insertion: 2 mai 1964.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { PAUL DUVAL, notaire, régulièrement inscrit au Cour Supérieure, No 126-665. }
tableau de la Chambre des Notaires du district de Québec, ayant acquitté toutes ses cotisations pour l'année en cours, et exerçant sa profession sous les nom et raison sociale de DUVAL & VILLENEUVE, notaires, à 2700, Boulevard Laurier, Québec, P. Q., contre J.-ARTHUR SIMARD, domicilié à 140, Boulevard Pie XII, R. R. No 3, Loretteville, P. Q.

Subdivision d'une partie du lot 270-29-A. De figure trapezoidale, borné vers le nord par la route de Valcartier, vers le sud-est et le sud-ouest par le lot numéro 270-90-A non subdivisé, et vers le nord-ouest par le lot numéro 272-1 non subdivisé, mesurant soixante pieds (60') de largeur sur une profondeur moyenne de trois cent trois pieds et soixante-quinze centièmes (303'.75) et contenant en superficie dix-huit mille deux cent vingt-cinq pieds carrés (18,225') du cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de Loretteville, avec circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Ambroise de Loretteville, comté de Québec, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

ME ANTOINE BOURGET, C.R.

Bureau du Shérif,

Québec, le 23 avril 1964. 6490-18-2-0
[Première insertion: 2 mai 1964]
[Deuxième insertion: 23 mai 1964]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { DAME LIANE GAKamouraska, GNON, marchand de publique de St-Athanas, dans le district de Kamouraska, épouse sépa-

Trans-Canada Highway, the whole according to deeds duly registered.

The Crown, 723-453 Deschaillons, being number 24 in the original surveying, bounded on the northwest by the 14th Range, on the southeast by number 723-452 and on the southwest by number 723-454, measuring in front three arpents in width by thirty arpents in depth, having an area of ninety arpents (90).

The said lots are subject to a servitude of non-access to the said Trans-Canada Highway, as mentioned in a notice under private seal, dated November 24, 1961, registered in Ste-Croix under number 89451 and also in a receipt, dated July 7, 1962, before Me J.-O. Parent, notary, registered in the said office under number 90318.

Extract of a loan by the Farm Credit Bureau to Alphonse Chassé, dated the fourteenth day of September, one thousand nine hundred and sixty-two.

The whole with circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Villeroy, county of Lotbinière, on the FIFTEENTH day of MAY, next, at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, C.C.,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Quebec, April 6, 1964. 6244-15-2
[First insertion: April 11, 1964]
[Second insertion: May 2, 1964]

Fieri Facias

Quebec, to wit: { PAUL DUVAL, notary, regularly registered on the Superior Court, No. 126-665. }
Board of Notaries of the district of Quebec, having paid all his dues for the present year and practising his profession under name and style of DUVAL & VILLENEUVE, notaries, 2700 Laurier Boulevard, Quebec, P. Q., against J.-ARTHUR SIMARD, domiciled at 140 Pie XII Boulevard, R. R. No. 3, Loretteville, P. Q.

Subdivision of a part of lot 270-29-A of a trapezoidal figure bounded towards the north by the Valcartier road, towards the south-east and the south-west by the unsubdivided lot number 270-90-A, and towards the north-west by the unsubdivided lot number 272-1 measuring sixty feet (60') in width by an average depth of three hundred and three feet and seventy-five hundredths (303'.75) and containing in superficial area eighteen thousand two hundred and twenty-five square feet (18,225') on the official cadaster of the parish of St-Ambroise de Loretteville, with circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of St-Ambroise de Loretteville, county of Quebec, on the FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, C.C.,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Quebec, April 23, 1964. 6490-18-2-0
[First insertion: May 2, 1964]
[Second insertion: May 23, 1964]

Fieri Facias

Quebec, to wit: { DAME LIANE GAKamouraska, GNON, marchand de publique, of St-Athanas, district of Kamouraska, wife separated as to

rée de biens de Dominique Lemieux, du même endroit, contre WILFRID SIROIS, de St-Apollinaire (rang Gaspé) dans le comté de Lotbinière.

1° Une terre contenant un arpent et demi de front sur vingt-quatre arpents de profondeur, connue et désignée comme étant partie du lot (P-208) deux cent huit du cadastre officiel pour la paroisse de St-Apollinaire, comté de Lotbinière. Bornée au nord au chemin, au nord-est au lot 209, au sud aux terres de la concession Bois Joli et au sud-ouest aux héritiers d'Alfred Demers.

2° Une autre terre d'un arpent et demi de front sur trente arpents de profondeur, connu sous le lot numéro (209) deux cent neuf dudit cadastre de St-Apollinaire.

3° Une autre terre contenant un arpent et demi de front sur environ vingt-sept arpents de profondeur, connue sous le lot numéro (210) deux cent dix dudit cadastre de St-Apollinaire, susdit comté. Avec toutes les bâtisses dessus érigées et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Apollinaire, comté de Lotbinière, le CINQUIÈME jour de JUN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, C.R.
 Québec, le 27 avril 1964. 6500-18-2-0
 [Première insertion: 2 mai 1964.]
 [Deuxième insertion: 23 mai 1964.]

property of Dominique Lemieux, same place against WILFRID SIROIS, of St-Apollinaire' (Gaspé Range) in the county of Lotbinière'

1. A lot of land containing one arpent and a half in front by twenty-four arpents in depth, known and designated as being part of lot (P-208) two hundred and eight on the official cadaster for the parish of St-Apollinaire, county of Lotbinière. Bounded to the north by the road, to the north-east by lot 209, to the south by the lands of the Bois Joli concession and to the south-west by Alfred Demers heirs.

2. Another lot of land of one arpent and a half in front by thirty arpents in depth, known as lot number (209) two hundred and nine on the aforesaid cadaster of St-Apollinaire.

3. Another lot of land containing one arpent and a half in front by about twenty-seven arpents in depth, known as lot number (210) two hundred and ten on the said cadaster of St-Apollinaire, said county. With all buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of St-Apollinaire, county of Lotbinière, on the FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
 Québec, April 27, 1964. 6500-18-2
 [First insertion: May 2, 1964.]
 [Second insertion: May 23, 1964.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
 District de Richelieu

Cour de Magistrat, { ALBERT MILLETTE, mécanicien, demeurant et faisant affaires à 283, rue Sheppard, Sorel, district de Richelieu, demandeur, vs DAME JEANNE D'ARC COURNOYER, demeurant et résidant au Chemin St-Roch, St-Roch, district de Richelieu, défendresse.

« Un immeuble connu et désigné au cadastre de la paroisse de St-Roch, sur Richelieu comme partie du lot quatre-vingt-quatorze (94) situé en la concession de la Côte St-Jean, côté est du chemin de front, mesurant soixante (60) pieds de largeur sur la profondeur qu'il y a du chemin de front de ladite concession à aller au Petit Chenaill de l'Île de Chaillon, borné en front ou vers l'ouest par le chemin de front de la concession, en profondeur ou vers l'est par le Petit Chenaill, d'un côté ou vers le nord par autre partie du lot quatre-vingt-quatorze (94) de Gilles Desmarais et de l'autre côté ou vers le sud par autre partie dudit lot quatre-vingt-quatorze (94) de Gérard Deblois, avec bâtisse y érigée. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Roch, comté de Richelieu, district de Richelieu, le QUINZIÈME jour de MAI 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ADÉLARD GOULET.
 Sorel, le 1er avril 1964. 6188-15-2-0

Fieri Facias de Terris
 District de Montréal

Cour Supérieure, { RACHEL LEPAGE, ouvrière en fourrure, fille majeure et usant de ses droits, de la ville de Beloeil, district de Richelieu (301 rue Nelligan) demanderesse, vs LES HÉRITIERS

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
 District de Richelieu

Magistrates' Court, { ALBERT MILLETTE, mechanic, residing and carrying on business at 283 Sheppard St., Sorel, district of Richelieu, plaintiff, vs DAME JEANNE D'ARC COURNOYER, residing and living at Chemin St-Roch, St-Roch, district of Richelieu, defendant.

«An immoveable known and designated on the cadaster of the parish of St-Roch sur Richelieu, as part of lot ninety-four (94) situated in the Côte St-Jean concession, east side of the front road, measuring sixty (60) feet in width on the depth there is from the front road of the said concession as far as the Petit Chenaill of l'Île de Chaillon, bordered in front or towards the west by the front road of the concession, in depth or towards the east by the Petit Chenaill, on one side or towards the north by another part of lot ninety-four (94) of Gilles Desmarais and on the other side or towards the south, by another part of the said lot ninety-four (94) of Gérard Deblois, with buildings thereon erected.»

To be sold at the parochial church door of St-Roch, county of Richelieu, district of Richelieu, on the FIFTEENTH day of MAY, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

ADÉLARD GOULET,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
 Sorel, April 1, 1964. 6188-15-2

Fieri Facias de Terris
 District of Montreal

Superior Court, { RACHEL LEPAGE, fur worker, fille majeure et usant de ses droits, of the town of Beloeil, district of Richelieu (301 Nelligan St.), plaintiff, vs LES HÉRITIERS LÉGAUX DE

LÉGAUX DE FEU EDGAR POIRIER, décédé depuis moins de 6 mois, de son vivant journalier, de la ville de Beloeil, district de Richelieu, défendeurs.

« Moitié indivise, un emplacement ayant front sur le côté sud-est de la rue Nelligan et donnant latéralement sur les côtés nord-est et ouest de la rue Hertel en la ville de Beloeil, mesurant cent dix pieds de largeur dans sa ligne nord-ouest, cent vingt-cinq pieds dans sa ligne nord-est, quarante sept pieds et cent six pieds dans ses lignes sud-est et quarante pieds dans sa ligne sud-ouest, et connu et désigné comme étant la partie sud-ouest du lot numéro soixante-quatorze de la subdivision officielle du lot originaire trente-trois (P.S.O. 33-74) au cadastre officiel de la paroisse de St. Mathieu de Beloeil, avec ensemble une maison dessus érigée portant le numéro civique 301 de la rue Nelligan à Beloeil. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale Ste-Maria Coretti, de la ville de Beloeil, district de Richelieu, le QUINZIÈME jour de MAI 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Sorel, le 6 avril 1964. ADÉLARD GOULET.
6245-15-2-0

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour de Magistrat, { ALBERT MILLETTE,
No 26-811. { mécanicien, demeurant et faisant affaires à 283, rue Sheppard, Sorel, district de Richelieu, demandeur; vs Dame JEANNE D'ARC COURNOYER, demeurant et résidant chemin St-Roch, St-Roch, district de Richelieu, défenderesse.

« Un immeuble connu et désigné au cadastre de la paroisse de St-Roch sur Richelieu, comme partie du lot quatre-vingt-quatorze (94) situé en la concession de la côte St-Jean, côté est du chemin de front, mesurant soixante (60) pieds de largeur sur la profondeur qu'il y a du chemin de front de ladite concession à aller au Petit Chenail de l'Île de Chaillon, bordé en front ou vers l'ouest par le chemin de front de la concession, en profondeur ou vers l'est par le Petit Chenail, d'un côté ou vers le nord par autre partie du lot quatre-vingt-quatorze (94) de Gilles Desmarais et de l'autre côté ou vers le sud par autre partie dudit lot quatre-vingt-quatorze (94) de Gérard Deblois, avec bâtisse y érigée. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Roch, comté de Richelieu, district de Richelieu, le QUINZIÈME jour de MAI 1964, à DEUX (2) heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Sorel, le 1er avril, 1964. ADÉLARD GOULET.
6246-15-2-0

SAGUENAY

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 24,240. { AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, P.Q., demandeur vs TÉLESPHORE GRAVEL, cultivateur, Baie St-Paul, rang St-Jérôme, comté de Charlevoix, P.Q., défendeur.

« 1^o Une terre pouvant contenir quatre arpents de front depuis la Rivière du Goufre à

FEU EDGAR POIRIER, deceased since less than 6 months, during his lifetime labourer of the town of Beloeil, district of Richelieu, defendants.

« Half undivided, an emplacement having front on the south-east side of Nelligan Street and going laterally on the north-east and west sides of Hertel Street in the town of Beloeil, measuring one hundred and ten feet in width in its north-west line, one hundred and twenty-five feet in its north-east line, forty-seven feet and one hundred and six feet in its south-east lines and forty feet in its south-west line, and known and designated as being the south-west part of lot number seventy-four of the official subdivision of the original lot thirty-three (P.S.O. 33-74) on the official cadaster of the parish of St-Mathieu de Beloeil, together with a house thereon erected bearing divic number 301 et Nelligan Street at Beloeil. »

To be sold at the parochial church door of Ste-Maria Coretti, of the town of Beloeil, district of Richelieu, the FIFTEENTH day of MAY, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, *ADÉLARD GOULET,*
Sorel, April 6, 1964. *Sheriff.*
6245-15-2

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Magistrate's Court, { ALBERT MILLETTE,
No. 26-811. { mechanic, plaintiff and carrying on business at 283 Sheppard Street, Sorel, district of Richelieu, plaintiff, vs Dame JEANNE D'ARC COURNOYER, living and residing St-Roch Road, St-Roch, district of Richelieu, defendant.

« An immoveable known and designated on the cadaster of the parish of St-Roch sur Richelieu, as part of lot ninety-four (95) situated in the concession of the "Côte-St-Jean", east side of the front road, measuring sixty (60) feet in width on the depth there is from the front road of the said concession as far as the "Petit Chenail de l'Île de Chaillon", bounded in front or towards the west by the front road of the concession, in depth or on the east by the "Petit Chenail", on one side or towards the north, by the other part of the lot ninety-four (94) of Gilles Desmarais and on the other side or towards the south, by other parts of the said lot ninety-four (94) of Gérard Deblois, with building thereon erected. »

To be sold at the parochial church door of St-Roch, county of Richelieu, district of Richelieu, on the FIFTEENTH day of MAY, 1964, at TWO (2) o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, *ADÉLARD GOULET,*
Sorel, April 1, 1964. *Sheriff.*
6246-15-2

SAGUENAY

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No. 24,240. { CREDIT BUREAU body politic and corporate, having its head office in Québec, P.Q., plaintiff, vs TÉLESPHORE GRAVEL, farmer, Baie St-Paul, St-Jérôme Range, county of Charlevoix, P.Q., defendant.

« 1. A farm which may measure four arpents in front from Rivière du Goufre to the National

aller jusqu'à la Route Nationale, et de là ayant environ quatre arpents et demi de front sur vingt arpents de profondeur, et de cette dernière profondeur pouvant contenir un arpent et demi de front sur environ deux arpents et demi de profondeur, le tout plus ou moins et sans garantie de contenance, étant et formant les lots numéros cinq cent trente quatre, cinq cent trente cinq, cinq cent trente-six, cinq cent trente-sept, cinq cent quarante-trois, cinq cent quarante-quatre, cinq cent trente-huit, et cinq cent trente-neuf (534, 535, 536, 537, 543, 544, 538, 539) du cadastre officiel de la paroisse de Baie St-Paul, avec bâtisses et dépendances dessus érigées, ladite terre étant bornée en front partie à la route nationale et partie à la Rivière du Gouffre, en profondeur partie par la route St-Jérôme et partie par le trait carré des terres du rang St-Jérôme, d'un côté, au nord, à la terre de Joachim Simard et de l'autre côté, au sud, par celles de Émile Boivin et Jena-Marie Pilote. (Suaf et à distraire: les lisières de terre vendues au gouvernement de Québec pour l'élargissement de la Route No 15; ainsi que l'emplacement d'Origène Dufour et celui de MM. Paul et René Duchesne.)

2° Une autre terre pouvant contenir un arpent et demi de front sur soixante-dix arpents de profondeur, avec une grange dessus érigée en commun avec M. Marcellin Simard, étant la juste moitié nord du lot de terre portant le numéro quatorze cent trente (1/2 No 1430) desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Baie St-Paul, rang St-Gabriel, joignant au nord la terre de Thomas Simard et au sud celle de M. Marcellin Simard. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Baie St-Paul, comté de Charlevoix, MERCREDI, le TREIZIÈME jour de MAI 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ELZÉAR VILLENEUVE.
La Malbaie, ce 31 mars 1964. 6247-15-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de Saint-François

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 4170. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré, ayant siège social à Québec, requérant
demandeur, vs MARCEL HOULE, de St-Isidore
d'Auckland, Comté de Compton, intimé défendeur.

« Ce certain lot ou morceau de terre sis et situé dans le canton d'Auckland, et connu et désigné aux plan du cadastre et livre de renvoi officiels pour ledit canton d'Auckland, comme étant: la demi est du lot numéro quinze (1/2 E. 15), dans le rang sept (R. VII) dudit canton, contenant cent huit acres en superficie, plus ou moins. Et borné au Nord, à l'Est et au Sud par les lignes dudit lot, et à l'ouest par la demi-ouest dudit lot quinze, rang sept, appartenant au ministère de la colonisation de la province de Québec.

Avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

À la réserve en faveur de la demi Est du lot numéro quinze (1/2 E. 15) dans le rang six (R. VI)

Highway, and thence, measuring approximately four arpents and one-half in front by twenty arpents in depth, and from this depth, it may measure one and one-half arpent in front by approximately two and one-half arpents in depth, the whole more or less, and without guarantee area, being and forming lots numbers five hundred and thirty-four, five hundred and thirty-five, five hundred and thirty-six, five hundred and thirty-seven, five hundred and forty-three, five hundred and forty-four, five hundred and thirty-eight, and five hundred and thirty-nine (534, 535, 536, 537, 543, 544, 538, 539) in the official cadaster of the parish of Baie St-Paul, with the buildings and dependencies thereon erected; the said farm is bounded in front partly by the National Highway, and partly by Rivière du Gouffre, in depth, partly by St-Jérôme Highway, and partly by the trait-carré of the farms on St-Jérôme Range, on one side, on the north, by the farm belonging to Joachim Simard, and on the other side, on the south, by those belonging to Émile Boivin and Jena-Marie Pilote. (Save and to be withdrawn are the strips of land sold to the Quebec Government for widening Route No. 15, as well as the emplacement belonging to Origène Dufour and that of Messrs Paul and René Duchesne.)

2. Another farm which may measure one and one-half arpent in front by seventy arpents in depth, with a barn thereon erected, in common with Mr. Marcellin Simard, being the exact north half of the lot of land bearing number one thousand four hundred and thirty (N. 1/2 1430) in the said official plan and book of reference of the parish of Baie St-Paul, St-Gabriel Range, bordering or the north on the farm of Thomas Simard, and on the south on that of Mr. Marcellin Simard."

To be sold at the parochial church door of Baie St-Paul, county of Charlevoix, on WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of MAY, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

ELZÉAR VILLENEUVE,

Sheriff's Office, Sheriff.
La Malbaie, March 31, 1964. 6247-15-2

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No. 4170. { CREDIT BUREAU,
body politic and corporate,
having its head office in Québec, petitioner-
plaintiff, vs MARCEL HOULE, of St-Isidore
d'Auckland, county of Compton, respondent-
defendant.

"A certain lot or piece of land lying and situated in the township of Auckland, and known and designated in the official plan of the cadaster and in the book of reference for the said township of Auckland as being the east half of lot number fifteen (E. 1/2 of 15) on range seven (R. VII) in the said township, having an area of one hundred and eight acres, more or less, and bounded on the north, the east and the south by the lines of the said lot, and on the west by the west half of said lot fifteen, range seven, belonging to the Department of Colonization of the Province of Québec.

With buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The east half of lot number fifteen (E. 1/2 of 15) on range six (R. VI) in the said township of

du dit canton d'Auckland, d'un droit de passage, à pied et en voiture, sur le chemin qui existe actuellement sur le terrain présentement hypothéqué, pour communiquer du chemin public à ladite demi Est du lot quinze ($\frac{1}{2}$ E. 15) rang six (R. VI) et ce droit de passage constituant une servitude perpétuelle.

Sujet à une servitude en faveur de Southern Canada Power Co., consentie par M. Téléphore Houle aux termes d'un acte passé devant témoins, le 14 décembre 1954, enregistré au bureau de la division d'enregistrement du comté de Compton, en Cookshire, Qué., sous le No. 70,136; Étant un droit de passage pour ériger, maintenir, réparer, etc., une ligne de transmission électrique.»

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de St-Isidore d'Auckland, JEUDI, le QUATRIÈME jour de JUIN 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, *Le Shérif,*
Palais de Justice, DONAT JACQUES.
Sherbrooke, ce 24 avril 1964. 6456-18-2-0
[Première insertion: le 2 mai 1964.]

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 26 523. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré, ayant siège social à Québec, demandeur, vs
CAMILLE LAREAU, cultivateur, de La Patrie, comté de Compton, défendeur, et ANDRÉ TROTTIER, es-qualité de syndic à la faillite dudit Camille Lareau, de Sherbrooke, mis-en-cause.

« Un terrain situé au canton de Ditton, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour ledit canton de Ditton, comme étant le lot numéro quarante-trois (43) dans le deuxième rang dudit canton, contenant cent trois acres en superficie, avec les constructions et améliorations dessus faites et érigées.

« Un terrain situé au canton de Ditton, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour ledit canton de Ditton, comme étant le lot numéro cinquante-trois (53) dans le deuxième rang dudit canton, contenant cent vingt acres en superficie, avec les constructions et améliorations dessus faites et érigées.»

Pour être vendus « en bloc », à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pierre de Ditton, La Patrie, MERCREDI, le TROISIÈME jour de JUIN 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Palais de Justice, DONAT JACQUES.
Sherbrooke, le 24 avril 1964. 6457-18-2-0
[Première insertion: le 2 mai 1964]

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 27 118. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré, ayant siège social à Québec, demandeur, vs
MARCEL TURGEON, St-Julien de Wolfestown, comté de Wolfe, P.Q., défendeur, et Me JEAN TÊTREAU, de Plessisville, en sa qualité de syndic à la cession de biens de Marcel Turgeon, mis-en-cause.

« Une terre sise à St-Julien, comté de Wolfe, composée des lots connus sous les numéros sept B, sept C, sept D et sept E (7-b, 7-c, 7-d, 7-e) du rang trois, au cadastre officiel du canton de

Auckland is subject to a right of way, on foot or in vehicle, on the road which presently exists on the terrain presently mortgage, which road communicates from the public road to the said east half of lot fifteen (E. $\frac{1}{2}$ of 15) on range six (R. VI), and this right of way constitutes a perpetual servitude.

Subject to a servitude in favor of Southern Canada Power Co. agreed to by Mr. Téléphore Houle in the terms of a deed drawn up before witnesses on December 14, 1954, registered in the office of the registry division of the township of Compton, in Cookshire, Que., under No. 70,136, being a right of way to erect, maintain, repair, etc. an electric transmission line.»

To be sold at "en bloc" at the parochial church door of St-Isidore d'Auckland, THURSDAY, the FOURTH day of JUNE, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DONAT JACQUES,
Court House, Sheriff.
Sherbrooke, April 24, 1964. 6456-18-2
[First insertion: May 2, 1964.]

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No. 26 523. { CREDIT BUREAU,
body politic and corporate,
having its head office in Quebec, plaintiff, vs
CAMILLE LAREAU, of La Patrie, county of Compton, defendant, and ANDRÉ TROTTIER, in his capacity as trustee in the bankruptcy of the said Camille Lareau, of Sherbrooke, mis-en-cause.

"A lot of land situated in the township of Ditton, known and designated in the official plan and book of reference for the said township of Ditton, as being lot number forty-three (43) in range two in the said township, measuring one hundred and three acres in area, with the constructions and improvements thereto erected thereon.

"A lot of land situated in the township of Ditton, known and designated in the official plan and book of reference for the said township of Ditton, as being lot number fifty-three (53) on range two in the said township, having an area of one hundred and twenty acres, with the constructions and improvements thereto erected thereon."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Saint-Pierre de Ditton, La Patrie, on WEDNESDAY, the THIRD day of JUNE, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DONAT JACQUES,
Court House, Sheriff.
Sherbrooke, April 24, 1964. 6457-18-2
[First insertion: May 2, 1964]

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No. 27 118. { CREDIT BUREAU,
body politic and corporate,
having its head office in Quebec, plaintiff, vs
MARCEL TURGEON, St-Julien de Wolfestown, county of Wolfe, P.Q., defendant, and Me JEAN TÊTREAU, of Plessisville, in his capacity as trustee in the transfer of property of Marcel Turgeon, mis-en-cause.

"A farm lying in St-Julien, county of Wolfe, composed of lots known under numbers seven B, seven C, seven D and seven E (7-b, 7-c, 7-d, 7-e) on range three, in the official cadaster of the

Wolfestown, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, distraction faite dudit numéro sept E (7-e) d'une lisière mesurant un arpent et demi de largeur par la profondeur dudit lot sept E, bornée en front par le chemin public, d'un côté par le lot huit A, du même rang, et de l'autre côté par le résidu dudit lot sept E bâtisses et dépendances, laquelle lisière appartient à Adélard Boissonnault. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Julien de Wolfestown, MARDI, le DEUXIÈME jour de JUN 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
 Palais de Justice, DONAT JACQUES,
 Sherbrooke, ce 24 avril 1964. 6458-18-2-o
 [Première insertion, le 2 mai 1964]

township of Wolfestown, with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies; to be withdrawn from said number seven E (7-e) is a strip of land measuring one and one-half arpent in width by the depth of said lot seven E, bounded in front by the public road, on one side by lot eight A, on the same range, and on the other side by the remainder of said lot seven E, buildings and dependencies, which strip of land belongs to Adélard Boissonnault."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Julien de Wolfestown, on TUESDAY, the SECOND day of JUNE, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DONAT JACQUES,
 Court House, Sheriff,
 Sherbrooke, April 24, 1964. 6458-18-2
 [First insertion: May 2, 1964]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
 District de Terrebonne

Cour Supérieure, { LA BANQUE DE LA NOU-
 No 34572. { VELLE-ÉCOSSE, une
 banque dûment constituée en
 corporation, ayant son siège social en la cité
 d'Halifax, province de Nouvelle-Écosse et une
 succursale à Grenville, district de Terrebonne,
 demanderesse, vs DAME M. GLADYS SPRIGINGS,
 de la cité d'Ottawa, province d'Ontario,
 épouse commune en biens de William Clifford
 Springs (alias R. C. Springs, alias C. R.
 Springs, alias C. W. Springs) du même
 endroit, agent et ledit William Clifford Springs
 comme chef de la communauté de biens
 existant entre lui-même et sadite épouse et aux
 fins d'autoriser sadite épouse à paraître dans
 la présente action et personnellement, défendeurs.

Avis est donné que la vente des immeubles saisis en cette cause, antérieurement annoncée comme devant avoir lieu au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, dans le village de Campbell's Bay, MARDI, le DIX-HUITIÈME jour de JUN 1963, à DIX heures de l'avant-midi, aura lieu à DIX heures de l'avant-midi, MARDI, le DEUXIÈME jour de JUN 1964, au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, au village de Campbell's Bay.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
 Campbell's Bay, P.Q., Jos. D. SLOAN.
 21 avril 1964. 6455-18-2

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
 District of Terrebonne

Superior Court, { THE BANK OF NOVA
 No. 34572. { SCOTIA, a bank duly
 incorporated having its head
 office in the city of Halifax in the Province of
 Nova Scotia and a branch at Grenville in the
 district of Terrebonne, plaintiff, vs DAME M.
 GLADYS SPRIGINGS, of the city of Ottawa
 in the Province of Ontario, wife common as to
 property of William Clifford Springs (alias
 R. C. Springs, alias C. R. Springs, alias
 C. W. Springs) of the same place, agent and
 said William Clifford Springs as head of the
 community of property existing between him-
 self and his said wife and for the purpose of
 authorizing his said wife to appear in the present
 action and personally, defendants.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in this cause, formerly announced to take place at the Registrar's Office for the county of Pontiac in the village of Campbell's Bay, on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of JUNE, 1963, at TEN o'clock in the forenoon, will take place at TEN o'clock in the forenoon, on TUESDAY, the SECOND day of JUNE 1964, at the Registrar's Office for the county of Pontiac, in the village of Campbell's Bay.

Sheriff's Office, Jos. D. SLOAN,
 Campbell's Bay, P.Q., Sheriff.
 April 21, 1964. 6455-18-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
 District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, { PAUL E. BORDELEAU,
 No 28286. { commerçant et MAURICE
 CE ROY, commerçant, domiciliés à St-Tite, district de Trois-Rivières, demandeurs, vs LUDOVIC NORMANDIN, domicilié à St-Roch de Mékinac, district de Trois-Rivières, défendeur.

« Un terrain ou emplacement situé à St-Roch de Mékinac, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent soixante-dix (P. 270) du cadastre fait pour une partie de la Seigneurie de Batiscan, mesurant, mesure anglaise, soixante-cinq pieds de largeur en front, cin-

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
 District of Trois-Rivières

Superior Court, { PAUL E. BORDELEAU,
 No. 28286. { trader and MAURICE
 ROY, trader, domiciled at
 St. Tite, district of Trois-Rivières, plaintiffs, vs
 LUDOVIC NORMANDIN, domiciled at St.
 Roch de Mékinac, district of Trois-Rivières, defendant.

"A land or emplacement situated at S. Roch de Mékinac, known and designated as being part of lot number two hundred and seventy (P. 270) on the cadaster executed for a part of the Seigniorie of Batiscan, measuring, English measure, sixty-five feet wide in front, fifty-five feet wide in depth,

quante-cinq pieds de largeur en profondeur, sur une profondeur de cent pieds, borné en front à la route nationale, en profondeur et des deux côtés à M. Tancrède Bordeleau (aujourd'hui avec bâtisse).»

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Roch de Mékinac, MERCREDI, le TREIZIÈME jour de mois de MAI, mil neuf cent soixante-quatre, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, le 6 avril 1964.

Le Shérif,
GUY MERCIER.

6219-15-2-0

by a depth of one hundred feet, bounded to front by the National Highway, in depth and on both sides by Mr. Tancrède Bordeleau (now with building).”

To be sold at the church door of the parish of St. Roch de Mékinac, on WEDNESDAY, the THIRTEETH day of the month of MAY, one thousand nine hundred and sixty-four, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières, April 6, 1964.

GUY MERCIER,

Sheriff.
6219-15-2

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Cité de Lafèche

Avis public est donné que les immeubles ci-après décrits faisant tous partie du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, seront vendus aux enchères à l'Hôtel-de-Ville de la cité de Lafèche, au numéro 3350 Grande Allée, le SEIZIÈME jour de MAI 1964, à DIX heures (10 a.m.) de l'avant-midi, à moins que les taxes et cotisations municipales, scolaires et d'église dues pour tels immeubles, ainsi que les frais, ne soient acquittés avant cette date, savoir:

City of Lafèche

Public notice is hereby given that the immovables hereafter describes, all forming part of the official plan and book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil, shall be sold by auction, at the City Hall of the city of Lafèche, number 3350 Grande Allée Street, on the SIXTEENTH day of MAY, 1964, at TEN o'clock in the forenoon (10:00 a.m.), unless municipal, school and church taxes due, together with costs, be paid before that date, namely:

Propriétaires Owners	Cadastre	Subdivisions	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Taxes d'église Church taxes	Total
Roger Lessard	200	62-63	\$ 424.08	\$152.64		\$ 576.72
Bernard Gendron	202	13-14	405.86	84.00		489.86
Frank Feron	203	92-93	751.10	628.26		1,379.36
Raoul Pelletier	203	121-123	349.28	37.50		472.68
Jos. Rayle	204	P. 91	199.10	66.00		265.10

Étant une partie sud-ouest d'un lot connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse St-Antoine de Longueuil sous le numéro quatre-vingt-onze de la subdivision officielle du lot originaire deux cent quatre (204, partie s.-o.) du même cadastre, mesurant, ladite partie, trente et un pieds (31') de largeur sur une profondeur de cent pieds (100'), le tout en mesures anglaises et plus ou moins, et bornée en front, au nord-ouest, par une rue projetée appelée Albert qui est le lot numéro officiel (204-99); en arrière, au sud-est, par les lots numéros officiels (205-14, 15); d'un côté au sud-ouest par le lot numéro (204-91) et de l'autre côté par le résidu dudit lot numéro (204-91).

Being a south-west part of a lot known and designated in the official cadaster of the parish of St-Antoine de Longueuil under number ninety-one of the official subdivision of original lot two hundred and four (S.W. P. 204) in the same cadaster, the said part measuring thirty-one feet (31') in width by a depth of one hundred feet (100'), the whole English measure and more or less, and bounded in front, on the north-west, by a planned street called "Albert" which is official lot number (204-99), in the rear, on the south-east, by official lots numbers (205-14, 15), on one side, on the south-west, by lot number (204-91), and on the other side, by the remainder of said lot number (204-91).

Alfred Frank Stratton	204	247-248	675.03	124.21	47.59	846.83
Jean-Paul Cousineau	204	238	215.47		64.41	279.91
Lucien Allard	204	243	182.33	12.00	54.40	248.73
Réal Gagnon	204	279-280	354.12	30.00	6.60	390.72
André Trudel	204	328	189.91			189.91
Earl Prud'homme	204	347	273.79	12.00		285.79
Robert Vallières	204	358	235.24	8.00	10.72	262.96
Succession-Estate A.-L. Caron	204	408	271.37	14.10	2.82	288.39
Emery Lavigneur	204	455-457	700.49	150.00	71.95	922.44
Ernest Kelly	204	539	261.15	75.23	75.91	412.29
N. Gagnon	204	541	240.87	9.35		250.22
Gilles Beaudoin	204	607	549.39	233.00	155.01	937.40
Jean Dionne	204	634-635	704.10		105.68	845.78
Camille Maurice	204	725	251.10	12.00	21.32	284.42
Mme-Mrs. Vve-widow Gérard-Émile Turenne	204	742	283.10	237.07	132.92	453.12
A. W. Edgley	205	347 à-to 350	487.51			487.51
F. Gravel	205	357-358	448.33	98.00	119.69	666.02
G. Burns	205	376-377	202.54	9.00		211.54
Emilien Ouellet	206	3.2	450.79	298.40	31.47	780.66
Étienne Leblanc	206	178-179	618.88	75.50	176.58	870.96
Antonio Bagnato	206	187	131.33	12.98	2.54	146.85
Herbert Lyman Carde	206	188 à-to 191	1,048.50	386.34		1,435.04
A. Calomitchi	207	128	154.12	13.94		168.06
Rudolph Pick	207	142-143	440.10			440.10
B-7 Construction Inc.	207	435	169.12	0.83		169.95
Michael Antal	207	512-513-514	557.47	26.78		584.25
Arendi Calomitchi	208	202-203	150.54	10.78		161.32
Jean-Claude Guénette	208	204-205	270.36	95.90		366.26

Propriétaires — Owners	Cadastre	Subdivisions	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Taxes d'église — Church taxes	Total
Succession-Estate A.-L. Caron.....	209.....	143-144- 147-148.....	\$ 303.88	\$ 24.55		\$ 328.43
Robert Lacroix.....	212.....	15.....	112.91	10.50		123.41
Gilles Guénette.....	212.....	32-33.....	320.70	18.00		338.70
Sigmas Gliniskas.....	212.....	47-38.....	374.44			374.44
Solomon Altarase.....	212.....	43.....	152.83	11.57		164.40
Edmond Laforest.....	212.....	86-87.....	197.70	10.00		207.70
Laslo Pataky.....	212.....	95-118.....	284.94	11.90		296.84
Edmond Laforest.....	212.....	126-127.....	560.56	18.00		578.56
Areadi Calomitchi.....	212.....	169.....	246.79	13.94		260.73
Mme-Mrs. veuve-widow Frederick Dutton.....	212.....	217-218-219.....	797.52	77.35		907.87
Singmas Gliniskas.....	212.....	279.....	328.13			328.13
Roland Pelletier.....	212.....	348.....	297.40	191.03		488.43
Alfred Turgeon.....	212.....	358-359.....	158.17	17.53		175.70
Edouard Emond.....	212.....	450-451.....	261.11	141.61		402.72
Mme-Mrs. veuve-widow Fevronija Dickmanis.....	212.....	452 à-to 455.....	595.38	108.54		703.89
Eugène Coutu.....	212.....	550.....	76.07	7.65		83.72
Peter Stein.....	212.....	553.....	74.48	3.00		77.48
John L. Pitcher.....	212.....	569-570-619- 620.....	284.36	98.00		382.36
Mme-Mrs. Marcelle Duchesne.....	212.....	666-670.....	604.02			604.02
J.-Marcel Lord.....	212.....	687-688.....	219.99	190.50		410.49
Alphonse Dufour.....	212.....	744-745.....	232.06			232.06
Sigmas Gliniskas.....	212.....	854 à-to 857.....	297.30			297.30
20th Century Holding Corp.....	233.....	22.....	391.37	404.84		796.21
Victorien Grégoire.....	233.....	75.....	380.96	55.00		435.96
Gabriel Horvath.....	233.....	87.....	231.29	12.75		244.04
Georges Duberger.....	233.....	215.....	392.74	84.50		477.24
Georges Sigouin.....	233.....	261.....	358.09	222.05		580.14
Jean-J. Boucher.....	233.....	470-471.....	674.01	30.00		704.01
Emery Kelemen.....	233.....	529.....	532.30	14.88		547.18
Marcel Jutras.....	233.....	554-555.....	644.82	214.37		859.19
Fid. C. A. & R. Geoffrion.....	235.....	132-133.....	426.07	144.77		570.85
Mme-Mrs. veuve-widow J.-M. Demers.....	235.....	348-349-350.....	590.70	103.26		693.96
Mme-Mrs. Sophia Magas.....	235.....	476-479.....	889.53			889.53
Sam Blair.....	246A.....	P. 10-11.....	535.03	92.00		627.03

P. 10, mesurant vingt-sept pieds (27') de largeur sur une profondeur de cent pieds (100') dans la ligne nord-est et de quatre-vingt-trois pieds (83') dans la ligne sud-ouest.

P. 11, mesurant vingt-six pieds (26') de largeur sur une profondeur de cent dix-sept pieds (117') dans la ligne nord-est et de cent pieds (100') dans la ligne sud-ouest.

P. 10, measuring twenty-seven feet (27') in width by a depth of one hundred feet (100') on its north-east line and eighty-three feet (83') on its south-west line.

P. 11, measuring twenty-six feet (26') in width by a depth of one hundred and seventeen feet (117') on its north-east line and one hundred feet (100') on its south-west line.

Lafèche, le 8 avril, mil neuf cent soixante-quatre.

L'Assistant-trésorier,
ADRIEN VINCENT.

6364-17-2-o

Lafèche, April 8, nineteen hundred and sixty-four.

ADRIEN VINCENT,
Assistant-Treasurer.

6364-17-2-o

Municipalité de Comté No 3 de Gaspé

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, Louis-Philippe Langelier, secrétaire-trésorier de la municipalité de Comté No 3 de Gaspé, que les immeubles ci-dessous mentionnés et décrits seront vendus par enchère publique au Palais de Justice de Ste-Anne des Monts, à DIX heures de l'avant-midi, JEUDI, le ONZIÈME jour de JUIN prochain (1964), à moins que les taxes, frais et autres charges auxquelles lesdits immeubles sont tenus et affectés soient d'aujourd'hui à cette date payés avec les frais encourus.

Municipality of County No. 3 in Gaspé

Public notice is hereby given by the under signed, Louis-Philippe Langelier, secretary-treasurer of the municipality of County No. 3 in Gaspé, that the immoveables hereinafter mentioned and described will be sold by public auction in the Court House in Ste-Anne-des-Monts, at TEN o'clock in the forenoon, THURSDAY, the ELEVENTH day of JUNE next (1964), unless the taxes, costs and other charges by which the said immoveables are bound and affected be paid today, on this date, with the costs incurred.

Corporation municipale de Sainte-Anne-des-Monts — Municipal corporation of Sainte-Anne-des-Monts

Propriétaire — Owner	Nunéro du lot — Lot number	Rang — Range	Canton — Township	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Boucher Adhémar.....	40-2, avec bâtisses-with buildings.....	1 Bl. A	Tourelle.....	\$107.30	\$146.56	\$253.86
Bond, Mme-Mrs. Éphrem et-and héritiers légaux de feu-legal heirs of the late Éphrem Bond.....	35-7, avec bâtisses-with buildings.....	1 Bl. A	Tourelle.....	166.90	38.75	205.65

Corporation municipale de Sainte-Anne-des-Monts — Municipal corporation of Sainte-Anne-des-Monts
(suite) (continued)

Propriétaire Owner	Numéro du lot Lot number	Rang Range	Canton Township	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Bond, Roméo.....	Maison construite sur- House constructed on lot 35-7.....	1 Bl. A	Tourelle.....	\$23.85	\$31.71	\$55.56
Brisebois, Mme-Mrs. Arthur.....	10-7 et-and 10-8, avec bâtisses-with buildings	1.....	Cap-Chat.....	150.04	134.08	284.12
Béchar, Gabriel.....	Maison construite sur- House constructed on lot 34-6.....	1 Bl.....	Tourelle.....	145.52	57.56	203.08
Béchar, Gérard.....	34-8 avec bâtisses-with buildings.....	1.....	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame...	273.88	135.64	409.52
Béchar, succ.-est. Ro- bert.....	Maison construite sur- House constructed on lot 35-3.....	1 Bl. A	Tourelle.....	130.77	100.13	230.90
Collin, Succ.-est. Mme- Mrs. Elzéar.....	4-A et-and 4-B.....	3.....	Tourelle.....	100.00	199.76	299.76
Collin, Louis-Marie.....	Maison construite sur partie du -House const- ructed on part of lot 1-B.....	2.....	Tourelle.....	44.43	119.73	166.16
Collin, Roland.....	34-7, avec maison-with house.....	1 Bl. A	Tourelle.....	275.49	119.74	395.23
Coulombe, J.-Baptiste.....	P. de-of 25-A-15.....	1.....	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame...	221.96	111.79	333.75
Consistant en un terrain mesurant, de est à ouest, une largeur de 75 pieds par une profondeur de nord au sud de 50 pieds, borné au nord-ouest par une autre partie du lot 25-A-15 de Gaston Henri; au nord-est par une rue; au sud-est par une autre partie du lot 25-A-15 d'Xavier St-Laurent et au sud-ouest par le lot 26-A-10 de Philias Marin.			Consisting in a lot of land, measuring, from east to west, 75 feet in width by a depth, from north to south, of 50 feet, bounded on the north-west by another part of lot 25-A-15 belonging to Gaston Henri, on the north-east by a street, on the south-east by another part of lot 25-A-15 belonging to Xavier St-Laurent, and on the south-west by lot 26-A-10 belonging to Philias Marin.			
Coulombe, Philippe.....	37-16, avec maison-with a house.....	1.....	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame...	182.66	88.24	270.90
Coulombe, Mme-Mrs. Romuald.....	14-14, avec bâtisses-with buildings.....	1 Bl. A	Tourelle.....	136.04	73.42	209.46
Collin, Florian.....	25-7, avec maison-with house.....	1 Bl. A	Tourelle.....	182.08	151.95	334.03
Daraiche, Albert.....	38-C, avec bâtisses-with buildings.....	1.....	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame...	205.58	132.70	428.28
Daraiche, Edmond.....	37-8, avec bâtisses-with buildings.....	1.....	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame...	267.58	65.85	333.70
Daraiche, Victorien.....	Maison construite sur- House constructed on lot 37-11 de-of L.-P. Levesque.....	1.....	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame...	103.66	45.75	149.41
Dugas, Mme-Mrs. Al- phée et-and succ.-est. Alphée Dugas.....	33-3, avec maison-with house.....	1 Bl. A	Tourelle.....	170.60	157.48	328.08
Dugas, Louis-Gérard.....	34-8 et-and 34-9, avec maison-with house.....	1 Bl. A	Tourelle.....	645.30	218.33	863.63
Dugas, Louis-Marie.....	35-8, avec bâtisses-with buildings.....	1 Bl. A	Tourelle.....	230.70	131.13	361.83
Dupuis, Roland.....	P. 1-C et-and P. 2-A, avec bâtisses-with buildings.....	2.....	Tourelle.....	46.00	163.76	209.76
La partie du lot 1-C mesure un arpent et trois- quarts de largeur par une profondeur de cinq arpents et est bornée comme suit: vers le nord par les terres du premier rang; vers l'est et le sud par une autre partie du lot 1-C d'Yvon-G. Pelletier et vers l'ouest par le lot 1-B de Noël Pelletier; sauf et à distraire de cette dite partie du lot 1-C un terrain de 75 pieds de largeur par une profondeur de 60 avec la maison dessus construite et appartenant à la succession de Joseph-Paul Pelletier.			The part of lot 1-C measures one and three- quarters in width by a depth of five arpents and is bounded as follows: on the north by the farms on the first range, on the east and on the south by another part of lot 1-C belonging to Yvon-G. Pelletier, and on the west by lot 1-B belonging to Noël Pelletier; save and to be withdrawn from this said part of lot 1-C is a lot of land measuring 75 feet in width by a depth of 60 feet with a house thereon constructed, and belonging to the estate of Joseph-Paul Pelletier.			
La partie du lot 2-A mesure une largeur d'un arpent par la profondeur des terres de ce rang et est borné comme suit: au nord par les terres du premier rang, à l'est par le résidu du lot 2-A de Noël Pelletier; vers le sud par les terres du troisième rang et vers l'ouest par partie du lot 1-C d'Yvon-G. Pelletier.			The part of lot 2-A measures one arpent in width by the depth of the farms on this range, and is bounded as follows: on the north by the farms on the first range, on the east by the remainder of lot 2-A belonging to Noël Pelletier, on the south by the farms on the third range, and on the west by part of lot 1-C belonging to Yvon-G. Pelletier.			
Durand, Louis.....	34-9, avec bâtisses-with buildings.....	1.....	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame...	319.07	206.33	525.40
Deschênes, Paul-Émile.....	35-1 et-and 35-2, avec bâtisses-with buildings	1 Bl. A	Tourelle.....	259.77	259.77	259.77

Sauf et à distraire les parties desdits lots appartenant à Roch Deschênes et Edgar Roy, avec bâtisses.

Save and to be withdrawn are the parts of said lots belonging to Roch Deschênes and Edgar Roy, with buildings.

Corporation municipale de Sainte-Anne-des-Monts — Municipal corporation of Sainte-Anne-des-Monts
(suite) (continued)

Propriétaire Owner	Numéro du lot Lot number	Rang Range	Canton Township	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Gagné, Mme-Mrs. Léopold	37-6, avec maison-with house	1 Bl. A	Tourelle	\$236.21	\$226.54	\$ 426.73
Lemieux, Mme-Mrs. Georges	23-J-2, avec maison-with house	1	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame	150.27	139.73	290.00
Hudon, Mme-Mrs. Israël, née-born Emérentienne Lévesque	Maison construite sur-House built on lot 43-A-3, propriété de-property of Octave Lévesque	1	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame	450.28	351.93	802.21
Lévesque, Wellie	26-C-4, avec bâtisses-with buildings	1	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame			
	11-A, avec bâtisses-with buildings	2	Tourelle	427.22	157.61	584.83
Lévesque, Wilfrid (Français)	34-B-1 et-and 34-B-2, avec bâtisses-with buildings	1	Cap-Chat			
	10-1-2	2	Cap-Chat			
	17-1 et-and 17-2	4	Cap-Chat			
	Demi est de-East half of 23	5	Cap-Chat	70.33	233.06	303.39
Lévesque, Louis-Philippe (Ern.)	9-B-1, 9-B-3 et-and 10-3 avec bâtisses-and with buildings	1	Cap-Chat			
	P. 7 et-and P. 8	Arrière-Rear S.A.	Cap-Chat			
	5-A-1 et-and 5-A-2	2	Cap-Chat			
	P. de-of 7-1	3	Cap-Chat			
	P. 10-2	4	Cap-Chat			
	21	5	Cap-Chat	150.32	438.05	633.37
Minville, Paul-Octave	Maison construite sur-House built on lot 28	1 Bl. B	Tourelle	12.86	92.39	105.25
Paquet, Joseph-Élie	25-D, avec bâtisses-with buildings	1	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame	\$152.95	\$199.55	\$ 352.50
Pelletier, Mme-Mrs. Chs-Amable et-and Pelletier, Paul-Émile	16-1 et-and P. de-of 16-4 avec bâtisses-with buildings	1	Cap-Chat	64.71	216.39	281.10
<p>La partie du lot 16-4 est bornée comme suit: au nord-ouest par le boulevard Perron; au nord-est par le lot 15-2 de Jérôme Lepage; au sud-est par une autre partie du lot 16-4 de Maurice Lepage, cette ligne sud-est étant déterminée par le bord d'une côte et au sud-ouest par le lot 16-2 d'Henri-Georges Gagné.</p>						
<p>The part of lot 16-4 is bounded as follows: on the north-west by Perron Boulevard, on the north-east by lot 15-2 belonging to Jérôme Lepage, on the south-east by another part of lot 16-4 belonging to Maurice Lepage, this south-east line is determined by the border of one side and on the south-west by lot 16-2 belonging to Henri-Georges Gagné.</p>						
Pelletier, Léonard (Jean-Baptiste)	Maison construite sur partie du lot 4-5-House built on part of lot 4-5	1	Cap-Chat	193.36	198.62	721.32
Pelletier, Léonard (Georges)	P. de-of 23-1, avec bâtisses-with buildings	1 Bl. A	Tourelle	512.70	198.62	721.32
<p>Cette partie du lot 23-1 mesure 108 pieds au nord-ouest, 151 au nord-est, 90 au sud-est et 180 au sud-ouest, le tout plus ou moins, et est bornée comme suit: au nord-ouest par le boulevard Perron; au nord-est et au sud-est par le résidu du lot 23-1 de Denis Lafontaine et au sud-ouest par cette partie du lot 23-1 de madame Gilles Lafontaine.</p>						
<p>This part of lot 23-1 measures 108 feet on the north-west, 151 feet on the north-east, 90 feet on the south-east and 180 feet on the south-west, the whole more or less, and is bounded as follows: on the north-west by Perron Boulevard, on the north-east and on the south-east by the remainder of lot 23-1 belonging to Denis Lafontaine and on the south-west by that part of lot 23-1 belonging to Mrs. Gilles Lafontaine.</p>						
Pelletier, Roch (Hector)	G-2-1-5 en la rivière Ste-Anne, avec bâtisses-with buildings at Rivière Ste-Anne	O.-W.	Cap-Chat	84.25	94.19	178.44
Tanguay, René	30-A-1 et-and 30-A-3, avec maison-with house	1	Cap-Chat	31.58	113.06	144.64
Tardif, Jean-Baptiste	4-14, avec bâtisses-with buildings	1 Bl. A	Tourelle	135.01	89.63	224.64

Corporation municipale de Sainte-Anne-des-Monts — Municipal corporation of Sainte-Anne-des-Monts
(suite) (continued)

Propriétaire Owner	Numéro du lot Lot number	Rang Range	Canton Township	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Therrien, Léonidas	Maison construite sur P. du lot-House built on P. of lot 35-3	1 Bl. A	Tourelle	\$ 18.40	\$ 17.85	\$ 36.25
Vallée, Désiré jr.	Maison construite sur P. du lot-House built on P. of lot 42-A-1	1	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame	23.55	64.66	88.21
Pelletier, Louis (Charles)	P. 18-7	1 Bl. A	Tourelle	43.19	8.14	51.83
Consistant en un terrain mesurant une largeur de cent pieds (100') par la profondeur comprise entre le boulevard Perron et le Golfe St-Laurent, borné comme suit: au nord-ouest par le golfe St-Laurent; au nord-est par le lot 20-1 d'Égide Trépanier; au sud-est par le boulevard Perron et au sud-ouest par le résidu du lot 18-7 d'Émilien Pelletier.			Consisting in a lot of land measuring one hundred feet (100') in width by the depth between Perron Boulevard and the Gulf of the St. Lawrence, bounded as follows: on the north-west by the Gulf of the St. Lawrence, on the north-east by lot 20-1 belonging to Égide Trépanier, on the south-east by Perron Boulevard and on the south-west by the remainder of lot 18-7 belonging to Émilien Pelletier.			
Vallée, André (Désiré)	P. de-of 42-A-1, avec maison-with a house	1	Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame	117.02	142.07	259.09
St-Laurent, Mme-Mrs.	P. de-of 16-10	1 Bl. A	Tourelle	15.48	44.23	55.46
Consistant en un terrain de 60 pieds de largeur, borné au nord-ouest par le lot 16-8 d'Amédée Laflamme; au nord-est par le lot 16-10 de Norbert St-Laurent; au sud-est par le boulevard Perron et au sud-ouest par le lot 15 d'Omer St-Pierre.			Consisting in a lot of land measuring 60 feet in width bounded on the north-west by lot 16-8, belonging to Amédée Laflamme, on the north-east by lot 16-10 belonging to Norbert St-Laurent, on the south-east by Perron Boulevard, and on the south-west by lot 15 belonging to Omer St-Pierre.			

Corporation municipale de Saint-Joachim de Tourelle — Municipal corporation of Saint-Joachim de Tourelle

Brisebois, Jean-Paul	14-C-3, avec bâtisses-with buildings	1	Tourelle	\$ 15.26	\$ 91.38	\$106.64
Lévesque, Joachim E.J.	9-B-12, avec bâtisses-with buildings	1	Tourelle	9.04	36.76	45.80
Vallée, succ.-est. Lionel (Odilon)	15-B-6, avec bâtisses-with buildings	1	Tourelle	9.02	102.39	111.41

Municipalité de Christie — Municipality of Christie

St-Pierre, Omer	30	2	Christie	\$ 6.48	\$ 27.60	\$ 34.08
-----------------	----	---	----------	---------	----------	----------

Corporation municipale de Saint-Maxime du Mont-Louis
Municipal corporation of Saint-Maxime du Mont-Louis

Propriétaire Owner	Numéro du lot Lot number	Rang Range	Canton Township	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Aque-duc Aque-duct	Total
Perron, Ernest	127-B-3 et-and 128-7 avec bâtisses-with buildings		Fief St-Maxime du-of Mont-Louis	\$ 45.14	\$122.79		\$167.93
Drouin, Henri, fils-jr	257-7, avec bâtisses-with buildings		Fief St-Maxime du-of Mont-Louis	16.54	42.00	\$ 69.50	128.04
Laflamme, Alfred (Cyrille)	260-1		Fief St-Maxime du-of Mont-Louis	29.87	30.86	24.00	84.73

Sauf et à distraire dudit lot 260-1 les étendues de terrain vendues par ledit Alfred Laflamme à messieurs Wilfrid Auclair, Georges Chabot, Euclide Thibault et Horace Lemieux en vertu d'actes dûment enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de Sainte-Anne des Monts.

Save and to be withdrawn from said lot 260-1 are the extents of land sold by the said Alfred Laflamme to Messrs Wilfrid Auclair, Georges Chabot, Euclide Thibault and Horace Lemieux in virtue of deeds duly registered in the office of the registry division of Sainte-Anne des Monts.

Bernatches Isidore	150, 172-1, 196-2 et-and 225-A-3, avec bâtisses construites sur l'un ou l'autre desdits lots-with buildings built on one or the other of the said lots		Fief St-Maxime du-of Mont-Louis	24.51			24.51
--------------------	--	--	---------------------------------	-------	--	--	-------

Corporation municipale de Saint-Maxime du Mont-Louis (suite)
Municipal corporation of Saint-Maxime du Mont-Louis (continued)

Propriétaire Owner	Numéro du lot Lot number	Rang Range	Canton Township	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Aque- due Aque- duct	Total
Fournier, Alfred...	259-4, avec bâtisses- with buildings		Fief St-Maxime du-of Mont-Louis	\$ 9.57		\$ 72.00	\$ 81.57
Lemieux, Germain...	264-2, avec bâtisses- with buildings		Fief St-Maxime du-of Mont-Louis			48.00	48.00
Vallée, Joachim...	292-A-4, avec bâtisses with buildings		Fief St-Maxime du-of Mont-Louis	21.13			21.13
Robinson, Antoine...	301-12, avec bâtisses- with buildings		Fief St-Maxime du-of Mont-Louis	5.50			5.50
Côté, Adélarde...	301-6, 301-8 et-and 302-4 avec bâtisses- with buildings		Fief St-Maxime du-of Mont-Louis	5.67			5.67
Campion, Mme- Mrs. Paul	233-2, avec bâtisses- with buildings		Fief St-Maxime du-of Mont-Louis	9.45			9.45
Minville, Maurice...	241-2, avec bâtisses- with buildings		Fief St-Maxime du-of Mont-Louis	16.55		72.00	88.55
Lévesque, Omer...	301-10, avec bâtisses- with buildings		Fief St-Maxime du-of Mont-Louis	11.20			11.20
Boucher, Léon	Maison construite sur -House built on lot 300-4		Fief St-Maxime du-of Mont-Louis	5.69			5.69
Boucher, Odilon...	Maison construite sur -House built on lot 330-4		Fief St-Maxime du-of Mont-Louis	17.72			17.72
Élément, Wellie...	62-A et-and 62-B, avec bâtisses-with buildings	1	Taschereau	5.04			5.04
Robinson, Émilien...	52-A-5, avec bâtisses- with buildings	1	Taschereau	12.57			12.57
Laflamme, Norbert...	58-B-5, 58-C et-and 58-D, avec bâtisses- with buildings	1	Taschereau	11.62			11.62
Daraïche, Ernest...	58-B-4, avec bâtisses- with buildings	1	Taschereau	13.08			13.08
Laflamme, Robert...	58-B-3, avec bâtisses- with buildings	1	Taschereau	4.50			4.50
Laflamme, Mme Mrs. Georges T.	50-A-23, avec bâtisses sauf celles apparte- nant à Alfred Cura- deau, jr-with build- ings, save those be- longing to Alfred Cura- deau, jr.	1	Taschereau	5.48			5.48
Curadeau, Alfred jr.	Bâtisses construites sur-buildings built on lot 50-A-23	1	Taschereau	6.29			6.29
Boucher, Guy	50-A-8 et-and 50-A-13 avec bâtisses-with buildings	1	Taschereau	20.81			20.81
Daraïche, Cléophas	51-A-6, avec bâtisses- with buildings	1	Taschereau	20.02			20.02
Goupil, Achille	50-A-5, avec bâtisses- with buildings	1	Taschereau	11.92			11.92
Robinson, Mme- Mrs. Alphonsine	P. 51-A-13, avec bâ- tisses-with buildings	1	Taschereau	18.94			18.94

Consistant en un terrain mesurant une largeur de 50 pieds par une profondeur de 85 pieds et borné comme suit: au nord par le résidu du lot 51-A-13 de la succession Jérôme Daraïche; à l'est partie par le lot 50-A-26 de la corporation scolaire et partie par le lot 50-A-2 d'Éméric Daraïche; au sud par la rivière Gros Morne et à l'ouest par 51-A-14 d'Édouard Boucher.

Consisting in a lot of land measuring 50 feet in width by a depth of 85 feet, and bounded as follows: on the north by the remainder of lot 51-A-13 belonging to the estate of Jérôme Daraïche, on the east partly by lot 50-A-26 belonging to the school corporation and partly by lot 50-A-2 belonging to Éméric Daraïche, on the south by Gros Morne River, and on the west by 51-A-14 belonging to Édouard Boucher.

Robinson, Dasylla	49-A-2, 49-A-4, 49-A-3	1					
Daraïche, Lionel	49-A-8, 49-A-9 et-and 50-A-15, avec bâtis- ses-with buildings	1	Taschereau	5.29			5.29
Curadeau, Alfred Sr.	50-A-9, avec bâtisses- with buildings	1	Taschereau	7.72			7.72
	51-A-34, avec bâtis- ses-with buildings	1	Taschereau	6.93			6.93

Corporation municipale de Saint-Maxime du Mont-Louis (suite)
Municipal corporation of Saint-Maxime du Mont-Louis (continued)

Propriétaire Owner	Numéro du lot Lot number	Rang Range	Canton Township	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes seol. School taxes	Aque- duc — Aque- duct	Total
Robinson, Vve-Wi- dow Hervé et héri- tiers légaux de feu- and legal heirs of the late Hervé Robinson.....	51-A-26, avec bâtisses with buildings.....	1.....	Taschereau.....	\$ 11.42			\$ 11.42
Henley, Honoré..	51-A-17, avec bâtisses with buildings.....	1.....	Tachereau.....	12.27			12.27
Daraiche, Mme- Mrs. Jérôme et and succ.-est. de- of Jérôme Darai- che.....	P. 51-A-13, avec bâ- tisses-with buildings.	1.....	Taschereau.....	5.85			5.58

Donné à Ste-Anne des Monts, ce dix-septième
jour d'avril mil neuf cent soixante-quatre.

6397-17-2-0

Le Secrétaire-trésorier,
LOUIS-PHILIPPE LANGELIER.

Given at Ste-Anne des Monts, this seventeenth
day of April, one thousand nine hundred and
sixty-four.

6387-17-2

LOUIS-PHILIPPE LANGELIER,
Secretary-Treasurer.

Cité de St-Lambert

City of St. Lambert

Avis public est par les présentes donné par
le soussigné, greffier de la susdite cité, que les
propriétés immobilières ci-dessous désignées se-
ront vendues à l'enchère publique, JEUDI, le
VINGT-HUITIÈME jour de MAI, 1964, à
DIX heures de l'avant-midi, dans la salle muni-
cipale de l'Hôtel de Ville de St-Lambert, 35 rue
Aberdeen, cité de St-Lambert, pour satisfaire
au paiement des taxes municipales avec intérêts
plus les frais subséquemment encourus à moins
que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient
payés avant la vente.

Public notice is hereby given by the under-
signed, City Clerk of the aforesaid city, that
the immoveable properties hereinafter described
will be sold by public auction on THURSDAY,
the TWENTY-EIGHTH day of MAY, 1964,
at TEN o'clock in the forenoon, in the Council's
Meeting Hall of the city of St. Lambert, 35
Aberdeen Street, St. Lambert, to satisfy the
payment of the municipal taxes with interests,
plus the costs which shall subsequently be
incurred unless the said taxes, interests and costs
be paid before the sale.

Noms Names	Cadastre	Subdivision
Dame Madeleine Roy, épouse séparée de biens de-wife separate as to property of Bernard Denault..... Avec bâtisses y érigées.....	161.....	1157, 1158, 1159
Dame Mary Ethel Rosser, veuve de feu-widow of the late George Varley Beveridge.....	161.....	979.

Donné à St-Lambert, ce vingt-quatrième jour
d'avril, 1964.

6489-18-2-0

Le Greffier,
CECIL H. MACNAUGHTEN.

Given at St. Lambert, this twenty-fourth day
of April, 1964.

6489-18-2-0

CECIL H. MACNAUGHTEN,
City Clerk.

La municipalité scolaire protestante
de Val d'Or-BourlamaqueThe protestant school municipality
of Val d'Or-Bourlamaque

Avis public est par les présentes donné par la
soussignée, secrétaire-trésorier de la municipalité
scolaire protestante de Val d'Or-Bourlamaque
que les propriétés ci-après désignées, seront
vendues à l'enchère, dans la Salle du Conseil,
Hôtel de Ville, Val d'Or, Qué., MERCREDI, le
TROISIÈME jour de JUN 1964, à DIX
heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paie-
ment des taxes scolaires et municipales avec
intérêt et les frais encourus subséquemment à
moins que ces taxes, intérêt et dépenses ne soient
payés avant la vente.

Public notice is hereby given by the under-
signed secretary-treasurer of the Protestant
school municipality of Val d'Or-Bourlamaque,
that the properties hereinafter described shall
be sold by public auction in the Council Chamber,
City Hall, Val d'Or, Que., on WEDNESDAY,
the THIRD day of JUNE 1964, at TEN o'clock
in the forenoon, in payment of school and
municipal taxes due, with interest plus costs
subsequently incurred, unless said taxes, interest
and expenditures are paid prior to the sale.

Nom du propriétaire Name of owner	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes scolaires School taxes	Taxes munic. Munic. taxes	Intérêts et frais Interests and costs	Total
Mme-Mrs. Paul Yamechuk	Subd. 64, du bloc-of block 14, canton-township Bourlama- que (14-64)	\$ 3,401.30	\$ 2,792.80	\$ 417.80	\$ 6,611.90
M.-Mr. Nick Yamechuk	Subd. 74, du bloc-of block 14, canton-township Bourlama- que (14-74)	563.30	559.98	89.25	1,212.53
Mme-Mrs. Sofia Hryeuna	Subd. 38, du bloc-of block 34, canton-township Bourlama- que (34-38)	153.73	46.32	32.25	232.30

La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite, sujette à la réserve des droits miniers.

Le prix d'adjudication de ces immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Val d'Or, Québec, ce vingt-quatrième jour d'avril, mil neuf cent soixante-quatre.

Le Secrétaire-trésorier,
6499-18-2-o MINE HELGA BREWER.

The sale of the above described immoveables is made subject to reserve of mining rights.

The purchase price of the said immoveables will be payable immediately.

Given at Val d'Or, Que., on this twenty-fourth day of April, nineteen hundred and sixty-four.

Mrs. HELGA BREWER,
6499-18-2-o Secretary-Treasurer.

Municipalité du comté de Mégantic

Avis public est par le présent donné par René Chevrier, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans le village d'Inverness, au lieu où le conseil de comté tient ses sessions, MERCREDI le DIXIÈME jour de JUN 1964, à DIX heures du matin, tel que fixé par règlement, à défaut de paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et des frais encourus.

Municipalité de Bernierville

Une propriété connue aux plan et livre de renvoi révisés de cette partie du canton d'Halifax, paroisse de St-Ferdinand, comprise dans la municipalité du village de Bernierville, comme étant les lots numéros 436, 437-2, 1432, 1428, 420-2, 421, 379-2 et 380-2, sans bâtisse dessus.

Connue comme appartenant à James Pidgeon. Taxes dues: \$32.06.

Municipalité Ptie. S.O. Halifax-Sud

Le lot numéro 68, du cadastre officiel de la paroisse de St-Ferdinand, canton d'Halifax. Connue comme appartenant à Eddy Gazeille. Taxes dues: \$354.81.

Municipalité du Canton d'Inverness

Une partie du lot numéro 325, du cadastre officiel du canton d'Inverness, contenant 127 pieds de largeur sur 127 pieds de profondeur, bornée en front par le 5ième rang et de tous les autres côtés à Amédée Fradette ou son représentant.

Connue comme appartenant à Amédée Fradette. Taxes dues: \$8.00.

Municipalité d'Irlande Nord

Les lots numéros 457 et 458, du cadastre officiel du canton d'Irlande.

Connus comme appartenant à Léo Paul Bélanger. Taxes dues: \$84.47.

La partie sud-est du lot numéro 459, du cadastre officiel du canton d'Irlande.

Connue comme appartenant à Léo Paul Bélanger. Taxes dues: \$220.00.

Municipality of the county of Mégantic

Public notice is hereby given by René Chevrier, secretary-treasurer, that the lands hereunder mentioned will be sold at public auction, in the village of Inverness, at the place where the county council holds its sittings, on WEDNESDAY the TENTH day of JUNE 1964 at TEN o'clock a.m. as enacted by a by-law, in default of payment of taxes due thereon and costs incurred.

Municipality of Bernierville

A property known on the revises plan and book of reference for that part of the township of Halifax, parish of St-Ferdinand, comprised in the municipality of the village of Bernierville, as being the lots numbers 436, 437-2, 1432, 1428, 420-2, 421, 379-2 and 380-2, without building thereon.

Known as belonging to James Pidgeon. Taxes due: \$32.06

Municipality of Halifax-South, S.W. Pt.

The lot number 68, of the official cadastre of the parish of St-Ferdinand, township of Halifax.

Known as belonging to Eddy Gazeille. Taxes due: \$354.81.

Municipality of the Township of Inverness

A part of the lot number 325, of the official cadastre of the township of Inverness, containing 127 feet in width by 127 feet in depth, bounded in front by the 5th range and on all the other sides by Amédée Fradette or his representative.

Known as belonging to Amédée Fradette. Taxes due: \$8.00.

Municipality of Ireland North

The lots numbers 457 and 458, of the official cadastre of the township of Ireland.

Known as belonging to Léo Paul Bélanger. Taxes due: \$84.47.

The southeast part of the lot number 459 of the official cadastre of the township of Ireland.

Known as belonging to Léo Paul Bélanger. Taxes due: \$220.00.

Municipalité d'Irlande Sud

1° Une partie du lot numéro 256, du cadastre officiel du canton d'Irlande, partant du chemin public allant de St-Ferdinand à Black Lake au chemin Chainé, mesurant 108 pieds le long de ce chemin, 129 pieds en arrière à la profondeur, 150 pieds environ le long du chemin Craig d'un côté et 144 pieds de l'autre côté, bornée en front au chemin Chainé, d'un côté au chemin Craig, en arrière et de l'autre côté au résidu du même lot.

2° Une pointe de terre faisant partie des lots numéros 255 et 256 du susdit cadastre, de forme irrégulière, étant le terrain compris entre le chemin Craig en avant, d'un côté au vieux chemin de Black Lake et de l'autre côté au nouveau chemin de Black Lake.

3° Une partie du lot numéro 256, du même cadastre, contenue dans les bornes suivantes: d'un côté au chemin Craig, de l'autre côté au terrain de Roland Fréchette, ou son représentant, au nord à Philippe Garneau à la ligne entre les rangs 4 et 5 et au sud au vieux chemin de Black Lake.

Avec toutes les bâtisses érigées sur ces terrains.

4° Une partie du lot numéro 256, susdit cadastre, mesurant 150 pieds de largeur sur le chemin public traversant ce lot (Route numéro 49) à partie de l'emplacement de François Croteau sur le même lot (représentant Henri Mercier), et allant dans une direction nord-ouest, à cette distance mesurant 150 pieds de profondeur dans une direction sud-ouest, à cette distance allant dans une direction sud-est, jusqu'au chemin Craig, pour finir à rien à la ligne sud-est et sud-ouest, de l'emplacement de François Croteau au chemin Craig. Ce terrain est aussi borné en front au nord-est, partie à la route numéro 49 et partie à l'emplacement appartenant déjà à l'acquéreur, d'un côté au nord-ouest, et en arrière au sud-ouest, au résidu du terrain d'Émilie Gouin sur le même lot et au sud-est partie à l'emplacement de l'acquéreur et partie au chemin Craig. La ligne sud-ouest du terrain ci-dessus vendu passe à 100 pieds de la ligne nord-ouest de l'emplacement actuel de François Croteau, en arrière de cet emplacement, pour finir à rien au chemin Craig à la ligne arrière de l'emplacement actuel de François Croteau. Sans bâtisse dessus.

Le terrain vendu est sujet à la servitude de The Bell Telephone Co. of Canada pour sa ligne téléphonique.

Le tout connu comme appartenant à François Croteau. Taxes dues: \$400.64.

Municipalité de Ste-Anastasia

a) Une terre avec bâtisses dessus construites, connue comme étant la $\frac{1}{2}$ sud-ouest du lot numéro 10, rang 3, cadastre officiel du canton de Nelson, contenant 112 acres en superficie, bornée au nord-est par l'autre partie dudit lot appartenant à Raymond Hallé et au sud-ouest partie par la terre ci-après décrite et partie par celle appartenant à Mme Odilon Bergeron, sur la profondeur du rang, soit bornée au nord-ouest par le rang 2 et au sud-est par le chemin public.

b) Une partie de terre connue comme étant partie au bout sud-est de la partie nord-est du lot numéro 11, rang 3, du susdit cadastre, contenant environ 55 acres en superficie, bornée au sud-est par le chemin public (route No 5), au sud-ouest par partie sud-ouest du lot numéro 11

Municipality of Ireland-South

1. A part of the lot number 256, of the official cadastre of the township of Ireland, starting at the public road going from St-Ferdinand to Black Lake to the Chainé road, measuring 108 feet along the said road, 129 feet in rear at the depth, 150 feet about along the Craig's road on one side and 144 feet on the other side, bounded in front by the Chainé road, on one side to the Craig's road in rear and on the other side by the residue of the same lot.

2. A piece of land forming part of the lots numbers 255 and 256 of the said cadastre, of irregular form, being the land comprised between the Craig's road in front, on one side to the old road leading to Black Lake and on the other side to the new road leading to Black Lake.

3. A part of the lot number 256, on the same cadastre, comprised in the following boundaries: on one side to the Craig's road, on the other side to the land of Roland Fréchette, or his representative, to the north to Philippe Garneau at the line between ranges 4 and 5, and to the south to the old road of Black Lake.

With all the buildings erected on those pieces of land.

4. A part of the lot number 256, said cadastre, measuring 150 feet in width on the public road crossing that lot (Road number 49), beginning at the emplacement of François Croteau, on the same lot (representing Henri Mercier) and going in a northwest direction, at that distance measuring 150 feet in depth in a southwest direction, at that distance going in a southeast direction up to the Craig's road, to end at nothing at the southeast and southwest line of the emplacement of François Croteau at the Craig's road. This piece of land is also bounded in front to the northeast partly by the road number 49 and partly by the emplacement already belonging to the purchaser, on one side to the northwest and at the rear to the southwest by the residue of the land of Émilie Gouin on the same lot, and to the southeast partly by the emplacement of the purchaser and partly by the Craig's road. The southwest line of the land hereabove sold passes at 100 feet of the northwest line of the actual emplacement of François Croteau, at the rear of that emplacement, to end at nothing at the Craig's road at the rear of the actual emplacement of François Croteau. Without building thereon.

The land sold is subject to the servitude of The Bell Telephone Co. of Canada for its telephone line.

The whole known as belonging to François Croteau. Taxes due: \$400.64.

Municipality of Ste-Anastasia

a) A farm with buildings thereon erected, known as being the southwest half of the lot number 10, range 3, official cadastre of the township of Nelson, containing 112 acres in superficies, bounded to the northeast by the other part of the said lot belonging to Raymond Hallé and to the southwest partly by the property hereinafter described and partly by the property belonging to Mrs. Odilon Bergeron, on the depth of the range, bounded to the northwest by range 2 and to the southeast by the public road.

b) Part of a farm known as being part of the southeast end of the northeast part of the lot number 11, range 3, of the said cadastre, containing about 55 acres in superficies, bounded to the southeast by the public road (Road No. 5), to the southwest by the southwest part of the

susdit, occupée par Andrée Turgeon, au nord-ouest par une terre appartenant à Mme Odilon Bergeron et au nord-est par la terre décrite en premier lieu.

Le tout connu comme appartenant à Robert Thivierge. Taxes dues: \$252.38

Municipalité de Ste-Julie

Un morceau de terrain, sis dans la paroisse de Ste-Julie, au sud-est du chemin et partie au sud-est d'un terrain appartenant à Robert L. Bergeron, dans le 2ième rang de Somerset-Nord, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro 15, du cadastre officiel de Somerset-Nord, bornée au nord-ouest partie par le chemin et partie par un terrain acquis par Robert L. Bergeron, au nord-est par une partie du lot numéro 16, au sud-est par la rivière Bécancour et au sud-ouest par une partie du lot numéro 14 appartenant à Siméon Savoie et partie par le terrain appartenant à Robert L. Bergeron, le tout avec bâtisses dessus construites.

À la réserve d'un droit de passage en faveur de François Lafontaine et de Antoine Labrecque et sujet à deux droits de passage en faveur de Robert L. Bergeron.

Connu comme appartenant à J. H. Ouellet. Taxes dues: \$74.88

Les lots numéros 23-A et 23-B, du 8ième rang, du cadastre officiel du canton de Nelson.

Connus comme appartenant à Roland Samson. Taxes dues: \$380.32

Municipalité de St-Jacques de Leeds

Une partie de terrain située dans le 10ième rang du canton de Leeds, formant environ 68 acres en superficie portant le numéro Pt. 12-A, rang 10, bornée au sud-ouest par Nadeau & Frères Co. Ltée, au nord par le chemin du 10ième rang, du côté est par Ls.-Henri Delisle et à l'ouest par Majorique Bolduc, avec bâtisses. À distraire de ladite partie de lot une ancienne maison d'école appartenant à Nadeau & Frères Co. et aussi le droit d'une source d'eau.

Connue comme appartenant à Charles Robertson. Taxes dues: \$95.90.

Un terrain portant le numéro Pt. 12-E, rang 9, du canton de Leeds, formant environ 40 acres, borné au nord par Adrien Routhier, au sud par le chemin du 10ième rang, à l'est par Jean Bilodeau et à l'ouest par Paul Routhier.

Connu comme appartenant à Charles Robertson. Taxes dues: \$105.00.

Un certain morceau de terrain de forme irrégulière, situé dans le canton de Leeds, mesurant du côté est 130 pieds de profondeur aboutissant au chemin de Craig, de l'autre côté la profondeur de 108 pieds, aboutissant au chemin des mines, sur une largeur au côté sud-ouest de 66 pieds et le tout allant en pointe et aboutissant de chaque côté au chemin de Craig pour une partie et pour l'autre partie au chemin des mines, tel que susdit, le tout formant partie du lot numéro 16-D, rang 9, canton de Leeds, bornée à l'est à la route nationale, au sud aux chemins de Craig et des Mines et de tous autres côtés à Rodolphe Thivierge et au devant à Émilien Sylvain.

Connu comme appartenant à Dorvenie Thivierge. Taxes dues: \$5.05.

said lot number 11, occupied by Andrée Turgeon, to the northwest by a farm belonging to Mrs Odilon Bergeron, and to the northwest by the property hereinabove firstly described.

The whole known as belonging to Robert Thivierge. Taxes due: \$252.38.

Municipality of Ste-Julie

A piece of land situated in the parish of Ste-Julie, to the southeast of the road and part to the southeast of a land belonging to Robert L. Bergeron, in the 2nd range of Somerset-North, known and designated as being a part of the lot number 15 of the official cadastre of Somerset-North, bounded to the northwest partly by the road and partly by a land bought by Robert L. Bergeron, to the northeast by a part of the lot number 16, to the southeast by the river Bécancour and to the southwest by a part of the lot number 14 belonging to Siméon Savoie and partly by the land belonging to Robert L. Bergeron, the whole with buildings thereon erected.

Under the reserve of a right of way in favor of François Lafontaine and of Antoine Labrecque and subject to two rights of way in favor of Robert L. Bergeron.

Known as belonging to J. H. Ouellet. Taxes due: \$74.88.

The lots numbers 23-A and 23-B, in the 8th range, of the official cadastre of the township of Nelson.

Known as belonging to Roland Samson. Taxes due: \$380.32.

Municipality of St-Jacques de Leeds

A piece of land situated in the 10th range of the township of Leeds, forming about 68 acres in superficies, bearing the number Pt. 12-A, range 10, bounded to the southwest by Nadeau & Frères Co. Ltée, to the north by the road of the 10th range, on the east side by Ls. Henri Delisle and to the west by Majorique Bolduc, with buildings. Save and except of the said piece of land an old school house belonging to Nadeau & Frères Co. and also the right to a spring of water.

Known as belonging to Charles Robertson. Taxes due: \$95.90.

A land bearing the number Pt. 12-E, range 9, of the township of Leeds, forming about 40 acres, bounded to the north by Adrien Routhier, to the south by the road of the 10th range, to the east by Jean Bilodeau and to the west by Paul Routhier.

Known as belonging to Charles Robertson. Taxes due: \$105.00.

A certain piece of land of irregular form, situated in the township of Leeds, measuring on the east side 130 feet in depth ending to the Craig's road, on the other side the depth of 108 feet ends to the road of the mines, on a width of 66 feet on the southwest side and the whole ending on each side to the Craig's road for a part and on the other part to the road of the mines, as above cited, the whole forming part of the lot number 16-D, in the 9th range of the township of Leeds bounded to the east by the public highway to the south by the Craig's road and to the road of the mines and on all other sides by Rodolphe Thivierge and in front by Émilien Sylvain.

Known as belonging to Dorvenie Thivierge. Taxes due: \$5.05.

Municipalité de St-Jean de Brébeuf

Une partie du lot numéro 699 du cadastre officiel du canton d'Irlande, mesurant 31 pieds de largeur sur le chemin Craig et 31 pieds en arrière sur 96 pieds de profondeur dans les deux lignes, ladite largeur à être mesurée à une distance de 455 pieds du bout du pont, avec maison dessus construire, bornée en avant par le chemin Craig, en arrière par Lévis Sylvain, d'un côté par Joseph Morency et de l'autre côté par Ovide Morency.

Connue comme appartenant à Octave Gourde.
Taxes dues: \$56.22.

Un morceau de terrain situé sur le 11^{ème} rang du canton d'Irlande, dans la municipalité de St-Jean de Brébeuf, mesurant 60 pieds de largeur par 60 pieds de profondeur, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro 631, du cadastre officiel du canton d'Irlande, située à une distance d'environ 4 arpents du chemin public passant entre les 11^{ème} et 12^{ème} rangs du canton d'Irlande, la ligne sud-est de ce terrain se trouvant à une distance d'environ un arpent de la ligne de division des lots numéros 631 et 632 et bornée en front au nord-est en arrière au sud-ouest, d'un côté au sud-est et de l'autre côté au nord-ouest par le résidu dudit lot appartenant à Jean-Denis Côté. Avec un droit de passage dans le chemin actuellement existant pour communiquer du susdit chemin public au terrain ci-dessus décrit, à titre de servitude perpétuelle pour l'utilité du terrain ci-dessus, Jean-Denis Côté conservant également le droit de se servir lui-même de ce droit de passage avec Lucien Grégoire.

Connu comme appartenant à Lucien Grégoire.
Taxes dues: \$19.34.

Inverness, le 25 avril 1964.

Le Secrétaire-trésorier
de la Corporation du comté de Mégantic,
RENÉ CHEVRIER.

6488-18-2-o

Municipality of St. Jean de Brébeuf

A part of the lot number 699 of the official cadastre of the township of Ireland, measuring 31 feet in width on the Craig's road and 31 feet in width at the rear by 96 feet in depth on both lines, the said width to be measured at a distance of 455 feet from the end of the bridge, with a house thereon erected, bounded in front by the Craig's road, in rear by Lévis Sylvain, on one side by Joseph Morency and on the other side by Ovide Morency.

Known as belonging to Octave Gourde.
Taxes due: \$56.22.

A piece of land situated in the 11th range of the township of Ireland, in the municipality of St-Jean de Brébeuf, measuring 60 feet in width by 60 feet in depth, known and designated as forming part of the lot number 631, of the official cadastre of the township of Ireland, situated at a distance of about 4 arpents from the public road between the 11th and 12th ranges of the township of Ireland, the southeast line of that land, being at a distance of about one arpent of the division line of the lots numbers 631 and 632 and bounded in front to the north-east in rear to the southwest on one side to the southeast and on the other side to the northwest by the residue of the said lot belonging to Jean-Denis Côté. With a right of way in the actual road to communicate from the above public road to the land above described, being a perpetual servitude for the use of the above land, Jean-Denis Côté having also the right to use the same right of way with Lucien Grégoire.

Known as belonging to Lucien Grégoire.
Taxes due: \$19.34.

Inverness, April 25, 1964.

RENÉ CHEVRIER,
Secretary-Treasurer
of the Corporation of the county of Mégantic.
6488-18-2-o

INDEX No 18

ACTION	ACTION
en séparation de biens	for Separation as to Property
Sobel vs Skronsky	2532
ARRÊTÉS en Conseil	ORDERS in Council
758 - Modification à l'arrêté en conseil no 2069, du 21 novembre 1963	2533
758 - Amendment to Order in Council No. 2069, dated November 21, 1963	2533
824-E - Industrie de la robe dans la province	2533
824-E - Dress industry in the Province	2533
824-F - Boîte de carton dans la région de Québec	2533
824-F - Paper box industry in the region of Québec	2533
ASSOCIATIONS Coopératives	COOPERATIVE Associations
Association Coopérative des Loisirs de la Plage St-Joseph (L') - (Règl. - By-laws)	2537
Association coopérative de spectacles récréatifs pour malades (Form.)	2538
Association coopérative forestière de St-Didace (Form.)	2538
Association coopérative forestière de Nouvelle, comté de Bonaventure (Form.)	2538
AVIS	NOTICES
L'Ange-Gardien, par. (Requête-Petition)	2538

CAISSES		SAVINGS		
d'épargne et de crédit		and credit unions		
Caisse d'Économie des Employés de Coca-Cola Employees Credit Union (Form.)	2539			
Caisse Populaire de Rigon (La) - (Form.)	2539			
COMPAGNIES		COMPANIES		
Avis relatifs à la loi des		Notices relative to the Act of		
Autorisée à faire des affaires		Licensed to do Business		
Freeport Sulphur Company	2539			
Chartes — Abandon de		Charters — Surrender of		
Circuits Mondiaux Inc.	2541			
Cie de Téléphone de l'Avenir Inc. (La)	2541			
Faustin (A.) Limited	2540			
Faustin (A.) Limitée	2540			
Fort Street Realty Company Limited	2540			
Kress and Owen Company of Canada Limited	2541			
L'Avenir Telephone Company Inc. (The)	2541			
Morton Realities Inc.	2540			
North Shore Propane Côte Nord Inc.	2541			
Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (R.I.N.) inc. (Le)	2541			
Trans-Canada Chemicals Corp.	2540			
Divers		Miscellaneous		
African Business Corporation for Development (Quebec) Ltd. (Dir.)	2542			
Association des propriétaires de salles de quilles du Québec inc. (L') - (Dir.)	2542			
Association des propriétaires de salles de quilles du Québec inc. (L') - (Règl.- By-laws)	2541			
Canadian Technical and Investment Services Ltd. (Dir.)	2542			
Donaldson Crevier and Associates Incorporated (Dir.)	2542			
Donaldson Crevier et associés incorporée (Dir.)	2542			
English-Speaking Union of the Commonwealth (Montreal Branch) (The) (Règl.- By-laws)	2543			
English-Speaking Union of the Commonwealth (Montreal Branch) (The) (Dir.)	2542			
Ferland (J. G.) Itée (Dir.)	2542			
Hôpital Marie Clarac des Soeurs de Charité de Sainte-Marie (Règl.- By-laws)	2543			
Polaris Shipping Ltd. (Dir.)	2543			
Société canadienne d'études techniques et d'investissements Itée (Dir.)	2542			
Viau (Roger) & fils inc. (Dir.)	2543			
Lettres patentes		Letters Patent		
Agences Bermat inc.	2450	Biron automobiles Itée	2453	
Alfa Textile Printing & Flocking Co.	2450	Bissonnette (Lucien) inc.	2454	
Andover Press Ltd.	2451	Boire et frères transport Itée	2454	
Art Custom Built Upholstering Ltd.	2451	Bond Motors Ltd.	2454	
Association canadienne des distributeurs indépendants de films d'expression française (A.C.D.I.F.)	2451	Boutique Raymonde inc.	2455	
Association des jeunes médecins spécialistes de la province de Québec	2452	Brown (Murray) Inc.	2455	
Autolav (mobile) inc.	2452	C.I.B.C. inc.	2455	
Beaulieu & Séguin incorporée	2453	C.R.I.S. construction inc.	2456	
Bel-Ray Inc.	2453	Cadettes de Salaberry-de-Valleyfield	2456	
		Cameron Plumbing and Heating Limited	2456	
		Central Auto Electric Inc.	2457	
		Centrale auto électrique inc.	2457	
		Centre Mont Ste-Cécile inc.	2457	
		Cerle de la Place d'Armesinc.	2457	
		Cie des produits de Survie Itée (La)	2483	
		Cliche (Philippe) inc.	2458	
		Club de La Moustache Tavan	2458	
		Club de yacht de Québec (1964) inc.	2459	
		Club social de Gatineau	2459	
		Congregation Minchash Elozor	2459	
		Construction Régionale (La Tuque) inc.	2460	
		Corriveau (Fernand) inc.	2460	
		Decor-Metal Ltd.	2460	
		Déneigement Rivière-du-Loup inc.	2461	
		Dero Enterprises Ltd.	2461	
		Développements Laperro inc.	2462	
		Édifice Tessier Itée (L')	2462	
		Entreprises Landreville inc. (Les)	2462	
		Entreprises Tardif Itée (Les)	2463	
		Eselda Investments Ltd.	2463	
		Esplanade Painting Co.	2463	
		Esther Holdings Inc.	2464	
		Ferme Joliette inc. (La)	2464	
		Forbel inc.	2464	
		Gendreau (Édouard) inc.	2465	
		Gore Lamp & Shade Co. Ltd.	2465	
		Grand Maison (Paul) inc.	2466	
		Harpaul Enterprises Inc.	2466	
		Hochelaga Chesterfield Itée	2466	
		Hôpital St-Joseph de La Malbaie (1964)	2543	
		Hu-Bros transport Itée	2467	
		Importateurs uniques du Québec Itée (Les)	2467	
		Institut Familial Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe	2543	
		Institut S.P.A.C.C. inc.	2467	
		Jorili Investments Limited	2468	
		Journal de Sherbrooke, inc. (Le)	2468	
		L. T. Transport Itée	2469	
		Lachance (Jean-Paul) Itée	2469	
		Lacoste (Albert) inc.	2469	
		Lance Trading Co. Ltd.	2470	
		Lennox Restaurant Inc.	2470	
		Location d'autos Warwick Itée	2470	
		Maison Scandia (Qué.) Itée (La)	2481	
		Marché Baribo inc.	2471	
		Marché de l'auto (N.S.) inc. (Le)	2471	
		Maroco Itée	2471	
		McNeil fleuriste inc.	2472	
		Merchants International Corporation	2472	
		Miller Promotions Inc.	2473	
		Milot Electric Inc.	2473	
		Mondou (Réel) inc.	2473	
		Motel Giffard inc.	2474	
		Northlight Company Ltd.	2474	
		Oeufs Breton & cie limitée (Les)	2474	
		Oeufs Vachon inc. (Les)	2475	
		Overseas Sales Agencies Inc.	2475	
		Palatin inc. (Le)	2475	
		Parent (Henri) inc.	2476	
		Pétroles Bergeron inc. (Les)	2476	
		Placements Amis Itée (Les)	2476	
		Placements Ste-Pétronille inc.	2477	
		Placements Valbro inc.	2477	
		Playcraft Toys inc.	2477	
		Plazamart Inc.	2478	
		Republic Funding (Quebec) Limited	2478	

Lettres patentes	Letters Patent	Nicoll (Stan) & Co. Ltd.	2544
(suite)	(continued)	Parent (Henri) Inc.	2544
Roberge (Aimé) & fils (équipement) ltée	2478	Placements D.B.F. Ltée (Les)	2546
Rosecraft Holding Corporation	2479	Renaud Galipeau Transport Inc.	2545
Rosevalley Food Products Inc.	2479	EXAMEN	EXAMINATION
Rouanda Bowlarium inc.	2480	des Agronomes	Agronomists
Sabina Holdings Inc.	2480	Admission à la pratique	2546
Samian Society of Montreal « Pythagoras »	2480	Admission to practice	2546
Santos Brazilian Coffee Ltd.	2481	LIQUIDATION	WINDING
Scandia House (Que.) Ltd.	2481	Appartements Morin ltée	2548
Snowdon Caterers Ltd.	2481	MINISTÈRES	DEPARTMENTAL
Société des infirmières visiteuses du diocèse de Nicolet inc.	2482	Finances	Finance
Speyer (Otto W.) Inc.	2482	<i>Assurances:</i>	<i>Insurance:</i>
Stephenson Company Ltd.	2482	Continentale (La), Compagnie d'Assurance-Vie	2548
Studio Breton inc.	2483	Continental Life Insurance Company (The)	2548
Survival Supplies Co. Ltd.	2483	Instruction publique	Education
Suss Woodcraft Ltd.	2484	<i>Municipalité scolaire de:</i> <i>School Municipality of:</i>	
Tessier Building Ltd.	2462	Aylmer Prot. (Acc.-Grant.)	2550
Tremus Corporation	2484	Delège (Dem.-Appl.)	2549
Ultra Modern Construction Ltd.	2484	Giffard (Dem.-Appl.)	2549
Vachon auto ltée	2485	Potton (Dem.-Appl.)	2549
Valleyfield Automotive Inc.	2485	St-Alphonse-de-Granby, village (Dem.-Appl.)	2549
Lettres patentes supplémentaires	Supplementary Letters Patent	St-Ferdinand (Dem.-Appl.)	2550
Agence d'Assurance Tafler inc.	2492	St-Joseph, village (Dem.-Appl.)	2550
Bella Vista Golf and Country Club Inc.	2485	St-Victoire, par. (Dem.-Appl.)	2550
Central Truck Lines Ltd.	2486	Shigawake-Port Daniel prot. (Dem.-Appl.)	2549
Champagne Realties, Inc.	2489	Terres et Forêts	Lands and Forests
Charlesbourg Automobiles limitée	2486	<i>Cadastre:</i>	<i>Cadastre:</i>
Cintilair inc.	2486	St-Colomb de Sillery, par.	2452
Clinique Médicale de l'Est inc.	2486	St-Jeanne de l'Île Perrot, par.	2452
Compagnie de courtage immobilier de Québec ltée (La)	2487	Travail	Labour
Compagnie de sable limitée (La)	2487	<i>Industrie ou métiers de:</i> <i>Industry or Trades of:</i>	
Corporation Desruisseaux (La)	2487	Alimentation, détail, Montréal (Avis)	2518
Desruisseaux Corporation	2487	Alimentation, gros, Québec (Prél.)	2529
Dessureault (L. P.) & Frères ltée	2487	Chemises pour hommes et garçons, province (Avis)	2493
Développements Vimont limitée (Les)	2487	Coiffeurs, Québec (Prél.)	2527
Dulude Transport Limited	2488	Coiffeurs, Trois-Rivières (Prél.)	2531
Dulude Transport limitée	2488	Construction, Drummond (Mod.-Amend.)	2517
Dustess (1964) Inc.	2488	Construction, Duplessis (Appr.)	2493
G.M.B. Construction Co. Ltd.	2488	Construction, Sherbrooke (Mod.-Amend.)	2525
G.M.B. Construction & cie ltée	2488	Electriciens, Montreal (Amend.)	2502
Harvine Industries (1964) Corporation	2488	Electriciens, Montréal (Mod.)	2502
Ideal Spread Co.	2489	Food, retail, Montreal (Notice)	2518
Immeubles Champagne, inc. (Les)	2489	Food, wholesale, Quebec (Levy)	2529
Industrial Holding Company Limited	2489	Hairdressers, Quebec (Levy)	2527
Labrador Realties Ltd.	2489	Hairdressers, Trois-Rivières (Levy)	2531
Muddiman Industries Limited	2490	Men's and boys' shirt, Province (Notice)	2493
Nouvelle Île inc.	2490	RÉGIE	QUEBEC
Périard (M.) incorporée	2490	des marchés agricoles	Agricultural
Québec-Téléphone	2490	du Québec	Marketing Board
Relson Holdings Ltd.	2491	Lait, Québec (Mod.)	2551
St-Thomas Automobiles ltée	2491	Milk, Quebec (Amend.)	2551
Société d'Expansion Financière ltée	2491	SOUSSIONS	TENDERS
Sporting Club de l'Île Paton inc. (Le)	2491	Beauceville-Est - East, ville - town	2551
Tafler Insurance Agency Inc.	2492	Neuville, c.s.-s.c.	2555
Temico Construction Company Ltd.	2492	Rimouski, cité - city	2552
Thas Contractors Supplies Ltd.	2492	St-Luc, c.s.-s.c.	2554
Verdun Realties Co. Inc.	2492		
Sièges sociaux	Head Offices		
Archambault (Gilles) Developments Ltd.	2545		
Brault (J.) Inc.	2545		
Cash Register Agencies Ltd.	2544		
Dante Shirt Corp.	2545		
Développements Gilles Archambault Ltée (Les)	2545		
Fitzjohn Investments Ltd.	2546		
L. J. A. Holdings Ltd.	2545		
Lacombe & Robidoux ltée	2546		
Mercantile Realty Company	2544		

SYNDICATS		SYNDICATES			
Professionnels		Professional			
Association des travailleurs de la cravate de Montréal (L') - (Const.)	2556	Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Lebel	2562		
Montreal Neckwear Workers' Association (The) - (Inc.)	2556	Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Pelletier	2563		
Syndicat des employés de Preissac Molybdenite Mines (Le) - (Const.- Inc.)	2557	Montréal	Montreal		
Syndicat des fonctionnaires municipaux de la cité de Sainte-Foy	2557	Chomedey, cité - city vs Lavoie	2564		
Syndicat des producteurs de betteraves à sucre de la région de Saint-Hyacinthe (Le) - (Const.- Inc.)	2556	Laurent vs Bramos	2564		
Syndicat des producteurs de bleuets de Cadillac (Le) - (Const.- Inc.)	2556	Poissant vs Savaria	2564		
Syndicat des producteurs de lait de la région de St-Jovite (Const.- Inc.)	2557	Queen (The) vs Langlois	2565		
		Reine (La) vs Langlois	2565		
		Speer et vir vs Héritiers - Heirs Fred Priest	2563		
		Québec	Quebec		
VENTES	SALES	Bel Enseignes Inc. vs Les Immeubles Riviera Inc.	2565		
Effets non-réclamés	Unclaimed Baggage	Commercial Credit Corporation Limited vs Machinerie Agricole et Industrielle Limitée	2567		
Canadian Pacific Express Company	2557	Duval vs Simard	2568		
		Gagnon vs Sirois	2568		
Loi de faillite	Bankruptcy Act				
Pelletier-Beaupré, Louisette	2558	Richelieu	Richelieu		
		Lepage vs Héritiers - Heirs Edgar Poirier	2569		
SHÉRIFS	SHERIFFS	Millette vs Cournoyer	2569		
Abitibi	Abitibi	Millette vs Cournoyer	2570		
Bégin vs Langevin	2558	Saguenay	Saguenay		
Arthabaska	Arthabaska	Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Gravel	2570		
Gauthier vs Morin	2559	Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Gravel	2570		
Leclair vs La Cie de Développement Jo Lav Inc.	2559	Saint-François	Saint Francis		
Beauce	Beauce	Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Houle	2571		
Turmel vs Labrie et al.	2560	Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Lareau	2572		
Bedford	Bedford	Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Turgeon	2572		
Société Financière du Québec Ltée (La) vs Daigneault et al.	2560	Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Houle	2571		
Chicoutimi	Chicoutimi	Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Houle	2572		
Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Mailhot	2561	Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Turgeon	2572		
Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Mailhot	2561	Terrebonne	Terrebonne		
Joliette	Joliette	Bank of Nova Scotia (The) vs Springs et vir	2573		
Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Brouillette	2561	Banque de la Nouvelle-Écosse vs Springs et vir	2573		
Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Brouillette	2561	Trois-Rivières	Trois-Rivières		
Trudeau vs Bourbonnière	2562	Bordeleau vs Normandin	2573		
Kamouraska	Kamouraska	Taxes	Taxes		
Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Bernier	2562	Gaspé No 3, comté-county	2575		
Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Lebel	2562	Lafleche, cité-city	2574		
Office du Crédit Agricole du Québec (L') vs Pelletier	2563	Mégantic, comté - county	2581		
Quebec Farm Credit Bureau (The) vs Bernier	2562	St-Lambert, cité - city	2580		
		Val d'Or-Bourlamaque, c.s.p.- p.s.c.	2580		

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

